

Supplément « l'Économie » Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14618 - 6 F

MARDI 28 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'appel à la confiance du G 7

UNE réunion pour rien? La rencontre des ministres des finances des sept grands pays industriels - le G 7 - ce week-end près de New-York, aura-t-elle été totalement inutile? Certains participants - comme l'Américain Nicholas Brady et le Français Pierre Bérégovoy - ont bien cherché à en souligner l'importance. L'affirmation commune de la nécessité de renforcer la croissance économique mondiale traduirait, selon le premier, un changement de climat favorable à la confiance des agents économiques. Elle serait, selon le second, un retour à l'esprit de concertation internationale des accords du Plaza (1985) et du Louvre (1987).

Le long communiqué publié à l'issue de sept heures et demie de débats incite plutôt au scepticisme. Hormis d'éventuels accords secrets, aucun point, à l'exception des États-Unis, n'a pris d'engagements précis en vue de stimuler l'activité mondiale.

APRÈS avoir constaté leur identité de vues sur la nécessité de rechercher dans chaque pays les conditions d'une croissance solide dans la stabilité des prix sur le moyen terme, les Sept traitent leurs divergences en procédant, d'une manière inhabituelle, à la description des politiques déjà engagées chez chacun d'eux.

Les États-Unis indiquent bien leur intention de stimuler l'activité avec des incitations à l'épargne et à l'investissement et une augmentation des dépenses de recherche. En campagne électorale, M. George Bush doit donner le détail de ce programme mardi 28 à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union. Une précision utile, cependant : il s'engage à ne pas accroître le déficit budgétaire.

Au centre des pressions américaines, l'Allemagne et le Japon, en revanche, n'ont pris aucun engagement. Confirmant leurs projets en matière budgétaire et fiscale, les Allemands ont rejeté les critiques adressées à leur politique monétaire. Ils n'abandonneront leurs taux d'intérêt que lorsque les conditions en seront remplies. Et ce n'est pas tout.

ES Japonais, quant à eux, se sont opposés à une relance budgétaire. Sur les taux de change, le texte final traduit un même flou. Les Sept ont simplement renouvelé leur détermination à coopérer étroitement sur les marchés des changes, favorisant ainsi leur stabilité. L'appréciation du yen vis-à-vis du dollar et des devises européennes, soulignée par les Américains et les Français, n'est pas revenue comme objectif explicite dans le communiqué.

1992 sera meilleure que 1991, a déclaré lundi sur Antenne 2 M. Bérégovoy en commentant les travaux de ce G 7. Les conditions d'une reprise de la croissance semblent effectivement plus favorables aujourd'hui qu'hier. La stabilité, à un niveau faible, des prix du pétrole, la baisse des taux d'intérêt à long terme et la maîtrise de l'inflation sont des facteurs positifs. En rappelant ces éléments, les Sept voulaient redonner confiance aux agents de l'économie. La confiance... Le mot est utilisé cinq fois dans leur communiqué, mais en révélant leurs différences, sinon leurs divergences, les grands argentiers ne contribuent guère à la faire naître.

Lire page 18 l'article de SERGE MARTI

MC147 - 0128 0 - 6.00 F



Le sort de l'armement nucléaire ex-soviétique

Le Kazakhstan conteste le pouvoir russe

De retour d'une tournée dans les quatre Républiques « nucléaires » de l'ex-Union soviétique, M. Roland Dumas s'est déclaré, dimanche 26 janvier, « pas totalement rassuré » par le sort de l'armement nucléaire soviétique. Contestant le pouvoir russe, le président du Kazakhstan, M. Nazarbaev, lui a en effet confirmé sa volonté de conserver jusqu'à l'an 2000 une partie des missiles stratégiques basés dans cette République, même s'il n'en a pas la capacité d'emploi.



Lire page 4 l'article de notre envoyé spécial JACQUES AMALRIC

Les élections partielles et la manifestation antiraciste

Les socialistes ont subi deux échecs cinglants

Les élections partielles du dimanche 26 janvier ont confirmé le discrédit qui frappe le pouvoir. Devancé par le Front national au premier tour d'une élection législative dans le Nord, le PS perd deux cantons (dans l'Isère et le Jura) et recule ailleurs. La manifestation antiraciste qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes samedi à Paris a été aussi un revers pour les socialistes qui, relégués en queue de cortège et face à des slogans hostiles, ont renoncé à défilé.

par Patrick Jarreau

Le président de la République, qui espérait parvenir à démontrer qu'entre la gauche et l'extrême droite, il n'y avait rien, va devoir se résigner à constater que la réalité, telle que la révèle l'élection législative partielle de Lambert, est différente : c'est face à l'opposition parlementaire et au Front national qu'aujourd'hui, il n'y a rien, ou pas grand-chose; en tout cas, pas les socialistes.

A l'image de ce qui s'est passé lors de la manifestation antiraciste, à Paris, samedi 25 novembre, les socialistes sont présents dans le combat contre l'extrême droite, mais la place du PS en tant que tel dans ce combat lui est si peu reconnue que, relégué en queue de cortège, il bat la

semelle pendant trois heures avant de replier ses banderoles et de rentrer chez lui sans avoir défilé. Le lendemain, dans le Nord, les électeurs socialistes de 1988 ont préféré s'abstenir ou voter pour les candidats écologistes plutôt que pour le PS, lequel a été devancé par le Front national.

Les socialistes n'avaient une chance de tirer parti des réactions que provoque la progression des thèmes du Front national dans l'opinion que si la frontière politique entre la droite et l'extrême droite avait été transgressée de manière significative.

Lire la suite et ses informations page 7 Lire également page 12 les articles de PHILIPPE BERNARD et ROBERT SOLÉ

Le chômage stabilisé en décembre

Le chômage a été stable en décembre, avec 0,05 % d'augmentation en données corrigées. Mais 1991 restera marquée par de très mauvais résultats : il y a eu un accroissement de 295 300 chômeurs; ils sont maintenant 2 826 900.

page 18

L'ÉCONOMIE

L'or des déchets

Débarrasser en dix ans la France des déchets qui la défigurent, c'est le pari du gouvernement.

Des J. O. pleins d'assurance

Pour qu'un incident ne tourne pas à la débâcle financière, les organisateurs des Jeux olympiques d'Albertville ont versé plus de 30 millions de francs de primes aux assureurs.

Le fondateur de Hyundai veut sauver la Corée

« Monsieur Chung », un des hommes les plus puissants de Corée du Sud, en avait assez de financer les politiciens : il crée son propre parti.

Avec la chronique de PAUL FASRA, le dossier sur le revenu minimum d'insertion les rubriques « Mode d'emploi » la page « Conjoncture » pages 27 à 38

Un entretien avec M. Occhetto

« La gauche est à reconstruire entièrement » nous déclare le chef de l'ex-PC italien

ROME

de notre correspondant

La 5 avril prochain devraient se dérouler les élections législatives italiennes. En dépit de l'immobilisme du système et de l'omniprésence de la démocratie chrétienne, ces élections risquent de changer bien des données de la vie politique italienne. Ce sera aussi le baptême du feu pour le Partito democratico della sinistra (PDS), issu il y a presque un an, en février 1991 au congrès de Rimini, de l'ancien Parti communiste italien. Homme du changement, secrétaire général du PCI depuis 1987 avant de présider aux destinées du PDS, Achille Occhetto est lui-même très contesté. Pour le Monde, il a tiré un premier et difficile bilan.

« C'est vrai, nous avons eu un moment difficile au début. Nous étions le parti communiste qui avait montré le plus de capacité à

se régénérer, celui aussi qui avait pris depuis longtemps le plus de distances avec Moscou. Mais, paradoxalement, notre transformation, qui est après tout une transformation radicale, n'en a été que plus difficile. Et si j'ai choisi de l'annoncer le jour même de la chute du mur de Berlin, bien que notre décision n'ait eu aucun rapport avec cet événement, c'est parce qu'il y avait là un symbole évident à mes yeux : l'écroulement du mur était aussi le signal d'une prise de conscience à l'Est, mais également à l'Ouest d'une profonde crise au sein des forces politiques traditionnelles.

« On l'a vu en Allemagne, en France et bien sûr en Italie, de nouvelles formes d'expression politique se font jour, mues par le désenchantement ou la protestation. Alors il était temps, surtout pour les anciennes forces de gauche, de repenser leur politique.

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS Lire la suite page 10

ESPACE EUROPÉEN

- La Macédoine, poudrière des Balkans
- Tribune : « L'élargissement vers l'Est est dans notre intérêt fondamental »
- Séville, un hymne à la modernité

pages 9 à 11

Négociations sur le Proche-Orient à Moscou

Alors que Syriens et Libanais ont déjà fait savoir qu'ils ne participeraient pas aux négociations dites « multilatérales » sur le Proche-Orient qui doivent débuter mardi 28 janvier à Moscou, la présence de la délégation palestinienne était, lundi, encore incertaine. Les membres de cette délégation ont quitté Jérusalem pour Amman, et ce n'est qu'après d'ultimes discussions avec les représentants de l'OUP dans la capitale jordanienne qu'une décision définitive devait être prise.

Lire page 6 l'article de PATRICE CLAUDE

Bordeaux retrouve son Grand Théâtre

Ouverture, aux sons de « la Flûte enchantée » d'un édifice superbement restauré et discrètement rénové

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

A l'heure où il est de bon ton de marquer du sceau de notre époque toute intervention dans un monument historique, disposition d'esprit qui devient souvent tyrannique et parfois dangereuse, la ville de Bordeaux célèbre aujourd'hui la restauration spectaculaire de son Grand Théâtre. La nomination d'Alain Lombard,

il y a deux ans, à la tête d'un outil qui vieillissait mal depuis ses derniers travaux, au début de ce siècle, a conduit à mener tambour battant cette restauration, d'un montant total de 130 millions de francs.

Le résultat est d'autant plus somptueux que le monument est un repère clé dans l'histoire de l'architecture française. En 1776, Louis Philippe de Chantreaux, qui allait devenir duc d'Orléans

avant de se faire régicide sous le nom de Philippe Egalité, fit la grâceuse à Bordeaux de visiter le chantier déjà prestigieux du Grand Théâtre. La visite du cousin du roi ne serait pas le dernier hommage que recevrait le chantier, puisqu'il allait accueillir dès l'année suivante les frères du roi.

FREDERIC EDELMANN

Lire la suite et l'article de ANNE REY, page 16

SIGMUND FREUD



Tome XVII 1923 - 1925. Autoprésentation. Inhibition, symptôme et angoisse. 352 pages - 225 F

Déjà parus :

- Tome III. Textes psychanalytiques divers. (1894-1899).
- Tome XIII. Une névrose infantile. Métapsychologie. (1914-1915).
- Tome XVI. Psychologie des masses. Le moi et le ça. (1921-1923).

Traduire Freud. Par A. Bourguignon, P. Cotet, J. Laplanche et F. Robert.

OEUVRES COMPLÈTES DE FREUD

Direction de la publication : André Bourguignon, Pierre Cotet. Direction Scientifique : Jean Laplanche.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le défi de Marc Pajot

Les premières des quatre-vingt-dix régates de qualification pour la Coupe de l'Amérique ont été disputées samedi 25 et dimanche 26 janvier à San-Diego (Californie) par les huit bateaux engagés dans ce défi. Le voilier français de Marc Pajot, Ville-de-Paris, comptait une victoire (sur les Australiens) et une défaite (sur les Néozélandais).

Lire page 15 l'article de GÉRARD ALBOUY

Le triomphe des footballeurs ivoiriens

Pour la première fois, la Côte-d'Ivoire a remporté la Coupe d'Afrique de football, dimanche 26 janvier à Dakar, face au Ghana, à l'issue d'un match haché et d'une interminable épreuve de tirs au but : 11 à 10 (0-0 à la fin des prolongations).

Lire page 15 le reportage de PHILIPPE BROUSSARD et page 26 l'article de notre correspondant : « Abidjan en liesse »

DÉBATS

Un entretien avec Paul Virilio

« Quand il n'y a plus de temps à partager, il n'y a plus de démocratie possible »

« Quelles sont les grandes lignes de votre réflexion sur le rôle de la vitesse ? »

« La vitesse est un facteur essentiel dans la répartition des richesses et du pouvoir. Le mode dominant de déplacement détermine à chaque époque l'organisation de la société, depuis la Grèce antique où on disait que « ceux qui font marcher les navires gouvernent la cité » jusqu'aux dynasties ferroviaires de l'essor du capitalisme, en passant par la chevalerie qui est la base de la féodalité. Aujourd'hui, le mode de déplacement principal est le transport électronique des informations, et de l'action. Il s'agit de moins en moins de parcourir une distance, mais de contrôler et d'agir à distance. »

« Dès lors, le temps l'emporte sur l'espace, l'immédiateté de la transmission, la vitesse des ondes sur l'organisation de la surface. Toute notre société est confrontée à cette notion de « téléprésence », c'est-à-dire d'un monde qui est déjà là sans qu'on aille le rejoindre. D'une certaine façon, on assiste à la fin du déplacement au profit de l'inertie d'une contemplation solitaire. »

« Comment expliquez-vous cette évolution ? »

« Par un phénomène très simple : la loi de moindre action. Quand on est devant un immeuble et qu'il y a un ascenseur et un escalier, on prend l'ascenseur. Depuis toujours on invente des moyens d'aller plus vite, plus loin, à moindre effort. On ne peut pas inventer une technologie pour ralentir. Mais les télétechnologies visent à éliminer la nécessité même de se mouvoir, du mouvement du corps. C'est un élément fatal du développement de nos sociétés. On va vers l'inertie. Or, le premier des droits de l'homme, c'est le droit au mouvement. Bien sûr, on retrouve le corps dans le sport, mais ce n'est qu'un divertissement, au lieu d'être un élément de construction du rapport au monde et du rapport à autrui. »

« On assiste à la naissance d'un complexe militaro-informatique »

« Cette nouvelle accélération vous paraît d'une nature différente des précédentes ? »

« C'est une seconde révolution, plus profonde encore que ce qu'on a appelé la révolution des transports, qui était le passage du vivant, de l'organique (le cheval, le train, la voiture, l'ascenseur, le métro...). Aujourd'hui c'est l'électromagnétique. A la révolution des transports succède - plus précisément : se superpose - la révolution des transmissions, qui entraîne la modification du rapport au monde. »

« Il faut y ajouter la révolution des transmissions, c'est-à-dire la possibilité de greffer sur le corps même de l'homme des stimulateurs qui lui permettent de téléagir, de télécommuniquer, de télé-entendre, de télévoir, grâce à des greffes, sans le recours à un appareillage externe. C'est-à-dire d'être, encore plus intimement, présent au monde sans être dans le monde. Ces révolutions éliminent le monde comme champ d'action. Elles risquent de créer demain, de manière extrêmement grave, un sentiment d'incarcération dans le monde, un sentiment d'étroitesse terrifiante pour l'humanité. »

« Jusqu'alors, toutes les accélérations avaient concerné des vitesses relatives. Mais il existe un absolu : la vitesse de la lumière, celle des transmissions électroniques. Et nous y sommes. Or, je crois qu'il y a une démocratisation possible, un partage des vitesses relatives et qu'il n'y a pas de la vitesse absolue. La vitesse absolue, c'est l'attribut du divin, c'est l'attribut de l'autocratie. L'ubiquité, l'instantanéité, l'immédiateté, l'inertie. »

« La vitesse absolue est le contraire de la démocratie, qui suppose d'aller vers les autres, de discuter, de prendre le temps de la réflexion et de partager la décision. Quand il n'y a plus de temps à partager, avec cette fatalité de l'accélération, il n'y a plus de démocra-

Urbaniste de formation, Paul Virilio, né en 1932, a été directeur de l'Ecole spéciale d'architecture, où il enseigne toujours. Fondateur du groupe Architecture Principe avec Claude Parent, ancien membre des comités de direction de la revue *Esprit*, il est cofondateur du Centre interdisciplinaire de recherche de la paix et d'études stratégiques et participe à de nombreux comités d'experts.

Paul Virilio poursuit depuis plus de vingt ans une réflexion centrée sur la vitesse, qu'il considère comme un facteur essentiel d'organisation sociale et de contrôle politique. Dans un cadre général qu'il nomme *dromologie* (de *dromos*, vitesse), il prend en compte aussi bien les conséquences les plus quotidiennes que les aspects géostratégiques.

Cette recherche est jalonnée de nombreux ouvrages, dont *Vitesse et politique* (Galilée, 1977), *Esthétique de la disparition* (Balland, 1980), *L'Espace critique* (Christian Bourgois, 1984), *La Machine de vision* (Galilée, 1988). L'Inertie polaire (Christian Bourgois, 1990) complète son analyse d'un monde où la vitesse de communication a pris le pas sur la vitesse de déplacement, entraînant une « télé-surveillance » globale et le repliement des individus dans des habitats solitaires mais branchés sur les images du monde. En 1991, Paul Virilio publiait *L'Ecran du désert*, analyse des technologies mises en œuvre dans la guerre du Golfe et de sa « couverture médiatique ». Il a également fait paraître l'an dernier de nouvelles éditions, augmentées, de *Guerre et cinéma* (les Cahiers du cinéma) et de *Bunker Archéologie* (les Editions du Demi-Cercle).

cratie possible. On en voit des conséquences très claires avec la désaffection de la politique, c'est-à-dire d'un système de représentation et de délégation en totale contradiction avec la « téléprésence ». Un phénomène aussi inquiétant que le phénomène Le Pen trouve son chemin dans cette rupture-là.

« Vous avez repéré une manifestation particulièrement massive de cette tendance durant la guerre du Golfe. »

« On a pu constater la puissance de domination et de désintégration de l'opinion publique par les technologies du « temps réel » aux mains du pool contrôlé par le Pentagone et par CNN. De même que la technologie nucléaire a créé le complexe militaro-industriel qui a donné lieu à une folle course aux armements, on assiste à la naissance d'un complexe militaro-informatique. »

« Je rappelle qu'il y a trois types d'armes : les armes d'obstruction (les remparts, les blindages, les casques), les armes de destruction (les couteaux, les flèches, les canons, les missiles) et les armes de communication, des espions et des signaux de fumée aux satellites-espions ou de retransmission de télévision. »

« Si les armes de communication ont pris le pas dans cette guerre, qui a été une guerre orbitale et téléguinée, c'est parce que l'importance du combat s'était déplacée vers l'information, vers le contrôle de l'information, non seulement de l'information vis-à-vis de l'ennemi - je pense au brouillage des émissions ennemies, au téléguillage et au leurrage des adversaires qui n'étaient même plus capables de bouger - mais aussi des opinions publiques qui ont été paralysées sciemment par une grande agence de presse unique, Pentagone-CNN. »

« Cette guerre, qui n'a pas donné les résultats annoncés, a été bien vite oubliée. »

« On ne peut pas vite oublier, c'est un peu comme si les techniques de « compression des données » n'utilisent pas les nouvelles médias avaient compressé l'événement jusqu'à le faire disparaître, jusqu'à le dissoudre. On touche du doigt l'excès de vitesse de l'informatique. »

« Nous sommes responsables à l'intérieur d'un système de vitesse, que ce soit la vitesse de l'information ou de n'importe quoi, nous percevons les choses à l'intérieur d'un certain créneau de perceptions. La « compression des données » permet d'éloigner infiniment l'information de l'homme pour le dissoudre dans les circuits intégrés d'une machine, où il n'y a plus de contrôle possible. C'est une dépossession considérable. Le pouvoir, cela a toujours été le contrôle de l'information. »

« Votre livre *L'Ecran du désert* se termine par une exhortation à affronter ce que vous appelez « l'intégrisme technique ». Cela peut prendre quelle forme ? »

« L'intégrisme de la technique a été ébauché avec la dissuasion nucléaire, qui n'est qu'une foi nucléaire : on a inventé des systèmes d'armes qui sont des divinités protectrices et il faut les alimenter sans arrêt par l'économie des nations pour qu'elles nous protègent. On a vu le résultat : à force de nourrir le monstre, l'Union

soviétique s'est effondrée et les Etats-Unis ne vont pas très bien ; alors que le Japon et l'Allemagne, qui n'avaient pas ces divinités tutélaires, vont mieux. »

« L'intégrisme technique a commencé avec la délégation de la défense du citoyen à une machine de guerre absolue : la bombe atomique, l'arme intercontinentale, la révolution du salut à des missiles. Alors que l'idée de défense est à la base de la démocratie, un citoyen c'est un soldat. Il n'y a pas de démocratie sans participation à une défense. Eh bien, cet esprit de défense a été délégué à une machine, « la Force de frappe », et à une foi que partageait la population. »

« La fin de la dissuasion entre l'Est et l'Ouest et la prolifération des armes nucléaires, inévitable maintenant, vont déplacer cette question de la technique. Mais elle reste le rempart : la « guerre des étoiles » n'est rien d'autre que la nouvelle étape du développement du *Deus ex machina* en satellite de défense en satellite observateur, l'œil de Dieu qui voit tout, qui sait tout. La surveillance, la maîtrise des informations sont devenues l'enjeu numéro un. On voit donc bien qu'à côté de l'intégrisme religieux de l'islam, du judaïsme et du christianisme il y a un intégrisme technique, c'est-à-dire l'invention d'un nouveau monothéisme avec un Dieu-machine. Et le culte de la machine de guerre est un culte qui coûte cher. »

« Lorsqu'un complexe d'écrans permet de tout faire à domicile que reste-t-il du lien social ? »

« A vous entendre, on a le sentiment de marcher droit vers l'abîme, sans échappatoire. »

« Il existe une possibilité de résistance, c'est d'entrer dans l'intelligence de la technique, et regarder Méduse en face. Alors qu'elle ont fait des progrès considérables dans le partage de la culture artistique, nos sociétés souffrent d'un terrifiant manque de culture technique et scientifique (je ne parle pas de « savoir scientifique », je ne suis pas un savant) il y a longtemps, par exemple, que je me plains du peu d'importance que les intellectuels français attachent à la guerre. »

« L'autre élément de résistance ne concerne plus les seuls intellectuels, il est civique et concerne tout le monde. Ces techniques représentent un danger terrible, qui ne peut être conjuré qu'en en prenant conscience et en étant prêt à y faire face. »

« D'où ma référence au mythe de Méduse : c'est-à-dire penser l'impossible, regarder ce qui vient de mortel. L'esprit de défense des démocrates de l'origine est dans le champ de l'agou du citoyen grec. »



V. Vainier/Scop

Quand il va combattre pour sa cité, il se frappe la poitrine en disant : « Je suis déjà mort dans mon droit. Personne ne peut me tuer, parce que j'ai accepté d'être mort dans mon droit de l'homme. » A l'époque, le droit de la cité, c'est le droit de l'homme ; il n'y a pas d'autre, il y a esclavage et il y a droit de cité, point. Et quand on perd une bataille dans les cités grecques, la ville est rasée et on tue même les chiens, les chats, on tue tout ce qui est vivant. Lorsqu'on regarde cette mort totale et que l'on est prêt à défendre la démocratie, les droits de l'homme, à ce moment-là, il y a un salut possible. »

« Aujourd'hui, les démocraties parlementaires, bien plus sophistiquées, heureusement, que la démocratie grecque, devront regarder la mort, devront repenser la question de l'agon. Faute de quoi, elles disparaîtront. Regardez Méduse, cela ne veut donc pas dire seulement regarder Le Pen, cela veut dire regarder la technique comme impérialisme, comme engin qui fonctionne seul, comme autocratie. Si, demain, non seulement quelques intellectuels mais la collectivité sont capables de regarder en face cette technologie totalitaire, alors il y a une espérance. Non pas de revenir en arrière, c'est impossible contrairement à ce qu'on a cru à la fin des années 60, mais pour maîtriser le développement de la vitesse et ses conséquences. »

« Concrètement, quelles sont aujourd'hui ces conséquences ? »

« On les voit dans la destruction de l'espace. Lorsqu'une publicité de ligne aérienne dit, justement, « Effacez l'Atlantique » ou « La France, un café d'il y a 30 de côté », que reste-t-il de l'océan ou du pays ? La révolution des transports était déjà une révolution du déplacement des personnes, mais certainement pas une révolution du déplacement des corps : un corps dans un train ou dans un avion est une masse inerte. »

« On ne peut pas comparer l'homme qui dort dans un TGV ou dans un Concorde à l'homme qui prend la mesure d'un territoire comme un Marco Polo ou comme un d'Abouville traversant le Pacifique à la rame. Cette inertie naissante dans la révolution des transports est devenue globale avec la révolution des transmissions. Quand tout arrive et quand il n'est plus nécessaire d'aller aux choses, de partir, quand l'arrivée est généralisée et non plus restreinte par la durée du voyage, la loi de moindre action devient plus forte que le désir de l'homme. »

« Lorsque l'habitat tend à s'organiser autour du « nodal », le complexe d'écrans qui permet de tout faire à domicile, que reste-t-il du lien social ? A plus vaste échelle, l'uniformisation du monde dans des ensembles de plus en plus vastes et en même temps la reconstitution de localités locales constituent une double menace née du déclin de l'Etat national, qui était quand même un Etat fédératif. Ces tendances à la globalisation et au fractionnement vont de pair. »

« Comment s'articulent-elles ? »

« A partir du moment où le monde est réduit à rien, en tant qu'étendue et durée, en tant que champ d'action, « rien » peut être « le monde », c'est-à-dire que moi, ici, dans mon donjon, dans mon ghetto, dans mon appartement

cocooning, je peux être le monde. Autrement dit, le monde est partout mais nulle part. C'est ça la féodalité, que la monarchie, puis la République ont cassée. Une des conséquences de ce repli sur soi est la réapparition de guerres privées. Le féodal et le privatif vont de pair. Il a fallu la monarchie puis l'Etat-nation et la Révolution pour que l'on dépasse cette notion de conflits privés. Elle a resurgi, hier au Liban, aujourd'hui en Yougoslavie ou en Ukraine. »

« Autre forme de repli sur soi, autre source de guerre privée : la renaissance des ghettos dans les grandes villes. »

« La perspective du « temps réel » impose de repenser l'organisation spatiale de notre existence »

« Cet aspect intéresse directement l'urbaniste que vous êtes. »

« Le 30 janvier, je serai à Lyon pour le lancement de l'Ecole des hautes études urbaines, qui essaiera de poser les questions sur le statut des villes après l'ouverture des frontières nationales, après 1993. La délégation interministérielle à la ville est à l'origine de ce projet, et nous sommes cinq « pères fondateurs », Roland Castro, Jean-Paul Dollé, Alain Arvois, Gustave Massiah et moi. Le travail sur la banlieue n'a pas été suffisant, il est resté, fût-ce avec une grande générosité, « au ras du terrain ». »

« Nous voulons étudier le statut de la ville en fonction de l'évolution des mœurs, de l'évolution politique, de l'évolution des

technologies, etc. Je suis responsable de ce qu'on appelle l'« écologie urbaine ». Il faut repenser la notion de proximité, la proximité électromagnétique est différente de la proximité physique immédiate. Les villes, et leurs habitants ne sont pas seulement proches de leur voisin de palier (en fait de moins en moins), ils sont « connectés ». Par exemple, quand il y a eu des émeutes urbaines en Afrique du Sud, il y a eu en même temps en Angleterre. Pourquoi ? Parce que la « téléprésence » fait que l'on se reconnaît dans des acteurs qui sont dans des situations dissemblables, mais que l'on peut très bien interpréter dans sa propre vie quotidienne. Voilà un phénomène de contamination par les médias qui fait partie d'une nouvelle intelligence de la ville. »

« Cela ne veut pas dire que les banlieues ne restent pas excentrées, mais on ne peut plus seulement raisonner en termes de centre et de périphérie, on est obligé de reconsidérer la banlieue par rapport non pas au centre mais à d'autres banlieues ou à d'autres centres. Le problème d'une écologie urbaine pose la question des nouveaux rapports de proximité. Il n'y a pas de citoyenneté sans un calcul de proximité. »

« La proximité physique qui fait qu'on est voisin de palier ou voisin de quartier entre aujourd'hui en dissonance avec la proximité des télécommunications. On peut même dire que ce qui est au loin est parfois plus important que ce qui est proche. Il y a là des éléments de perversion de la logique traditionnelle du riche et du pauvre, du central et du périphérique qui doivent être pris en compte. Il y a une sorte de télécosmopolite, de ville-monde. Les villes locales sont les quartiers d'une ville-monde. Avec, en contrepartie, le repli sur soi, le problème des ghettos et des nationalités, qui est également à reprendre. »

« Comment expliqueriez-vous la cohérence entre ces recherches concrètes et vos travaux théoriques ? »

« Le livre que je suis en train de préparer réfléchit, d'une manière plus générale, sur la disparition des anciens modèles fonctionnant sur les idées de centre et de périphérie, l'organisation géométrique de l'espace que nous connaissons. Il étudie ce que j'appelle la « perspective du temps réel ». La perspective de l'espace réel, qui date du Quattrocento, est d'une certaine façon obsolète. »

« Les techniques de la télé-surveillance, les techniques de la vidéo ne passent plus par un rapport à l'horizon et au point de fuite, né de l'optique et de l'appréhension géométrique des rayons lumineux. Or la perspective « classique » a donné lieu à l'organisation du plan de la ville, à toute l'organisation spatiale de notre existence. La crise de la ville et, d'une certaine façon, la crise du politique viennent de l'impossibilité à théoriser ce brouillage des proximités. »

« La vision du monde suppose une profondeur de champ. Si le monde est écrasé, s'il est aplati, il perd sa profondeur de champ et l'homme perd sa profondeur d'action et de réflexion. Il devient un homme à deux dimensions. C'est ça, le règne de l'écran. »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lespoume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Sois
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Amalric, Thomas Farenod
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vermet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1982)
André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

هكذا من الأصل

L'AIDE-MÉMOIRE DE LA PRESSE

19
2

MEDIASID

LES 2048 NOMBRES DE LA COMMUNICATION

AUT DIRECTION ET PRÉFACE DE M. GUY BERNARDINI - LES ÉDITIONS LAROUSSE

DÉPÔT : LES ÉDITIONS LAROUSSE, 17, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 75008 PARIS

«... UN MÉTHODIQUE DÉVELOPPEMENT D'INFORMATIONS À L'INTENTION D'UN LECTEUR »

© 1992 LES ÉDITIONS LAROUSSE

Médiasid 1992
L'aide mémoire de la presse et de la communication
3 500 noms
2 500 organismes
Format 10 x 21 cm
450 pages, 120 F

Auteur/Editeur
Service d'information et de diffusion
du Premier ministre

Diffuseur
La documentation Française
26, rue Voltaire 75007 Paris
Tel. 40 15 70 00
3615 ou 1616 DocTel

POLITIQUE

4 Le Monde • Mardi 28 janvier 1992 •

DIPLOMATIE

La fin de la tournée de M. Dumas dans la CEI

Le Kazakhstan conteste le monopole nucléaire de la Russie

Commentant, dimanche 26 janvier, les résultats de sa tournée des quatre Républiques « nucléaires » de l'ex-Union soviétique (Russie, Ukraine, Kazakhstan et Biélorussie), M. Roland Dumas s'est déclaré « pas inquiet mais pas totalement rassuré ». Il mettait ainsi un sérieux bémol à ses propos tenus jeudi soir à Moscou, après ses entretiens avec les dirigeants russes et le maréchal Chapouchnikov, le commandant en chef des forces de la Communauté des États indépendants (CEI). Tous lui avaient affirmé, après avoir décliné les offres françaises de coopération au développement des armes nucléaires, que la Russie avait la « maîtrise totale » des forces nucléaires et que, d'ailleurs, toutes ces armes seraient rapatriées sur le territoire de la Russie au plus tard en 1994.

MINSK

de notre envoyé spécial

L'escalade de Kiev, jeudi soir et vendredi matin, et les entretiens du ministre français des affaires étrangères avec son homologue ukrainien, M. Anatoli Zlenko, et le président Kravtchouk ne devaient pas contredire les impressions recueillies à Moscou : oui, les dirigeants ukrainiens étaient d'accord pour que toutes les armes nucléaires tactiques stationnées sur leur territoire soient transférées en Russie avant juillet 1992 ; oui, ils étaient finalement d'accord pour qu'il en soit fait de même avec les armes stratégiques au plus tard en 1994, alors qu'ils réclamaient auparavant que leur démantèlement ait lieu en Ukraine.

Les États-Unis vont cesser la production d'ogives nucléaires, selon le « Washington Post ». Le gouvernement américain a décidé de cesser la production de la seule ogive nucléaire (W-88 équipant les missiles Trident) encore fabriquée aux États-Unis, mettant ainsi un terme à toute production d'armement nucléaire, a affirmé le « Washington Post », samedi 25 janvier. Cette décision, destinée à convaincre les Républiques de l'ex-URSS de la sincérité américaine en matière de désarmement, devrait être officiellement annoncée mercredi, selon le « Washington Post ». (AFP, Reuters.)

M. Eltsine a annoncé une rencontre avec le ministre japonais des affaires étrangères. Le président Boris Eltsine a annoncé une rencontre prévue, lundi 27 janvier, avec le ministre japonais des affaires étrangères, M. Michio Watanabe. Ce dernier a déclaré dimanche à Moscou avoir été informé, sans autres précisions, que M. Eltsine serait absent de la capitale russe lundi et mardi. (AFP, Reuters.)

Mais c'est un tout autre discours qui attendait samedi M. Dumas à Alma-Ata, la capitale du Kazakhstan, où règne le très gorbatchévien Noursoultan Nazarbaev, dont les relations avec M. Boris Eltsine sont loin d'être au beau fixe. Si le président kazakh n'est pas opposé au retrait des quelques armes tactiques stationnées sur son territoire, il n'entend pas laisser partir en Russie la totalité des armes stratégiques basées au Kazakhstan, qui reste, selon lui, « un État nucléaire malgré lui ». « Nous n'avons pas voulu ces armes, mais leur présence est un fait depuis la première explosion atomique, qui a eu lieu en 1949 au Kazakhstan », a expliqué le président Nazarbaev. Nous sommes prêts à adhérer aux accords prévoyant des destructions et nous demanderons à notre Parlement de ratifier ces accords. C'est alors que seront détruites les armes concernées. Et si de nouveaux accords de réduction sont conclus, nous procéderons à de nouvelles destructions.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le président Nazarbaev paraît bien décidé à faire monter les enchères et à gérer jusqu'en l'an 2000 son stock d'armes stratégiques – dont il n'a pas la capacité d'emploi, celui-ci étant détenu, grâce au verrouillage informatique, par M. Eltsine et par le maréchal Chapouchnikov – au mieux des intérêts du Kazakhstan. La carte nucléaire lui semble un atout de taille pour contraindre la Russie à partager un minimum des pouvoirs qu'elle a hérités de l'ex-URSS et à se montrer compréhensive en matière d'échanges économiques, voire d'indemnisation du Kazakhstan pour les dommages causés par le centre d'essais nucléaires de Semipalatinsk et par l'utilisation du cosmodrome de Baïkonour.

Des SS-18 « pris en otage »

Contrairement aux dirigeants ukrainiens et biélorusses – M. Dumas a terminé sa tournée, samedi soir et dimanche, par une escale à Minsk – M. Nazarbaev ne s'estime pas satisfait par le système de consultation téléphonique à quatre mis en place en cas d'alerte nucléaire. Il voudrait disposer d'un véritable droit de veto, ce qu'il a appelé un « interrupteur », sur la chaîne de commandement. Il aimerait aussi, même s'il ne l'a pas dit explicitement, conforter sa stature internationale en participant à d'éventuelles négociations sur la réduction des armes nucléaires. S'il signe un jour le traité de non-prolifération (TNP) ce ne sera pas en tant qu'État dénucléaire mais en tant qu'État nucléaire, comme la France.

La « prise en otage » de la centaine de missiles intercontinentaux SS-18 basés au Kazakhstan (chacun est équipé de dix têtes, ce qui fait un total bien supérieur à celui de la force française de dissuasion) n'est, bien sûr, qu'une opération politique. Elle risque cependant de poser de graves problèmes à M. Eltsine, qui doit être intronisé à la fin du mois, à New-York, comme seul héritier de la puissance nucléaire soviétique (1). Ce dernier, de son côté, ne manque pas d'atouts s'il veut déstabiliser le

maître d'Alma-Ata : le Kazakhstan est en grande partie un pays artificiel, et sa population est russe à plus de 40 %.

« Nous ne sommes pas des Arabes »

De quoi fomentent sans trop grandes difficultés une partition de la République et le rattachement du « pays utile » à la Russie. Un pays « utile » qui comprend de formidables gisements de pétrole (Eltsine est à la veille de signer un très important contrat) et des mines en tout genre.

La « rébellion » de M. Nazarbaev ne peut pas, également, être bien accueillie par les Occidentaux, soucieux de n'avoir qu'un seul interlocuteur nucléaire dans l'ex-URSS (2). C'est pourquoi le président kazakh a multiplié les assurances à l'endroit de M. Dumas : « Nous ne sommes pas des Arabes », a-t-il insisté, et toutes les rumeurs selon lesquelles nous serions prêts à leur transmettre la technologie nucléaire sont des calomnies. Il est peu probable, de toutes façons que les Occidentaux prennent à ce stade des mesures de rétorsion.

M. Roland Dumas a d'ailleurs

confirmé l'ouverture prochaine d'une ambassade à Alma-Ata et à l'été prochain la possibilité d'une visite de M. Mitterrand dans cette République. Beaucoup, en fait, dépendra des résultats de la rencontre que doivent avoir, le 14 février à Minsk, les dirigeants civils et militaires des onze Républiques qui appartiennent à la CEI. Ces discussions, à en croire les confidences faites par les Biélorusses à M. Dumas, seront « après, difficiles, voire houleuses ». Elles constitueront un test crucial pour l'avenir de la CEI, l'Ukraine plaçant pour des liens les plus distendus possible, le Kazakhstan cherchant au contraire une association au pouvoir central, pour tenter de mettre en échec l'hégémonie russe.

La Pologne et le Vatican inquiètent Minsk

Les Biélorusses étant toujours traumatisés par les conséquences du drame de Tchernobyl (la Biélorussie a reçu plus de 70 % des retombées de la catastrophe, et plus de 20 % de son territoire va rester impropre à l'agriculture pendant des dizaines d'années), le discours des dirigeants de Minsk est à l'opposé de celui de M. Nazarbaev.

Le souhait du président biélorusse, M. Stanislav Chouckiyevitch, est de se débarrasser le plus vite possible des armes nucléaires entreposées sur leur territoire – quitte à affirmer, pour sauver la face, que la Biélorussie en contrôlerait le démantèlement en Russie – et de se contenter d'une armée nationale dont les effectifs sont évalués entre 50 000 et 60 000 hommes.

La principale préoccupation des dirigeants biélorusses est d'ordre économique : la comme ailleurs – plus peut-être – l'effondrement menaçant et les relations s'enveniment avec les voisins polonais, soupçonnés, avec le Vatican, d'être les principaux fournisseurs de communistes catholiques d'origine polonaise, et la Lituanie, à laquelle Staline avait rendu d'importants territoires – dont Vilnius – que les Biélorusses considèrent comme ayant été leurs.

Le problème énergétique est particulièrement grave, car la Biélorussie doit importer tout son pétrole et a renoncé, depuis Tchernobyl, à construire des centrales nucléaires sur son territoire. L'Ukraine a le même problème, bien qu'elle dispose de deux centrales nucléaires. A chacune de ses étapes,

M. Roland Dumas a soulevé la question de la dette de l'ex-URSS, expliquant que chaque République aurait intérêt, pour attirer des investisseurs, à reconnaître sa quote-part et à en envisager le remboursement. Les Biélorusses et les Ukrainiens ont accepté ce langage, les Kazakhs étant plus réticents. A Kiev, M. Dumas a confirmé que le consulat de France allait être élevé au rang d'ambassade et, à Minsk, il a promis, comme à Alma-Ata, la prochaine ouverture d'une ambassade.

JACQUES AMAIRIC

(1) Ce n'est pas un hasard si M. Eltsine a confirmé, samedi 25 janvier, dans une entente accordée à la chaîne américaine ABC, que les missiles de l'ex-URSS allaient cesser d'être braqués sur des villes américaines, car « les États-Unis ne sont plus un ennemi potentiel ». Les États-Unis, de leur côté, s'apprêtent à annoncer le gel de la fabrication d'armes nucléaires.

(2) M. Tom King, le secrétaire britannique à la Défense, vient de déclarer que la CEI restait une menace nucléaire potentielle et que la Grande-Bretagne est déterminée à développer son arsenal nucléaire.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les mésaventures du candidat démocrate à la présidence, M. Clinton

« Gouverneur, avez-vous trompé votre femme ? »

Tête de liste dans la course à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de novembre, M. Bill Clinton a comparu, aux côtés de sa femme, devant les caméras de l'émission de télévision « 60 minutes » de la chaîne CBS, dimanche 26 janvier, pour tenter de couper court aux rumeurs sur ses aventures extra-conjugales. Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire Newsweek souligne une série d'incohérences dans les confessions de la chanteuse Jennifer Flowers, qui soutient avoir eu une liaison avec le gouverneur de l'Arkansas.

WASHINGTON

de notre correspondant

La question ne paraît incongrue à personne : « Gouverneur, avez-vous trompé votre femme ? » Le gouverneur de l'Arkansas, M. Bill Clinton, quarante-cinq ans, au profil avantageux, peut difficilement faire un pas sans qu'on l'interroge sur sa vie privée. A cette étape d'une campagne menée tambour battant, le candidat Clinton est confronté à une batterie de micros d'un certain sens pratique : question : « Gouverneur, avez-vous trompé votre femme ? »

Il y a quelques semaines encore, M. Clinton expliquait volontiers que sa vie privée n'avait rien à voir avec sa vie publique et qu'il se refusait à répondre aux questions de la presse sur l'état de son mariage. S'était compté sans la persistance des rumeurs sur l'infidélité du gouverneur et l'imagination – ainsi que le peu de scrupules – des « tabloïds de supermarchés », comme on appelle ici une certaine presse à sensation. Dès que M. Clinton a commencé à tenir le haut des sondages, les tabloïds se sont passés à l'offensive, avec des titres beaucoup plus musclés que le contenu des articles : le gouverneur serait un « coureur invétéré », un « dragueur compulsif », le playboy de la Prairie.

Le « syndrome » Gary Hart

L'une de ces gazettes, The Star, a publié la semaine dernière l'interview d'une employée du gouvernement de Little-Rock, capitale de l'Arkansas. M. Jennifer Flowers, également chanteuse de cabaret, assure avoir eu une liaison de douze ans avec M. Clinton. M. Flowers dit qu'elle a le cœur brisé. Pour être une sentimentale, elle n'en est pas moins aussi très organisée et dispose d'un certain sens pratique : elle a enregistré ses conversations téléphoniques avec le gou-

verneur et reconnaît qu'elle a été grassement payée par The Star.

Jusqu'à présent, M. Clinton n'a pas eu trop de mal à faire valoir le manque de sérieux de cette campagne. Il n'empêche : l'affaire s'étale aujourd'hui dans toute la presse. Les journaux les plus respectés en rendent compte, même si c'est pour souligner le peu de crédibilité des rumeurs véhiculées par les tabloïds. Les spécialistes rappellent le cas Gary Hart, ce candidat démocrate lui aussi en tête de son parti dans la course à l'investiture de 1988, qui avait mis au défi les journalistes du Miami Herald de prouver que sa vie conjugale n'était pas un modèle de fidélité. Les journalistes avaient enquêté, « piégé » le candidat au petit matin, à la sortie d'un hôtel, en compagnie d'une starlette, et M. Hart avait dû renoncer à ses ambitions présidentielles.

Ce précédent en tête, M. Clinton et son épouse Hillary, venue à son secours, ont éprouvé le besoin de s'expliquer : c'est vrai, ont-ils dit en substance, leur mariage a traversé des hauts et des bas, mais il connaît aujourd'hui une phase plus saine. La franchise du propos n'a pas désarmé la campagne de rumeurs, et le Washington Post rapportait cette déclaration désabusée de M. Clinton : « Est-ce que nous nous aimons, mon épouse et moi, est-ce que nous tenons à notre

mariage, est-ce que nous sommes dévoués à notre fille ? La réponse est oui. Je pense que c'est ce que le peuple américain veut savoir... »

C'est bien le problème : que veut savoir le peuple américain ? Apparemment, les électeurs trouvent parfaitement normal de disposer du portrait le plus complet possible de la personne qui brigue la Maison Blanche : ici, la formule entre vie publique et vie privée est passablement floue. Dans le New York Times, deux professeurs de droit écrivent : « Nous pensons que M. Clinton doit à l'électorat américain de répondre par oui ou par non à la fameuse question [...] M. Clinton et sa famille ont certainement le droit de protéger leur vie privée, mais pas aux dépens du droit du peuple américain à pouvoir juger de l'aptitude d'un candidat à l'exercice de la plus haute fonction. »

Il y a une autre école. Nombre de commentateurs font valoir que l'insistance de certains médias à sonder la vie conjugale des candidats est en passe d'exaspérer les Américains. « Depuis l'affaire Hart, les règles ont changé », explique une journaliste du Washington Post. Trop d'investigation journalistique pourrait bien se retourner plus contre la presse – toutes catégories confondues – que contre le candidat sous surveillance.

ALAIN FRACHON

HAÏTI : un mort à Port-au-Prince

Un commando a attaqué le quartier général du premier ministre pressenti, M. René Théodore

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Un commando de civils armés a attaqué, samedi 25 janvier, le siège du Mouvement pour la reconstruction nationale (MRN), parti du communiste modéré René Théodore, candidat pressenti au poste de premier ministre dans le cadre des négociations menées par l'Organisation des États américains (OEA) pour trouver une issue négociée à la crise née du coup d'État du 30 septembre dernier. Cette attaque, qui a fait un mort, est survenue au moment où se tenait une réunion des forces politiques favorables à une solution négociée.

Les assaillants, armés de fusils d'assaut et de mitraillettes, ont exécuté de sang-froid le garde du

corps de M. Théodore. Ils s'en sont

volontiers pris à la dizaine d'autres responsables politiques présents, dont M. Louis Déjorie, ancien candidat centriste à la présidence. Tous ont été frappés à coups de pied et menacés de se faire « éclater la cervelle » par les membres du commando, tirant en l'air et repartis sans être inquiétés.

Ces derniers sont des policiers (dépendant de l'armée), selon M. Théodore et ses collègues. Arrivé peu après l'attaque, le commandant en chef de l'armée, le général Raoul Cedras, a promis qu'une enquête serait ouverte. « De deux choses l'une : ou Cedras était au courant de l'attaque et il bluffe, ou il n'exerce plus aucun contrôle sur ses hommes », a souligné un responsable du Conaom, l'une des formations social-démocrates qui

participait à la réunion. Un diplomate en poste à Port-au-Prince affirme pour sa part que l'armée haïtienne « a éclaté en bandes incontrôlées, impliquées dans la contrebande et le trafic de cocaïne, qui sont en pleine expansion ». Les attaques à main armée, qui se multiplient dans la capitale, sont souvent le fait de soldats, selon des témoignages concordants.

Plusieurs sources soulignent que, paradoxalement, l'embargo commercial appliqué par l'OEA caribéenne les gros bonnets de la contrebande et les militaires qui les protègent. De puissants intérêts sont en jeu, qui expliquent le blocage des négociations pour le retour au pouvoir du président renversé Jean-Bertrand Aristide.

JEAN-MICHEL CAROIT

BOULIVIE : La Paz obtient du Pérou un accès à l'océan Pacifique. Le président péruvien Alberto Fujimori et son homologue bolivien Jaime Paz Zamora ont signé, vendredi 24 janvier, un accord donnant à la Bolivie un accès au Pacifique en lui accordant l'administration d'une zone franche dans le port d'Ilo, à 1 200 kilomètres au sud de Lima. La Bolivie avait perdu une portion de territoire qui lui donnait accès à l'océan à l'issue de la « guerre du Pacifique » (1879-1883), perdue contre les Chiliens. (AFP, Reuters.)

COLOMBIE : dix-sept morts au cours d'affrontements. Au moins dix-sept personnes ont trouvé la mort à la fin de la semaine dernière lors de affrontements de comptoir ou d'affrontements entre forces de l'ordre et guérilla, a-t-on appris, samedi 25 janvier, à Bogotá. Sept militaires ont été tués dans une embuscade dans le nord du pays, tandis que cinq personnes, dont deux employées de la compagnie pétrolière Ecopetrol, étaient abattues par des tueurs dans une salle de billard. A Medellin, cinq jeunes gens ont été tués dans un quartier pauvre, par les « milices populaires » liées à la guérilla, affirmant les autorités. (AFP, UPI.)

Avec l'Europe qui exporte, il y a l'ESCE.

PALMARIÉS DU MOCI
Ministère du Commerce
International de 11 mars 1991

ESCE : 1^{er}
(Classement des écoles
100% international)

SALAIRES
JEUNES DIPLÔMÉS
L'Expansion du 21 mars 1991

ESCE : 160 000 F
(Salaire annuel
brut médian)

* SESAME
représente CEFEM,
EBP-EMA, EPSCI,
ESCE, ESPERIE et
FISEM.

esce
l'école-référence
des exportateurs

63, rue Ampère 75017 Paris

Tél. : (1) 47 63 36 55-42 27 99 37 - 3617 CODE ECOI • ESCE

مكتبة الأمل

AFRIQUE

ALGÉRIE : la réunion du comité central du FLN

L'ancien parti unique prend acte de sa mise à l'écart

La gendarmerie nationale a démenti l'arrestation, annoncée samedi 25 janvier par un responsable intégriste, de M. Othmane Aïssani, qui a succédé à la tête du bureau exécutif provisoire du Front islamique du salut (FIS) à M. Abdelkader Hachani, qui, après son arrestation le samedi dernier, a été placé dimanche sous mandat de dépôt et écroué à Alger. D'autre part, les trois responsables du quotidien *El Khabar* qui avaient été arrêtés, jeudi, ont été remis en liberté provisoire, mais le dernier numéro de

l'hebdomadaire *Al Mounqid* (proche des islamistes) a été saisi. Dans un communiqué, le FIS a accusé, samedi, le nouveau pouvoir de « rechercher l'effusion de sang » et a réclaté « la poursuite du processus électoral ». Dans un entretien publié, lundi, par le quotidien saoudien *Al Hayat*, M. François Mitterrand a rappelé que « la France est profondément attachée au maintien et au développement de ses relations avec l'Algérie » dans la mesure où les principes qu'elle juge essentiels – et les progrès vers

la démocratie et le respect des droits de l'homme en font partie – seront respectés ».

Réuni en session extraordinaire, depuis samedi 25 janvier, pour étudier les derniers bouleversements politiques, le comité central du Front de libération nationale (FLN) devait clore, lundi, ses travaux, au cours desquels le bureau politique de l'ancien parti unique a fait l'objet de sévères critiques qui expriment le désarroi de responsables exclus du pouvoir.

Il est celui de patriotes qui soutiennent les pauvres et parlent de solidarité. Sur ce terrain, le FIS a su se montrer plus crédible que nous ».

Le comité central doit encore discuter de la convocation d'un congrès extraordinaire. Plusieurs orateurs ont proposé que le bureau politique soit jusqu'à « gelé », tandis que la direction temporaire de l'organisation serait confiée à une commission provisoire. Que M. Mehri démissionne à l'issue du comité central, comme certains lui en prêtent l'intention, ou qu'il réussisse à se maintenir en place, est de peu d'importance. On voit mal, en effet, ce qui pourra redresser un parti qui apparaît d'ores et déjà à bout de course. La preuve ? L'agence officielle APS, qui, depuis l'installation du HCE, fait une dépêche sur la moindre motion de soutien à son action, n'a rendu compte qu'avec parcimonie de cette session peu glorieuse du comité central du FLN.

GEORGES MARION

MAURITANIE : première élection présidentielle multipartite

La victoire du chef de l'Etat sortant provoque des troubles à Nouakchott et à Nouadhibou

Un couvre-feu a été décrété, dimanche 26 janvier, dans la soirée, à Nouakchott, la capitale, et à Nouadhibou, la deuxième ville du pays, où de violentes manifestations ont eu lieu. Selon de bonnes sources, cette agitation aurait causé la mort d'au moins trois personnes. Le couvre-feu a été annoncé quarante-huit heures après la victoire à l'élection présidentielle du chef de l'Etat sortant, le colonel Maouiya Ould Sid'Ahmed Taya. D'après des résultats officiels, il aurait recueilli 62,9 % des suffrages exprimés contre 32,9 % à M. Ahmed Ould Daddah, son principal adversaire.

Dès son annonce, samedi, ce résultat avait été contesté par M. Ould Daddah, demi-frère du premier président de la Mauritanie indépendante (renversé par les militaires en 1978). « Les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces élections sont loin d'être acceptables, juridiquement ou moralement », a-t-il déclaré. Ses partisans, rassem-

blés, samedi, dans un quartier de Nouakchott, avaient été violemment dispersés par la police qui a abondamment fait usage de gaz lacrymogènes.

Prévue lundi, la réouverture des établissements scolaires, fermés pendant la campagne électorale, a été reportée au 1er février. Les résultats officiels de la première élection présidentielle multipartite depuis l'indépendance, devraient être connus mercredi. On estime déjà, de sources officielles, que la moitié des électeurs se sont abstenus.

Les Forces de libération africaine de Mauritanie (FLAM), qui avaient suspendu, à la fin du mois de juillet, leur lutte armée après l'instauration du processus démocratique mais avaient refusé d'y participer, ont affirmé, dimanche, dans un communiqué, que « le dialogue est impossible » avec le chef de l'Etat et qu'elles continueraient de le « combattre par tous les moyens ». - (AFP, Reuters)

TOGO : mise en garde de l'armée. - Les Forces armées togolaises ont adressé, dimanche 26 janvier, une mise en garde au gouvernement de transition en lui demandant de prendre « toutes les dispositions » pour que cessent les « manœuvres de provocation » à l'encontre des militaires. Des milliers de femmes avaient manifesté, samedi à Lomé, pour protester contre « l'insécurité » et demandé le « retour des militaires dans leurs casernes » et la « dissolution de la garde présidentielle ». - (AFP)

ALGER

de notre correspondant

En 1985, l'Etat renouvela son parc de voitures officielles et distribua à la nomenclature des limousines japonaises de couleur noire. Ministres, walis (préfets), hauts fonctionnaires et dignitaires du FLN roulaient subitement de neuf.

Sept ans plus tard, comme autant de signes des privilèges d'antan, plusieurs dizaines de ces belles japonaises, aux formes démodées, mais encore bardées de chromes étincelants, s'étaient donné rendez-vous sur le parc de stationnement du Palais des Nations, près d'Alger, où le comité central du FLN se réunissait en session extraordinaire.

Faut-il que la crise qui frappe l'ancien parti unique soit profonde pour que, contrairement aux habitudes les mieux établies, les dignitaires du parti, au nom de la transparence, aient laissé la presse algérienne et, surtout, étrangère, assister aux séances, sans restriction aucune. « Ils veulent prendre date, pour que chacun soit témoin des positions de l'autre, au cas où... », commentait un journaliste local.

Le FLN n'a, en fait, rien à cacher que l'on ne sache déjà. Le parti est moribond, atteint de la seule maladie susceptible de l'emporter définitivement : l'expulsion du pouvoir. En aurait-on douté que les débats auraient suffi à éclairer la lanterne du premier observateur. En deux jours de discussions, le bureau politique, stoïque, a dû subir en rafale, critiques, mises en cause, procès d'intention et rappels de solennelles déclarations antérieures, cruellement grotesques à la lumière des derniers événements.

Rattrapper le retard

Peut-on encore appeler débats cette suite ininterrompue de règlements de comptes, morbidement tournés vers le passé, incapables de dessiner même l'esquisse d'une politique en mesure de projeter vers l'avenir un parti qui gèle l'Algérie durant près de trente ans ? « Limitez vos interventions à ce que nous devons faire, pas à ce que nous avons fait », demandait, presque timidement, le secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri, en tentant de domestiquer le flux des paroles répétitives. Peine perdue : aucun

orateur n'a voulu manquer l'occasion d'exhaler sa rancœur, sinon son angoisse d'être, pour la première fois depuis bien longtemps, hors du processus des décisions.

Ancien ministre de l'Intérieur et actuel ambassadeur en Tunisie, M. El Hadi Khediri devait bien résumer la situation : « Pour la première fois, le FLN n'est pas du côté de l'armée. » C'est, en effet, toute la question. Partisan, avant les élections, d'un gouvernement d'union avec le FIS, puis, après les catastrophiques résultats du premier tour, du maintien du second, adversaire, enfin, de la déposition du président Chadli, la direction du FLN n'a su ni empêcher l'intervention d'une armée bien décidée à arrêter l'irrésistible arrivée au pouvoir des islamistes ni se rallier suffisamment tôt à son projet. Ainsi le parti assiste-t-il impuissant à une Histoire qui se fait sans lui, conscient que les hommes au pouvoir sont décidés à lui régler son compte.

La corde du pendu

Rien n'aura été épargné à ce pauvre M. Mehri, livide sur son podium de président de séance, et à son compère, M. Hamrouche, obstinément silencieux durant tous les débats. Critiqué pour avoir appelé un chat un chat et le Haut Comité d'Etat (HCE) « une quantité de fait qui ne découle pas de la Constitution », attaqué pour avoir, récemment, rencontré la direction du FIS, alors que, bien peu s'étaient dressés contre lui lorsqu'il parlait de gouvernement d'union avec tous les partis représentés au sein du futur Parlement, y compris le parti islamique, le secrétaire général du FLN n'a pu qu'en jouant sur les mots expliquer qu'il maintenait ses jugements antérieurs sur le HCE, mais qu'il s'agissait d'une « position personnelle ».

Avec un peu de conviction et beaucoup d'opportunisme, les membres du comité central en sont désormais réduits à tenter de rattraper leur retard, louant les mérites du « frère » Bouddiaf, « ce fondateur de notre parti », tout en se gardant d'évoquer la manière bien peu fatemelle dont la presse aux ordres traitait, il n'y a pas si longtemps, tout opposant à son pouvoir, même et surtout s'il était l'un des fondateurs du mouvement qui avait

rendu son indépendance à l'Algérie. A l'entrée de la salle des séances avait été affiché le portrait du président du HCE. A l'intérieur, certains envisageaient même de le présenter comme candidat du parti à la future élection présidentielle.

Un communiqué du HCE récusait sèchement ce paratage, affirmant tout ignorer d'une initiative qui, « au demeurant, ne constitue pas une priorité de l'heure ». « Sur-tout, qu'il ne nous souvenait pas, confiait un membre de l'entourage de M. Bouddiaf, ce serait comme la corde du pendu. On n'a pas besoin de cela. »

Dimanche soir, quarante-huit heures après le début d'une session qui aurait dû se clore la veille, le comité central en était toujours au même point. « L'action du FLN devra à l'avenir s'orienter vers les problèmes de fond qui préoccupent le pays », avait lancé, dans son intervention, M. Messadia, secrétaire général du parti au moment des émeutes d'octobre 1988. Dans les couloirs, l'un de ses collègues, ancien ministre, lui avait répondu par avance : « Notre programme

ASIE

PHILIPPINES

Mme Cory Aquino soutient la candidature de l'ex-général Fidel Ramos pour sa succession

En désignant l'ancien secrétaire à la défense, l'ex-général Fidel Ramos, comme son candidat à l'élection présidentielle du 11 mai, M. Corason Aquino a divisé les forces qui l'ont porté au pouvoir en février 1986 sans pour autant que ce choix assure au bénéficiaire un avantage certain, étant donné le déclin de la popularité de la présidence.

MANILLE

de notre envoyé spécial

A la suite d'une messe célébrée au palais de Malacanang pour son cinquante-neuvième anniversaire, samedi 25 janvier, Mme Aquino a annoncé que « Eddie Ramos » était le plus qualifié pour poursuivre la « vision de la démocratie pour laquelle nous sommes battus ». Contrairement à la

coutume, la messe n'avait pas été célébrée par le cardinal Sin, archevêque de Manille, opposé à la désignation de M. Ramos.

Il n'y a pas que l'Eglise, grande force sociale à l'origine de l'arrivée au pouvoir de « Cory » Aquino, qui soit hostile à l'ex-chef de la gendarmerie de Ferdinand Marcos et, de surcroît, un protestant dans un pays à majorité catholique. La désignation de M. Ramos place la présidence en opposition avec une partie de sa famille (notamment les Aquino) et va se traduire par une scission au sein du parti gouvernemental, Laban ng Demokratikong Pilipino (LDP), qui a déjà choisi son candidat en la personne du président de l'Assemblée, M. Ramon Mitra, qui avait battu M. Ramos dans des « primaires ».

Le choix de M. Aquino est fondé sur une profonde conviction, estimant-on dans son entourage, et le désir de se situer au-dessus de luttes partisans en cherchant à ranimer les forces

sociales du pays, ce « pouvoir populaire » qui a permis à M. Aquino, malgré son passé du temps de l'ancien dictateur, l'ex-général devenu en février 1986 un héros national en se ralliant à Cory Aquino et en faisant basculer de son côté une partie de l'armée. Par la suite, il vint à bout des six coups d'Etat militaires. Ce loyalisme a suscité une solide amitié à son égard parmi les jeunes officiers.

Ce choix va avoir pour conséquence une accentuation de la fragmentation des forces politiques, par la sécession attendue d'une trentaine de membres du LDP, ralliés à M. Ramos, qui vont former un nouveau parti. Il devrait aussi favoriser une réorganisation du monde politique avant l'ouverture officielle de la campagne électorale, le 8 février.

Une dizaine de candidats s'opposent pour cette première élection présidentielle libre depuis 1969. Parmi les personnalités de poids, on compte, outre MM. Mitra et Ramos, M. Eduardo

« Danding » Cojuangco, cousin et adversaire de M. Aquino (et ancien « harve » du régime Marcos), le sénateur Jovito Salonga, vétéran de la politique soutenu par une coalition des forces de centre-gauche (Parti libéral et PDP-Laban) et le vice-président Salvador Laurel, représentant de la vieille classe politique, qui se présente pour le parti nationaliste. Ce dernier est loin d'être uni puisqu'un clan soutient « Danding » Cojuangco et un autre l'ex-ministre de la défense de Marcos, le sénateur Juan Ponce Enrile, qui pourrait aussi se présenter. Sans compter les candidats secondaires.

Les intrigues de clans, les stratégies d'alliance plus que les programmes préoccupent les candidats. A des degrés divers, ceux-ci sont perçus avec défiance, sinon dédain, par un électeur sans illusions, souvent confronté à des problèmes aigus de survie et qui a été profondément déçu par l'administration Aquino.

PHILIPPE PONS

INDE : sous haute protection militaire

Quelques dizaines seulement de « croisés de l'hindouisme » ont achevé au Cachemire la « Marche pour l'unité »

Au terme d'un périple de quinze mille kilomètres à travers l'Inde, une poignée de participants à la « Marche pour l'unité » organisée par le parti hindou ultranationaliste BJP ont finalement réussi, dimanche 26 janvier, à gagner Srinagar, capitale d'un Cachemire en pleine insurrection musulmane. Au lieu des dizaines de milliers de « croisés de l'hindouisme » attendus, guère plus d'une soixantaine de militants sont parvenus à destination.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Certes, les chefs du BJP ont dû se soumettre à la pression des circonstances : vendredi, après l'explosion d'une bombe au quartier général de la police, le couvre-feu a été imposé dans Srinagar et l'armée appelée en renfort. Le chef de la

police et plusieurs autres officiers ont été sérieusement blessés dans cet attentat, qui a fait deux morts. La veille, six activistes du BJP avaient été tués par un commando sikh alors que la « caravane » traversait le Pendjab voisin.

Les guérilleros cachemiris ayant menacé d'accueillir la foule des volontaires à coups de feu, il aurait été suicidaire pour le BJP de persister dans sa « croisade » par la route. Le président du parti, M. Murli Manohar Joshi, s'est donc résolu à effectuer les derniers kilomètres du parcours dans un avion de l'armée.

Durant les quarante-six jours de leur périple à travers quinze Etats, les zélotes du BJP se sont efforcés de dénoncer la menace séparatiste que font peser sur l'Inde les séparatistes musulmans du Cachemire et les indépendantistes sikh du Pendjab. Et, même si les hindouistes se défendent de souffler sur les braises de traditionnel antagonisme intercommunautaire, personne n'est dupe : les dirigeants du

deuxième parti du pays tiennent des discours exaltant les seules valeurs d'une Inde hindoue. Dans ce contexte, le choix du Cachemire comme destination finale était hautement symbolique, cette région à majorité musulmane étant l'exemple même de la gangrène séparatiste qui ronge l'Inde.

Une ville fantôme

Programmée pour arriver à Srinagar le jour de la fête nationale, la marche s'est achevée en une grotesque pantalonade. Entouré d'un comité réduit de partisans protégés par un impressionnant dispositif militaire et policier, M. Joshi a levé symboliquement les couleurs du drapeau national dans une ville fantôme, vidée de ses habitants par le couvre-feu.

En lieu et place de ces masses ferventes qui auraient dû transformer la fin du voyage en une ode à l'unité, les chefs hindous ont été les acteurs d'une scène surréaliste qui

aura duré à peine un quart d'heure. Après quoi, sur fond de tirs d'armes automatiques, témoins des engagements sporadiques entre séparatistes et forces de sécurité, qui ont coûté dimanche la vie à vingt personnes, tout le monde est reparti, sous haute surveillance, à l'aéroport.

La protection accordée au BJP pourrait avoir une double conséquence : le ministère de l'Intérieur pourra se féliciter d'avoir réussi à éviter le pire, c'est-à-dire la massacre des « croisés » hindous. En revanche, la population locale, déjà très hostile aux Indiens après deux années d'insurrection, y verra une nouvelle marque de « complicité » entre le premier ministre Narasimha Rao et le BJP, parti sous lequel son gouvernement minoritaire pourrait tomber. Quant au chef du BJP, il s'est félicité de son « succès » en déclarant avec modestie : « Nous continuerons notre croisade jusqu'à l'éradication totale du terrorisme (...) sur la planète. »

BRUNO PHILIP

Les fabricants de stylos, gommes, règles, ciseaux, colle, perroquets, pinces, aquarelles, crayons de couleurs, agrafeuses, cutters et compas ont le regret de vous annoncer la naissance de...



PROCHE-ORIENT

Jusqu'au dernier moment

Les Palestiniens «de l'intérieur» ont hésité à participer aux négociations multilatérales à Moscou

Moins de vingt-quatre heures avant l'ouverture, mardi 28 janvier à Moscou, de la séance inaugurale des négociations multilatérales entre Israël, les pays arabes et la plupart des grandes puissances sur l'avenir du Proche-Orient, la participation de la délégation palestinienne n'était toujours pas confirmée.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Contraints et forcés, si, finalement, les Palestiniens dits «de l'intérieur» devaient être présents à Moscou, c'est bien dans cet état d'esprit et sur ordre exprès de la direction tunisienne de l'OLP qu'ils se rendraient. La véritable mise en demeure adressée à Jérusalem-Est par la centrale de M. Yasser Arafat est parvenue dans la nuit de dimanche à lundi, et c'est d'un cœur lourd que cinq délégués palestiniens, dont le porte-parole du groupe, M^{re} Hanane Achraoui, ont pris l'autocar lundi matin pour Amman, capitale de la Jordanie.

Selon plusieurs sources, proches de ces personnalités, c'est là-bas, en coordination avec les permanents de l'OLP sur place, que la délégation finale devait être formée, les Palestiniens des territoires occupés insistant notamment pour que celle-ci comprenne au moins un délégué de Jérusalem-Est et un autre représentant les centaines de milliers d'exilés palestiniens qui vivent dans des camps, à l'extérieur de la Cisjordanie et de Gaza. «Comment peut-on traiter de la question des réfugiés, demandent les Palestiniens, si l'OLP demeure interdite de participation et si, dans le même temps, on leur interdit de nos exilés n'est admis à la table des négociations?» Depuis le début du processus, fin octobre à Madrid, Israël, dont on sait justement qu'il rechignera à évoquer, à Moscou, la question des réfugiés, a constamment refusé ce type de représentation et menaçait de se retirer du processus si on tentait de la contraindre à l'accepter. Suspense et confusion.

L'OLP affirme que les Etats-Unis ont brisé un engagement qu'ils avaient pris de permettre la participation de la centrale palestinienne lors de la troisième phase du processus, à savoir celle de Moscou. Israël refuse et l'Amérique ne paraît pas insister. Pour autant, l'organisation de M. Arafat a

donné l'ordre aux Palestiniens «de l'intérieur» de se rendre à Moscou. Difficile de suivre à moins de se souvenir que l'Arabie saoudite, l'Egypte, les pays du Golfe, bref les principales puissances arabes de la région – sauf la Syrie et le Liban – ont accepté de participer à la conférence de Moscou, quelle que soit la position palestinienne sur son utilité. Du coup, ces derniers, ne pouvant se permettre la politique de la chaise vide, auraient décidé de changer leur fusil d'épaule.

Le professeur Ghassan Khatib, l'un des délégués en partance pour Amman et Moscou, déclarait lundi matin que si, le représentant de la diaspora palestinienne n'était pas accepté dans la capitale russe, «c'est toute notre délégation qui se retirera». En clair, ce serait à prendre ou à laisser. Déjà, selon la radio nationale israélienne, M. Haydar Abdel Chafi, chef des négociateurs palestiniens à Madrid puis à Washington dans le cadre des discussions bilatérales avec l'Etat juif, a décidé, pour sa part, de résister à l'invitation de la Tunisie et de ne pas se rendre à Moscou. «Je ne vois pas l'utilité de cet exercice», aurait déclaré, d'Amman, M. Chafi, évoquant notamment «l'absence de progrès» dans les négociations bilatérales.

Qui se retirera le premier?

De fait, jugeant que ces derniers ont déjà permis à Israël d'encaisser pas mal de profits – diplomatiques notamment avec la récente reconnaissance de l'Etat juif par l'ex-URSS et la Chine, – alors qu'ils n'ont, pour leur part et pour l'instant, récolté que des ennuis, les Palestiniens «de l'intérieur», dont la sécurité personnelle a même dû être renforcée suite aux menaces des radicaux et des islamistes, opposés au processus dans son principe même, n'avaient pas du tout le désir de se retrouver à Moscou. M^{re} Achraoui a ainsi révélé pendant le week-end que ses amis modérés avaient envoyé à Tunis, quartier général de l'OLP, «toute une liste de bonnes raisons pour ne pas participer» à la conférence de Moscou. Et la porte-parole de citer «l'absence de soutien populaire dans l'opinion palestinienne suite au manque de progrès dans les bilatérales», et aussi «l'absence de coordination arabe».

La Jordanie avait déjà expédié dimanche soir sa délégation à Moscou... Au total, comme disait M^{re} Achraoui, «les conditions ne

sont pas satisfaisantes». Euphémisme... Les uns et les autres s'étant évertués à lier l'aspect bilatéral du processus à sa dimension multilatérale, tout le jeu consistait maintenant à savoir qui, de la délégation palestinienne ou de la délégation israélienne, se retirera en premier de la table des négociations, prenant ainsi le risque d'une condamnation internationale et singulièrement des Etats-Unis, grands ordonnateurs de l'essai en cours. Chacun des deux camps en présence a énormément à perdre, et Israël, qui a, dit M. Itzhak Shamir, «un urgent besoin» des garanties bancaires américaines pour absorber plusieurs centaines de milliers d'immigrés juifs soviétiques, ne l'ignore pas.

«Si les Israéliens obtiennent les garanties bancaires américaines sans condition, disait-il y a quelques jours M^{re} Hanane Achraoui, nous devons reconsidérer notre participation» au processus. Prise entre les exigences des uns et les menaces des autres, l'administration américaine, au seuil d'une campagne électorale, semble loucher et garde son jeu dissimulé. Ainsi le silence officiel du département d'Etat, après la rencontre la veille du week-end entre M. James Baker et l'ambassadeur israélien à Washington, permet-il toutes sortes d'interprétations et de fuites contradictoires.

«Les propositions américaines nous permettent de poursuivre les implantations!», proclamaient ainsi dimanche M. Ehud Olmert, l'un des ministres les plus proches de M. Shamir. «Faux!», rétorquait-on du côté de l'extrême-droite. Les conditions posées par les Américains (en échange des garanties bancaires demandées) sont inacceptables et nous devons refuser leur offre! Impossible d'y voir clair. Selon le camp de M. Shamir, les garanties sollicitées seront fournies à la simple condition que les autorités israéliennes s'engagent à ne mettre en chantier aucun site nouveau de peuplement dans les territoires arabes occupés. Cette formulation permettrait cependant à l'Etat juif de poursuivre la construction des neuf mille et quelques logements actuellement en chantier et éventuellement d'étendre les colonies établies, lesquelles abritent déjà plus de cent mille personnes en Cisjordanie et à Gaza.

Pour d'autres, le président George Bush aurait réitéré sa ferme opposition à la colonisation des territoires et séchement pro-

posé aux Israéliens le marché suivant : ou les garanties, ou les colonies, à vous de choisir. Utilisant avec un certain bonheur la méthode Coué, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a pour sa part affirmé que les Américains avaient «compris notre position de principe» concernant la colonisation juive des territoires, et qu'ils n'avaient «pas demandé le gel des implantations». Selon le chef du gouvernement, qui, au passage, réaffirmait sa volonté d'installer «partout de nombreux juifs sur l'ensemble» de ce qu'il considère comme «le territoire d'Israël», M. James Baker n'aurait émis «que quelques réserves sur notre politique économique et sur certains aspects de notre politique».

Campagne électorale oblige. M. Shamir, dont le gouvernement devait, en principe, survivre, lundi, à une nouvelle motion de censure déposée par la gauche, s'est déclaré convaincu qu'un «arrangement pourra être trouvé qui ne contredira ni la politique des Etats-Unis [vis-à-vis des territoires occupés] ni nos principes [de colonisation]». En attendant de mettre au point cet impossible compromis dans des négociations qui pourraient être longues, le premier ministre, qui s'exprimait dimanche à Jérusalem, face à un congrès international des journalistes juifs, a répété que «personne» ne pouvait, «au nom d'Israël, discuter ou même parler d'un gel des implantations juives dans les territoires».

PATRICE CLAUDE

Selon le «New York Times»

Washington a fourni une aide à Bagdad dès 1982

Selon le *New York Times* du dimanche 26 janvier, le gouvernement du président Ronald Reagan a communiqué des renseignements très sensibles à l'Irak au printemps de 1982, soit deux ans plus tôt que ce qui avait précédemment été rapporté. Le journal écrit que les Etats-Unis ont également autorisé des ventes d'armements américains à Bagdad pour aider M. Saddam Hussein à éviter une défaite dans la guerre irano-irakienne.

Citant des responsables américains, le *New York Times* écrit que l'aide américaine, et plus tard celle de l'URSS, ont permis à l'Irak de devenir la puissance régionale qui a envahi le Koweït en août 1990. L'aide américaine secrète à l'Irak,

poursuit le journal, a peut-être permis à ce pays d'acquiescer les lanceurs mobiles qui ont tiré des dizaines de missiles Scud sur Israël et l'Arabie saoudite pendant la guerre du Golfe.

Toujours selon le *New York Times*, la décision d'aider l'Irak en 1982 a été prise après que les services américains de renseignement eurent averti que ce pays pourrait être défait par l'Iran. L'armée iranienne avait été renforcée l'année précédente par des livraisons secrètes d'armements américains. Ce rapport, réalisé par le journaliste Seymour Hersh, cite des responsables ou anciens responsables américains à la Maison Blanche, au département d'Etat et dans les services de renseignement.

Au Kurdistan irakien

Ouverture du premier congrès de l'UPK de M. Jalal Talabani

Le premier congrès de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani devait s'ouvrir, lundi 27 janvier, à Kala-Chousla, dans la montagne kurde du nord de l'Irak, deux mois avant les élections générales prévues dans «les territoires libérés du Kurdistan». Il s'agit du premier congrès de l'UPK depuis sa création il y a dix-sept ans par M. Talabani, immédiatement après l'accord d'Alger entre l'Iran et l'Irak, en 1975, dans lequel Téhéran s'était engagé à arrêter son aide à la rébellion kurde. Il s'ouvre alors que le Front du Kurdistan, qui réunit huit formations dont l'UPK, a décidé de

tenir le 3 avril des élections pour désigner un Parlement kurde dans le nord de l'Irak échappant à l'autorité du pouvoir central.

Plus de 600 personnes sont attendues à cette réunion, dont 550 délégués venus des principales villes du Kurdistan irakien et des représentants de la diaspora kurde d'Irak. A l'issue du congrès, le programme de l'UPK – de tendance social-démocrate – doit être adopté. Le secrétaire général – actuellement M. Jalal Talabani, candidat à sa propre succession – et un comité central de 21 membres doivent aussi être élus. – (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Assassinat d'un fonctionnaire qui avait dénoncé la corruption

Un fonctionnaire du régime de Phnom-Penh a été assassiné, mercredi 22 janvier. Teo Bun Long, qui avait récemment critiqué la corruption du gouvernement, en particulier en dénonçant le détournement de l'aide internationale destinée aux victimes des inondations, a été enlevé par des hommes en armes à bord d'une jeep militaire. Son cadavre a été retrouvé en dehors de la ville. Selon un diplomate occidental à Phnom-Penh, M. Long aurait notamment mis en cause l'homme fort du régime, M. Chas Sim, président de l'Assemblée et dirigeant du Parti du peuple (PPC, ex-communiste), responsable de l'arrestation d'opposants. – (AFP, AP.)

ÉTATS-UNIS

Rassemblement pro-castiste et manifestation anti-castiste à New-York

Scandant «Castro, trente ans de meurtres!», plus de 15 000 opposants cubains ont manifesté, samedi 25 janvier, devant le centre de conférences de New-York, où se tenait un rassemblement, baptisé «Paix pour Cuba», en faveur d'une normalisation des relations entre Washington et La Havane. «Paix pour

Cuba» avait rassemblé quelque 3 000 personnes, dont plusieurs artistes, qui ont réclamé la levée de l'embargo américain contre La Havane et la fermeture de la base américaine de Guantanamo à Cuba.

Par ailleurs, l'agence officielle cubaine Prensa Latina a annoncé samedi que M. Mauricio Ruiz-Vinent, un mécanicien reconnu coupable d'avoir volé du matériel dans une usine de textile, a été condamné à vingt ans de prison pour «crime contre la sécurité de l'Etat». Un «bateau de solidarité» chargé, à l'initiative du Parti communiste français, de 800 tonnes de papiers et de matières premières pour produire des médicaments, est arrivé à La Havane au cours du week-end. – (AFP, UPI, AP.)

MALI

Report des élections législatives

Le Comité de transition pour le salut du peuple et le gouvernement ont décidé de reporter les élections législatives.

EN BREF

■ CAMEROUN : deux morts lors d'une manifestation musulmane. Deux morts – dont un policier tué par une flèche empoisonnée, – trente blessés graves, plus de cent arrestations, des véhicules et deux stations d'essence incendiées, tel était, dimanche 26 janvier, selon la police, le bilan des manifestations de musulmans qui ont eu lieu vendredi et samedi dans un quartier de Yaoundé (le *Monde* date 26-27 janvier). La mort du policier laisse craindre de nouveaux incidents, les forces de l'ordre voulant venger leur camarade. – (AFP.)

■ LIBYE : un émissaire de M. Boutros-Ghali à Tripoli. – M. Vassili Sifrontchouk, émissaire du secrétaire général des Nations unies, a remis dimanche 26 janvier aux responsables libyens un message de M. Boutros-Ghali. Selon l'agence JANA, la Libye a accueilli favorablement ce message en se disant «prête à coopérer de façon totale, efficace et immédiate aux mesures juridiques» concernant les attentats contre les avions de la Pan Am et d'UTA. – (AFP.)

■ PAKISTAN : la presse en deuil lundi 27 janvier. – Aucun quotidien ne devait paraître lundi 27 janvier au Pakistan, en signe de deuil après le décès, samedi à Londres, de Mir Khalil Ur Rahman, propriétaire du groupe de presse Jang.

■ ZIMBABWE : retour d'exil de M. Sithole. – Des milliers de personnes ont accueilli, samedi 25 janvier, à Harare, M. Ndabingi Sithole, une personnalité de l'opposition qui a vécu huit ans en exil aux Etats-Unis. Il avait été cofondateur avec le président Robert Mugabe du parti au pouvoir au Zimbabwe, l'Union nationale africaine-Front patriotique (ZANU-PF). – (AFP.)

L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA :

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Elue «meilleure compagnie vers l'Afrique» pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux «Travel Magazine».

| | | | | | | | | |
|--------------|----------|---------|--------|-------|----------|--------|--------|-------|
| Paris-Orly | Mardi | SA 229 | Départ | 19h25 | Dimanche | SA 263 | Départ | 19h15 |
| Johannesburg | Mercredi | Arrivée | 07h20 | Lundi | Arrivée | 10h00 | | |

SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

ADMISSIONS SUR DEUG. LICENCE ou MAITRISE

■ HEC-ESCP-ESC
■ ESCP
■ ESSEC-ESCL
■ SCIENCES-PO
■ CFPA

ipesup

LA PRÉPARATION AU SUCCÈS
DES ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES
16-18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - Tél. : (1) 43.25.63.30

هكذا من الأصل

POLITIQUE

• Le Monde • Mardi 28 janvier 1992 7

L'élection législative partielle du Nord

Le candidat du Front national devance celui du PS

M. Marc-Philippe Daubresse (UDF-CDS), maire de Lambart, est arrivé largement en tête du premier tour de l'élection législative partielle organisée, dimanche 26 janvier, dans la quatrième circonscription du Nord à la suite du décès, survenu à la mi-novembre, de Jacques Houssin (RPR), suppléant à l'Assemblée nationale de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé depuis octobre 1990. M. Daubresse, qui bénéficie du désistement de M. Reynaert (PS), est en ballottage favorable face au candidat du Front national, M. Nicolas Crochet, arrivé en deuxième position, tandis que le PS s'est effondré, passant de 31,14 % des suffrages en 1988 à 12,97 %.

cette terre qui se veut un bastion de la démocratie chrétienne, est la deuxième place du Front national, qui devance notamment le PS. Le jeune représentant candidat léniste, M. Nicolas Crochet, âgé de vingt-huit ans, a réussi à conserver et à améliorer en chiffres absolus le score de 1988 : il obtient 4 714 voix contre 4 203 précédemment et 15,71 % des voix contre 10,36 %.

fait mieux que les 14,71 % obtenus par M. Jean-Marie Le Pen au premier tour de la présidentielle de 1988. C'est un coup de massue qui s'est abattu sur le PS et sur son candidat, M. Jean-Claude Reynaert. Certes, celui-ci ne pouvait espérer mobiliser facilement son électeur pour une bataille perdue d'avance, mais il ne s'attendait pas à voir son

score s'effondrer de cette façon : avec 12,97 % des suffrages, il est loin des 31,14 % obtenus par la candidate socialiste de 1988, M^{me} Marie-Cécile Laidibeur. En voix, l'effondrement est encore plus patent : le PS passe de 12 628 voix à 3 891. Le constat est d'autant plus sévère que la perte est générale et qu'elle paraît même amplifiée dans le « bastion » du PS : ainsi, à Mar-

quette (six mille inscrits) où le PS chute de 40,95 % à 16,82 %, c'est tout juste si M. Reynaert arrive en deuxième position à Saint-André (six mille sept cents inscrits), commune pourtant gagnée par le PS aux municipales de 1989 (il est vrai à la faveur d'une triangulaire).

Il s'agit là d'un vote sanction qui vise précisément le PS. Le candidat communiste maintient, à peu de chose près, ses positions au-dessus des 10 %. Mais le PC ne récolte pas pour autant les fruits de la désaffection des électeurs socialistes. Celle-ci ouvre en revanche un champ aux nouveaux venus sur l'échiquier politique que sont les écologistes.

d'un parachutage sur le terrain (M. Dufour-Lefort est adjoint au maire de Valenciennes).

La législative se double d'une cantonale dans le canton de Quesnoy-sur-Deule. Cette double élection a suscité un surcroît d'intérêt de la part des électeurs. La mobilisation accrue est l'un des facteurs des tendances de la législative partielle. Au contraire, elle semble les amplifier.

Le candidat unique de l'opposition, M. Henri Segard, maire sans étiquette de Comines, favori dans ce scrutin avec le soutien de l'UDF et du RPR, obtient 44,39 % des voix. Il ne pouvait espérer réaliser la performance de Jacques Houssin, élu dès le premier tour en septembre 1988. Mais il devra lui aussi affronter le candidat du Front national, le même que pour la législative, M. Crochet.

La présence d'un candidat « libre » à droite, M. Marcel Honoré, ex-RPR, n'a légèrement troublé le jeu : M. Crochet n'obtient que 13,38 % des suffrages dans la cantonale, devant d'un peu plus d'un point le candidat des Verts, M. Lefebvre (12,25 %). Le PS est, là aussi, le grand perdant, ne devant d'échapper à la dernière place qu'aux 8,49 % obtenus par le candidat dissident à droite.

JEAN-RENÉ LORE

NORD : 4^e circonscription (Lille-Ouest, Quesnoy-sur-Deule)

| | 5 juin 1988 | | 12 juin 1988 | | 26 janvier 1992 | |
|----------------------------------------|-------------|-------|--------------|-------|-----------------|-------|
| Inscrits | 63 326 | | 63 324 | | 62 658 | |
| Votants | 41 428 | | 43 188 | | 31 477 | |
| Abstentions (%) | 34,57 | | 31,79 | | 49,76 | |
| Suffrages exprimés | 40 543 | | 41 952 | | 29 997 | |
| Candidats et étiquettes | Voix | % | Voix | % | Voix | % |
| Marc-Philippe Daubresse (UDF-CDS)..... | 19 401 (1) | 47,85 | 23 974 (1) | 57,14 | 14 042 | 46,81 |
| Nicolas Crochet (FN)..... | 4 203 (2) | 10,36 | | | 4 714 | 15,71 |
| Claude Reynaert (PS)..... | 12 628 (3) | 31,14 | 17 978 (3) | 42,85 | 3 891 | 12,97 |
| Yves Le Meur (PC)..... | 4 311 (4) | 10,63 | | | 3 050 | 10,16 |
| Jean-Jacques Lefebvre (Verts)..... | | | | | 2 548 | 8,49 |
| Régis Dufour-Lefort (GE)..... | | | | | 1 752 | 5,84 |

(1) M. Bruno Durieux, UDF-CDS; (2) M^{me} Marie-Danielle Rémy; (3) M^{me} Marie-Cécile Laidibeur; (4) M. Marcel Chateau.

Cantonale partielle : tendance amplifiée

Ils se présentaient sous deux bandes différentes, celle des Verts avec M. Jean-Jacques Lefebvre et celle de Génération Ecologie avec M. Régis Dufour-Lefort. Dans cette circonscription touchée par les grands chantiers, en cours (TGV) ou projetés (l'autoroute A10), 14,33 % des électeurs ont émis un vote écologiste. Le candidat des Verts, qui arrive en tête dans ce duel avec 8,49 % des suffrages exprimés, n'a toutefois pas réussi à marginaliser celui de Génération Ecologie, qui franchit la barre des 5 % en dépit

Cinq élections cantonales partielles

L'effondrement du Parti socialiste

L'effondrement du Parti socialiste dans la quatrième circonscription du Nord n'est pas un épiphénomène, mais le signe un peu plus spectaculaire que d'autres qui, dimanche après dimanche, partielles après partielles, enregistrent son érosion électorale. Cinq élections cantonales étaient organisées, dimanche 26 janvier. Les trois seconds tours se soldent par deux pertes nettes de sièges, au profit du RPR dans le canton de La Verpillière (Isère) et de l'UDF à Lons-le-Saunier (Jura). Dans le troisième canton, à Alby-sur-Chéran (Haute-Savoie), le succès d'un divers

gauche reprenant le siège à un UDF ne constitue qu'une mince compensation. Dans le canton de Bischwiller (Bas-Rhin), où avait lieu un premier tour, le représentant de la majorité présidentielle perd 961 voix et 11,62 points au rapport à 1988. A Quesnoy-sur-Deule, l'un des deux cantons composant la quatrième circonscription du Nord et le PS y recule de 11,74 points. La droite profite-t-elle de ces revers du PS ? Oui, en termes de sièges : la réponse est plus nuancée pour les voix. Ainsi, à Bischwiller, ses trois représentants totalisent 17,9 points de

moins que son candidat unique de 1988 ; à Quesnoy-sur-Deule, ses deux candidats accusent au total un recul de 10,08 points par rapport à 1988. La droite parlementaire souffre des scores de l'extrême droite, qui gagne 12,56 points dans le Bas-Rhin et atteint 13,38 % dans le Nord, où elle était absente du scrutin de 1988. Quant à l'abstention, elle se maintient à des niveaux élevés, le record étant établi en Isère avec 61,63 %.

A. Ch.

ISÈRE : canton de La Verpillière (2^e tour).
Inscr., 8 799 ; vot., 3 376 ; abst., 61,63 % ; suffr. expr., 2 915. MM. Achille Paoli, RPR, m. de La Verpillière, 1 488 voix (31,04 %) ; ELU ; Patrick Ancel, PS, 1 427 (48,95 %).

La gauche perd un canton que détenait depuis 1979 Maurice Ancel (PS), récemment décédé. Non élu, qui brigait ce siège, a souffert principalement de sa faible implantation dans une région qu'il a quittée depuis plusieurs années.

À son premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 8 799 ; vot., 3 567 ;

abst., 59,46 % ; suffr. expr., 3 441. MM. Paul, 692 voix (20,11 %) ; Ancel, 638 (18,54 %) ; Roger Marchand, div., 585 (17 %) ; Eric Bruneau, FN, 578 (16,79 %) ; Jean-Claude Cuno, PC, 333 (9,67 %) ; Pierre Galliot, Verts, 316 (9,18 %). Claude Berenger, Nouvelle Gauche, 299 (8,68 %).

Ka 1988, Maurice Ancel avait été réélu au second tour, avec 2 882 voix (55,25 %) contre 2 334 (44,74 %) à M. Paoli, RPR, sur 8 861 inscrits, 5 438 votants (soit 32,53 % d'abstention) et 5 216 suffrages exprimés.

JURA : canton de Lons-le-Saunier-Sud (2^e tour).
Inscr., 9 622 ; vot., 4 496 ; abst.,

53,27 % ; suffr. expr., 4 068. MM. Pierre Bénéfice, UDF-rad., premier adj. au m. de Lons-le-Saunier, 2 217 voix (54,40 %) ; ELU ; Roger Touvet, PS, 1 851 (45,50 %).

M. Bénéfice, médecin hospitalier qui est député-maire de Lons-le-Saunier, a battu son adversaire, M^{me} Danielle Mitterrand, succédant à Serge Elvi (PS), récemment décédé.

À son premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 9 656 ; vot., 4 488 ; abst., 54,62 % ; suffr. expr., 4 015. MM. Bénéfice, 993 voix (24,70 %) ; Touvet, 885 (22,82 %) ; Jacques Lamont, écologiste, 682 (14,97 %) ; Gilles Michel, 661 (16,46 %) ; M^{me} Bénéfice, 651 (16,46 %) ; M^{me} Bénéfice, 651 (16,46 %) ; M^{me} Bénéfice, 651 (16,46 %).

NORD : canton de Quesnoy-sur-Deule (1^{er} tour).
Inscr., 22 304 ; vot., 12 673 ; abst., 43,18 % ; suffr. expr., 12 072. MM. Henri Segard, div., m. de Comines, 5 359 voix (44,39 %) ; ELU ; Nicolas Crochet, FN, 1 616 (13,38 %) ; Jean-Jacques Lefebvre, Verts, 1 480 (12,25 %) ; Roger Renard, PC, cons. mun. de Comines, 1 305 (10,81 %) ; Didier Pina, PS, cons. mun. de Pénichon, 1 286 (10,65 %) ; Marcel Honoré, ex-RPR, 1 026 (8,49 %). Il y a ballottage.

Cette partielle était tenue nécessairement sur le décès de Jacques Houssin (RPR), député non-inscrit (lire ci-contre).

En 1988, Jacques Houssin avait été réélu au premier tour, avec 7 020 voix (62,97 %) contre 2 497 (22,39 %) à M^{me} Jean-Marie Laidibeur, PS et 1 631 (14,63 %) à M. Marcel Chateau, PC sur 21 827 inscrits, 11 462 votants (soit 47,88 % d'abstention) et 11 148 suffrages exprimés.

BAS-RHIN : canton de Bischwiller (1^{er} tour).
Inscr., 27 551 ; vot., 15 373 ; abst., 44,20 % ; suffr. expr., 14 806. MM. Jean-Luc Hirtler, RPR, m. de Bischwiller, 3 751 voix (25,33 %) ; Louis Becker, UDF-CDS, m. de Herrlisheim, 3 231 (21,82 %) ; François Schultz, FN, 2 132 (14,39 %) ; Denis Hommel, GE, m. de Offenbach, 1 691 (11,42 %) ; Robert Metz, PS, 1 462 (9,87 %) ; Robert Spieler, ext. d. cons. rég. anc. dép., 1 178 (7,95 %) ; Patrick Wabnitz, Verts, 989 (6,67 %) ; Patrick Huss, div. d., 296 (1,99 %) ; Roger Colas, PC, 76 (0,51 %). Il y a ballottage.

[Pour succéder à Paul Kuss (RPR),

ministre, conseiller général depuis vingt-sept ans, décédé le 3 novembre dernier, la majorité départementale UDF-RPR n'avait pas trouvé de candidat unique. C'est M. Hirtler (RPR) qui remporte ces « primaires ». Arrivé en troisième position, le candidat de la majorité présidentielle perd 961 voix par rapport à l'unique tour de 1988. Les Verts sont bien en dessous de leurs espérances, tandis que Génération Ecologie, qui avait obtenu le même score petite commune de comar, arrive en quatrième position. L'extrême droite, divisée entre le candidat du FN et le mouvement régional dissident Alsace d'abord, obtient au total 23,35 % des suffrages.

En 1988, Paul Kuss avait été réélu au premier tour, avec 7 557 voix (67,05 %), contre 2 423 (21,49 %) à Robert Metz, PS, 1 184 (10,59 %) à M^{me} France Dandard, FN, et 186 (1,65 %) à M^{me} Irène Arzmann-Clauzonnat. Il y avait eu 11 270 suffrages exprimés et 11 723 votants (soit 56,62 % d'abstention) sur 27 077 inscrits.

HAUTE-SAVOIE : canton d'Alby-sur-Chéran (2^e tour).
Inscr., 5 282 ; vot., 2 647 ; abst., 49,88 % ; suffr. expr., 2 473. MM. Bernard Bailly, div. g., m. d'Héry-sur-Alby, 1 311 voix (53,01 %) ; ELU ; Jean-Denis Roche, UDF-PR, adj. au m. d'Annecy, M. Bernard Besson, UDF-CDS, seuls admis à élire le second tour.

Il s'agissait de remplacer Pierre Palliet, UDF-PR, maire du chef-lieu, conseiller général depuis 1973, décédé le 16 novembre dernier. La succession était très ouverte dans ce canton renouvelable en mars prochain, avec huit candidats lors du premier tour. Quatre-vingt-cinq voix seulement séparèrent M. Palliet (div. g.) du maire d'Héry-sur-Alby, et M. Roche (UDF-PR), adjoint au maire d'Annecy, M. Bernard Besson, UDF-CDS, seuls admis à élire le second tour.

Bien que catalogué à gauche, M. Palliet avait reçu le soutien de gauchistes Robert Cochet, arrivé en troisième position au premier tour. De son côté, M. Roche qui était parti comme le « candidat Besson », bénéficiant du désistement du RPR, Jean-Louis Aizon. Ni le PC ni le FN n'avaient donné de consigne de vote.

À son premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 5 284 ; vot., 2 785 ; abst., 47,36 % ; suffr. expr., 2 689. MM. Palliet, 650 voix (24,17 %) ; Roche, 565 (21,01 %) ; Robert Cochet, div. d., 446 (16,58 %) ; Michel Charrier, PC, 357 (13,27 %) ; Jean-Louis Aizon, ex-cant. du RPR, 285 (7,62 %) ; Raymond Forget, Verts, 196 (7,36 %) ; Pierre Cunet, FN, 175 (6,50 %) ; Patrick Boudland, div. g., 93 (3,45 %).

Pierre Palliet avait été réélu au premier tour de mars 1985 avec 1 834 voix (57,96 %), contre 540 (17,06 %) à M. Michel Charrier, PC, 497 (15,70 %) à M. Charles Trémouilhac, PS, et 293 (9,26 %) à M. Robert Comoz, FN. Il y avait eu 3 164 suffrages exprimés et 3 294 votants (soit 32,31 % d'abstention) sur 4 867 inscrits.

Les socialistes ont subi deux échecs cinglants

Suite de la première page

Faute de ces fameuses « alliances » entre l'opposition parlementaire et les amis de M. Jean-Marie Le Pen, dénoncées par M. Laurent Fabius avec d'autant plus de vigueur que la matière est mince, le PS ne peut être le choix électoral obligé de ceux qui considèrent la lutte contre le racisme comme prioritaire dans la France d'aujourd'hui.

Or, en dépit des propos de M. Jacques Chirac - les « odeurs » - et Valéry Giscard d'Estaing - l'« invasion » - épousant les obsessions diffusées par l'extrême droite ; malgré les incantations affichées par MM. Michel Poniatowski ou Philippe de Villiers, la droite n'a pas commis la faute politique que le pouvoir appelait de ses vœux.

Au contraire, M. Jean-Claude Gaudin lui-même, pionnier de l'alliance honteuse à la présidence du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur et aux élections législatives de 1988, a pu annoncer qu'il entend, désormais, diriger sa région sans le Front national.

La droite, quels que soient les sentiments profonds de ceux qui la composent, aurait tort de se priver de la liberté que lui donne le rapport des forces. Alors qu'elle peut, peut-être, envisager de sortir des élections régionales de mars prochain dans une situation qui lui permette d'accumuler les présidences sans rien devoir à l'extrême droite, pourquoi prendrait-elle le risque d'entacher son crédit en adoptant une attitude ambiguë à l'égard du Front national ?

Deux stratégies principales

Il est plus intéressant pour elle de tabler sur le mitonnement qui se répand depuis plusieurs semaines dans l'électorat « centriste », celui-là même qui avait assuré la réélection triomphale de M. François Mitterrand il y a quatre ans et qui, aujourd'hui, se dit que le meilleur rempart contre l'extrême droite n'est pas le PS, mais le RPR et l'UDF. M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, s'adresse à ces électeurs-là et ne doute pas d'en être compris lorsqu'il déclare que la manifestation de samedi « n'est pas une manifestation contre M. Le Pen, mais pour M. Le Pen ». Autrement dit, soutenir une gauche qui n'a plus d'autre argument que la peur de l'extrême droite, c'est faire le jeu de celle-ci.

Le propos de M. Sarkozy a d'autant plus de portée qu'il est confirmé au sein de la gauche. La manifestation de la Bastille à la Nation a démontré la mobilisation des militants de la lutte contre l'extrême droite, mais elle a montré, aussi, que cette forte avant-garde n'entraîne pas le gros des troupes. Le « couple de gauche » n'est pas disponible pour une opération dont les débouchés politiques lui paraissent incertains.

Parmi les manifestants eux-mêmes, le souci de se démarquer du pouvoir et du PS était évident à

travers les slogans dirigés contre le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, et contre M^{me} Edith Cresson. Des deux stratégies principales qui avaient convergé pour produire cette manifestation, celle de M. Jean-Christophe Cambadélis et du Manifeste contre le Front national, et celle de M. Julien Dray et de SOS-Racisme, c'est la seconde qui a le vent en poupe.

Alors que M. Cambadélis, député de Paris, socialiste, avait cherché à remettre sur pied une gauche militante, prête à relever le défi d'une droite cherchant à parvenir au pouvoir grâce à une complicité plus ou moins avouée avec le Front national, M. Dray, aussi député socialiste (de l'Essonne), s'était engagé dans un mouvement mettant en cause la responsabilité du pouvoir dans la diffusion des thèmes de l'extrême droite.

Un pari sur l'avenir

En votant contre la guerre du Golfe, il y a un an, M. Dray et les autres animateurs de ce qui allait devenir la Gauche socialiste avaient fait un pari sur l'avenir du PS. S'opposant à M. Mitterrand, ils se donnaient les moyens de regagner un crédit, d'une part, auprès des associations de jeunes insus de l'immigration, d'autre part, auprès des partis et mouvements de gauche ou d'extrême gauche critiquant le pouvoir socialiste. Les mots d'ordre lancés samedi par SOS-Racisme et le succès qu'ils ont rencontré tendent à donner raison à ceux qui, autour de M. Dray, ont choisi d'anticiper la défaite du PS en 1993 et de se poser en partenaires incontournables d'une future recomposition de la gauche dans les années à venir.

Pour MM. Fabius et Rocard, au premier rang des bataillons socialistes que le nouveau premier secrétaire avait consciencieusement acheminés là où le devoir les appelait, avant de leur faire plier bagage, la leçon est amère. Eux aussi, ils ont fait, par leur alliance et chacun pour son compte, un pari sur l'avenir, mais le présent - le gouvernement, ses orientations, son impopularité, les interminables « affaires » - leur barre la route ; et du train des gauches réunies, dans lequel ils espéraient monter, ils n'ont vu que l'arrière du dernier wagon.

Comme dit un autre « dissident » de la guerre du Golfe, M. Max Gallo, « on ne peut pas parler comme M. Chirac, proposer des mesures à la Pégase, avoir la politique de M. Balladur en matière économique et dire qu'on est la gauche ». Spécialiste des oraisons funèbres, M. Gallo s'était déjà signalé avec talent dans cet exercice à la fin du congrès de Rennes en mars 1990. Cette fois encore, pour de nombreux socialistes, le dernier mot lui revient.

PATRICK JARREAU

Windows Draw.

Le logiciel qui remplace tout.

2950 F HT

Vous avez un micro-ordinateur, vous avez un traitement de texte, il ne vous manque plus que Windows Draw, le logiciel de dessin révolutionnaire par ses innombrables capacités graphiques, son fonctionnement simplifié d'utilisation et son tableau gris, 2600 symboles ClipArt intégrés gratuitement. MICROGRAFX TEL. (11 65 96 95 95)

POLITIQUE

8 Le Monde • Mardi 28 janvier 1992 •

POLITIQUE

La préparation des élections régionales du 22 mars

L'opposition a rendu publics les noms de ses têtes de liste



Le RPR et l'UDF viennent de rendre publics les noms des têtes de listes communales de l'opposition dans l'ensemble des départements métropolitains, à l'exception de la Corse et du Tam-et-Garonne.

ALSACE. Bas-Rhin : M. Marcel Rüdolf (UDF-CDS), sén. prés. cons. rég. Haut-Rhin : M. Hubert Hanel (RPR), sén. m. de Lapoutrolle.

AQUITAINE. — Dordogne : M. Yves Guéna (RPR), sén. m. de Périgueux, anc. min.; Girond : M. Jacques Vallée (RPR), sén. adj. m. de Bordeaux, anc. min.; Landes : M. Jacques Castaing (UDF-CDS), m. de Marit; Lot-et-Garonne : M. Jean François-Poncet (UDF), sén. prés. cons. gén. anc. min.; Pyrénées-Atlantiques : M. Auguste Cazalat (RPR), sén. m. de Sévignac-Meyrac.

AUVERGNE. — Allier : M. Edmond Maupail (UDF-rad.), cons. rég. cons. gén. m. de Montier; Cantal : M. Roger Rigaudière (RPR), sén. m. de Saint-Genest; Haute-Loire : M. Jean Proriot (UDF-PR), cons. gén. m. de Beauchamp; Puy-de-Dôme : M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF), cons. rég. cons. gén. anc. prés. de la République.

BOURGOGNE. — Côte-d'Or : M. Jean-François Buzin (RPR), cons. rég. c. m. de Dijon; Nièvre :

M. Simone Rignault (RPR), cons. rég. m. de Saint-Honoré-les-Bains; Saône-et-Loire : M. Dominique Perben (RPR), cons. rég. m. de Chalon-sur-Saône; Yonne : M. Michel Delprat (UDF), cons. rég. cons. gén. m. de Tanlay.

BRETAGNE. — Côtes-d'Armor : M. Yvon Bonnot (UDF), cons. rég. m. de Perros-Guirec; Finistère : M. Ambroise Guellec (UDF-CDS), cons. gén. m. de Pouldreuzic, anc. min.; Ille-et-Vilaine : M. Yvon Bourges (RPR), sén. prés. cons. rég. anc. min.; Morbihan : M. Joseph Kergueris (UDF-PR), cons. rég. cons. gén. m. de Landévant.

CENTRE. — Cher : M. Jean-François Deniau (UDF-PR), cons. rég. cons. gén. m. de Bourges; Eure-et-Loir : M. Maurice Dousset (UDF-PR), cons. rég. cons. gén. m. de Lutz-en-Dunois; Indre : M. Patrick Serpeau (RPR), cons. rég.; Indre-et-Loire : M. James Borias (UDF-PR), cons. rég. cons. gén. m. de Chambray-Tours; Loiret : M. Roger Goumaz (RPR), prés. cons. gén. m. de Orléans; Loire : M. Paul Masson (RPR), sén. cons. rég. m. d'Estouy.

CHAMPAGNE-ARDENNE. — Ardennes : M. Maurice Blin (UDF-CDS), sén. cons. rég.; Aube : M. Paul Grange (UDF-rad.), cons. rég. cons. gén. anc. min.; Marne : M. Bruno Bourg-Broc (RPR), cons. rég. c. mun. de Châlons-sur-Marne; Haute-Marne : M. Jean Kallenbach (RPR), prés. cons. rég. m. d'Érville-Bienville.

FRANCHE-COMTÉ. — Doubs : M. Michel Jacquemin (UDF-CDS), cons. rég. c. m. de Besançon; Jura : M. Yves-Marie Lehmann (RPR), cons. rég. adj. m. de Dole; Haute-Saône : M. Pierre Chantelat (UDF-PR), prés. cons. rég. cons. gén. m. de Vesoul; Territoire de Belfort : M. Jean Rosset (RPR), cons. gén.

ILE-DE-FRANCE. — Paris : M. Alain Juppé (RPR), cons. adj. m. de Paris; Seine-et-Marne : M. Didier Julia (RPR), cons. rég. Yvelines : M. Michel Péricard (RPR), cons. rég. m. de Saint-Germain-en-Laye; Essonne : M. Xavier Dugouy (RPR), prés. cons. gén. adj. m. de Mennecy; Hauts-de-Seine : M. Charles Pasqua (RPR), sén. prés. cons. gén. anc. min.; Seine-Saint-Denis : M. Robert Panchaud (RPR), cons. rég. m. de St-Denis; Val-de-Marne : M. Michel Chirac (RPR), cons. gén. m. du Perreux; Val-d'Oise : M. Francis Delattre (UDF-PR), cons. rég. m. de Franconville.

LANGUEDOC-ROUSSILLON. — Aude : M. Hubert Mouly (div. d.), cons. rég. m. de Narbonne; Gard : M. Camille Lapiere (UDF-PR), cons. gén. m. de Nîmes; Hérault : M. Yves Marchand (UDF-CDS), cons. rég. m. de Sète; Lozère : M. Jacques Blanc (UDF-PR), cons. rég. cons. gén. anc. min.; Pyrénées-Orientales : M. Paul Blanc (RPR), cons. rég. cons. gén. m. de Prades.

LIMOUSIN. — Corrèze : M. Ray-

mond-Max Aubert (RPR), cons. gén. c. m. de Tulle; Creuse : M. Jean-Claude Pasty (RPR), cons. rég. cons. gén. m. de Boulay; Vosges : M. Christian Poncelet (RPR), sén. prés. cons. gén. m. de Remiremont, anc. min.

LOIRE-ATLANTIQUE. — Loire-Atlantique : M. André Rossiniot (UDF-rad.), cons. rég. m. de Nantes, anc. min.; Maine-et-Loire : M. Gérard Longuet (UDF-PR), cons. gén. c. m. de Bar-le-Duc, anc. min.; Moselle : M. Julien Schwartz (RPR), prés. cons. gén. m. de Boulay; Vosges : M. Christian Poncelet (RPR), sén. prés. cons. gén. m. de Remiremont, anc. min.

MIDI-PYRÉNÉES. — Ariège : M. André Trigano (div. d.), cons. rég. cons. gén. m. de Mazères; Aveyron : M. Michel Astoul (RPR), cons. gén.; Haute-Garonne : M. Marc Casai (UDF-PR), prés. cons. rég. c. m. de Laval; Sarthe : M. Yves Rigat (div. d.), cons. rég. cons. gén. m. de Lupaic; Lot : M. Serge Juskiwienksi (div. d.), cons. rég. c. m. de Livernon; Hautes-Pyrénées : M. Philippe Douste-Blazy (UDF-CDS), cons. rég. m. de Lourdes; Tarn : M. Philippe Bonnetant (RPR), cons. rég. cons. gén. m. de Carmaux; Tarn-et-Garonne : négociation en cours.

NORD-PAS-DE-CALAIS. — Nord : M. Jacques Legendre (RPR), cons. rég. m. de Cambrai, anc. min.; Pas-de-Calais : M. Léonce Deprez (UDF-PSD), cons. rég. m. du Touquet.

BASSE-NORMANDIE. — Calvados : M. René Garrec (UDF-PR), prés. cons. rég.; Manche : M. Pierre Aguinon (UDF-PR), cons. rég. prés. cons. gén.; Orne : M. Daniel Couët (RPR), cons. rég. m. du Mêle-sur-Sarthe.

HAUTE-NORMANDIE. — Eure : M. Bernard Lamy (UDF), cons. rég. cons. gén. adj. m. du Vaudreuil; Seine-Maritime : M. Antoine Rufinacht (RPR), cons. gén. c. m. du Havre, anc. min.

PAYS DE LA LOIRE. — Loire-Atlantique : M. Olivier Guichard (RPR), prés. cons. rég. m. de La Baule, anc. min.; Maine-et-Loire : M. Hervé de Charette (UDF-PR), cons. rég. m. de Nantes; Mayenne : M. François d'Aubert (UDF-PR), cons. rég. c. m. de Laval; Sarthe : M. François Fillon (RPR), cons. gén. m. de Sablé-sur-Sarthe; Vendée : M. Philippe Mestre (UDF), cons. rég.

PICARDIE. — Aisne : M. Charles Baur (UDF-PSD), cons. rég. cons. gén. m. de Valenciennes; Somme : M. Gilles de Robien (UDF-PR), cons. rég. m. d'Amiens.

POTOU-CHARENTES. — Charente : M. Francis Hardy (RPR), cons. gén. m. de Cognac; Charente-Maritime : M. François Blaizot (UDF-CDS), sén. prés. cons. gén.; Deux-Sèvres : M. André Dulait

(UDF), prés. cons. gén. m. de Ménégoz; Vienne : M. Jean-Pierre Rafarin (UDF-PR), cons. rég. c. m. de Poitiers.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR. — Alpes-de-Haute-Provence : M. Pierre Rinaldi (RPR), cons. rég. cons. gén. m. de Digne-les-Bains; Alpes-Maritimes : M. Marcel Losbros (UDF), sén. prés. cons. gén. m. de La Saulce; Alpes-Maritimes : M. Suzanne Sauvaigo (RPR), cons. rég. m. de Cagnes-sur-Mer; Bouches-du-Rhône : M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), sén. prés. cons. rég. c. m. de Marseille; Var : M. Maurice Arcelet (UDF-PR), sén. prés. cons. gén. c. m. de Toulon; Vaucluse : M. Jean-Michel Farnand (RPR), cons. gén. adj. m. de Carpentras.

RHÔNE-ALPES. — Ain : M. Gérard Armand (RPR), cons. rég. cons. gén. m. de Bourg-en-Bresse; Rhône : M. Henri Torre (UDF-PR), sén. prés. cons. gén. anc. min.

DRÔME. — M. Patrick Labaune (RPR), cons. rég. cons. gén. c. m. de Valence; Isère : M. Marc Micaud (div. d.); Loire : M. Guy Poitoux (UDF), cons. rég. cons. gén. m. de Montbrison; Rhône : M. Charles Millon (UDF-PR), cons. rég. m. de Belley; Savoie : M. Pierre Dumas (RPR), sén. cons. rég. anc. min.; Haute-Savoie : M. Bernard Bosson (UDF-CDS), cons. rég. m. d'Annecy, anc. min.

Un entretien avec M^{me} Edmonde Charles-Roux

« Les Français doivent prendre conscience à temps du danger Le Pen »

nous déclare la présidente du comité de soutien de M. Tapie

M^{me} Edmonde Charles-Roux, veuve de Gaston Defferre, ancien maire de Marseille, a accepté de présider le comité de soutien de M. Bernard Tapie, tête de liste de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône. Elle explique, ci-dessous, les raisons de son engagement.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« Par solidarité avec M. Vigouroux, vous vous êtes écartée du PS depuis 1989. Pourquoi, aujourd'hui, ce soutien à M. Tapie ?

— C'est un devoir moral. Les Marseillais et les gens de cette région, les Français en général, doivent prendre conscience à temps du danger Le Pen. Souvenons-nous de ce qu'a dit le pasteur Martin Niemöller lorsqu'il est sorti, en 1945, des geôles de Hitler. « Quand on a arrêté les communistes, je me suis tu. Je n'étais pas communiste. Quand on a enfermé les sociaux-démocrates, je me suis tu. Je n'étais pas social-démocrate. Quand on a pris les juifs, je n'ai rien dit. Je n'étais pas juif. Quand on est venu me chercher, il ne restait plus personne pour protester. » Il faut dire non à temps, et j'espère que cette région le fera sans attendre que l'histoire soit passée. Le Pen joue très gros, car il cherche, ici un tremplin pour réaliser ses ambitions nationales. Nous aussi, les démocrates, nous jouons très gros.

— Pourquoi ne pas avoir été candidate sur la liste de la majorité présidentielle ?

— On m'a demandé, à de nombreuses reprises, de figurer sur des listes. Gaston Defferre le premier. J'ai toujours refusé et je n'avais pas de raison de changer d'attitude en me mettant, tout d'un coup, à faire de la politique. A chacun son métier. Moi, je suis écrivain.

— Comment conciliez-vous votre soutien à M. Tapie avec votre amitié pour M. Vigou-

roux, qui, lui, a pris ses distances avec le président de l'OM ?

— Je suis très liée, c'est vrai, avec Robert Vigouroux. Mais je suis convaincue que les deux hommes finiront par s'entendre. Ils sont trop intelligents, l'un et l'autre, pour ne pas comprendre que c'est leur avantage et celui des électeurs de Marseille et du département. Il y a eu, entre eux, des frottements, mais il n'y aura pas d'affrontement.

— Est-ce, à travers vous, une caution, posthume, apportée par Gaston Defferre à Bernard Tapie ?

— On ne fait pas parler les morts. Jamais je ne dirai que j'apporte la caution de quelqu'un qui n'est plus là.

Propos recueillis par GUY PORTE

□ Bouches-du-Rhône : M. Gaudin votera en faveur de M. Gaudin pour la présidence du conseil régional. — L'ex-inspecteur Antoine Gaudin a confirmé, jeudi 23 janvier, sa candidature aux élections régionales dans les Bouches-du-Rhône à la tête d'une liste « Génération vérité ». Sa seconde de liste sera M^{me} Jacqueline Grand, ancien conseiller municipal (RPR) de Marseille, qui fut également député européen, grâce au « tourniquet » pendant deux mois, en 1989. M. Gaudin a également reçu le soutien de l'ancien recteur de l'académie d'Aix-Marseille, M. Charles Zorhobe, animateur de Provence-Progress, une association qui se situe dans la mouvance de la droite. L'ex-inspecteur a précisé qu'il voterait en faveur de M. Gaudin pour la présidence de l'assemblée régionale, après que celui-ci aura répondu, « par écrit », aux conditions qu'il lui soumettra. Tout en refusant d'être catalogué comme un candidat « anti-Tapie », M. Gaudin a lancé de vives attaques contre le chef de file de la majorité présidentielle, qu'il a notamment qualifié de « milliardaire à crédit, manipulateur, truqueur et produit du socialisme décadent ». — (Corresp. rég.)

EN BREF

□ Ardèche : M. Torre (UDF) préféré à M. Faure (RPR). — M. Claude Faure, maire (RPR) d'Annonay, conseiller régional sortant, qui avait été désigné pour conduire la liste d'union de l'opposition dans l'Ardèche et présenté comme tel par M. Charles Millon (le Monde du 22 janvier), a dû céder sa place à M. Henri Torre, sénateur (UDF-PR), président du conseil général, qui a exprimé sa volonté d'être tête de liste, demande acceptée par les instances nationales de l'UDF.

□ Calvados : une écologiste sur la liste RPR-UDF. — M^{me} Marie-Paule Labey figure en troisième position sur la liste régionale RPR-UDF que conduit M. René Garrec (UDF-PR), président du conseil régional de Basse-Normandie. Candidature aux élections législatives à Vire, en 1978 et en 1981, ainsi qu'aux élections européennes de 1979 sur la liste Europe Écologie.

□ Calvados : une écologiste sur la liste RPR-UDF. — M^{me} Marie-Paule Labey figure en troisième position sur la liste régionale RPR-UDF que conduit M. René Garrec (UDF-PR), président du conseil régional de Basse-Normandie. Candidature aux élections législatives à Vire, en 1978 et en 1981, ainsi qu'aux élections européennes de 1979 sur la liste Europe Écologie.

□ Calvados : une écologiste sur la liste RPR-UDF. — M^{me} Marie-Paule Labey figure en troisième position sur la liste régionale RPR-UDF que conduit M. René Garrec (UDF-PR), président du conseil régional de Basse-Normandie. Candidature aux élections législatives à Vire, en 1978 et en 1981, ainsi qu'aux élections européennes de 1979 sur la liste Europe Écologie.

□ Calvados : une écologiste sur la liste RPR-UDF. — M^{me} Marie-Paule Labey figure en troisième position sur la liste régionale RPR-UDF que conduit M. René Garrec (UDF-PR), président du conseil régional de Basse-Normandie. Candidature aux élections législatives à Vire, en 1978 et en 1981, ainsi qu'aux élections européennes de 1979 sur la liste Europe Écologie.

□ Calvados : une écologiste sur la liste RPR-UDF. — M^{me} Marie-Paule Labey figure en troisième position sur la liste régionale RPR-UDF que conduit M. René Garrec (UDF-PR), président du conseil régional de Basse-Normandie. Candidature aux élections législatives à Vire, en 1978 et en 1981, ainsi qu'aux élections européennes de 1979 sur la liste Europe Écologie.

vivement critiqué le fonctionnement du groupe RPR. M. Chirac l'avait alors appelé à s'occuper de sa fédération, « la plus misérable et la plus faible » de France (le Monde du 20 septembre).

□ La cote de M. Mitterrand se redresse au baromètre de M. François Mitterrand enregistre en janvier une hausse de quatre points. 26 % des personnes interrogées se déclarent « satisfaites » de l'action du chef de l'Etat, au lieu de 22 % le mois précédent. 63 % restent « mécontentes », au lieu de 65 % en décembre. M^{me} Edith Cresson est, elle, en hausse de trois points (23 % de « satisfaites » au lieu de 20 %). Ce sondage a été réalisé les 23 et 24 janvier par l'IFOP, pour le Journal du Dimanche du 26 janvier, auprès de mille cent trente personnes.

□ Elections municipales partielles : trois élus au premier tour à Trédion (Morbihan). — Trois des dix sièges laissés vacants — après une démission collective — au conseil municipal de Trédion (Morbihan) ont été pourvus, dimanche 26 janvier, au premier tour d'une élection municipale partielle, par les candidats d'une liste s'opposant au maire, M. Jacques de Rougé. La décision de M. de Rougé de conduire la liste du Front national aux élections régionales dans le Morbihan avait provoqué la démission d'élus majoritaires et minoritaires au sein du conseil qui compte quinze membres (le Monde du 27 décembre 1991). Quatre conseillers de la majorité étaient restés autour du maire, dont la liste de huit candidats n'a eu, dimanche, aucun élu.

La campagne à l'américaine de M. Stoleru

C'est un quartier général de campagne noyé dans l'immensité des champs de betteraves. Un ballon gonflé à l'hélium et frappé de l'emblème de Génération-Écologie le signale à l'automobiliste qui aborde, un peu incrédule, Choley-la-Victoire (Oise). Posé sur le gravier d'une ferme, un préfabriqué de chantier abrite une exposition de photos bucoliques, lchées par le reflet des sports. Sous les frangiers, telles des pièces de musée, des moissonneuses-batteuses du début du siècle s'offrent au regard des visiteurs. Un derrick fourni par EDF dresse sa silhouette sur ce singulier ranch électoral, tandis que des projecteurs perchés dans les sapins attendent de livrer tous leurs feux. Ou comment marier l'écologie avec le son et lumière.

M. Lionel Stoleru, tête d'affiche de Génération-Écologie dans l'Oise, qui présentait sa liste samedi 25 janvier, ne multiplie pas les meetings dans le département. Il se contentera, plus modestement, de convier ses sympathisants à son OG de Choley-la-Victoire, localité sélectionnée uniquement pour son nom qui fait si chaud au cœur. Faute de troupes, on se gise ici volontiers de symboles. Le

hameau n'est-il pas le cœur géographique de l'Oise, à la croisée de l'A1 et de la RN 317 ? N'est-il pas également le thermomètre électoral de la France qui, à chaque clôture du scrutin, annonce bien avant les ordinateurs de la place Beauvau les sautes d'humeur du pays ?

Ainsi, rien n'est laissé au hasard, jusqu'au pin's glissé dans le dossier de presse. Candidat courtisé à l'infini, incapable de décevoir la moindre flèche à ses adversaires, M. Stoleru a l'air un peu égaré dans ce pugilat électoral. Il fallait donc le « vendre ». Certains spécialistes de son entourage s'y sont employés en recourant aux abruptes méthodes du marketing. L'éclat de la mise en scène de Choley-la-Victoire, voilà un sacré coup !

M. Stoleru voulait mener « campagne à l'américaine ». On lui a suggéré une campagne américaine, avec ballons d'hélium dans les betteraves. L'économiste qui a toujours févreusement débattu des conclusions du Club de Rome souhaitait entrer en écologie politique. On lui a conseillé, pour commencer, de se plier à l'écologie-spectacle.

FREDERIC BOBIN

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Premier dossier

Les étrangers en France

Le chiffon rouge des étrangers a tant servi de machine à faire « bien » voter et à diviser l'adversaire que la menace d'une flambée d'intolérance est bien réelle. Si le nombre d'étrangers en France est à peu près stable, cette population change. Les difficultés d'intégration sont mieux connues du grand public, mais la francisation est en marche, cahin-caha.

Second dossier

Logement : parfum de crise

Les Français aiment être propriétaires ; ils achètent leur logement, même si c'est cher, même si c'est difficile, même si l'aut s'endetter ; le nombre des propriétaires occupants a presque doublé en vingt-cinq ans. Être locataire n'est pas facile non plus : loyers et charges augmentent vite, sauf pour les occupants de logements sociaux qui, par conséquent, restent de plus en plus longtemps en place. Une menace plane : la spéculation a été telle que les acheteurs ne peuvent plus suivre.

FÉVRIER 1992

Une nouvelle rubrique :

LES CLÉS DE L'INFO

Pour aider nos jeunes lecteurs à comprendre le journal de 20 heures, à écouter les infos à la radio, à lire la presse, nous ajoutons chaque mois deux pages « Les clés de l'info » dans le Monde Dossiers et Documents avec pour objectif de donner des clés, des bases, des repères liés à l'actualité immédiate. Tout ce que l'on ne trouve pas dans les manuels récents, les personnalités, le vocabulaire, la législation, tout ce qui change, tout ce qui bouge.

L'ANGLAIS A OXFORD

OXFORD ENGLISH O.I.S.E.

132 rue Leprieux 75015 Paris (1) 42 59 08 70

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants

- Une pédagogie adaptée à chacun
- Des professeurs britanniques
- Un enseignement dans nos propres écoles
- Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
- Hébergement en familles sélectionnées
- Voyages accompagnés

LES ÉCOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

C'est notre supplément

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

مكتبة الأصل

Le Monde ESPACE EUROPEEN

La Macédoine, poudrière des Balkans

Les dirigeants de Skopje, les Grecs et les Bulgares s'opposent sur les définitions historiques et géographiques d'une République que la désintégration de la Yougoslavie transforme de nouveau en enjeu

ATHÈNES

de notre correspondant

LIEU de passage et de rencontre au cœur des Balkans, convoitée pendant des siècles par les différentes forces de la région — Grecs, Serbes, Bulgares et Turcs — la Macédoine a été à l'origine de nombreux conflits. Elle est de nouveau au centre de dissensions qui risquent fort de créer un abîme de fixation dans une crise yougoslave qui n'en finit pas.

L'effondrement du communisme et de la fédération a remis en question le fragile équilibre établi par le maréchal Tito, qui, d'origine croate, a créé, en 1945, la Macédoine comme État-tampon afin de limiter la puissance de la Serbie vers le sud.

La nouvelle République, qui regroupe notamment Serbes, Albanais, Turcs, Roms et Bulgares, est peuplée de quelque deux millions de personnes et occupe 39 % du territoire de la Macédoine géographique. Le reste se trouve en Grèce (51 %), en Bulgarie (9 %) et en Albanie (1 %).

Les Grecs opposent à la Macédoine « géographique » la Macédoine « historique », celle de Philippe II avant les conquêtes de son fils Alexandre le Grand (quatrième siècle avant Jésus-Christ). Elle correspond à l'actuelle Macédoine grecque, à laquelle s'ajoute une petite bande d'une dizaine de kilomètres au nord, dans les États yougoslave et bulgare.

Déplacements de populations

Au début du septième siècle, la Macédoine est occupée par les Slaves, que Byzance évangélise et hellénise (fin du huitième, début du neuvième). À la fin du neuvième siècle, les Bulgares étendent leur domination sur la région, et Orkhan (prédécesseur de la dynastie bulgare) devient le centre de l'empire du tsar Samuel (997-1014). Par la suite, Bulgares et Byzantins se disputent la région. L'empereur des Serbes, Dusan (Étienne IX), conquiert la Macédoine en 1345, juste avant la conquête ottomane, qui s'achève au quinzième siècle.

La Macédoine restera sous le joug ottoman jusqu'en 1913, date à laquelle elle sera libérée à l'issue des deux guerres balkaniques. Après le départ des Turcs, les Serbes, les Bulgares et les Grecs se déchirent. La

traité de Bucarest (10 août 1913) fixe les frontières des pays balkaniques en Macédoine. La Grèce obtient 51 %, la Serbie 38 %, et la Bulgarie 19 %. Ce partage entraîne de nombreux et douloureux déplacements de populations. De 1913 à 1925, des dizaines de milliers de Bulgares ont notamment quitté la Macédoine grecque. Selon un rapport de la Société des Nations de 1926, cité par les Grecs, la Macédoine grecque avait établi à l'époque une unité ethnique avec 89 % de Grecs et 5 % de Bulgares seulement.

Tout au long du dix-neuvième siècle, le réveil des nationalités provoque des revendications des Serbes et des Bulgares de Macédoine qui invoquent les pays glorieux, les uns, de l'empereur Dusan, les autres, du tsar Samuel. Une conscience nationale de la Macédoine slave apparaît à la fin du siècle. Des intellectuels bulgares créent notamment l'Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure (VMRO, ou Orim), qui donnera naissance aux fameux « komitadjis » dont les actions terroristes seront décrites en 1931 par Albert Londres.

Le 2 août 1903, jour de la Saint-Elie, le VMRO fomenta dans la petite ville de Krusevo un soulèvement qui sera réprimé dans le sang. Les insurgés ont eu le temps de créer l'éphémère République de Krusevo, dont les actuels dirigeants de Skopje se réclament dans leur Constitution adoptée en novembre dernier.

La rivalité gréco-bulgare sur la Macédoine explose en 1870 avec l'instauration de l'Église bulgare autonome (exarchat). Les Grecs inquiets de perdre la Macédoine lancent en 1904 la « Lutte macédonienne » armée, qui durera quatre ans. Le combat est interrompu en juillet 1908 par la révolution des Jeunes-Turcs, qui accordent une amnistie générale et promettent des droits égaux à toutes les ethnies.

Pendant la seconde guerre mondiale, la Bulgarie alliée aux forces de l'Axe occupe la quasi-totalité de la Macédoine yougoslave, puis tout l'est de la Macédoine grecque, et pratique une politique de « bulgarisation ». Tito de son côté prépare la fondation de la République yougoslave de Macédoine. En reconnaissant comme « Macédoniens » les habitants slaves de la Macédoine yougoslave, « il neutralisait ou espérait neutraliser la liaison de cette population avec les Bulgares », note



un expert grec. Alors que la guerre civile (1946-1949) fait rage en Grèce, les Yougoslaves arrachent aux accords de Bled, en 1947, la Macédoine bulgare dite « de Pirin ». Selon les plans du Komintern, la Macédoine grecque devait, à l'issue de la guerre civile, être incorporée à l'ensemble d'une « Macédoine unie et indépendante » au sein de la Yougoslavie fédérale ou dans le cadre d'une « Fédération communiste balkanique ».

La rupture Tito-Staline

La rupture pendant l'été 1948 entre Tito et Staline converse les plans de Belgrade et met en cause son hégémonie dans les Balkans. La Bulgarie alignée sur Moscou renie la théorie yougoslave de « nation macédonienne », rebaptisant « Bulgares » les « Macédoniens ».

La guerre froide et l'extension du pouvoir communiste ont gelé les positions, et la question macédonienne, s'est, au fil des ans, apaisée sans perdre pour autant son caractère conflictuel, ravivé de temps à autre par Moscou quand les Soviétiques voulaient donner quelques avertissements aux dirigeants de Belgrade.

Dans la nouvelle République yougoslave, une « conscience macédonienne » voit peu à peu le jour avec la mise en place d'une langue écrite

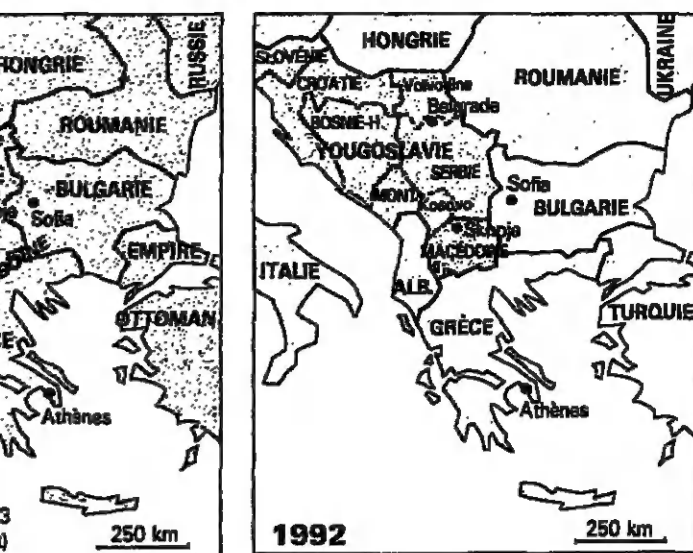


finie de serbe et de bulgare, d'une Église autocephale de Macédoine en 1967, non reconnue par le patriarcat de Serbie et les autres Églises orthodoxes, et d'une « histoire macédonienne ».

La « macédonisation » d'une grande partie des histoires bulgare et grecque et des patrimoines culturels suscite d'importants points de discordance entre Sofia et Athènes d'un côté et Skopje de l'autre. Certains nationalistes macédoniens rêvent également de la « Grande Macédoine » englobant une partie de la Bulgarie, de l'Albanie et la Macédoine grecque dite « de l'Égée ».

Les rapports entre la Yougoslavie et la Bulgarie restent tendus en raison de la question macédonienne. Insistant sur l'identité bulgare des Slavo-Macédoniens, Sofia nourrit les craintes des Yougoslaves : à la première occasion favorable, les Bulgares risquent d'être tentés, comme dans le passé, d'annexer la Macédoine.

Pour la Grèce, « l'insurrection » du nom de Macédoine par Skopje est « intolérable ». La Macédoine appartient au patrimoine national qu'Athènes refuse de vendre aux enchères. C'est une « affaire non négociable », a indiqué devant les partenaires de la CEE le chef de la diplomatie hellénique, Antonis Samaras, qui tente d'expliquer une



politique mal comprise par les pays de la Communauté (la bataille sur le nom notamment). Si un homme politique acceptait de transiger sur ce point, ce serait un « suicide politique », ajoutent les responsables d'Athènes, laissant ainsi entendre que des raisons de politique intérieure jouent un rôle non négligeable dans l'attitude grecque.

Visées nationalistes

Selon le gouvernement de M. Mitsotakis, la région est « un volcan » et la Macédoine risque d'être « un nouveau foyer d'éruption ». La Constitution adoptée en novembre à Skopje et amendée en décembre représente « un facteur considérable de déstabilisation des Balkans, et ouvre la porte à la « Grande Bulgarie », selon les Grecs.

Les responsables helléniques citent également à l'appui de leurs craintes les « visées nationalistes » du VMRO, où certains évoquent la « Grande Macédoine » avec Salonique comme débouché maritime macédonien sur l'Égée.

Les Grecs ont prévenu leurs partenaires européens qu'ils mettraient tout en œuvre, y compris leur droit de veto, pour empêcher la reconnaissance de la Macédoine yougoslave tant qu'elle utilisera « le nom historique grec ». Ils sont prêts égale-

ment à organiser un blocus de la petite République, laquelle dépend beaucoup des approvisionnements de pétrole venant de Salonique.

Le 16 décembre dernier, lors de la réunion des Douze posant les conditions de reconnaissance des Républiques yougoslaves, Athènes a obtenu un paragraphe qui demandait à la République de Macédoine, sans la citer explicitement, de s'engager « à adopter des garanties constitutionnelles et politiques assurant qu'elle n'a aucune revendication d'ordre territorial contre un État voisin membre de la Communauté, et qu'elle ne mènera aucune action de propagande hostile contre cet État, y compris en utilisant un nom qui sous-entend des revendications territoriales ».

Les dirigeants de Skopje ont fait depuis de nombreuses déclarations apaisantes, affirmant à plusieurs reprises qu'ils n'avaient « aucune prétention territoriale ». Ils ont aussi amendé leur Constitution. Pas assez selon les dirigeants grecs, qui continuent de s'opposer à la reconnaissance de la Macédoine par les Douze, car il reste « d'importantes questions auxquelles il faut répondre ».

DIDIER KUNZ

Fronde anti-communautaire en Suède

STOCKHOLM

de notre correspondante

Le traumatisme post-électoral que vit le Parti social-démocrate suédois, renvoyé le 15 septembre 1991 dans l'opposition, provoque d'étranges manifestations. Après avoir qualifié le premier projet de loi de finances présenté par le gouvernement de centre droit de M. Carl Bildt de « catastrophe nationale » qui « met en danger » la politique européenne de la Suède, les dirigeants sociaux-démocrates viennent d'annoncer qu'ils profiteraient de la campagne pour le référendum sur l'adhésion à la CEE qui doit se dérouler, en principe, en même temps que les élections générales de septembre 1994 pour redonner du tonus à leur parti.

« Il est exact que nous faisons campagne commune avec les conservateurs », affirment-ils. « Mais il n'en a jamais été question non plus », commente le premier ministre. Cette campagne « à part » aura lieu selon le mot d'ordre : « Notre adhésion n'est pas la même que celle de Carl Bildt ».

Pourtant, au moment où il avait officiellement déposé la candidature de la Suède à l'adhésion en juillet dernier, l'ancien premier ministre Ingvar Carlsson avait évoqué la « large consensus parlementaire » et la « volonté européenne commune ». Aujourd'hui,

les sociaux-démocrates veulent expliquer à leurs compatriotes qu'ils doivent se méfier du message — « hors de la CEE point de salut » — des conservateurs qui, en fait, utiliseraient la CEE comme prétexte pour réduire la couverture sociale dont bénéficient les Suédois. Malgré tout ses avantages, l'adhésion comporterait donc quelques inconvénients qui demandent à être analysés « soigneusement ».

Les sociaux-démocrates divisés

Ce message s'adresse particulièrement aux quelque 60 % de sociaux-démocrates qui, dans un sondage récent, se disaient perplexes, incertains, voire hostiles à l'entrée de la Suède dans la Communauté. Il s'agit de reformer les rangs, de redonner confiance à l'électorat.

Aussi le parti demande-t-il que la consultation nationale ait lieu « avant » les prochaines élections : « C'est la question la plus importante de l'après-guerre. Elle ne doit pas se trouver mêlée aux questions de porte-monnaie qui sont discutées pendant une campagne électorale ».

Dernière cette volonté soudaine de se lancer dans un débat jusqu'ici inexistant — et pour cause, vu la rapidité surprenante avec laquelle le gouvernement social-

démocrate avait, un an avant les législatives, décidé de déposer la candidature de la Suède, — il y a le mouvement de contestation qui, échec électoral aidant, a pris naissance au sein même du parti.

Dans les derniers jours de décembre, un groupe de personnalités sociales-démocrates influentes, soutenues par des centristes, fondent « l'Alternative à la CEE ». Parmi elles, trois rédacteurs en chef de quotidiens sociaux-démocrates du centre-nord de la Suède, où le parti est toujours bien implanté. C'est une région défavorisée, avec un taux de chômage élevé, et depuis de nombreuses années fortement subventionnée par l'État.

Le groupe dénonce « l'enthousiasme pro-communautaire sans nuances » de la direction du parti à Stockholm et exige « une analyse critique des conséquences d'une adhésion ».

« Arrogance » et « Indifférence »

Cette mise en garde signifie en fait un refus de l'adhésion qui, selon ces personnalités, permettrait à la Suède de rester maîtresse de ses décisions et du fonctionnement de sa démocratie, dans le cadre de l'accord sur l'espace économique européen (EEE) entre la CEE et l'AELE.

Plus radical, le mouvement

« Non à la CEE », qui avec ses deux mille adhérents regroupe Verts, ex-communistes et quelques transfuges du Parti social-démocrate et qui a tenu son premier congrès au printemps 1991, refuse aussi bien l'adhésion que l'accord EEE.

A noter aussi que, en décembre dernier, plusieurs intellectuels se sont soudain indignés « de l'arrogance sans précédent et de l'indifférence à l'égard des valeurs démocratiques fondamentales, avec lesquelles la question de l'adhésion a été traitée jusqu'ici ».

Lors du référendum, il n'y aura qu'une alternative pour les consultés — un bulletin « oui » ou un bulletin « non » — et qu'un résultat. Il n'est pas possible de renouveler l'exploit du référendum de mars 1990 sur l'énergie nucléaire où, pour précisément se démarquer des conservateurs, les sociaux-démocrates avaient patronné la fameuse « ligne 2 » — c'est-à-dire un « oui, mais » — dont l'application provoquait maintenant quelques difficultés.

Quel sera le bien-fondé d'une consultation populaire qui aura lieu quelque trois ans après que la demande d'adhésion à la Communauté aura été déposée ? Les Suédois sont de plus en plus nombreux à se le demander.

FRANÇOISE NIÉTO

(Publicité)

VERS UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE A DEUX VITESSES

Un projet de réforme des 1^{er}, 2^e et 3^e cycles universitaires soulève une grande inquiétude parmi les universités scientifiques. Des projets d'arrêtés ont été soumis au CNESER le 13 janvier. Ils font apparaître une réduction brutale des horaires qui, accompagnée d'un appauvrissement des contenus scientifiques, dévalue la qualité des formations et, par là même, menace l'avenir professionnel des étudiants.

En premier cycle les horaires sont, dans l'état présent des projets, réduits de 22 h actuellement par semaine à 15 h. On doit s'étonner du fait que, dans le même temps, les classes préparatoires aux Grandes Écoles et les Instituts Universitaires de Technologie sont toujours autorisés à des horaires de plus de 30 h par semaine. Force est de constater que l'on instaure ainsi un enseignement à deux vitesses.

Des réductions du même ordre de grandeur apparaissent en second cycle, accroissant ainsi la disparité existante avec les Écoles d'Ingénieurs et avec les Universités Européennes, et créant une menace pour la compétitivité de nos étudiants, tant sur le plan national qu'euro-péen.

En ce qui concerne le troisième cycle, la diminution de la composante théorique de l'enseignement, et même la possibilité d'en obtenir la dispense, ne garantissent plus une formation suffisante à la préparation d'une thèse.

Enfin, alors que l'on prône l'autonomie des Universités, on impose, dans la précipitation et sans réelle concertation, un carcan pédagogique dont la cohérence est par ailleurs contestable sur de nombreux points.

En conséquence, le Centre Scientifique d'Orsay estime qu'une concertation prenant réellement en compte l'autonomie des Universités doit être organisée et que cette réforme ne doit pas être mise en œuvre d'ici là.

CENTRE SCIENTIFIQUE D'ORSAY

Communiqué du 16 janvier 1992

Le conseil UFR
du centre scientifique d'Orsay.

ESPACE EUROPÉEN

REVUE
DE PRESSEDe dangereuses
hésitations
et une intéressante
proposition

«Après avoir remporté une victoire décisive dans la guerre froide, les puissances occidentales semblent décidées à perdre la paix.» *The Financial Times*, comme le reste de la presse européenne, n'est pas tendre pour la conférence de Washington sur l'assistance aux nouveaux Etats indépendants ex-soviétiques. «Au lieu d'exploiter une occasion unique en une génération de reconstruire l'ancienne Union soviétique, [les puissances occidentales] temporisent», estime le quotidien londonien. «Les objectifs de la conférence de Washington sont trop limités.» «L'assistance humanitaire est nécessaire mais pas suffisante.» Bref, «l'Ouest peut et doit faire mieux». C'est-à-dire prendre directement en charge «une part substantielle des coûts de l'armée» ex-soviétique et répondre à la demande d'aide pour stabiliser le rouble. Non pas «dans plusieurs mois» mais «maintenant».

The Guardian souligne qu'une assistance incluant cet aspect «coûterait moins de 20 milliards de dollars», soit près de 1 % du budget de la défense de l'Ouest pour faire face à une menace soviétique «apaisée». Le *Soir de Bruxelles* estime que la reconstruction (de l'ex-URSS) ne peut attendre et que «l'équivalent d'un nouveau plan Marshall n'y suffirait pas». Si les malentendus entre les Etats-Unis et l'Europe semblent dissipés, c'est, estime le *Soir*, «aux dépens des ambitions». *The Times* relève qu'il y a un gouffre entre les millions de dollars promis et ce qui arrive effectivement. Quant à la Pravda, elle s'intéresse aux «calculs de la Maison Blanche», qui «espère sûrement qu'abriter une importante conférence internationale peut améliorer les chances de réélection» de M. Bush. «Mais l'échec de cette conférence, prévient la Pravda, peut revenir comme un boomerang, frappant le prestige de son initiateur.»

«Un débat
nécessaire»

Silencieuse peut-être parce que surprise, la presse européenne a finalement réagi, avec retard, à la déclaration («venue comme la foudre», selon *The Economist*) de M. François Mitterrand le 11 janvier dernier sur la dissolution d'une doctrine nucléaire européenne. Sous le titre (en français et en forme de point d'interrogation) «La force d'Europe-frappe?», *The Economist* note que, «tout au long de la Ve République, l'indépendance de la dissuasion nucléaire française a été sacrée». Pour l'hebdomadaire britannique, «la foudre» de M. Mitterrand est «autant destinée à plonger ses opposants dans la confusion qu'à ouvrir un réel et nécessaire débat». *Die Welt* est étonné: «Généralement, M. Mitterrand est un homme prudent qui ne pose de questions politiques que s'il a déjà une réponse prête.»

«Le gouvernement allemand, c'est bien connu, rappelle à l'occasion *Die Welt*, est pour une suppression des armes nucléaires non stratégiques (...), puisqu'elles ne pourraient atteindre que des voisins amis.» Pour pouvoir créer cette sécurité commune, estime le quotidien allemand, il faut «un système d'information et de commandement européen intégré au réseau de l'Otan». Tout reste donc à discuter «entre les partenaires de la CEE mais aussi avec les Etats-Unis». «Peut-être les Français sont-ils moins chevronnés sur la question de l'indépendance nucléaire?», se demande *The Financial Times*, notant qu'il n'y a pas eu de vives réactions en France. Après avoir hérité l'éditorialiste du «FT» décide de ne pas insister sur la proposition du président: «(...) M. Mitterrand veut commencer de sérieuses discussions politiques (...). Les Allemands et les Anglais ont besoin de décider ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent. Le scepticisme, conclut le journal, ne sera pas suffisant.»

J.-B. N.

TRIBUNE EUROPÉENNE

L'élargissement vers l'Est
est dans notre intérêt fondamental

par Brigitte Seebacher-Brandt

Même au risque d'offrir une variante nouvelle de l'arrogance allemande, nous ne prendrions pas vraiment au sérieux ce qui nous a été imputé dans les semaines passées. Comment donc, nous ne nous reconnaissons pas dans le miroir qu'on nous tend? Mais comment nous préoccupons des craintes que feignent d'autres Etats quand des tâches sérieuses nous attendent et qu'il ne nous reste ni temps ni énergie? Le sentiment d'être toujours blâmé, quoi que l'on fasse, suffit amplement à imposer le calme. Et pourquoi se laisser voler la joie du pionnier? Car nous, les Allemands, nous avons commencé un voyage de découverte lorsque l'unité nous a attachés à une condition apparemment figée.

A l'intérieur nous faisons l'expérience du fait que la prospérité ne peut pas être élargie par la seule bonne volonté et de belles paroles; la capacité de réforme d'une société médiatique postindustrielle est mise à l'épreuve. La partie occidentale du pays atteint les limites de ses possibilités et doit changer ses habitudes. Qui s'en moquerait? La hausse des taux d'intérêt par la Bundesbank, qui a provoqué des remarques aigres-douces, était un signal à l'adresse du gouvernement pour l'avertir que le loi dans la disponibilité indéfinie du mark ne marchait plus.

Une docilité
interiorisée

Même une banque centrale encore aussi indépendante ne peut que régler et tout au plus corriger les décisions politiques. A fortiori ne peut-elle résoudre la contradiction qui marque l'Europe depuis qu'elle a pris forme: les économies se rapprochant et c'est pourtant la responsabilité nationale qui demeure. Pour

l'Allemagne en voie d'unification, cela pèse encore plus lourd que pour les autres.

La découverte mène à l'intérieur et à l'extérieur. Pendant les quarante années de l'après-guerre, cela n'a pas toujours été facile d'aller la tête haute de par le monde. On passait pour l'Allemagne de l'Est ou l'Allemagne de l'Ouest et la nation se perdait dans le brouillard des souvenirs. Nous n'avions pas de capitale et, à plus forte raison, d'intérêts nationaux. Nous avions intériorisé ce que le monde attendait de nous: la docilité. Lorsque le monde de l'après-guerre s'est effondré, on s'est imaginé que, à l'intérieur comme à l'extérieur, seules les quantités étaient changées. L'Allemagne unifiée se présentait comme une République fédérale agrandie, à l'intérieur de toutes façons, mais aussi à l'extérieur: l'intégration européenne était activée, plus encore qu'avant, et l'appartenance à l'OTAN garantie, de telle sorte que tout restait sous contrôle.

Pendant la guerre du Golfe, les Allemands ne s'étaient pas du tout montrés hystériques, ils avaient seulement eu la malchance pendant ces mois-là de ne pas être bien gouvernés. La maladresse venait de ce reniement de soi qui nous était devenu une seconde nature au temps de la division. Sinon nous aurions à temps soulevé à l'entrepris le succès qu'elle méritait, et attiré bruyamment l'attention sur le fait que, sans la mise à disposition des infrastructures allemandes et sans les livraisons de pièces détachées avant tout de la part de l'armée de l'air - qui n'aurait plus été capable d'être engagée, - la guerre n'aurait pas pu être menée à bien. Nous nous attirâmes des accusations que la bonne conscience ne

suffisait pas à réfuter. Les importantes prestations financières étaient l'expression d'une mauvaise conscience dont bientôt plus personne ne fut capable de dire pour quoi il l'éprouvait. Personne n'avait donc attendu les soldats allemands sur ce champ de bataille?

Quant à la Loi fondamentale, dans toutes les périodes de transition, lorsque subsistent les habitudes d'une époque finissante, elle apparaît comme une bouée de sauvetage. En effet, les articles en question permettent plusieurs interprétations, et on peut supposer que, par la force des choses et de la volonté politique, l'Allemagne unifiée gagnera la liberté de manœuvre que les pères de la Loi fondamentale n'ont jamais voulu lui refuser. La discussion est presque absurde qui concerne la participation allemande aux actions des «casques bleus» de l'ONU. La République fédérale d'Allemagne est entrée à l'ONU en 1973 sans aucune réserve «pour assumer une responsabilité politique mondiale», comme le déclare le chancelier de l'époque (1). Que l'Allemagne n'envoie ses soldats que là où ils sont les bienvenus va de soi. La liberté d'agir comprend aussi la possibilité de s'abstenir.

L'Allemagne
de nouveau au centre

La guerre du Golfe a accéléré le voyage de découverte. Nous découvrons que l'Allemagne se trouve de nouveau au centre, qu'elle a de nombreux voisins et des frontières ouvertes de tous les côtés, qu'elle est plutôt grande et a des liens anciens avec l'Est et le Sud-Est; des allusions occasionnelles à l'effluence entre l'Allemagne nazie et la Croatie fasciste ne deviennent pas plus efficaces à force d'être répétées. Pourquoi donc brandir toujours le passé

face à l'Allemagne démocratique quand celle-ci défend un point de vue propre? Nous pensons que nous n'avons pas à nous excuser pour des faits objectifs. L'Est européen pénètre dans notre propre pays. Comment pourrions-nous nous détourner du sort de ses peuples et les déstabiliser avec des plans de confédération qui n'engagent à rien? Il n'est pas nécessaire de répéter sans cesse des évidences et l'appartenance de l'Allemagne à la communauté occidentale va sans dire. Mais comment pourrions-nous voir un but en soi? L'ouverture vers l'Est correspond aux intérêts de l'Occident dans son ensemble, ce que la puissance mondiale occidentale reconnaît enfin.

La Communauté européenne ne s'est d'ailleurs jamais suffi à elle-même, mais a toujours voulu rester ouverte à tous les Etats démocratiques d'Europe. Le cours des choses au-delà de la frontière Oder-Neisse nous concerne directement, et l'objectif d'élargir la Communauté vers l'Est est dans notre intérêt fondamental. Mais ce qui est valable pour l'Occident dans son ensemble ne vaut-il pas pour l'Europe? Les intérêts allemands et européens dans l'élargissement coïncident. Vouloir se retirer sur un flot de prospérité confinée à l'Europe occidentale ne réussira à personne. L'objection selon laquelle il faut d'abord approfondir l'intégration européenne ne tient pas. D'abord l'histoire ne se laisse pas imposer une liste de priorités, et si la Communauté et ses membres n'ont confiance de réussir l'un qu'en négligeant l'autre, quelles prétentions peuvent-ils donc encore émettre?

A aucun stade de l'intégration européenne le noyau central de la souveraineté de l'Etat-nation n'a encore été touché. Pour l'admettre, il

n'est pas besoin d'évoquer le cavalier seul allemand dans l'affaire de la reconnaissance de la Croatie et de la Slovaquie.

Des visions
différentes

Mais peut-être doit-on faire ce pas pour mettre en évidence le fait que l'Europe est composée d'une pluralité d'intérêts nationaux et qu'elle cache des visions différentes. Quand celles-ci ne peuvent être réduites à un dénominateur commun et que plusieurs se retrouvent sur une position commune de non-reconnaissance, les autres doivent-ils pouvoir faire ce qui leur semble souhaitable? Mis à part bien d'autres considérations, un pays qui vient juste d'avoir pu faire usage de son droit à l'autodétermination, est sur ce point plus sensible que d'autres.

Le rapport naturel à sa propre puissance s'apprend. Le processus d'apprentissage est en cours, accompagné de nombreux débats internes. Que le monde et ses puissances ne puissent pas nous enlever le droit des retrouvailles avec nous-mêmes et ne puissent pas nous le faciliter, cela est dans la nature des choses. Et ainsi l'Allemagne évaluera-t-elle la coopération, quand d'autres inventeront une conférence au sommet et qu'elle en sera exclue. D'autres devront se faire à l'idée que l'Allemagne n'a pas de siège au Conseil de sécurité, mais qu'elle est de plus en plus intéressée à savoir comment les intérêts européens y seront représentés.

(1) Il s'agit de Willy Brandt (NDLR).

Brigitte Seebacher-Brandt est une journaliste allemande.

Un entretien avec
M. Achille Occhetto

Suite de la première page

«Quelle est la nouvelle identité du Parti?»

«Soyons clairs, le PDS n'est pas le vieux PCI avec des habits neufs! Il ne manque pas de partis communistes à l'Est, liés jusqu'ici à des régimes coupables, qui n'ont pas hésité à se livrer à de simples mascarades, en changeant uniquement de nom... Le PCI avait un alibi, en quelque sorte, il cherchait à s'affirmer comme un parti «différent» tout en essayant de maintenir tout bien que mal une relation avec l'Est sur la seule base encore possible, celle du respect des idéaux de la révolution d'Octobre.»

«Le PDS, lui, se veut simplement un parti comme les autres, pleinement ouvert aux problèmes de la société italienne et inscrit dans le fonctionnement de la démocratie et du pluralisme. Ce qui nous a évidemment conduits à faire quelques réformes, disons «structurelles»: il n'y a plus chez nous de centralisme démocratique, mais une «rencontre» entre l'inspiration, la politique et la culture. Nous ne sommes plus un parti «différent», ou «plus d'économie de marché», le débat pour nous se situe plutôt sur le plan de la morale. Notre mot d'ordre sera de mettre un peu de morale en politique: finis la participation ou les avantages financiers accordés aux hommes politiques dans la conduite des affaires, ils sont là pour donner des idées, pas pour empêcher des idées...»

«La protestation
à l'état pur»

«L'idéal, ce serait de créer un dialogue aux confins des partis traditionnels et des nouvelles formes de protestation politique qui se font entendre en Italie. Un dialogue dans lequel la gauche - et quand je dis la gauche, j'entends l'ensemble des forces de gauche qu'il faudrait renouveler totalement - puisse s'exprimer et exercer sa capacité de régénération du système.»

«Justement, vous n'avez pas l'impression que les ligues et les autres mouvements de revendication populiste occupent déjà l'espace disponible?»

«C'est bien notre problème et nous ne l'avions pas prévu quand nous avons décidé de réformer le parti. Remarque, ce phénomène de

désaffection par rapport aux partis n'est pas seulement italien: en France, vous avez Le Pen. Je crois que tout cela n'est qu'un passage historique inévitable. Il y a eu une crise certaine du social-démocrate, puis une crise de la réponse néo-libérale que certains tentaient d'y apporter. A présent qu'il s'agit, avec les bouleversements de l'Est, de faire les comptes de la démocratie dans une société de plus en plus pluri-ethnique, il est vrai que les mots d'ordre et les appuis traditionnels ont disparu. C'est un de ces passages où la vieille stabilité politique s'écroule et c'est la débandade à gauche, comme en 1920 avant le fascisme.»

«Maintenant tout n'est pas joué. Les ligues, c'est une protestation à l'état pur, la protestation vulgaire, raciste, sans véritable projet à proposer. Rien ne dit qu'à plus long terme la gauche ne peut pas trouver des solutions à ces revendications.»

«Craxi n'est pas
le Mitterrand italien»

«Les prévisions concernant le PDS pour les législatives, au printemps, sont catastrophiques...»

Disons qu'on nous attend au tournant et qu'on veut nous juger sur pièces. Et dans ce cas les gens ont d'abord tendance à tout réduire à une équation algébrique: le PDS, c'est le PCI avec combien de voix en moins, combien en plus? Ce n'est pas comme cela qu'il faut mesurer. C'est certain que nous allons perdre des voix, mais quel parti verrait son image de marque sortir indemne de l'écroulement des blocs de l'Est, puis d'un changement radical et de la profonde scission qui a suivi la création de *Rifondazione comunista*? Il nous faudra du temps, c'est tout. Quant aux prévisions, ce qui compte pour nous c'est de rester le premier parti de gauche en Italie; les chiffres sont secondaires. A 17 % ou 18 % des voix nous serions satisfaits.

«L'alliance avec les socialistes semble bien enterrée...»

«Moi, je me bats et je continuerai à me battre pour l'unité de la gauche. Maintenant si se rapprocher des socialistes, c'est devenir un simple appendice du PS, ça ne nous intéresse pas: c'est pour le coup



que nous perdrons notre raison d'être et la moitié de nos électeurs! Au moment du coup d'Etat à Moscou, j'avais personnellement téléphoné à Craxi et nous avons fait des tentatives de rapprochement jusqu'au jour où il a annoncé qu'il poursuivait son alliance avec la Démocratie chrétienne. A partir de là, que peut-on faire, avec un parti au pouvoir et l'autre dans l'opposition? Ce qui me fait dire que Craxi a une grande responsabilité dans l'immobilisme actuel du système. Il se voulait le Mitterrand italien, mais il n'en a pas pris le chemin. Sa tactique a toujours été de jouer en quelque sorte les médiateurs entre les deux grands partis, la DC et nous, mais à présent les conditions ont changé. Il fallait en profiter au contraire pour créer une véritable alternance dans un système renouvelé, en se battant pour une loi électorale qui fasse choisir le gouvernement par le citoyen. On alignait deux coalitions face à face aux élections, l'une de gauche et l'autre de droite, et enfin dans ce pays les choses étaient claires... Maintenant, le PDS n'est bien le seul espoir de la gauche.

«Qu'est-ce que c'est aujourd'hui la gauche en Italie?»

«Il y a d'abord un problème de terminologie. Depuis les événements de l'Est, tout ce qui est dit «de gauche» est à redéfinir, y compris le mot lui-même, «gauche», qui est à reconstruire entièrement

pour que le passé n'y laisse aucune trace ambiguë. C'est pour cela que dans son appelation notre parti, le Parti démocratique de la gauche, se définit comme démocrate avant d'être de gauche... Maintenant si vous parlez du «socialisme réel», dont on vient de voir l'effondrement, là je dirais que c'était la plus grande entreprise de mystification jamais tentée: toutes ses promesses ont été bafouées. Ça n'empêche pas les valeurs de gauche d'exister toujours; il n'y a rien à redire à vouloir la libération de l'homme et à prôner la solidarité. C'est pourquoi nous avons pris, déjà à l'époque de Berlinguer, nos distances avec Moscou, et depuis nos positions étaient claires.

«Le jour du coup d'Etat en URSS, j'ai été un des premiers à réclamer qu'on nous fasse voir physiquement Gorbatchev, et nous l'avons soutenu. A ce moment-là, Eltsine a exprimé des tendances nationalistes qui ont été utiles pour déjouer le coup d'Etat, mais ensuite il a affaibli certaines mesures prises par Gorbatchev et ça a créé une situation difficilement gérable. De plus, l'idée de la «Grande Russie», je me demande si c'est une démarche franchement démocratique. Bref, la victoire d'Eltsine pourrait être une victoire à la Pyrrhus...»

«Pour en revenir à la gauche en Italie, nos adversaires font tout, justement, pour nous rattracher à ce passé avec lequel nous avons rompu

très tôt. C'était flagrant quand il a été question de l'aide financière du PC soviétique aux anciens partis frères; on citait le PCI en général, alors que le seul nom figurant dans les archives était celui de Cosutta, l'adversaire de Berlinguer, celui qui s'opposait à l'alignement avec Moscou et qui depuis a tracé ici un nouveau parti communiste. Un parti dont la création nous a fait du tort mais qui n'a qu'un espace très limité. En conclusion, du passé de notre parti, je ne retiens qu'une chose, c'est que cela nous crée aujourd'hui le devoir de nous impliquer et de prendre parti sur tout, presque plus que les autres car nous n'appartenons plus à un seul camp comme avant. C'est en ce sens aussi qu'en novembre dernier nous avons demandé l'«imprimatur» du président Cossiga, pour défendre la démocratie face à un homme qui a insulté tout le monde et s'est comporté comme un président qui, ayant les pouvoirs de Bush ou de Mitterrand, n'oserait jamais le faire!

«Plus jamais de drapeau
rouge au Kremlin»

«Il y a encore de forts remous au sein du PDS, on vous fait personnellement payer le changement...»

«Il est vrai que quand on sort du «centralisme démocratique» la phase de libéralisation est forcément plus anarchique, mais plus nous avançons, plus le débat devient sérieux: la diversité d'opinion n'est plus considérée comme un fait extraordinaire mais comme quelque chose de naturel. Paradoxalement, c'est la presse qui ne s'y fait pas; habituée à parler d'un parti monolithique, elle monte en épingle la moindre divergence interne! Sur le fond, ma décision m'a été émise, c'est évident; mais quant à me faire payer le changement, s'il y a quelque chose à payer, je me le suis fait payer moi-même. Une décision pareille, ça ne se prend pas impunément, croyez-moi, y compris et surtout sur le plan psychologique. Encore aujourd'hui, il m'arrive de me poser parfois des questions: si vous croyez que ça ne fait rien, l'idée qu'il y aura plus jamais de drapeau rouge au Kremlin...»

Propos recueillis par
MARIE-CLAUDE DECAMPS

50: زمان الاصل

ESPACE EUROPÉEN

Séville, un hymne à la modernité

L'Exposition universelle qui doit ouvrir ses portes le 20 avril suscite bien des polémiques : gaspillage inutile ou investissement judicieux ?

SEVILLE

de notre envoyé spécial

C'est pas possible, ils n'y arriveront jamais. Comment tout boucler, tout finir, tout nettoyer pour être prêt le 20 avril, le jour de l'ouverture, c'est-à-dire au moins de trois mois ? Il y a l'état du chantier de l'Expo 92, le visiteur a vraiment du mal à croire aux assurances de M. Emilio Casinello, commissaire général, selon lesquelles tout sera achevé. Ce dernier convient même que ce ne sera pas facile et parle de « la bataille des trois mois » qui va précéder la campagne des 176 jours, du 20 avril au 12 octobre. Les travaux de vingt mille personnes vont devoir veiller sur les dix-huit millions de visiteurs attendus dans la capitale de l'Andalousie.

Mais tout n'est pas rose. Il faut d'abord, comme l'a souligné M. Casinello, faire sentir « les sceptiques et les pessimistes » - parmi lesquels de nombreux Sévillans - qui pensent que même en mettant les bouchées doubles les délais de l'Exposition universelle sont irréalisables dans un chantier. « Nous allons souffrir jusqu'au dernier moment », a également reconnu le vice-président du gouvernement, M. Florentino Sereja, lors d'une tournée sur le site de l'île de la Cartuja (Chartreuse) au sud de l'Expo 92.

Un gigantesque capharnaüm

Cela dit, quel travail accompli depuis que le roi Juan Carlos a déclaré le 12 octobre 1984, lors de l'annonce du choix de Séville : « Il s'agit d'une exposition entièrement tournée vers la création, qui sera le reflet du désir profond et universel d'innover : une exposition qui fera revivre les cinq cents dernières années tout en nous rappelant notre entrée imminente dans le deuxième millénaire. Tout ce qui est conventionnel, banal et routinier sera exclu au profit de l'innovation, de la liberté et de l'inspiration du nouveau, qui est déjà le nôtre », avait-il déclaré.

Il a fallu partir de pratiquement rien, c'est-à-dire d'une langue de terres alluvionnaires de 500 hectares sur laquelle il n'y avait qu'un seul bâtiment, Santa Catalina de las Cuevas, des jardins et des châteaux. La fabrique de céramique qui avait servi une partie du siècle avait cessé son activité il y a une quinzaine d'années.

Il a d'abord fallu protéger cette île des crues du Guadalquivir et construire des ponts, puis au total, pour transformer ce bout d'Andalousie en un quartier « à la gloire de l'esprit de découverte ». Ce gigantesque capharnaüm architectural s'étale sur 117 hectares pour accueillir le trait d'union entre le siècle de Christophe Colomb et l'an 2000. 11 pavillons, 112 pays, 14 organismes internationaux et les 17 communautés provinciales espagnoles sur une superficie construite de 650 000 mètres carrés auxquels il faut ajouter 300 000 mètres carrés de parcs et jardins ornés de 300 000 arbres et arbustes et



La palapenque, avenue de métal et de toiles utilisant les courants ascensionnels pour tempérer l'air sous les pavillons

1 000 espèces différentes. Tout cela pour faire « la gran fiesta ».

Justement la fiesta, les Sévillans y tiennent. Ils n'ont pas attendu l'Expo pour la faire et ils se demandent quel genre de fête cela va être avec 250 000 personnes attendues chaque jour dans une ville qui compte 700 000 habitants. Une invasion où les dangers de voir se transformer cet hymne à la modernité et au futur en gigantesque foire commerciale et en cohue monstrueuse sont sérieux.

Tout est prévu, nous dit-on, pour gérer cette migration d'un semestre : 96 restaurants, les parkings, la sécurité, la distraction, le spectacle et 111 111 mètres carrés d'ombre. 12 tours qui pulvériseront de l'eau pour rafraîchir l'atmosphère de l'été andalou particulièrement brûlant. M. Casinello affiche une confiance totale - le contraire serait surprenant - dans ce qui concerne le logement, même qu'il y aura « de la place pour tous et à un bon prix ».

Il a-t-il fait remarquer, n'offre que 770 places d'hôtel de luxe, mais dans un rayon d'une heure et demie 400 000 lits sont à la disposition des visiteurs, ce qui, selon lui, devrait suffire.

Restent les prix qui sont passés du simple au double dans les hôtels et ont grimpé dans les commerces à tel point que le gouvernement com-

mence à redouter une perte d'influence. Les dernières estimations officielles ne font plus état de 11 millions mais de 13 millions de visiteurs, d'autant que le prix d'entrée de 9 000 pesetas (215 F) est élevé. Malgré tout, selon un sondage, 70 % des Espagnols se sont déclarés intéressés par Expo 92, et, d'après M. Casinello, le public sera constitué à 50 % par des Espagnols et pour 40 % par des Européens. Les organisateurs ne veulent donc pas à tort se méfier des foules venues d'Amérique ou d'Asie, ce qui n'empêchera pas de faire des gains à la fois importants pour vanter les mérites de cette exposition qui prétend rassembler, suivant son slogan, « le meilleur du monde ».

Il y a encore beaucoup trop tôt pour savoir exactement de quoi sera fait ce rendez-vous universel vingt-deux ans après l'Expo d'Osaka, au Japon. Les idées sont là, les ambitions aussi. Mais à faire vivre ensemble hétéroclite, moderne, ses formes agressives et ses vieilles pierres, de ses langues, de son tempérament. Le mariage est difficile, et M. Casinello l'a bien compris quand il a fait appel à la participation des Sévillans pour faire de cette entreprise une réussite. L'expérience, dans cette ville, en 1929, d'une exposition qui fut

un raté a laissé des traces amères. Et la crise qui frappe les nombreuses économies européennes n'est pas là pour rassurer.

Sus aux rabat-joie, aux pisse-vinaire qui menent à l'échec toute entreprise qui trouverait qu'il aurait été préférable d'investir plus judicieusement cette manne de 1 000 milliards de pesetas dont devrait profiter toute l'Andalousie. L'Expo a été seule à drainer 111 milliards de pesetas, et M. Casinello n'a que seulement un peu plus de 100 millions de pesetas à disposition. Beaucoup de pavillons seront démontés ou démontés. L'île de la Cartuja devrait en principe devenir une zone de développement du futur, un centre de recherche, mais qu'en sera-t-il véritablement ?

Le Sud et le Nord

Quoi qu'on dise et quoi qu'on pense, l'Andalousie a traversé une des heures de sa vie. Les autorités et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, Sévillan d'origine, ont voulu la politique de rééquilibrage du Sud par rapport au Nord, en faveur de cette Andalousie délaissée, retardée, figée dans son charme. L'opération est délicate et ambitieuse, peut-être trop tapée à l'œil. Elle laissera sans doute des petits maux du gaspillage. Ce ne sera peut-être que profitable, selon M. Casinello, qui fait remarquer que « pour une peseta investie lors de l'Expo, dix vont à l'Andalousie ».

Faut-il donc applaudir ou se dire que cette stimulation ne peut en fin de compte n'avoir que du bon, que ce ne peut être, tout bien observé, que bénéfique, surtout qu'à l'avenir ces terres ne seront plus au bout de l'Europe avec la construction d'une autoroute et la liaison avec Madrid par un train à grande vitesse, l'AVE (Alta Velocidad Española) qui suscitera d'ailleurs bien des critiques en raison de son coût.

Politique de prestige ou politique pour l'avenir ? Telle est en fait la vraie question qui se pose au-delà de celle du bien-être de ce genre de manifestations mais qui plus d'un siècle d'existence depuis le succès des premières expositions.

MICHEL BOLE-RICHARD

LIVRES

ET REVUES DROIT MATÉRIEL ET POLITIQUES DE LA CEE

L'auteur, qui est professeur de droit, propose une somme sur le régime juridique qui gouverne le marché intérieur de l'Europe communautaire et sur l'évolution de l'harmonisation des législations nationales. Un livre qui pose les problèmes auxquels sont confrontés les États-membres après 1992. Il examine dans une seconde partie les politiques menées par la Communauté économique et les relations communautaires avec les pays tiers.

« Droit matériel et politiques de la Communauté européenne », de Jean Druess, PUF, 400 pages, 148 F.

LA FRANCE ET L'EUROPE DES RÉGIONS

L'Europe sera-t-elle fondée sur les régions ? Jean-François Drevet examine la politique régionale de la CEE, ainsi que le rôle des régions françaises dans l'Union européenne. Il s'interroge sur la politique française de régionalisation.

« La France et l'Europe des régions », de Jean-François Drevet, Ed. Syros Alternatives, 236 pages, 140 F.

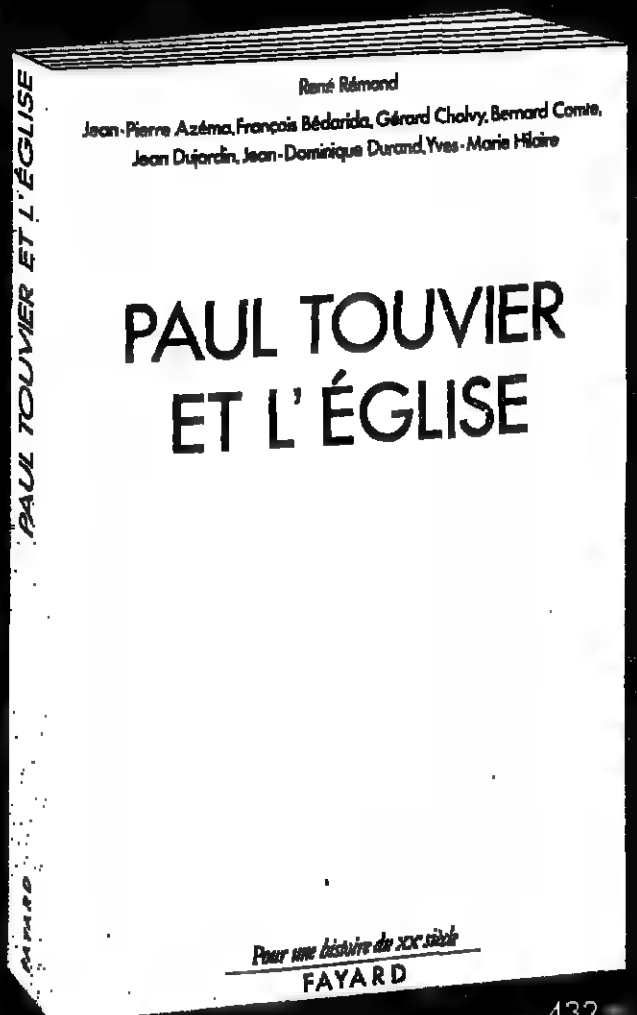
La clé du développement de l'Europe, c'est comme à l'Ouest :

L'EUROPE RÉGIONALE

par Paul ROMUS
Éditions LABOR
156, chaussée de Haecht
1030 Bruxelles
Diffusion en France :
STENDHAL Diffusion
27, rue Garnier
92400 Neuilly-Cedex
Prix : 102 F.

TOUVIER: L'Église retrouve sa mémoire.

Libération



432
130 F

3 septembre 1944 : à la libération de Lyon, le chef milicien Paul Touvier disparaît.

24 mai 1989 : il est arrêté dans un prieuré intégriste à Nice. Entre ces deux dates, une longue cavale, ponctuée de deux condamnations à mort, d'une arrestation et d'une évasion, d'années partagées entre la réclusion volontaire et l'exil, de démarches sans nombre conduites avec l'aide d'une constellation de prélats, de prêtres, de religieux, le tout débouchant sur une grâce présidentielle, bientôt suivie d'un grand procès public et d'une implication pour crimes contre l'humanité.

C'est pour faire la lumière sur ce soutien apporté par des milieux d'Église multiples que le cardinal Decourtray a chargé une commission d'historiens présidée par René Rémond de procéder à une enquête approfondie, afin de comprendre comment et pourquoi Paul Touvier a bénéficié d'autant de concours ecclésiastiques durant si longtemps. Faut-il invoquer la charité chrétienne ? Le droit d'asile ? La connivence idéologique vichyste ? Le manque de discernement de tant de pasteurs ? C'est à ces questions que tente de répondre le rapport remis au cardinal Decourtray par les membres de la commission et que l'archevêque de Lyon a choisi de rendre public au moyen de ce livre.

FAYARD

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.P.
SAN FRANCISCO
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco,**
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ **Filière d'admission : 3^e CYCLE :**
Diplômés de l'enseignement supérieur : Sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ **Programme américain de 12 mois**
■ **San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.**

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chailloc, 75116 Paris
Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : APAC HONG KONG

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt en date du 3 janvier 1992, la 4^e chambre de la cour d'appel de Paris, réformant un jugement du tribunal de commerce de Paris en date du 28 mars 1991, a notamment :

- dit que le modèle « GEMME » de la société BERNARDAUD bénéficie de la protection de la loi du 11 mars 1957 ;
- dit que la société HAVILAND fabricant et commercialisant un modèle « PALADIN » ou « CAROCHON » a commis des actes de contrefaçon du dit modèle ;
- dit que la société HAVILAND a commis des actes de concurrence déloyale en adoptant pour la commercialisation du modèle « PALADIN » exactement le même genre de couleurs pastel que BERNARDAUD pour le modèle « GEMME » ;
- avant dire droit sur le préjudice subi par la société BERNARDAUD, a ordonné une expertise ;
- condamné la société HAVILAND à payer à la société BERNARDAUD la somme de 500 000 F à titre d'indemnité provisionnelle ;
- fait interdiction à la société HAVILAND de fabriquer et commercialiser le modèle « PALADIN » sous astreinte de 500 F par pièce de porcelaine, passé un délai de 2 mois à compter de la signification du présent arrêt ;
- autorisé la société BERNARDAUD à faire publier le dispositif du présent arrêt dans trois revues de son choix aux frais de la société HAVILAND sans que le coût total des insertions puisse excéder la somme de 45 000 F ;
- condamné la société HAVILAND à payer à la société BERNARDAUD la somme de 25 000 F au titre de l'article 700 du N.C.P.C. ;
- condamné la société HAVILAND aux dépens de première instance et d'appel.

Pour extraits.

MÉDECINE

A l'issue de travaux de laboratoires bretons

Le dépistage systématique du gène de la mucoviscidose est désormais techniquement possible

Au terme d'une série de travaux génétiques menés dans les départements bretons, le docteur Claude Ferrec (laboratoire de biologie moléculaire, Centre de transfusion sanguine de Brest) annonce que le dépistage systématique du gène de la mucoviscidose dans la population est désormais possible. Il convient dès lors de soulever les problèmes éthiques que ne peut manquer de poser une telle perspective.

La mucoviscidose est la plus fréquente des affections humaines transmises par un gène héréditaire. Conséquence d'une anomalie fonctionnelle des glandes de la respiration bronchique, elle se manifeste chez l'enfant et chez l'adulte, par des pathologies diverses, en particulier respiratoires, qui réduisent de manière dramatique l'espérance de vie des jeunes malades.

Les progrès de la génétique moléculaire n'ont cessé, marqués notamment par l'identification, en 1989, du gène responsable de la maladie. Le gène, situé sur le chromosome 7, répond à une carte génétique régionale (équivalente à 100 000 paires de bases) dont la structure peut être modifiée de diverses manières, chacune de ces mutations ayant des conséquences pathologiques.

On voit rapidement apparaître que, si une mutation était en pratique beaucoup plus fréquente que d'autres (mutation Delta F), concernant entre 70 et 80 % des cas de

mucoviscidose), les nombreuses autres étaient également possibles, ce qui, pour des raisons techniques, interdisait, croyait-on, toute possibilité de dépistage systématique dans la population générale.

« Les équipes spécialisées à travers le monde dans ces domaines sont parvenues à détecter cent quarante et cent cinquante possibilités de mutation, les équipes françaises spécialisées dans la maladie ont pu identifier une quarantaine de possibilités avant même que les autres ne soient découvertes », souligne le docteur Ferrec. Le travail mené en Bretagne a permis de confirmer les applications pratiques qui peuvent découler d'une telle recherche de cartographie génétique.

Prévention ou eugénisme

Travaillant sur un groupe de cent quatre-vingt-dix enfants atteints de mucoviscidose (dans une population française de millions de personnes), l'équipe du docteur Ferrec a pu, grâce à une collaboration avec des spécialistes de l'institut national d'études démographiques qui ont analysé les incidences héréditaires de cette maladie, mettre au point un procédé qui permet en pratique le dépistage systématique des porteurs de gène anormal. Les malades peuvent avoir des mutations cliniques pathologiques.

On voit que la mucoviscidose n'est pas présente chez tous les individus, mais qu'elle est présente chez certains. Elle est transmise par l'un et l'autre des parents, eux-mêmes porteurs sains d'un gène pathologique. En France, comme dans la plupart des pays européens, le gène anormal est retrouvé en moyenne chez

une personne sur vingt-cinq. Les chercheurs bretons ont réussi à développer un procédé qui permet, en dépit de la multiplicité des mutations génétiques, de dépister les porteurs de mutation. On peut dès lors proposer le dépistage systématique de l'anomalie dans la population.

Ce peut paraître, dans un premier temps, être proposé aux parents pour la déclaration de grossesse, afin de voir s'ils sont ou non porteurs de l'anomalie. Il pourrait également être proposé à des personnes qui ont déjà eu un enfant atteint de la maladie. En pratique, on pourrait ainsi savoir si on est ou non porteur de la maladie, ce qui, si on le présente chez les deux membres du couple, permet de savoir si on a un enfant à risque de la mucoviscidose ou non.

La même méthode pourrait être utilisée en France lors du diagnostic prénatal de façon à pouvoir envisager une interruption volontaire de la grossesse, si on est porteur de l'anomalie. « Je ne suis pas si sûr de l'opinion publique française », dit-il, « mais si on accepte un tel dépistage, si chacun se sent libre de savoir s'il est ou non porteur de l'anomalie génétique », dit-il, « le docteur Ferrec. Il comprend que certains puissent voir là une démarche proche de l'eugénisme. Je suis persuadé en revanche, conclut-il, qu'il convient de mener une plus vaste réflexion éthique sur l'ensemble des questions qui se posent aujourd'hui. »

JEAN-YVES NAU

Liés au développement de l'épidémie de sida

Des cas de tuberculose résistant aux traitements sont apparus aux Etats-Unis

Selon les données rendues publiques, la semaine dernière, par le Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta, des cas de tuberculose résistante aux traitements sont apparus aux Etats-Unis. Dans 35 % des cas, les patients ont été diagnostiqués dans les Etats de New York, de Californie et de Floride. Les données sont particulièrement alarmantes car les patients atteints de tuberculose résistante sont plus difficiles à traiter que les autres.

Si la présence de tuberculose chez des malades atteints de sida ne doit pas surprendre - il s'agit d'une infection opportuniste la plus fréquente - sa chimiorésistance observée, commencent à inquiéter les spécialistes aux Etats-Unis. « La tuberculose devient incontrôlable dans notre pays », déclarait l'un d'eux lors d'une réunion organisée par le Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta, à laquelle participaient des représentants de quarante-six Etats. Cette inquiétude est d'autant plus grande que la tuberculose résistante se présente sous des formes de plus en plus graves.

Ne serait-ce qu'à New-York, plusieurs milliers de personnes ont été enrôlées en quelques mois dans quatre hôpitaux différents. A titre d'exemple, dans l'un d'eux, vingt-neuf patients ont été diagnostiqués entre janvier 1990 et janvier 1991 avec une tuberculose multirésistante à l'isoniazide et à la rifampicine. Chez neuf patients, les souches de bacille tuberculeux étaient également résistantes à l'éthambutol.

Vingt-sept de ces patients étaient infectés par le VIH et vingt et un étaient morts, en moyenne sept

mois après le diagnostic. Les données multirésistantes ont été posées, par la suite, toujours à l'hôpital, trente-six autres patients ont été diagnostiqués, entre février 1990 et février 1991, avec une tuberculose résistante. Selon les informations reçues, le dernier dans le MMWR (la reprise du Bulletin épidémiologique hebdomadaire du 12 novembre 1991), un foyer de transmission hospitalier important existe également dans un hôpital de Miami.

Des cas

dans le personnel soignant

Ces données confirment la grande susceptibilité des personnes séropositives, en particulier les plus immunodéprimées d'entre elles - pour les formes de tuberculose grave. Elles soulignent également l'importance des mesures de contrôle et de prophylaxie de la tuberculose, en particulier chez les personnes séropositives et les autres patients ou personnels soignants. Le CDC recommande en particulier une mise en route plus précoce possible

et une mise en route immédiate des précautions d'isolement aéroporté. D'ores et déjà plusieurs cas de tuberculose chimiorésistantes ont été rapportés aux Etats-Unis parmi le personnel soignant.

En fait, que ces formes de tuberculose, la bacille le plus résistant à l'isoniazide, la rifampicine et à la streptomycine, les spécialistes ont mal compris les causes de cette chimiorésistance. Même si jusqu'à présent, semble-t-il, aucun cas de ce type n'a été rapporté en France, la situation est sous surveillance à la légèreté. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estimait, il y a quelques mois, que, dans le monde, plus de trois millions de personnes infectées par le VIH étaient également atteintes de tuberculose. La contagiosité du bacille est telle qu'un spécialiste de la tuberculose rapportait, samedi 25 janvier, dans le New York Times, qu'un patient avait, il lui semblait, infecté un spécialiste du hôpital où il était soigné.

FRANCK NOUCHI

FAITS DIVERS

Mike Tyson accusé de viol

Le boxeur dans le box

WASHINGTON

de notre correspondant

Argent, puissance, sexe : tous les ingrédients sont réunis dans la vie de Mike Tyson, le champion américain de boxe. C'est là, dans un établissement pénitentiaire, que son parcours sportif a commencé, c'est là qu'il a pu terminer. Né dans la misère, à Brooklyn (New-York), le père inconnu, l'adolescent, envoyé en maison de correction après une série d'attaques contre des personnes âgées. Un des plus grands entraîneurs de l'époque, Cus d'Amato, l'a aperçu dans l'égout, l'a détaché, le prend en charge pour en faire un champion, et, probablement, le plus grand boxeur de tous les temps. A dix-huit ans, Tyson s'offre une Cadillac, il a tout le monde à ses pieds. Il est champion du monde des poids lourds, probablement le plus riche des sportifs, qui est le box des champions.

Il y a cependant, une différence entre la vie de l'ouverture du procès, lundi 27 janvier, à New-York, dans la salle d'audience criminelle du juge Pierre Griford, il manque un élément essentiel : la télévision. La loi de l'Etat d'Indiana interdit la diffusion d'un procès. Tyson, vingt-cinq ans, noir, multi-millionnaire, accusé de viol par une jeune femme de dix-huit ans qui participe, en juillet dernier, à un concours de beauté (Miss America) dans un palace d'Indiana. Il est parvenu à honorer sa manifestation de sa présence, le boxeur avait convié la jeune femme dans sa suite, où l'agression s'est déroulée.

Tyson plaide non coupable. Son « manager », Don King, déclare que c'est une escroquerie. Il a déposé une plainte, selon lui, n'a pas déposé

pour soutenir une indemnité de 10 millions de dollars.

Tyson risque gros, et notamment de retourner là où il a commencé : en prison, cette fois pour soixante-trois ans. C'est là, dans un établissement pénitentiaire, que son parcours sportif a commencé, c'est là qu'il a pu terminer. Né dans la misère, à Brooklyn (New-York), le père inconnu, l'adolescent, envoyé en maison de correction après une série d'attaques contre des personnes âgées. Un des plus grands entraîneurs de l'époque, Cus d'Amato, l'a aperçu dans l'égout, l'a détaché, le prend en charge pour en faire un champion, et, probablement, le plus grand boxeur de tous les temps. A dix-huit ans, Tyson s'offre une Cadillac, il a tout le monde à ses pieds. Il est champion du monde des poids lourds, probablement le plus riche des sportifs, qui est le box des champions.

La rumeur veut qu'après un léger accrochage, il se soit rendu à Manhattan. Tyson confie un jour les clés de sa Bentley décapotable au policier de service, lui déclarant désolamment qu'il lui avait volé sa voiture plutôt que d'accepter l'arrestation. La chronique judiciaire de la prison est remplie d'accidents pour conduite en état d'ébriété, plusieurs bagarres dans les lieux publics, d'un divorce avec l'actrice Robin Givens, qui l'accuse d'avoir copuleusement tabassé, et non-paiement des pensions aux deux enfants qu'il a reconnus, enfin de gestes déplacés à l'égard des nombreuses jeunes femmes.

Tyson s'est sur un ring une réputation de frappeur hors classe ; il entre dans le box accusé d'être un voyou.

ALAIN FRACHON

A Asnières (Hauts-de-Seine)

Un adolescent tué par la police à la suite d'un cambriolage

Un adolescent de seize ans a été tué par un policier intervenant à la suite d'un cambriolage, lundi 27 janvier, vers 2 heures du matin, à Asnières (Hauts-de-Seine). Le jeune garçon, Thibault, se trouvait dans les caves d'un immeuble en construction d'un appartement de quinze pièces, quand les policiers sont intervenus à la suite d'une plainte de voisins se plaignant de la présence de cambrioleurs.

Deux fonctionnaires de police en uniforme - l'un appartenant au commissariat d'Asnières, l'autre à la brigade anti-criminalité (BAC) des Hauts-de-Seine - descendent dans les caves de l'immeuble, où ils ont vu que des portes étaient fracturées. Un

policier s'est trouvé en face d'une personne qui lui a porté un coup de poing à la nuque et l'a fracturé le nez, précise-t-on à la source policière.

C'est au cours de sa chute que le policier aurait tiré un premier coup de feu, ajoute-t-on de même source. Des coups de feu ont été entendus par son collègue. Le jeune Thibault a été mortellement atteint à la poitrine, sans que l'on sache encore par quel policier il a été touché. L'inspection générale (IGS), la « police des polices » compétente à Paris en matière de police, a été saisie de l'enquête par le parquet de Nanterre.

Polémique à la veille des Jeux olympiques

La féminité peut-elle être mise en cartes génétiques ?

A la veille des Jeux olympiques d'Albertville, une polémique s'est engagée sur l'usage d'un nouveau test génétique permettant d'exclure de la compétition les athlètes qui, se présentant comme des femmes, ne possèdent pas l'ensemble des caractéristiques biologiques spécifiques du sexe féminin.

Le Comité olympique a autorisé la réalisation d'examen médicaux que l'éthique, dans la loi, réprovoque. L'égalité de principe est en jeu devant l'épreuve olympique doit-elle aller jusqu'à imposer la réalisation de tests génétiques dont le but, aucunement médical, est de faire au sein des concurrents le tri entre les « vraies femmes » et celles qui - croyant être - ne le sont pas d'un strict point de vue biologique ?

Aussi pouvons-nous résumer les questions soulevées par la décision des autorités olympiques internationales de faire pratiquer aux athlètes d'Albertville un nouveau test génétique permettant de confirmer que les femmes d'un pays dit « de sexe féminin ».

bles de ce comité ont - fort curieusement - tenu à la garde confidentielle jusqu'au soir du mardi 26 janvier (1).

Au premier abord, la polémique s'est engagée sur l'usage d'un nouveau test génétique permettant d'exclure de la compétition les athlètes qui, se présentant comme des femmes, ne possèdent pas l'ensemble des caractéristiques biologiques spécifiques du sexe féminin. Le Comité olympique a autorisé la réalisation d'examen médicaux que l'éthique, dans la loi, réprovoque. L'égalité de principe est en jeu devant l'épreuve olympique doit-elle aller jusqu'à imposer la réalisation de tests génétiques dont le but, aucunement médical, est de faire au sein des concurrents le tri entre les « vraies femmes » et celles qui - croyant être - ne le sont pas d'un strict point de vue biologique ?

Aussi pouvons-nous résumer les questions soulevées par la décision des autorités olympiques internationales de faire pratiquer aux athlètes d'Albertville un nouveau test génétique permettant de confirmer que les femmes d'un pays dit « de sexe féminin ».

Cette décision soulève depuis quelques jours une polémique dans les milieux sportifs et médicaux. Ainsi, après quelques articles consacrés à ce sujet dans la presse internationale, la plupart des commentateurs français viennent-ils de signer un vœu condamnant sans appel l'usage de ce test qui, selon eux, viole la Constitution française. Et ils sollicitent l'intervention du Comité de l'Etat français (le 26-27 janvier). Ainsi, le Comité national d'éthique, soutenu en l'espèce par la majorité de l'ordre des médecins, s'apprête-t-il à prendre une position dont on indique qu'elle sera identique à celle des généticiens, même si les responsa-

bles de ce comité ont - fort curieusement - tenu à la garde confidentielle jusqu'au soir du mardi 26 janvier (1). Au premier abord, la polémique s'est engagée sur l'usage d'un nouveau test génétique permettant d'exclure de la compétition les athlètes qui, se présentant comme des femmes, ne possèdent pas l'ensemble des caractéristiques biologiques spécifiques du sexe féminin. Le Comité olympique a autorisé la réalisation d'examen médicaux que l'éthique, dans la loi, réprovoque. L'égalité de principe est en jeu devant l'épreuve olympique doit-elle aller jusqu'à imposer la réalisation de tests génétiques dont le but, aucunement médical, est de faire au sein des concurrents le tri entre les « vraies femmes » et celles qui - croyant être - ne le sont pas d'un strict point de vue biologique ?

La décision des autorités olympiques de faire pratiquer aux athlètes d'Albertville un nouveau test génétique permettant de confirmer que les femmes d'un pays dit « de sexe féminin ».

Cette décision soulève depuis quelques jours une polémique dans les milieux sportifs et médicaux. Ainsi, après quelques articles consacrés à ce sujet dans la presse internationale, la plupart des commentateurs français viennent-ils de signer un vœu condamnant sans appel l'usage de ce test qui, selon eux, viole la Constitution française. Et ils sollicitent l'intervention du Comité de l'Etat français (le 26-27 janvier). Ainsi, le Comité national d'éthique, soutenu en l'espèce par la majorité de l'ordre des médecins, s'apprête-t-il à prendre une position dont on indique qu'elle sera identique à celle des généticiens, même si les responsa-

bles de ce comité ont - fort curieusement - tenu à la garde confidentielle jusqu'au soir du mardi 26 janvier (1). Au premier abord, la polémique s'est engagée sur l'usage d'un nouveau test génétique permettant d'exclure de la compétition les athlètes qui, se présentant comme des femmes, ne possèdent pas l'ensemble des caractéristiques biologiques spécifiques du sexe féminin. Le Comité olympique a autorisé la réalisation d'examen médicaux que l'éthique, dans la loi, réprovoque. L'égalité de principe est en jeu devant l'épreuve olympique doit-elle aller jusqu'à imposer la réalisation de tests génétiques dont le but, aucunement médical, est de faire au sein des concurrents le tri entre les « vraies femmes » et celles qui - croyant être - ne le sont pas d'un strict point de vue biologique ?

Aussi pouvons-nous résumer les questions soulevées par la décision des autorités olympiques internationales de faire pratiquer aux athlètes d'Albertville un nouveau test génétique permettant de confirmer que les femmes d'un pays dit « de sexe féminin ».

ENVIRONNEMENT

« L'erreur de chiffres » - Une erreur de chiffres a glissé dans le Monde daté du dimanche 26-tundi 27 janvier : ce qui concerne la somme des habitants de l'Etat d'Albertville est de 110 000 habitants. Celles-ci sont de 110 millions et 111 millions, ce n'est pas 111 millions et 112 millions.

La décision des autorités olympiques de faire pratiquer aux athlètes d'Albertville un nouveau test génétique permettant de confirmer que les femmes d'un pays dit « de sexe féminin ».

Aussi pouvons-nous résumer les questions soulevées par la décision des autorités olympiques internationales de faire pratiquer aux athlètes d'Albertville un nouveau test génétique permettant de confirmer que les femmes d'un pays dit « de sexe féminin ».

ÉDUCATION

Préinscriptions universitaires à Paris

Coup d'envoi du système RAVEL

La première phase des pré-inscriptions télématiques dans l'enseignement supérieur pour les élèves de terminale d'Ile-de-France débute officiellement mardi 23 janvier.

En 1992, le rendu obligatoire en 1990, le système Minitel RAVEL (recensement automatisé des élèves) sera remplacé par un système de préinscriptions télématiques. Le système RAVEL sera remplacé par un système de préinscriptions télématiques. Le système RAVEL sera remplacé par un système de préinscriptions télématiques.

La deuxième phase du RAVEL permettra aux élèves d'effectuer une véritable préinscription. Elle se déroulera du 23 au 27 janvier, dernière semaine de printemps pour la région parisienne et correspondant également à la limite du dépôt des dossiers IUT, STS, classes préparatoires. Les candidats devront indiquer le nombre de disciplines qu'ils souhaitent déposer ces dossiers et indiquer leurs choix prioritaires.

Sectorisation géographique

Concernant l'université, les futurs étudiants auront la possibilité de choisir une discipline. Pour l'instant, les étudiants ne peuvent pas choisir une discipline. Pour l'instant, les étudiants ne peuvent pas choisir une discipline.

Concernant l'université, les futurs étudiants auront la possibilité de choisir une discipline. Pour l'instant, les étudiants ne peuvent pas choisir une discipline. Pour l'instant, les étudiants ne peuvent pas choisir une discipline.

La dernière phase du RAVEL se tiendra au début du mois de juin. Elle concernera les seuls candidats admis dans une filière sélective, qui devront indiquer leur choix définitif. Les candidats devront indiquer leur choix définitif.

MICHELE AULAGNON

Le projet de rénovation des enseignements supérieurs

Le ministère et les universitaires s'efforcent de calmer le jeu

L'examen des projets de réforme des formations universitaires, en particulier le premier cycle, devait reprendre cette semaine, à la fin du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) et de la Conférence des présidents d'université.

Le public a su, le 13 janvier, le projet de rénovation de l'ensemble des formations et des diplômes universitaires. Le premier cycle a déclenché une levée de bouilliers dans le monde universitaire. Le monde universitaire a déclenché une levée de bouilliers.

Manifestement surpris de l'ampleur que commençait à prendre ce psychodrame, chacun, depuis quelques jours, s'est efforcé de calmer le jeu.

Le colloque organisé à Dijon le 23 et 24 janvier par le ministère de l'éducation nationale sur « la gestion de l'université » tombait à pic pour permettre aux directeurs de l'administration et aux responsables universitaires de discuter un projet plus ambitieux qui devait se prolonger, lundi 27 janvier, devant le CNESER et, jeudi 30 janvier, lors d'une réunion pédagogique exceptionnelle de la Conférence des présidents d'université. Trois points paraissent d'ores et déjà acquis. En premier lieu, les projets de réforme ont été publiés en ligne. Le monde universitaire a déclenché une levée de bouilliers.

GÉRARD COURTOIS

JUSTICE

L'affaire de la tour BP

M. Alain Aubert, bras droit de M. Christian Pellerin, devrait être remis en liberté

Inculpé et écroué le 10 janvier dans l'affaire de la tour BP, M. Alain Aubert, directeur général de la société Lucia, dont M. Christian Pellerin est le PDG, devrait être remis en liberté, lundi 27 janvier, par le juge d'instruction, M. Jean-Luc Delahaye. Cette décision est une conséquence logique de la confrontation organisée par le magistrat instructeur, jeudi 23 janvier, qui semble avoir tourné à l'avantage de M. Pellerin.

Tant M. Christian Schwartz, directeur général de PII, qui s'était associé à M. Pellerin pour

l'achat, puis la vente, de la tour BP de Courbevoie (Hauts-de-Seine), que M. Aubert, bras droit du PDG de la SARI-SEER, sont revenus sur leurs déclarations précédentes, selon lesquelles le promoteur de la Défense était couronné des commissions versées et de l'identité de leurs destinataires.

Fort de ce retournement de situation, le PDG de la SARI-SEER a décidé de passer à la contre-attaque, annonçant une conférence de presse, mercredi 29 janvier.

M. Pellerin saisira sans doute cette occasion

pour éclaircir les zones d'ombre de ses relations d'affaires avec M. Schwartz qui, toujours écroué à la prison de la Santé, est le principal inculpé de cette affaire. Le montage qui entoure les sociétés en nom collectif créées par les deux hommes autour des transactions sur la tour BP ne cesse d'intriguer. De même, la lecture d'un mémorandum rédigé par les avocats de M. Pellerin indique que les mêmes partenaires ont réalisé ensemble d'autres opérations, dont l'une sur le territoire de la commune de Puteaux (Hauts-de-Seine).

A Puteaux, une autre opération des mêmes associés

1991 : les belles heures de l'immobilier. Euphorique depuis cinq ans, le marché a retourné, notamment dans l'immobilier d'entreprise, où les prix ont chuté. Or, dans le courant de l'été 1991, selon le mémorandum remis le 23 décembre 1991 par les avocats de M. Christian Pellerin au juge d'instruction (le Monde du 24 janvier), celui-ci a informé, « ad hoc », M. Schwartz, puis par le président de la Compagnie financière de l'Arche, M. Bernard Tristan, et de la PII de l'importance des engagements financiers qu'ils avaient contractés personnellement dans des opérations immobilières.

La PII et M. Christian Schwartz sont des acteurs déjà connus de ce dossier : M. Schwartz, aujourd'hui le principal inculpé dans le dossier instruit par le juge Delahaye, est le promoteur avec lequel s'associe M. Pellerin pour l'achat, puis la vente, de la tour BP. La PII est la société créée par M. Schwartz et MM. Yves Rohou et Eric Robelin, dans laquelle M. Pellerin prendra progressivement une participation grandissante tandis que sa dénomination exacte variera (le Monde du 25 janvier). Mais, la première fois qu'apparaissent, respectivement, le nom de l'Arche (société) et de la PII (non socié), une société de participation immobilière, une Compagnie financière de l'Arche... Installée dans le

quartier nord de l'Arche, elle accueille dans son tour de la tour BP. Elle a été créée, à la fin de l'année 1989, par la fusion de la SARI et de la SEER, participations détenues par UTA. De plus, une participation à la DAFSA, une société de la compagnie d'immobilier, a été créée.

La président de la Compagnie financière de l'Arche, M. Bernard Tristan, a été pendant dix ans le directeur immobilier de la Société générale. Il connaissait d'autant mieux M. Pellerin que deux filiales de la banque, spécialistes dans l'immobilier - Sogeprom et Sogecom - ont été actionnaires à 10 % de la SARI et de la SEER, participations vendues en juin 1991. De plus, une participation à la DAFSA, une société de la compagnie d'immobilier, a été créée.

« L'une d'entre elles nous était connue, poursuit le mémorandum des avocats de M. Pellerin, puisqu'il s'agit de l'acquisition de l'immeuble UTA réalisée en commun par les associés de la société PII et la société IED. » Une phrase qui, selon les avocats, révèle que les mêmes associés, à savoir M. Pellerin, M. Schwartz, M. Tristan et M. Rohou, ont réalisé ensemble des opérations immobilières.

ble au moins une autre opération immobilière après l'achat et la vente de la tour BP. Situé sur le territoire de la commune de Puteaux (Hauts-de-Seine), dont le maire est M. Charles Coudré-Reynaud (RPR), l'immeuble occupé par UTA avait été cédé il y a quelques années par les Chergues, actionnaires de la compagnie aérienne, à la société d'assurances La Populaire (groupe Worms et Cie). Apparemment, une deuxième transaction a donc eu lieu ensuite.

Manifestement, toutes ces opérations immobilières ont été infructueuses et ont fragilisé la situation des intéressés auprès des banques puisque les avocats de M. Pellerin précisent : « Désireux de les aider à consolider leur endettement vis-à-vis des pools ban-

caires considérés, nous avons entrepris des pourparlers détaillés avec nos associés au sein de PII et avec la Compagnie financière de l'Arche, pourparlers que nous avons décidé de suspendre au moment où nous avons constaté que ces sociétés ne pouvaient pas honorer leurs engagements. Nous avons donc décidé de vendre au son du violon, M. Pellerin pensait-il faire des acquisitions à prix bradés en pleine crise et renonce-t-il pour une raison non encore expliquée à son projet ?

FRANÇOISE VAYASSE

L'énigme des SNC Paul-Doumer

Qui sont les sociétés en nom collectif (SNC) presque homonymes qui gravitent autour de la tour BP ? Pourquoi ces intrigues de sociétés mal nommées, tout à la fois semblables et dissimulées ? Officiellement, la première vente de 1988 a été faite en faveur d'une « SNC du 10 qui Paul Doumer », détenue à 51 % par Lucia, la société de M. Pellerin, et à 49 % par PII. Les statuts d'une SNC ont bien été déposés le 29 décembre 1988, mais elle s'appelle « SNC du 10 qui Paul Doumer à Courbevoie ». Sa dénomination varie encore au fil du rapport 1988 de la PII, duquel il faut que Paul Doumer, un « SNC Paul P. Doumer », ou encore « SNC qui Paul Doumer ». Des erreurs typographiques, ou peut-être des erreurs de groupe.

Pour résumer, les statuts de la « SNC du 10 qui Paul Doumer à Courbevoie » donnent à la « Promotion Ingénierie Immobilière P.I.I. » une participation de 49 % aux côtés de Lucia (51 %). Or, à cette date, la dénomination de la société était « P.I.I.-Promotion Ingénierie Immobilière », présidée par M. Yves Rohou. Lors d'une assemblée générale, le 11 juin

1989, c'est M. Eric Robelin qui, cette fois, approuve les statuts de la « SNC Paul Doumer à Courbevoie ». Le 14 août 1989, une « SNC Paul Doumer à Courbevoie » est créée par SATIS (filiale immobilière d'Indosud) et Lucia. Or, le 7 août 1989, les statuts d'une « SNC Doumer » sont déposés. Y participent Lucia (50 % des parts) et l'immobilière Setis (à 10 % seulement). L'objet de la société est : « L'acquisition de l'immeuble du 10 qui Paul Doumer (c'est-à-dire la tour BP) et y a une opération de portage, selon le groupe de M. Pellerin. »

Y a-t-il un lien entre ces deux sociétés ? Quand passe-t-on de la « SNC Paul Doumer à Courbevoie » à la « SNC Paul Doumer à Courbevoie » ? Le 14 décembre 1989, SATIS entrait encore pour 10 % dans la SNC Doumer, si l'on en croit le savoir de la DAFSA, une des banques de données d'analyse financière.

F. V.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Après les accidents dans le Nord et le Bas-Rhin

La vitesse sur autoroute pourrait être limitée à 60 km/h par temps de brouillard

A la suite de la série d'accidents qui se sont produits, samedi 25 janvier, sur l'autoroute du nord de la France, le ministère de l'Etat aux transports, M. Georges Sarre, a annoncé que des mesures allaient être prises pour prévenir les accidents par temps de brouillard.

Une quarantaine d'accidents se sont produits, samedi 25 janvier, sur les autoroutes du nord de la France, faisant un mort et cinquante blessés. Deux graves, selon le ministre de l'Etat aux transports, M. Georges Sarre, ont été causés par des accidents de circulation par temps de brouillard.

Le ministre de l'Etat aux transports routiers et fluviaux, M. Georges Sarre, a annoncé, dimanche 26 janvier, qu'un décret est en cours de préparation et de discussion entre les différents ministères, afin de limiter à 60 km/h sur autoroute la vitesse des véhicules par temps de brouillard. D'autres mesures, comme l'éclairage progressif du feu de freinage ou la visualisation des freins, pourraient être adoptées.

rapports de brouillard réduisant la visibilité à moins de 10 mètres.

Pour la même raison, plusieurs accidents ont été causés par des véhicules du Bas-Rhin, allant qu'on imagine, ou deux personnes qui traversent la route et plus de quatorze accidents, parfois grièvement, dans des zones camarguaises.

Le ministre de l'Etat aux transports routiers et fluviaux, M. Georges Sarre, a annoncé, dimanche 26 janvier, qu'un décret est en cours de préparation et de discussion entre les différents ministères, afin de limiter à 60 km/h sur autoroute la vitesse des véhicules par temps de brouillard. D'autres mesures, comme l'éclairage progressif du feu de freinage ou la visualisation des freins, pourraient être adoptées.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5703

| | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| I | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT
1. Ne sort de son trou que lorsqu'on a fini de jouer. - 2. Unité de la flotte. Bruit. - 3. Voudraient qu'on fasse une plus grande utilisation du gratin. - 4. A une allure de marquis. - 5. Pris après une grande perte. - 6. Donner des couleurs. Utile pour le goître. - 7. Le bon, c'est le fils. - 8. Théâtre d'une bataille. Ville du Nevada. - 9. A les talons dans l'estomac. - 10. Est plus avantageux que le quadrupède. Plus grand quand il est rouge. - 11. Symbole. Bouche de chaleur.

VERTICALEMENT
1. Rend un siège très confortable. - 2. Participe. Quand il est

mauvais, on peut avoir beaucoup de peine. - 3. Comme une attraction qui intéresse tout le monde. - 4. Melin. Evoque un dernier coup. - 5. Prendre l'air. - 6. Qui peut courir. Un certain sel. - 7. On y signe des traités. - 8. Prouve qu'on a pas les reins solides. Peut être mis dans un tube. - 9. Un chef à l'étranger. Son fils était beau comme un dieu. Symbole.

Solution du problème n° 5702
Horizontalement
1. Fautes. Plais. - 2. Ration. Dos. Aveu. - 3. Ut. Séd. As. - 4. Nasse. Eh. Sardine. - 5. Tuer. Et. Noël. - 6. Trépassé. Ur. - 7. Voisinage. Mets. - 8. Ere. Enlisse. - 9. Nerf. Europe. - 10. G. Fr. S. - 11. Anecd. Ostr. Is. - 12. Assiette. Etre. - 13. Nô. Eolienne. - 14. Crino. Russie. Oc. - 15. Et. Suisse. Sura.

Verticalement
1. Front. Vengeance. - 2. Arau. Orde. Sort. - 3. Ut. Séd. As. - 4. Tireurs. Fanions. - 5. Roi. Rales. Se. Eu. - 6. Inn. Im. Fête. - 7. Chénal. Retors. - 8. Ede. Tagne. Bus. Stand. Senties. - 9. Sura. Nô. - 10. Le. Oé. Rânes. - 11. Avril. Os. Té. - 12. Néon. Ut. Pair. Or. - 13. Succurs. Essence.

GUY BROUTY

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
50 ans de la culture générale
46F

LOTO 1995

| | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 27 | 29 | 38 | 45 | 47 | 22 |
| 6 | 15 | 17 | 23 | 25 | 31 | 33 |
| 36 | 39 | 41 | 43 | 44 | 46 | 48 |
| 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 |
| 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 |

LOTO RESULTATS OFFICIELS

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|

مكتبة الأصيل

CULTURE

ARTS

Demi-succès pour Rembrandt

Après l'Allemagne, les Pays-Bas accueillent une rétrospective consacrée au maître hollandais

AMSTERDAM

Est-ce la malédiction ? La réputation de l'artiste ? Ou le trouble que les experts du Rembrandt Research Project ont semé dans l'esprit du grand public en attribuant plusieurs dizaines de toiles, indûment créditées au génie du maître, à son fils, le jeune Rembrandt van Goyen ? En tout cas, la fréquentation de l'exposition consacrée depuis le 4 décembre au Rijksmuseum d'Amsterdam, Rembrandt van Rijn est en tout état de cause un peintre moins populaire que son compatriote Van Gogh, célébré avec ferveur à l'été 1990.

Un million trois cent mille personnes avaient convergé vers le Pays-Bas, quatre mois durant, pour voir l'exposition consacrée à Rembrandt, le maître et son atelier. Les files d'attente, qui étaient régulièrement formées à l'entrée du musée Van Gogh et du musée Kröller-Müller, ne sont qu'exceptionnelles à la porte du Rijksmuseum. Les organisateurs ne s'en disent pas moins, sans ambages, « satisfaits ».

Le directeur du musée, Franz van der Avert, le porte-parole du musée, « 210 000 personnes ont visité l'exposition entre le 4 décembre et le 20 janvier. On est au milieu, et nous espérons que 400 000 visiteurs sera donc tenu ». On a vu, côté, Floris Faber, directeur du Bureau central des

réservations, fait état de la venue prochaine de 70 000 supplémentaires qui ont pris la précaution d'acheter à l'avance leurs billets. Une précaution inutile, le musée vendant ses entrées pour le jour ? Non, soulignent en chœur nos deux interlocuteurs, les fins de semaine notamment ont été très fréquentées, et, depuis le 7 janvier, 6 000 personnes par jour en moyenne viendraient admirer les œuvres de Rembrandt. Tous deux démentent aussi l'ouverture des musées habituels et une mesure récente de réduction de l'insuffisance des réservations. Quel qu'il en soit, le musée ne court pas le risque de trouver la porte « complète » à la porte du Rijksmuseum les jours suivants.

Les Français les plus nombreux

Comme en 1990, les Français ont été les plus nombreux à faire le voyage d'Amsterdam pour voir l'exposition consacrée à Rembrandt. Ils ont été 25 000, suivis par les Belges (25 000) et les Allemands. Mais, à la différence de Van Gogh, qui avait - saison touristique aidant - attiré une majorité d'étrangers, Rembrandt a la faveur des Néerlandais, qui ont assuré jusqu'à présent les deux tiers des visites. La constatation est semblable au musée de Lakenhal, à Leyde, qui a vu un tableau de Rembrandt et un enfant de la ville, Lievens, avec qui il travailla au début de sa carrière. « Sur les 17 000 visiteurs

qui nous ont visité 35 % des étrangers », constate Jellema, qui signale aussi une forte présence française.

Rembrandt est, il est vrai, un héros culturel national, le figure emblématique du Siècle d'or et le symbole toujours vivace de la gloire néerlandaise passée. Comme la presse du pays le souligne au moment de son inauguration, l'exposition Rembrandt, composée de quarante-neuf tableaux représentatifs de son évolution picturale, de ses œuvres qu'il pratiqua, permet à ses compatriotes de clarifier l'image d'un peintre qui se trouve régulièrement au premier d'une queue d'experts. C'est d'ailleurs sur

la base des conclusions du Rembrandt Research Project qu'a été montée cette exposition-variété qui draine un public étranger plus attentif et moins familier que la rétrospective Van Gogh. C'est aussi la pièce principale d'un ensemble de manifestations complémentaires valant assurément le détour.

CHRISTIAN CHARTIER

Rembrandt, le maître et son atelier. Rijksmuseum d'Amsterdam, Stadhouderskade 42. Jusqu'au 1^{er} février. Ouvert tous les jours de 10 heures à 20 heures.

A voir aussi

- Au Musée La maison de Rembrandt, Jodenbreestraat 4-8, à Amsterdam, Pieter Lastman, le professeur de Rembrandt : collection de tableaux du peintre qui a inculqué à Rembrandt pendant six ans quelques principes de son art. Jusqu'au 10 février. Ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 17 heures, le dimanche de 14 heures à 17 heures.
- Au Musée Lakenhal, à Oude Vest 28, Leyde, Rembrandt et Lievens. Jusqu'au 1^{er} mars. Ouvert du mardi au samedi de 10 heures à 17 heures, le dimanche de 14 heures à 17 heures.
- Au Musée de la Ville d'Amsterdam, à la Haye, Brédus, Rembrandt et la Meurthe, collection de Rembrandt acquise par Brédus, ancien ministre de la République.
- A signaler également deux expositions thématiques liées à Rembrandt et à son temps : « L'Avant Testament » la peinture du Siècle d'or et la renaissance juif historique d'Amsterdam, Daniel Meijerplein 2-4. Jusqu'au 12 avril et « La Bible et la peinture » au Musée d'Art Moderne d'Amsterdam, jusqu'au 8 mars.

Les qualités du matériau

RUCKRIEM

à la galerie Durand-Dessert

Levées contre les murs, les pierres. On pourrait dire des stèles. Il y en a huit d'une même série, de la même veine. Egales, régulières, les blocs de granit ont été découpés en lames, l'horizontale, redécoupés à la verticale, puis reconstitués ; chaque ligne de fracture est poncée par les lames du marbre-piqueur. Les coins sont lissés. C'est tout : rien de la main anonyme des outils. Et c'est beaucoup. Plus qu'une intervention minimum : une mise au jour des qualités du matériau, du grain, de sa force, de sa fragilité.

Arrêtant le travail quand devaient sembler-t-il, celui du sculpteur, l'intervention au plus près du matériau d'extraction de la pierre, faisant des carrières allemandes de dolomite ou normandes de granit ses ateliers, rejetant la marque d'intervention personnelle, l'artiste a trouvé le moyen de conduire une œuvre originale. Qui, en ces temps de glissades vers le meuble, l'objet hybride au le produit manufacturé, en simule le couleur, a bien le sens. Les dessins accompagnent les sculptures, qui les préparent.

G. B.

Loin de nier ses origines d'apprenti tailleur de pierres qui participa, en 1959-60, à la restauration de la cathédrale de Cologne, Ulrich Ruckriem le dit et le redit : il aime la pierre, elle lui suffit. Et il le prouve encore et toujours (1), avec la même autorité depuis plus de 30 ans, la

(1) Une œuvre de Ruckriem, stèle de granit de Finlande, a été récemment mise en place à Albertville. Cette commande publique a été programmée pour le 100^e olympique des ans.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe. Tél. : 48 42 32 11. Jusqu'au 22 février.

Les découvertes archéologiques de Bercy présentées à la mairie du XII^e. - Le site archéologique de Bercy : les découvertes exceptionnelles qui y ont été faites au long de l'année dernière sont présentées dans une exposition installée à la mairie du XII^e arrondissement, 130, avenue Daumesnil. Sont montrés les nombreux objets de différentes périodes

préhistoriques et protohistoriques allant du Néolithique à l'époque avant Jésus-Christ, surtout une copie du mieux conservé des pirogues datant de la période chasséenne (4200-3400 avant notre ère).

Ouvert tous les jours de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 18 février. Entrée gratuite.

Le feu aux poudres

MICHAËLE-ANDREA SCHATZ

à la galerie Zurcher

L'exposition a pour titre « La boîte de Pandore », mais, il vrait dire, « métamorphose pour mythologie », la mythologie de Narcisse aurait peut-être mieux convenu puisque la peinture de Michaële-Andrea SCHATZ, une fois connue abstraitement, sobre et presque effacée, s'est faite « métamorphose » dans la plupart des toiles apparaissent, chamarrées, pétales et corolles, feuilles et liges, dont les formes se développent entre des efflorescences et des découpages non moins chatoyants.

maliens, que de reprendre l'histoire de tous les événements de son art et d'ouvrir vers une complexité plus grande.

Cette évolution s'aventure à rebours du réductionnisme en vogue dans les années 70 et 80, d'un art académique. Elle réhabilite l'écriture, une écriture qui ne peut dire qu'elle était alors en déclin, le plaisir de la belle peinture.

Ph. D.

► Galerie Zurcher, 19, rue de l'Abbé-Grégoire, 75008 Paris ; tél. : 48-48-10-22. Jusqu'au 29 février.

14^e RENCONTRES CHARLES DULLIN
12 LIEUX • 16 COMPAGNIES

Lundi 27, mardi 28 janvier
Vincennes • Cie Jacques Deschamps (IDF)
Mardi 28, mercredi 29 janvier
Villejuif (Gérard Philipe) • Griffe/Lune Bleue (IDF)
Jeudi 30, vendredi 31 janvier
Bagneux • Théâtre du Lézard (Anacry)
Samedi 1^{er}, dimanche 2 février
Kremlin-Bicêtre • Théâtre de la Vierge (St Nazaire)
Choisy-le-Roi • Cie Lawlor • Eisener (Puy St Martin)
Vendredi 7, samedi 8 février
Vitry • Cie du Tournesol (Metz)

LOTURE
Samedi 8 février • Villejuif (Romain Rolland)
Théâtre en Seine/Théâtre Temps
« TEATR » de Mikhail Boulgakov

DU 7 JANVIER AU 8 FÉVRIER • 47 26 15 02

CHOPINOT DANSE
Séances

du 21 janvier
à 21h,
tous les jours sauf
dimanche et lundi
La Grande Halle
métro Porte de Pantin
40 03 39 03
Fnac-Virgin Mégastore
3615 Fnac-3615 Thea

Coproduction : Compagnie Chopinot-Centre Chorégraphique
Poitou-Charentes/La Courtoise-Scène Nationale La Rochelle/Signa 27-
Belgique/La Grande Halle-Villejuif-Théâtre Contemporain de la Danse

la Villette
parc de la Villette

la grande halle
Porte de Pantin

DANSE

PARIS

DU 28 JAN. AU 1^{er} FEV. 20H30
WIM
VANDEKEYBUS
TOUJOURS
LES MEMES
création

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS

Renault 19 Prima.
Tout y est, même le prix.

SERIE SPECIALE
RENAULT 19 PRIMA
A PARTIR DE
68.600F.



C'est fou ce qu'on peut trouver dans une Renault 19 Prima :

- Radio FM, cassette, stéréo.
- Phares halogènes, clé unique pour toutes les serrures.
- rétroviseurs extérieurs réglables à l'intérieur.
- Allume-cigares, montre à quartz à appuis-tête.
- Existe en motorisation essence ou Diesel, 3, 5 portes.

*Prix tarif au 31/12/1991. Modèle présenté : Renault 19 Prima 3 portes. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC : Renault. RENAULT présente.

RENAULT 19 Prima.
POURQUOI VIVRE SANS ELLE?

VENEZ L'ESSAYER DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

L'ouverture du quarante-quatrième congrès de la centrale syndicale

Léger mieux sur le marché du travail

La ligne «centriste»

Hardi, mais prudent. Tel apparut dimanche M. Louis Viannet, prochain successeur de M. Henri Krasucki à la CGT. S'il a brossé un tableau sans concession des insuffisances et retards d'une centrale syndicale dont l'affaiblissement est réel, son discours d'ouverture du quarante-quatrième congrès n'a pas vraiment été les audaces rénovatrices. Soucieux de ne pas prendre de risques inutiles à l'orée d'un congrès qui ne lui a permis d'apprécier le rapport forces «modernes» et gardiens «traditionnels», M. Viannet a choisi la ligne «centriste», boussole traditionnelle du secrétaire général qui se respecte. En plaçant d'une action syndicale «en ordre» la revendication, l'idéologie, la démocratie, le non délégué au pouvoir, il évoquait les critiques qui reprochent à la CGT d'être «inféodée» au parti communiste, il a repris les interrogations qui ne choquent plus aucun militant. On retiendra aussi de son intervention — qui n'a duré qu'un peu plus de deux heures, un record de concision dans l'histoire des congrès cégétistes — un souci évident de marquer les limites des velléités modernisatrices. Ainsi, pour M. Viannet, le problème du cumul des mandats politiques et syndicaux ne pose pas au CGT. Argumentation bien connue : introduire l'incompatibilité entre deux types de responsabilité signifierait que l'engagement politique est considéré comme «honteux». En outre, privilégier la recherche de compromis à travers la négociation reviendrait à la fourvoyer dans le «syndicalisme accommodant» abandonner le totem du syndicalisme classe et de la lutte. Enfin, les dirigeants CGT, qui souhaitent que la confédération soit enseignement de l'évolution sociologique du salariat, ont été disorétement mis en garde. Pas question pour M. Viannet d'abandonner un quelconque domaine réservé. Conscient que son autorité n'est pas encore loin d'être établie, M. Viannet préfère donc suivre la ligne la plus grande pente. Eprouvée, la fonctionne toujours — le futur secrétaire général n'a-t-il pas ovationné en proclamant la solidarité entre le régime cubain et le régime américain ? — mais il risque de décevoir les attendants chose de la CGT.

JEAN-MICHEL NORMAND

Selon le vice-président de la Banque centrale américaine

La Réserve fédérale ■ suffisamment abaissée les taux

«Si nous allons trop loin le court terme, le marché à long terme va réagir et bouger dans la direction opposée», a déclaré M. David Mullins, vice-président de la Federal Reserve (Fed), au sujet de la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis. Dans une interview publiée par la Tribune, M. Mullins rappelle que, dans le passé, les banques centrales ont commis des erreurs à ce stade du cycle en stimulant à l'excès l'activité, suscitant une reprise économique impossible à soutenir, suivie d'une récession. Au sujet du dollar, il évoque : «Nous n'avons pas d'idée stricte à ce sujet, mais son niveau actuel ne nous dérange pas», ajoutant que «l'économie» de bonnes chances de reprendre sa progression vers la mi-1992, non pas du fait de la consommation des ménages mais grâce aux exportations, au logement, à la «peut-être aux dépenses d'équipement».

M. Louis Viannet veut engager le «renouveau» de la CGT

Il est «urgent» d'assurer le renouveau du syndicalisme CGT, a affirmé, dimanche 20 janvier, M. Louis Viannet en ouvrant le quarante-quatrième congrès de la CGT à Paris (Seine-Saint-Denis), qui se poursuit jusqu'au vendredi 21 janvier.

M. Louis Viannet, numéro deux de la CGT, qui devrait succéder vendredi 31 janvier à M. Henri Krasucki au poste de secrétaire général, a regretté le 26 janvier la tribune du quarante-quatrième congrès de la centrale, que le syndicalisme soit perçu «comme une institution, intermédiaire utile lors que s'engagent les conflits des négociations entre employeurs et salariés», et non comme «l'animateur indispensable de l'action». Souhaitant «moins de certitudes préfabriquées, moins de quiétude», il a invité les mille congressistes à ne pas craindre le débat démocratique.

«La CGT, qui devrait succéder vendredi 31 janvier à M. Henri Krasucki au poste de secrétaire général, a regretté le 26 janvier la tribune du quarante-quatrième congrès de la centrale, que le syndicalisme soit perçu «comme une institution, intermédiaire utile lors que s'engagent les conflits des négociations entre employeurs et salariés», et non comme «l'animateur indispensable de l'action».

«Les discussions», avertissait M. Pierre Bérégovoy à son tour, à la réunion du G 7, initialement prévue à Washington, ont été déplacées à New York. Un communiqué d'une surprenante longueur (cinq pages), peu de temps consacré à l'autre grand sujet (le sort qu'il faudrait réserver aux Républiques ex-soviétiques) : la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des sept principaux pays industrialisés (1), le 25 janvier à Garden-City, la banlieue new-yorkaise, n'a pas permis de dégager une quelconque position commune, donnant indirectement raison au ministre français de l'économie et des finances. La situation des économies occidentales est la même, d'harmoniser les politiques économiques de pays en récession (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada) ou en ralentissement (les quatre autres) expliquent la faible résultat de la réunion.

GARDEN-CITY de l'envoyé spécial

Le document final souligne que les Sept «ont intensifié leur coopération afin de renforcer la croissance économique mondiale», mais, «le fait qu'on imagine mal les grands argentiers exprimer un vœu contraire, il est engagement, que le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est empressé

de présenter à la fois comme une victoire collective et comme le résultat de la forte pression exercée par les États-Unis, a rapidement trouvé ses limites dans la suite du communiqué. Après avoir manifesté le désir de créer «un environnement propice à un renouveau de la confiance des agents économiques», à partir d'un cadre constitué de politiques budgétaires et monétaires «à une croissance dans la mesure des prix sur le long terme», et soulignant au passage que «chaque pays peut mettre en œuvre des politiques budgétaires, monétaires et structurelles visant à améliorer les conditions d'une croissance solide dans la stabilité des prix», étant entendu «la combinaison de ces politiques devrait varier selon la situation du pays».

«Trouver ses propres remèdes»

Autant dire que les «fiches» présentées par chacun des sept pays membres pour expliquer le bien-fondé de sa politique économique, qui «fidèlement reprises dans le communiqué final, ce qui constitue indéniablement une novation, n'ont toutefois aucune valeur d'engagement à l'égard de ses partenaires. Dès samedi matin, le Japon et l'Allemagne, les deux pays régulièrement accusés en coulisses de préférer l'égoïsme sacré des nations à la solidarité qui émietterait sur leurs intérêts, avaient clairement indiqué qu'ils n'entendaient pas modifier leur position. «Chaque pays doit trouver ses propres remèdes à la situation», a déclaré au cours d'une conférence de presse M. Thorp Waigel, le ministre allemand des finances. Du côté, le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, défendait fermement la politique monétaire

Abordée à la fin de l'ordre du jour, la question de l'ex-URSS a été traitée de façon complexe. Fonds monétaire international (FMI), lequel a été de suivre bientôt les réformes économiques entreprises dans les Républiques ex-soviétiques, à présent indépendantes. Le communiqué lie toutefois que la transformation de ces économies «un processus long et difficile» et met comme préalable à toute action «le 7 et du FMI la poursuite du service de la dette qui n'a pas fait l'objet d'un différend». Rappelant que la Russie, les pays baltes, l'Ukraine, le Kazakhstan et l'Arménie ont demandé leur adhésion au Fonds, ils préconisent que cette formalité soit accomplie lors de la prochaine session de printemps du FMI. Cette recommandation permet sept d'éviter publiquement la discussion sur l'éventualité d'une aide financière occidentale à l'ex-Union soviétique autre qu'humanitaire. Il en va de même du fait que plusieurs milliards de dollars destinés à consolider les réformes économiques en Russie et à stabiliser le rouble, une demande adressée officiellement par Moscou au G 7 et qui, à Garden-City, est restée lettre morte.

(1) Le G 7 regroupe l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et le Japon.

Fédération syndicale mondiale (FSM), organisation d'obédience communiste fondée à l'égide de l'ex-URSS, «n'est plus en mesure de répondre aux objectifs fixés par son dernier congrès» qui visaient à en faire une «véritablement indépendante». «En quête de pistes nouvelles», la CGT souhaite donc «établir un maximum de contacts et d'échanges avec les organisations qui ne sont pas liées à l'ancien schéma de la Confédération internationale des syndicats (CISL) qui n'en sont pas membres. En revanche, elle réitère sa volonté d'adhésion à la Confédération européenne des syndicats (CES), non sans affirmer que les accords Maastricht placent «délit» le social, tout ce qui concerne l'homme, la famille, la vie et le remorque de l'économie, dominé par les monopoles».

J.-M.

Décidés à encourager une croissance non inflationniste

Les pays du G 7 ne sont pas parvenus à coordonner leurs politiques monétaires

présenter à la fois comme une victoire collective et comme le résultat de la forte pression exercée par les États-Unis, a rapidement trouvé ses limites dans la suite du communiqué. Après avoir manifesté le désir de créer «un environnement propice à un renouveau de la confiance des agents économiques», à partir d'un cadre constitué de politiques budgétaires et monétaires «à une croissance dans la mesure des prix sur le long terme», et soulignant au passage que «chaque pays peut mettre en œuvre des politiques budgétaires, monétaires et structurelles visant à améliorer les conditions d'une croissance solide dans la stabilité des prix», étant entendu «la combinaison de ces politiques devrait varier selon la situation du pays».

«Trouver ses propres remèdes»

Autant dire que les «fiches» présentées par chacun des sept pays membres pour expliquer le bien-fondé de sa politique économique, qui «fidèlement reprises dans le communiqué final, ce qui constitue indéniablement une novation, n'ont toutefois aucune valeur d'engagement à l'égard de ses partenaires. Dès samedi matin, le Japon et l'Allemagne, les deux pays régulièrement accusés en coulisses de préférer l'égoïsme sacré des nations à la solidarité qui émietterait sur leurs intérêts, avaient clairement indiqué qu'ils n'entendaient pas modifier leur position. «Chaque pays doit trouver ses propres remèdes à la situation», a déclaré au cours d'une conférence de presse M. Thorp Waigel, le ministre allemand des finances. Du côté, le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, défendait fermement la politique monétaire

Abordée à la fin de l'ordre du jour, la question de l'ex-URSS a été traitée de façon complexe. Fonds monétaire international (FMI), lequel a été de suivre bientôt les réformes économiques entreprises dans les Républiques ex-soviétiques, à présent indépendantes. Le communiqué lie toutefois que la transformation de ces économies «un processus long et difficile» et met comme préalable à toute action «le 7 et du FMI la poursuite du service de la dette qui n'a pas fait l'objet d'un différend». Rappelant que la Russie, les pays baltes, l'Ukraine, le Kazakhstan et l'Arménie ont demandé leur adhésion au Fonds, ils préconisent que cette formalité soit accomplie lors de la prochaine session de printemps du FMI. Cette recommandation permet sept d'éviter publiquement la discussion sur l'éventualité d'une aide financière occidentale à l'ex-Union soviétique autre qu'humanitaire. Il en va de même du fait que plusieurs milliards de dollars destinés à consolider les réformes économiques en Russie et à stabiliser le rouble, une demande adressée officiellement par Moscou au G 7 et qui, à Garden-City, est restée lettre morte.

«Trouver ses propres remèdes»

Autant dire que les «fiches» présentées par chacun des sept pays membres pour expliquer le bien-fondé de sa politique économique, qui «fidèlement reprises dans le communiqué final, ce qui constitue indéniablement une novation, n'ont toutefois aucune valeur d'engagement à l'égard de ses partenaires. Dès samedi matin, le Japon et l'Allemagne, les deux pays régulièrement accusés en coulisses de préférer l'égoïsme sacré des nations à la solidarité qui émietterait sur leurs intérêts, avaient clairement indiqué qu'ils n'entendaient pas modifier leur position. «Chaque pays doit trouver ses propres remèdes à la situation», a déclaré au cours d'une conférence de presse M. Thorp Waigel, le ministre allemand des finances. Du côté, le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, défendait fermement la politique monétaire

Abordée à la fin de l'ordre du jour, la question de l'ex-URSS a été traitée de façon complexe. Fonds monétaire international (FMI), lequel a été de suivre bientôt les réformes économiques entreprises dans les Républiques ex-soviétiques, à présent indépendantes. Le communiqué lie toutefois que la transformation de ces économies «un processus long et difficile» et met comme préalable à toute action «le 7 et du FMI la poursuite du service de la dette qui n'a pas fait l'objet d'un différend». Rappelant que la Russie, les pays baltes, l'Ukraine, le Kazakhstan et l'Arménie ont demandé leur adhésion au Fonds, ils préconisent que cette formalité soit accomplie lors de la prochaine session de printemps du FMI. Cette recommandation permet sept d'éviter publiquement la discussion sur l'éventualité d'une aide financière occidentale à l'ex-Union soviétique autre qu'humanitaire. Il en va de même du fait que plusieurs milliards de dollars destinés à consolider les réformes économiques en Russie et à stabiliser le rouble, une demande adressée officiellement par Moscou au G 7 et qui, à Garden-City, est restée lettre morte.

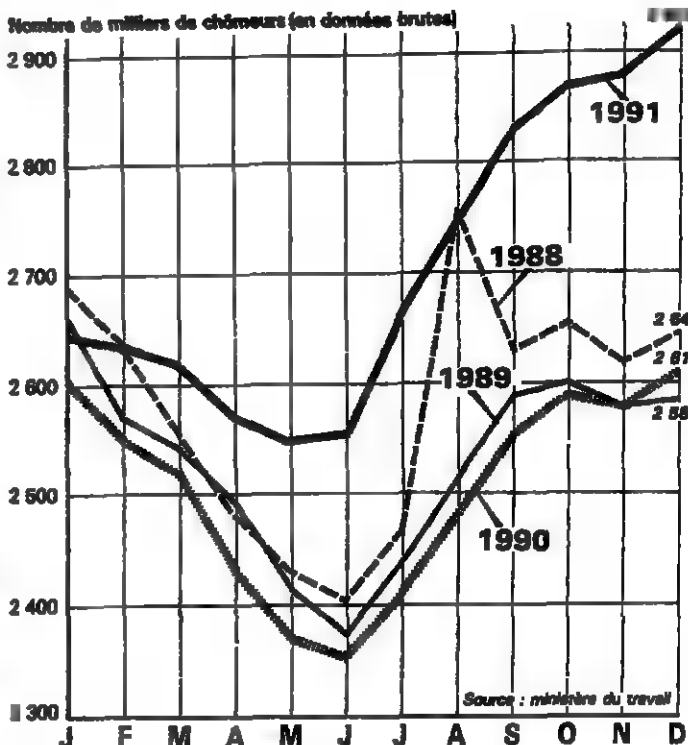
(1) Le G 7 regroupe l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et le Japon.

Le chômage s'est stabilisé en décembre

Avec une baisse de 0,05 %, en décembre corrigée, le chômage s'est stabilisé en décembre 1991, selon les statistiques publiées le 27 janvier par le ministère du travail. En fin de mois, on comptabilisait ainsi 2 648 000 demandeurs d'emploi, soit 1 300 supplémentaires par rapport à novembre, mais 250 de plus qu'il y a un an (+ 11,7 %).

En données brutes, le rythme de progression a ralenti à 1,1 % par rapport à novembre, le niveau de chômage s'est rapproché dangereusement des 3 millions de chômeurs : 2 648 000 personnes inscrites à l'ANPE, c'est-à-dire 36 378 de plus qu'en novembre (+ 1,3 % en un mois, + 11,8 %

et de 23 % en un an. Les vagues de réductions d'effectifs, annoncées depuis le printemps, exercent leur influence. Au total, 473 000 licenciements économiques sont intervenus depuis le début de l'année, soit 400 000 de plus qu'en 1990. Tandis que les jeunes et les hommes adultes apparaissent, selon un mécanisme bien connu, comme les premiers bénéficiaires de l'amélioration toute relative, la situation s'aggrave pour les chômeurs de longue durée. Conséquence du ralentissement économique du deuxième semestre 1990, la durée moyenne du chômage augmente de deux jours un an et



un an). Au 31 décembre 1991, le nombre de chômeurs de longue durée a atteint 1 377 000, soit 13,7 % du total. Le rythme d'augmentation du chômage s'est maintenu à 9,8 %.

Manifestement, les licenciements ont un léger mieux sur le marché du travail, surtout sensible au mouvement des entreprises de l'industrie. Tous motifs confondus, les sorties de l'ANPE ont été accrues en un an de 1,1 %, en données corrigées de 6,6 % en données brutes. Mais il faut aussi voir l'effet des exonérations de charges, qui ont permis l'embauche de 10 000 jeunes en 1991, et qui ont certainement dopé le volume des offres d'emploi déposées à l'agence (+ 9,1 % en un an, en données corrigées). En outre, le nettoyage des fichiers porte ses fruits : les annulations d'inventaire ont été de 280,7 % en un mois (de 292,2 % en un an). Du côté des nouvelles entrées au chômage, la hausse a été également à l'ascendant (+ 0,1 % en un an, en données corrigées), après les fortes augmentations de l'année 1990. Ces arrivées continuent d'inquiéter, puisque les licenciements économiques ont été de 7,1 % en un an.

La baisse du chômage s'est maintenue à 9,8 %.

Manifestement, les licenciements ont un léger mieux sur le marché du travail, surtout sensible au mouvement des entreprises de l'industrie. Tous motifs confondus, les sorties de l'ANPE ont été accrues en un an de 1,1 %, en données corrigées de 6,6 % en données brutes. Mais il faut aussi voir l'effet des exonérations de charges, qui ont permis l'embauche de 10 000 jeunes en 1991, et qui ont certainement dopé le volume des offres d'emploi déposées à l'agence (+ 9,1 % en un an, en données corrigées). En outre, le nettoyage des fichiers porte ses fruits : les annulations d'inventaire ont été de 280,7 % en un mois (de 292,2 % en un an). Du côté des nouvelles entrées au chômage, la hausse a été également à l'ascendant (+ 0,1 % en un an, en données corrigées), après les fortes augmentations de l'année 1990. Ces arrivées continuent d'inquiéter, puisque les licenciements économiques ont été de 7,1 % en un an.

ALAIN LEBEAUBE

La baisse du chômage s'est maintenue à 9,8 %.

APPEL DE CANDIDATURES EN VUE D'UNE ÉTUDE PROSPECTIVE

1) ORGANISME RESPONSABLE : ASSOCIATION DES RÉGIONS FRANÇAISES DU GRAND EST, 17, boulevard de la Trémoille, BP 1111 - 21035 DIJON CEDEX. 80-44-34-16

2) OBJET DE LA CONSULTATION : Dans le cadre de travaux interrégionaux de prospective et d'aménagement du territoire, la consultation a pour objet la réalisation d'organismes qui seront chargés de la réalisation d'une, deux ou trois études particulières, indépendantes, complémentaires ou unes des autres.

3) CONTENU DES ÉTUDES : Les trois études visent à améliorer la connaissance du territoire géographique constitué par l'Alsace, la Bourgogne, la Champagne-Ardenne, la Franche-Comté et la Lorraine.

1^{re} ÉTUDE : Réseau de villes du Grand Est. Chercher à favoriser les coopérations entre grandes villes, tout particulièrement dans les domaines de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la culture.

2^e ÉTUDE : Espaces ruraux du Grand Est. Quelles actions mettre en œuvre et comment les coordonner pour pallier la fragilité du monde rural du Grand Est ? Coût estimé de l'étude : 150 000 F.

3^e ÉTUDE : Étude stratégique des moyens de communication dans le Grand Est. Comment réaliser la continuité de l'espace du Grand Est ? Quelles actions mettre en œuvre et comment les coordonner pour pallier la fragilité du monde rural du Grand Est ? Coût estimé de l'étude : 300 000 F.

4) DÉLAI D'EXÉCUTION : maximum 1 an.

5) DÉLAI DE LA CONSULTATION : Les candidatures, accompagnées de la réponse au cahier des charges, devront être déposées à l'association précitée le vendredi 28 février 1992. Les critères de sélection des candidatures peuvent être consultés à l'adresse.

مكتبات الأصل

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Des hormones de croissance pour le constructeur automobile suédois

Volvo et Procordia décident la fusion de leurs groupes

L'affaire a été bouclée rapidement. Samedi 27 janvier, MM. Pehr Gyllenhammar, grand patron de Volvo, et Sören Gyll, celui de Procordia (produits pharmaceutiques et agroalimentaires) annonçaient la fusion de leurs deux groupes. Le nouveau groupe s'appellera Volvo, aura un chiffre d'affaires de 115 milliards de couronnes, 105 000 employés et un capital propre de 43 milliards. L'instar du groupe Fiat, le constructeur automobile suédois s'intéresse donc lui aussi à l'agroalimentaire.

STOCKHOLM

Techniquement, c'est Procordia qui achète Volvo, compte de leurs valeurs boursières respectives : environ 10 milliards de couronnes pour Volvo et plus de 30 milliards pour Procordia. Les

170 actionnaires de Volvo sont invités à échanger leurs actions contre les actions Procordia (4 Volvo pour 9 Procordia). L'offre, qui représente 38,7 milliards de couronnes (autant de francs), suppose que les actionnaires de Procordia donneront leur aval lors de leur assemblée générale en mai prochain. Elle suppose aussi la réduction d'un droit de vote de l'Etat à quelque 22 par cent de ses actions privilégiées. Il trouverait sinon actionnaire majoritaire 44 des voix.

« Spectaculaire » et « douteuse »

1990, Volvo avait vendu à Procordia une entreprise « El » - secteur agroalimentaire, Provindor, ainsi qu'une importante participation dans la société de produits pharmaceutiques Pharmacia. Volvo obtenait en échange 42,7 % des voix pour 5 % du capital ; l'Etat, à égalité, 42,7 % des voix pour seulement 34,2 % du capital. En effet, le gouvernement

avait été opposé à ce que Volvo soit majoritaire. Le projet du « consortium » Procordia était réparti en Bourse. Procordia, depuis, a généralement qualifié d'entreprise « semi-étatisée », une appellation que son propre PDG depuis 1988, M. Sören Gyll, n'a d'ailleurs jamais acceptée.

Le projet a pris du court : le gouvernement et le ministre de l'Industrie. Le gouvernement avait en effet l'intention de privatiser une vingtaine d'entreprises dont - et sans doute en bonne place - Procordia. Volvo et Procordia lui coupent l'herbe sous le pied. La commission a cependant barré la route à la première offre de Procordia qui voulait échanger dix actions de Procordia contre quatre de Volvo. Ils ont donc passé à neuf. Le gouvernement pourrait essayer d'obtenir plus large compensation.

« Spectaculaire », « douteuse », « bizarre » : la plus grosse affaire jamais menée en Suède - et qui plus est entre les deux plus gros du pays - a fait couler beaucoup d'encre le week-end. Une bonne affaire pour Volvo qui, avec sa grosse production de voitures, profite du bon cash-flow de Procordia, en grande partie gérée par la société de produits pharmaceutiques Kabi-Pharmacia (qui fabrique entre autres une hormone de croissance). Procordia profitera du réseau international de Volvo et de son bien établi, la plus synergique, revanche, rien : Volvo et Procordia n'ont rien en commun. Véhicules et transport d'un côté, produits pharmaceutiques et agroalimentaires de l'autre, ce sont deux secteurs, les graisses, les gazes, les conserves de poisson.

M. Pehr Gyllenhammar serait la proposition, président du conseil d'administration du nouveau Volvo. M. Gyll, son PDG, et M. Christer Zetterberg, l'actuel PDG de Volvo, rétrogradé à la troisième place, sont les PDG adjoints, en tant que responsable de la division transport.

La participation de Volvo se situe dans cette opération. Elle est de 8,3 % à 4,2 %. A la suite du constructeur français, content d'une opération qui va améliorer la situation financière de Volvo.

FRANÇOISE NIÉTO

Réclamant une hausse des salaires de 10,5 % pour 1992

L'IG Metall consulte ses adhérents de la sidérurgie sur le principe d'une grève

Environ 130 000 ouvriers du Nord de la Ruhr, du Land de Basse-Saxe et de la région de Brême, appartenant au puissant syndicat allemand IG Metall, ont voté samedi 27 janvier sur le principe d'une grève. Ce vote durera cinq jours et les résultats seront connus vendredi 31 janvier. Il pourrait entraîner un arrêt général du travail si les moins de 20 ans s'en déclarent partisans.

Le conflit qui oppose le syndicat au patronat résulte de négociations ratées : l'IG Metall réclame une hausse de 10,5 % pour 1992 - augmentation ramenée à moins de 7 % en cours de négociations - que le patronat propose 5,7 %. Lors d'un meeting à Duisbourg, le groupe Thyssen, M. Franz Kuehler, président de l'IG Metall, a déclaré le patronat d'avoir tout fait pour éviter « à un conflit exemplaire ». Les responsables économiques du pays, le ministre Helmut Kohl lui-même, multiplient les mises en garde : les hausses de prix trop élevées, génératrices d'inflation. Lors de la réunion du 7 à New-York, le gouvernement a exprimé l'espoir que la médiation sera préservée, ce qui contribuera à éviter les pressions sur les prix. - (AFP)

(Lire l'enquête d'Héris Branson dans le Monde de l'économie.)

Grave crise économique dans l'ex-fédération

Le dinar yougoslave est fortement dévalué

BELGRADE

Le gouvernement yougoslave

démisionnaire, où ne siègent que les représentants de la Monténégine, a décidé de dévaluer le dinar de 80 % à partir du samedi 27 janvier à minuit. Le deutchmark, qui valait officiellement 13 dinars depuis le 1er avril 1991, passe à 110 dinars. Cette décision était attendue, car le dinar s'échangeait récemment sur les marchés parallèles à moins de huit fois sa valeur officielle, un cours qui déterminait le niveau des prix au détail.

L'écroulement de la fédération, la guerre et la rupture du marché yougoslave ont plongé cette région des Balkans dans une grave crise économique. Confrontée à une forte pénurie de devises, produisant la chute de la monnaie internationale, la chute des investissements étrangers, le krach touristique et la diminution des dépôts des Yougoslaves travaillant à l'étranger, l'ex-Yougoslavie s'est vue contrainte de réduire

importations. L'effondrement des échanges a déprimé le niveau de la production.

La chute de l'activité a été accompagnée d'une brusque poussée de l'inflation. Ramenée à 130 % en 1990 grâce à la « thérapie de choc » de l'ex-premier ministre, M. Ante Markovic, la hausse du prix de détail atteignait les 1 100 % (en rythme annuel) fin décembre 1991. La décision du gouvernement yougoslave de dévaluer le dinar ne sera déjà plus la Slovincie et la Croatie. L'effet, l'écroulement de la Yougoslavie a été marqué par le rétablissement des échanges en devises entre les Républiques de l'ex-fédération et l'introduction de nouvelles monnaies. Le 10 octobre 1991, la Slovincie, accordant l'indépendance, a introduit le tolar. En décembre, la Croatie introduisait le dinar. La Macédoine et la Bosnie-Herzégovine envisagent d'introduire, elles aussi, leur propre monnaie.

FLORENCE HARTMANN

CEE

Grève des commissionnaires en douane dans neuf pays de la Communauté

L'abolition des frontières fiscales, le 1er décembre 1992, inquiète les commissionnaires en douane. Cette profession s'oppose à la dédouanement pour le transport des entreprises, activité concernée le fret maritime, aérien et terrestre. Les neuf pays, lundi 27 janvier, ont décidé de ne pas se laisser perturber par la grève des douanes routières de France, Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Portugal, Grèce, Pays-Bas. La Commission française des organisations des commissionnaires en douane (FFOCT), l'instauration du marché unique européen pourrait entraîner le licenciement de 2 000 personnes en France et 10 000 en Europe. « De nombreuses entreprises de l'artisanat et du commerce de détail, les PME les plus importantes subissent une année très difficile », prévoit la FFOCT, qui réclame un plan d'urgence économique.

INDICATEURS

CEE

Inflation : + 4,8 % dans les pays de la CEE en 1991. - La hausse des prix a été, en moyenne, limitée à 0,1 % en décembre 1991 par rapport à novembre dans les douze pays de la CEE. Sur un an (décembre 1991 comparé à décembre 1990), la hausse est de 4,8 %. La France, + 3,1 %, se situe après le Danemark (+2,3 %), le Luxembourg (2,8 %) et la Belgique (+2,8 %).

POLOGNE

Budget : déficit de 8,5 milliards de francs au premier trimestre. - Après plusieurs semaines de débats, le Parlement polonais a finalement adopté, samedi 25 janvier, le projet de budget pour le premier trimestre de 1992. Malgré des coupes très sévères dans les dépenses, ce projet table sur un déficit de 17 500 milliards de zlotys (8,5 milliards de francs).

VILLE DE MARSEILLE

CONSULTATIONS DE PROMOTEURS-INVESTISSEURS
AVIS DE CONSULTATION N° 92/5
OPÉRATION DU 77, AVENUE JOSEPH-VIDAL
MARSEILLE (8^e ARRONDISSEMENT)

La Ville de Marseille lance une consultation en vue de la cession en pleine propriété d'un terrain municipal situé au 77, avenue Joseph-Vidal, d'une surface de 6 200 m², et cadastré sous le n° 96, section K - quartier de Bonneveine.

Cette cession a pour but la réalisation d'un programme immobilier de type libre. La constructibilité potentielle dudit terrain peut être évaluée aux environs de 4 650 m² HO.

AVIS DE CONSULTATION N° 92/6
OPÉRATION DU 10, RUE D'ISLY/71, RUE ROGER-BRUN
MARSEILLE (5^e ARRONDISSEMENT)

La Ville de Marseille lance une consultation en vue de la cession en pleine propriété d'un terrain municipal situé au 10, rue d'Isly/71, rue Roger-Brun, d'une surface de 2 399 m², et cadastré sous le n° 123, de la section H, quartier Baillie.

Cette cession a pour but la réalisation d'un programme immobilier de type libre. La constructibilité potentielle dudit terrain peut être évaluée aux environs de 4 000 m² HO.

Ces consultations ouvertes s'adressent à des promoteurs-investisseurs qui devront s'adjoindre un architecte de leur choix, dont ils assureront la rémunération.

Les propositions devront comporter un programme, une esquisse de volumes, des esquisses d'ambiance, ainsi qu'une offre de change foncière.

RETRAIT DES DOSSIERS ET RENSEIGNEMENTS :
Les dossiers pourront être retirés aux heures ouvrables (8 h 30-12 h et 13 h-17 h) entre le 11 février et le 28 février 1992 à la :

MISSION D'AMÉNAGEMENT URBAIN (M.A.U.)
PARC VALMER
271, CORNICHE J.-F. KENNEDY, 13007 MARSEILLE
AU 2^e ÉTAGE - SECRÉTARIAT DE M. AROUMOGOM
Pour tous renseignements appeler le 91-55-31-57.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : 27 MARS 1992, 16 HEURES, terme de rigueur.

ADRESSE OÙ ELLES DOIVENT ÊTRE TRANSMISES :
Pour chaque opération, les offres en trois exemplaires, établies conformément au règlement de la consultation, devront parvenir sous double enveloppe :

- SOIT PAR VOIE POSTALE, RECOMMANDÉE AVEC A.R. OU PAR CHRONOPOST,
- SOIT PAR REMISE DIRECTE CONTRE RÉCÉPISSE, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h.

L'adresse suivante :
MAIRIE DE MARSEILLE S.C.A.M.
39 bis, RUE SAINT-PIERRE, 13001 MARSEILLE

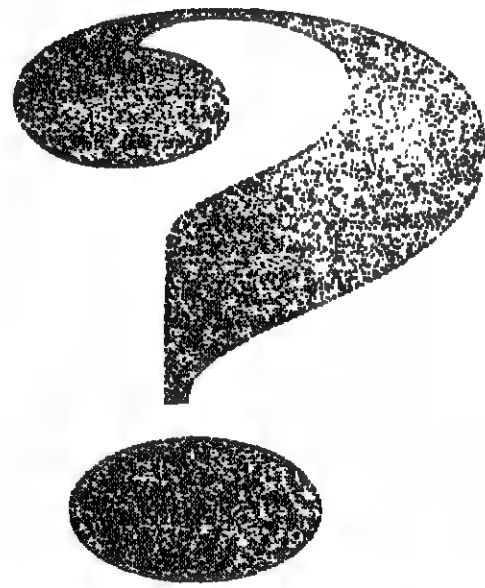
Pour chaque opération :
L'enveloppe extérieure : la mention correspondante :
■ Avis de consultation n° 92/5 - soumission - TERRAIN MUNICIPAL, 77, AV. JOSEPH-VIDAL (8^e ARRONDISSEMENT) - RÉALISATION D'UN PROGRAMME IMMOBILIER

ou
■ Avis de consultation n° 92/6 - soumission - TERRAIN MUNICIPAL, 10, RUE D'ISLY/71, RUE ROGER-BRUN (5^e ARRONDISSEMENT) - RÉALISATION D'UN PROGRAMME IMMOBILIER

L'enveloppe intérieure sur laquelle sera inscrit le nom du candidat
TOUT AUTRE MODE DE DÉPÔT, ENVOI NON EXPÉDIÉ À L'ADRESSE EXACTE CI-DESSUS, Y COMPRIS POSTEXPRESS NON RECOMMANDÉE AVEC A.R., ENTRAÎNERA LE REJET DES OFFRES PRÉSENTÉES.
DATE D'ENVOI DE L'AVIS À LA PUBLICATION : 23 janvier 1992.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Un placement boursier qui sourit à la hausse sans déprimer à la baisse...



CONTRAT SÉCURITÉ ACTIONS

Vous souhaitez investir sans risquer votre capital. Vous désirez valoriser votre placement en bénéficiant des hausses du marché des actions françaises sans être pénalisé par les baisses. Votre projet est le nôtre : avec le Contrat Sécurité Actions de la Banque Populaire, vous pouvez désormais profiter de cette double garantie. En effet, à l'échéance de votre placement*, la totalité de votre investissement d'origine vous sera restituée (hors droit d'entrée). Mais surtout, il sera valorisé

de toutes les progressions annuelles de l'indice CAC 40 enregistrées au cours de votre contrat : 70 % de la progression de l'indice CAC 40 les trois premières années et 100 % la quatrième année. Chaque progression constatée ne peut être remise en cause par une baisse ultérieure du marché. Pour profiter de la Bourse sans en subir les risques, souscrivez le Contrat Sécurité Actions auprès de l'une des agences de la Banque Populaire.

* 20 000 Francs minimum sur 4 ans.

du 20 Janvier au 14 Février 1992



BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

POLITIQUE

20 Le Monde ■ Mardi 28 janvier 1992 ■

Le Monde International

REPRODUCTION INTERDITE

international product manager SOFTWARE DEVELOPMENT TOOLS

This is a "ground-floor opportunity" for experienced International Marketing professionals to join and grow with a brand new European software and services group.

Focussing on application development products and services for the IBM user, our pan-European group, with already 100 staff across Europe, requires marketing staff of the highest calibre for our European Marketing Center.

- You will be responsible for :
- Liaison with product development (U.K.) and European sales offices
 - Competitive analysis, positioning and pricing
 - Creation of sales materials
 - Initial product launch and ongoing management throughout Europe.

Applicants with a knowledge of database and repository technology in the IBM AD/CYCLe development environment will be most welcome.

Degree level education, you have 3 years experience in the computer industry (preferably IBM market, e.g. with a vendor or a company). The successful candidate should have excellent writing and communication skills.

Multi-lingual : you speak French and English fluently. One other European language will be appreciated.

Frequent travel (30-40 % of time) will be required, throughout Europe and occasionally in the U.S.A.

Please forward application which will be handled confidentially to : GABILLON, ref. : DG 002.



COCEPLAN
à l'écoute des talents

2, rue Louis Clavel - 75014 PARIS

LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD) recherche pour son siège à ABIDJAN

DEUX STATISTICIENS

Dans les domaines de la comptabilité nationale, des statistiques des prix, et/ou des finances publiques.

Ils seront chargés de :

- Collecter, analyser et diffuser des informations statistiques sur les 51 pays membres Africains de la BAD ;
- Contribuer à la préparation des publications statistiques ;
- Développer et appliquer des techniques et méthodes des données manquantes ;
- Entreprendre des études méthodologiques et analytiques indépendantes.

Les candidat(e)s doivent avoir les qualifications et expériences suivantes :

Diplôme d'études universitaires supérieures, ou diplôme équivalent de statistique ou dans un domaine connexe, avec spécialisation dans les domaines de statistiques économiques appropriées. Expérience d'au moins sept ans dans l'un des domaines suivants : dans un office statistique national ou international. Familiarité avec les systèmes statistiques africains. Aptitude à assister les offices statistiques des pays membres régionaux dans les domaines de compétence. Bonne expérience du traitement informatique des données statistiques.

La Banque offre un traitement compétitif exempt d'impôts basé sur les qualifications et l'expérience. Le salaire moyen minimum de base sera entre 50 000 F C et 60 000 F C par an en plus des avantages sociaux généraux.

Maîtrise de l'anglais ou du français. Connaissance de l'autre langue.

Envoyer de candidature + CV au plus tard le 30 mars 1992 à :

Directeur du département des ressources humaines
Banque Africaine de Développement
01 BP 1387, ABIDJAN 01
COTE-D'IVOIRE

RESPONSABLE CONTRATS

Le Bureau des Services d'appui aux projets (BSP) fait partie du Programme des Nations Unies pour le développement et assure, par son réseau de plus de 100 bureaux dans le monde entier, la planification, la gestion de fonds et la coordination de l'ensemble du système de coopération technique des Nations Unies. Le BSP gère et met en œuvre de nombreux projets dans les pays en développement, une grande partie de son action consistant à élaborer des contrats pour des biens et services d'une valeur supérieure à 200 millions de dollars par an.



undp

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES

À NEW YORK, le BSP a pourvoir un poste, notamment en un conseil en matière de contrats, allant de l'assistance à la mise au point jusqu'à l'examen et la résolution des réclamations. Le titulaire du poste sera également chargé de l'élaboration des procédures quant à l'utilisation des ressources contractuelles.

Les candidats devront posséder une solide expérience dans le domaine des contrats, tant dans le secteur privé que public, dans un environnement international multilingue. Ils devront être titulaires d'un diplôme de second cycle en administration publique, droit ou administration commerciale, de préférence une spécialisation dans l'élaboration et la gestion de contrats. Ils devront maîtriser l'anglais et le français, la connaissance de l'espagnol sera appréciée.

Veillez adresser votre curriculum vitae en précisant l'enveloppe la référence OPS/Contracts Officer (Vacancy #2077/92) à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Les candidatures seront particulièrement bienvenues. Les candidatures devront parvenir au plus tard le 31 février 1992. Seuls les candidats dont le profil correspond au poste à pourvoir recevront une réponse.

UN NUEVO CONCEPTO, UNA EXPANSIÓN EXCEPCIONAL

EL GRUPO EUROMAN es un gabinete internacional especializado en SELECCION DE PUESTOS OPERATIVOS (Comerciales, Técnicos, Directivos) POR ANUNCIO Y BUSQUEDA DIRECTA. Nuestro resultado resulta de métodos rigurosos y de un reconocido profesionalismo. Para participar activamente en nuestro desarrollo en España, buscamos :

CONSULTORES

MADRID

5.000.000 Pts +

SU MISIÓN : gracias a una formación permanente y concreta a nuestros métodos desarrollar su propia clientela realizar cada una de sus misiones en su integridad, con total autonomía y responsabilidad desarrollar una verdadera relación de colaboración con sus clientes.

SU PERFIL : nacionalidad Española 27-32 años formación superior (licenciados, Ingenieros...) el dominio de un idioma extranjero es una ventaja una experiencia comercial operativa (ventas, dirección de equipo...) de mínimo 3 años en un puesto muy exigente autoridad, dotes de argumentación, capacidad de análisis y decisión, total compromiso en el trabajo.

LE OFRECEMOS : un concepto perfectamente definido una alta exigencia de calidad una notoriedad basada en nuestra credibilidad, nuestra cortesía, y nuestra eficacia la garantía de obtener rápidamente resultados verdaderas posibilidades de evolución, junto a un equipo muy unido.

Para valorar sus motivaciones durante una entrevista individual el 21/02/92 en Madrid o en París.

Envíe o telecopie su C.V., carta y fotografía a EUROMAN, C/Orense, 111 - 28002 MADRID, Fax : 19 34 1 571 42 44, indicando en la carta y en el sobre la referencia 1528.

EUROMAN

ESPAÑA

CABINET DE CONSEIL INTERNATIONAL
CHERCHE POUR L'EUROPE ET L'ASIE :

Sécialistes en promotion des entreprises, avec une expérience de :

- La direction / la gestion des entreprises.
- La direction des programmes / le financement / la promotion des entreprises.

Sécialistes dans la banque, avec une expérience dans :

- Le financement des petites et moyennes entreprises.
- La gestion de crédit avec une connaissance des politiques, des procédures et des systèmes de gestion.

Sécialistes en crédit / microcrédit, avec une expérience de :

- Gestion des programmes de petite prêts / populaires.
- Développement et application des politiques et procédures de microcrédit.

Les candidats retenus auront :

- 3 ans d'expérience minimum.
- La capacité de travailler dans une autre langue.
- Une excellente capacité de communication, écrite et orale.
- Le dynamisme et la capacité de motiver les autres.

Des postes de longue durée ou des missions ponctuelles disponibles. Les candidats sont invités à envoyer leur C.V. précisant leur disponibilité à :

Rosa DOS SANTOS - EUROSEPT ASSOCIÉS
98 route de la Reine - 92100 BOULOGNE.

RECRUTEMENTS

INTERNATIONAUX

Le Monde

avec 14 % de sa diffusion

1^{er} quotidien français à l'étranger

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

صكزا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 JANVIER

Cours relevés à 10 h 12

| Règlement mensuel | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|---------------|--------------|-----------------|---------------|--------|--------|---------------|--------------|-----------------|---------------|--------|--------|---------------|--------------|-----------------|---------------|--------|--------|---------------|--------------|-----------------|---------------|--------|--|
| Compan | VALEURS | Cours précéd | Précédent cours | Dernier cours | % | Compan | VALEURS | Cours précéd | Précédent cours | Dernier cours | % | Compan | VALEURS | Cours précéd | Précédent cours | Dernier cours | % | Compan | VALEURS | Cours précéd | Précédent cours | Dernier cours | % | |
| 4210 | C&E 3M | 4285 | 4290 | 4290 | + 0.12 | 4210 | C&E 3M | 4285 | 4290 | 4290 | + 0.12 | 4210 | C&E 3M | 4285 | 4290 | 4290 | + 0.12 | 4210 | C&E 3M | 4285 | 4290 | 4290 | + 0.12 | |
| 822 | IBM Corp | 180 | 180 | 180 | + 0.00 | 822 | IBM Corp | 180 | 180 | 180 | + 0.00 | 822 | IBM Corp | 180 | 180 | 180 | + 0.00 | 822 | IBM Corp | 180 | 180 | 180 | + 0.00 | |
| 1131 | UNIP. T.P. | 946 | 946 | 946 | + 0.00 | 1131 | UNIP. T.P. | 946 | 946 | 946 | + 0.00 | 1131 | UNIP. T.P. | 946 | 946 | 946 | + 0.00 | 1131 | UNIP. T.P. | 946 | 946 | 946 | + 0.00 | |
| 1489 | Thomson T.P. | 1220 | 1220 | 1220 | + 0.00 | 1489 | Thomson T.P. | 1220 | 1220 | 1220 | + 0.00 | 1489 | Thomson T.P. | 1220 | 1220 | 1220 | + 0.00 | 1489 | Thomson T.P. | 1220 | 1220 | 1220 | + 0.00 | |
| 330 | ADCO | 724 | 724 | 724 | + 0.00 | 330 | ADCO | 724 | 724 | 724 | + 0.00 | 330 | ADCO | 724 | 724 | 724 | + 0.00 | 330 | ADCO | 724 | 724 | 724 | + 0.00 | |
| 530 | Liquids | 861 | 861 | 861 | + 0.00 | 530 | Liquids | 861 | 861 | 861 | + 0.00 | 530 | Liquids | 861 | 861 | 861 | + 0.00 | 530 | Liquids | 861 | 861 | 861 | + 0.00 | |
| 1230 | Alu. Sup. | 1544 | 1544 | 1544 | + 0.00 | 1230 | Alu. Sup. | 1544 | 1544 | 1544 | + 0.00 | 1230 | Alu. Sup. | 1544 | 1544 | 1544 | + 0.00 | 1230 | Alu. Sup. | 1544 | 1544 | 1544 | + 0.00 | |
| 415 | AFS St Canada | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 415 | AFS St Canada | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 415 | AFS St Canada | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 415 | AFS St Canada | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 600 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 600 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 600 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 600 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 75 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 75 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 75 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 75 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 735 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 400 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | |
| 850 | Alu. Sup. | 520 | 520 | 520 | + 0.00 | 850 | Alu. Sup. | 520</ | | | | | | | | | | | | | | | | |

COMPTANT

Conclusions

SICAV (selection)

(selection)

24/1

| VALEURS | % du mont. | % du coupon | VALEURS | Cours princ. | Dernier cours | VALEURS | Cours princ. | Dernier cours | VALEURS | Cours princ. | Dernier cours | VALEURS | Cours princ. | Dernier cours | VALEURS | Emission | Emission | Rachet net | VALEURS | Emission | Emission | Rachet net | VALEURS | Emission | Emission | Rachet net | | | |
|--------------------|------------|-------------|------------------|--------------|---------------|------------|--------------|---------------|---------------|--------------|---------------|----------|--------------|---------------|--------------|----------|----------|------------|---------|----------|----------|------------|---------|----------|----------|------------|--|--|--|
| Obligations | | | | | | | | | | Etrangères | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Emp. 50 0/0 7/8 | 128 30 | 6 32 | C.I.M. | 1205 | 1280 | Ordel (Cg) | 375 | ..... | A.E.C. | 728 | ..... | Actien | 215 75 | 210 | France Paris | 80 83 | ..... | Provinc. | 803 43 | 899 26 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| Emp. 50 0/0 7/8 | 100 30 | 6 32 | C.I.T.R.A.M. (R) | 2525 | 2280 0 | Ordel (Cg) | 375 | ..... | Alco. Hy. Snc | 728 | ..... | Agroparc | 770 25 | 740 25 | France-Pays | 1224 58 | 1189 82 | Quatre | 132 73 | 125 48 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| 10 0/0 75 3/4 | 101 80 | 4 32 | Comet | 94 | 83 30 | Ordel (Cg) | 1112 | ..... | Alco. Alumin. | 111 70 | ..... | Amvco | 25670 10 | 25670 10 | France-Cap. | 34 22 | ..... | Revue | 615 01 | 615 01 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| Emp. 50 14 0/0 3/8 | 1 35 | ..... | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 197 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| Emp. 50 12 25 3/4 | 101 82 | 3 30 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| Emp. 50 11 50 3/8 | 111 85 | 10 34 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| 10 20% warr 88 | | 8 88 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| OAT 10% 5/2000 | | 8 88 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| OAT 9 5/8 12/1987 | | 9 21 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| OAT 9 5/8 1/1985 | | 9 21 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| OAT 10 3/8 1888 | | 10 30 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| PTT 11 25 3/8 88 | | 10 30 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CFF 10 3/8 88 | | 10 30 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CP 10 20% warr 80 | | 8 40 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| OAT 10 5/8 1578 | | 101 80 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (Cg) | 254 | ..... | Alco. Alumin. | 240 50 | ..... | Anglofr. | 640 43 | 621 78 | Provinc. | 241 08 | ..... | Revue | 5397 44 | 5394 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |  |  |  |
| CHB Bpwr 5000F | | 0 63 | ..... | ..... | ..... | Ordel (| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Cote des Changes

Marché libre de l'or

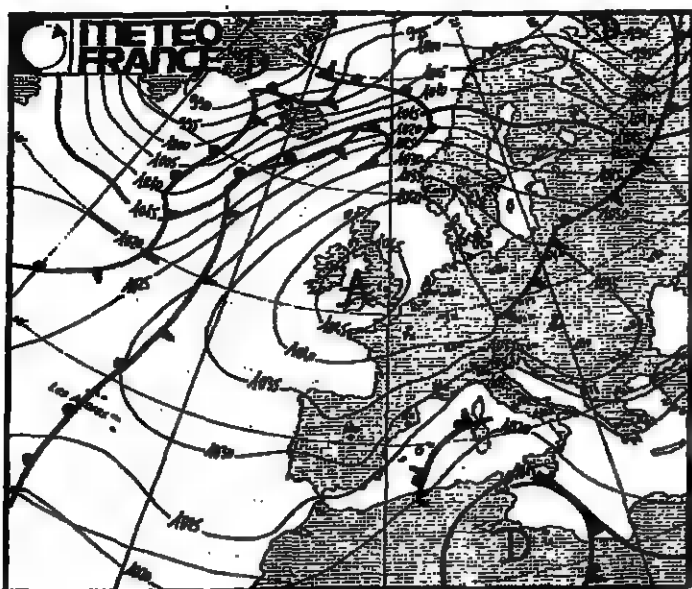
| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 27/1 | COURS DES BILLETS | | MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 27/1 |
|------------------------|----------------|---------------|-------------------|-------|------------------------|----------------|---------------|
| | | | achat | vente | | | |
| Etats-Unis (1 unit.) | 5 | | | | | | |
| Sol. | 16 | | | | | | |
| Allemagne (100 dm.) | 341 | | | | Or (le kilo en barre) | 62400 | |
| Belgique (100 fr.) | 16 | | | | Or fin (en lingot) | 52850 | |
| Brésil (100 r.) | 10 | | | | Népal (200) | 380 | |
| France (100 fr.) | 57 | | | | Pièce Fr (10 fr.) | 423 | |
| Italie (1000 lire) | 87 | | | | Pièce Suisse (20 fr.) | 360 | |
| Danemark (100 kr.) | 2 | | | | Pièce Latta (20 fr.) | 355 | |
| Cote d'Ivoire (1 U.S.) | 383 | | | | Souverain | 2055 | |
| Grèce (100 drachmes) | 16 | | | | | 460 | |
| Suisse (100 fr.) | 88 | | | | Pièce 10 dollars | 1037 50 | |
| Inde (100 r.) | 4 | | | | Pièce 5 dollars | 615 | |
| Norvège (100 kr.) | 4 | | | | Pièce 50 pesos | 2370 | |
| Autriche (100 sch.) | 4 | | | | Pièce 10 florins | 358 | |
| Espagne (100 pes.) | 4 | | | | | | |
| Portugal (100 esc.) | 4 | | | | | | |
| Canada (1 \$ can.) | 4 | | | | | | |

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demande

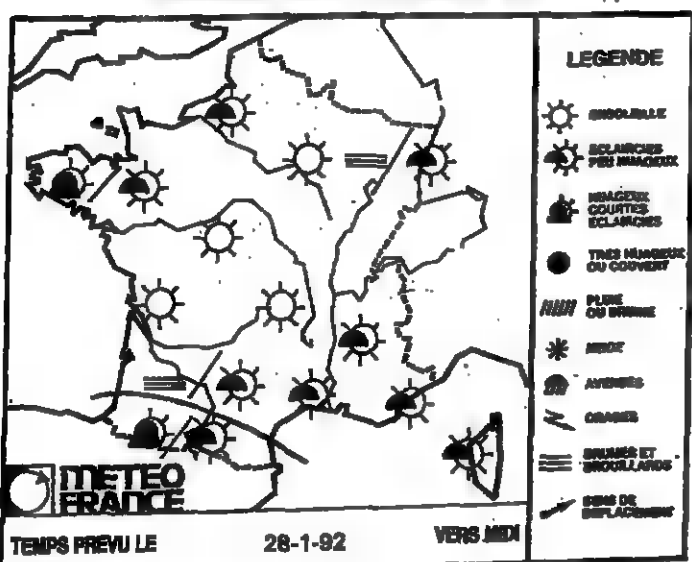
**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 JANVIER À 8 HEURE TU



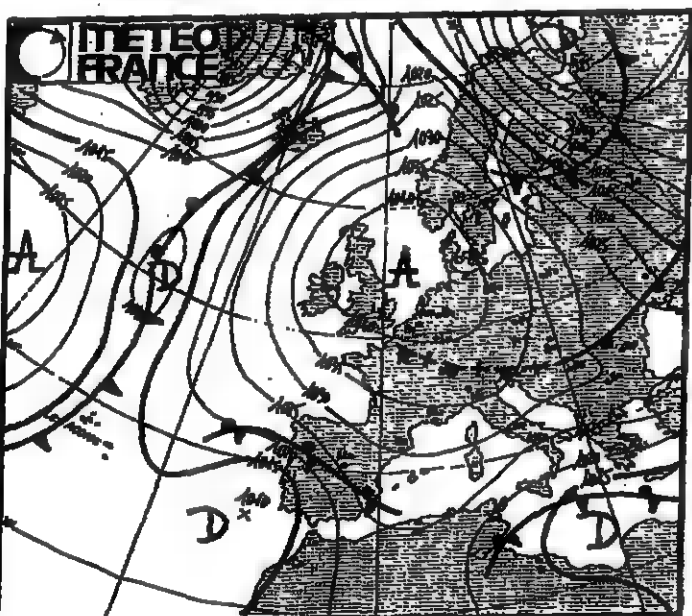
PRÉVISIONS POUR LE 28 JANVIER 1992



Mardi : du soleil sur l'ensemble du pays. Le matin, les brumes ou brouillards seront nombreux. Ils seront soulevés par le vent et surtout du mal à se dissiper dans le Sud-Ouest et dans le Nord-Est. L'après-midi sera ensoleillé sur tout le pays. Les nuages seront un peu plus nombreux près des Pyrénées et sur le Brocéliande. Le vent d'est sera faible à modéré sur la moitié nord, et la moitié sud. Entre la Corse et le continent, il sera de nord-est et s'atténuera.

Les températures maximales seront négatives pratiquement partout dans l'intérieur entre 0 et -2 degrés, légèrement positives sur la côte comprise entre 2 et 4 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, les températures maximales seront de 1 à 5 degrés sur la moitié nord, et de 5 à 8 degrés sur la moitié sud, et jusqu'à 11 à 12 degrés en Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 29 JANVIER 1992 À 12 HEURES TU



| TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| le 26-1-1992 à 16 heures TU et le 27-1-1992 à 8 heures TU | | | | | | | | | |
| FRANCE | | | | | | | | | |
| ALGER | 16 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 | 20 | 22 |
| BARCELONE | 15 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 | 19 | 21 |
| BORDAUX | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| BRESCIA | 10 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 |
| CARPI | 10 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 |
| CHERBOURG | 7 | 0 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 |
| CLERMONT-FR | 9 | 1 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 |
| DIJON | 8 | 0 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 |
| GRENOBLE | 6 | -2 | 0 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 |
| LILLE | 6 | 0 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 |
| LIMOGES | 7 | 0 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 |
| LIVON, BION | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| MARSEILLE | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| NANCY | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| NANTES | 8 | 1 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 |
| NICE | 16 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 | 20 | 22 |
| PARIS-MONT | 10 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 |
| PERPIGNAN | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| RENNES | 8 | 1 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 |
| ST-ETIENNE | 8 | 1 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 |
| STRASBOURG | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| ÉTRANGER | | | | | | | | | |
| ALGER | 16 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 | 20 | 22 |
| AMSTERDAM | 7 | 0 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 |
| ATHÈNES | 15 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 | 19 | 21 |
| BANGKOK | 28 | 20 | 22 | 24 | 26 | 28 | 30 | 32 | 34 |
| BARCELONE | 15 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 | 19 | 21 |
| BELGRADE | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| BERLIN | 6 | -2 | 0 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 |
| BOKALAS | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| CAIRO | 22 | 14 | 16 | 18 | 20 | 22 | 24 | 26 | 28 |
| CHONGQING | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| DAKAR | 32 | 24 | 26 | 28 | 30 | 32 | 34 | 36 | 38 |
| DEBBA | 15 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 | 19 | 21 |
| GENÈVE | 10 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 |
| HONGKONG | 28 | 20 | 22 | 24 | 26 | 28 | 30 | 32 | 34 |
| ISTANBUL | 15 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 | 19 | 21 |
| JERUSALEM | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| LE CAIRE | 22 | 14 | 16 | 18 | 20 | 22 | 24 | 26 | 28 |
| LES ANNES | 17 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 | 19 | 21 | 23 |
| LONDRES | 7 | 0 | 2 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 |
| LOS ANGELES | 18 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 | 20 | 22 | 24 |
| LUXEMBOURG | | | | | | | | | |
| LUXEMBOURG | 16 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 | 20 | 22 |
| MADRID | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| MARSAKECH | 21 | 13 | 15 | 17 | 19 | 21 | 23 | 25 | 27 |
| MEXICO | 17 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 | 19 | 21 | 23 |
| MILAN | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| MONTREAL | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| NARROW | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| NEW-DELHI | 27 | 19 | 21 | 23 | 25 | 27 | 29 | 31 | 33 |
| NEW-YORK | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| OSLO | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| PALMA-DE-MAJ | 15 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 | 19 | 21 |
| PEKIN | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| PRAGUE | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| ROMA | 14 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 | 20 |
| ST-PETERSBURG | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| STOCKHOLM | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| SYDNEY | 25 | 17 | 19 | 21 | 23 | 25 | 27 | 29 | 31 |
| TOKYO | 11 | 3 | 5 | 7 | 9 | 11 | 13 | 15 | 17 |
| TORONTO | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| VARSOVIE | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| VIENNE | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |
| YOKOHAMA | 12 | 4 | 6 | 8 | 10 | 12 | 14 | 16 | 18 |

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document tiré avec la technique spéciale de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

Ces questions qu'on se pose

C'ÉTAIT un sujet « pour les confrères » : la direction d'Antenne 2 avait-elle ou non... le 18 janvier, le sujet qu'elle a permis à Thierry Ardisson de diffuser sept jours plus tard. Autrement dit, en une semaine, la confraternité aura vécu. Et Antenne 2 accuse le présentateur vedette de TF1 Patrick Poivre d'Arvor d'avoir trébuché l'information.

Les faits remontent au 18 janvier. Ce soir-là, Antenne 2 diffuse une interview de Fidel Castro que Régis Faucon et lui-même ont

recueillie à La Havane. Cet entretien, on l'avait vu... une chose était évidente : il s'agit d'un dialogue entre le leader cubain et les journalistes français. Patrick Poivre d'Arvor et Régis Faucon posaient des questions précises à Fidel Castro qui y répondait. Ce document n'ayant rien de bouleversant, on n'y avait pas prêté attention. D'autres le firent. Notamment l'hebdomadaire *Télérama* qui, après enquête, devait mettre en cause les deux journalistes. Pour *Télérama*, ils n'avaient jamais rencontré Fidel Castro en tête à tête comme il était prévu à l'origine. Rien plus, dit l'hebdomadaire, ils n'avaient

qu'assister à une conférence de presse du leader cubain, sans intervenir. Ce n'est qu'après coup que les deux journalistes français auraient, à partir de réponses faites par Fidel Castro à des questions étrangères, « reformulé », au prix d'un savant montage, leurs questions jamais véritablement posées.

Il y a donc donc polémique, droit de réponse de PPDA et maintien par *Télérama* de l'essentiel de son enquête. À partir de là, les choses se lisent pendant la conférence de presse par la télévision cubaine : une télévision néerlandaise, un colosse de la télévision, Pierre Carles, viré récemment de TF1 pour avoir... (documentaire) méthodes, a, lui, reconstitué les faits. Et les images montrent effectivement que PPDA et Régis Faucon assis, à côté de Fidel Castro, parmi d'autres journalistes n'ont pas posé de questions.

Antenne 2 diffuse l'une des deux interviews françaises où Régis Faucon et Régis Faucon ont vu Fidel Castro ailleurs. Ou, sous le coup de la déception, cette interview promise et refusée, ils se sont conduits comme des truands. C'est un mot qui a été utilisé par PPDA à l'issue de son interview, authentique, accordée à M8. A propos des questions posées a posteriori, n'avait-il pas déclaré : « C'est un jeu » ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ▲ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 27 janvier

| TF1 | | FR 3 | |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 20.45 | « J'VEUX DU SOLEIL » le 45 t. du groupe AU P'TIT BONHEUR bientôt l'album | 20.45 | Cinéma : Le Secret de mon succès. Film américain de Herbert Ross (1987). |
| 22.35 | Journal et Météo. | 22.35 | Journal et Météo. |
| 22.55 | Magazine : Océanarium. La Porte de l'enfer d'Auguste Rodin, de Philippe Sollers et Laurence Alléa. | 22.55 | Magazine : Océanarium. |
| 23.50 | Magazine : Aléas. | 23.50 | Magazine : Aléas. |
| 0.45 | Musique : Mélophobie. Invité : Alain Azéma. | 0.45 | Musique : Mélophobie. Invité : Alain Azéma. |
| 0.50 | Journal, Météo et Bourse. | 0.50 | Journal, Météo et Bourse. |
| A2 | | CANAL PLUS | |
| 20.45 | « LUNDI 20 H 45 ANTENNE 2 avec le Commandant COUSTEAU et Claude SERILLON » | 20.35 | Cinéma : Ma belle-mère est une sorcière. Film américain de Larry Cohen (1988). |
| 22.40 | Magazine : Ciné stars. Hommage à Lino Ventura. | 22.00 | Flash d'informations. |
| 23.40 | Magazine : Minuit sport. | 22.10 | Le Journal du cinéma. |
| 0.50 | Journal, Météo et Bourse. | 22.15 | Cinéma : Voyageurs sans permis. Film américain d'André Konchalovsk (1989). |
| | | 23.50 | Cinéma : Halloween 5. Film américain de Dominique Othenin-Grand (1989). |
| A2 | | LA 5 | |
| 20.45 | « LUNDI 20 H 45 ANTENNE 2 avec le Commandant COUSTEAU et Claude SERILLON » | 20.45 | Cinéma : L... comme l'été. Film français d'Henri Verneuil (1979). Avec Yves Montand, Michel Etcheverry, Pierre Vernel. |
| 22.55 | Série : Jack Kiffin. L'homme au masque. | 22.55 | Série : Jack Kiffin. L'homme au masque. |
| 23.45 | Série : Deux flics à Miami. | 23.45 | Série : Deux flics à Miami. |
| 0.35 | Journal de la nuit. | 0.35 | Journal de la nuit. |
| A2 | | M6 | |
| 20.40 | Cinéma : Dirty Dancing. Film américain d'Emile Ardolino (1987). Avec Jennifer Grey, Patrick Swayze, Jerry Orbach. | 20.40 | Cinéma : Dirty Dancing. Film américain d'Emile Ardolino (1987). Avec Jennifer Grey, Patrick Swayze, Jerry Orbach. |
| 22.35 | Téléfilm : Marquée à vie. | 22.35 | Téléfilm : Marquée à vie. |
| 0.05 | Magazine : | 0.05 | Magazine : |

Mardi 28 janvier

| TF 1 | | FR 3 | |
|-------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| 14.40 | Série : Côte Ouest. | 18.30 | Jeu : Jeopardie pour un champion. |
| 15.35 | Série : Un cas pour deux. | 19.00 | Le 19-20 de l'information. |
| 16.25 | Série : 21 Jump Street. | 19.12 à 19.35 | Le journal de la région. |
| 17.35 | Jeu : Une famille en or. | 20.00 | Le livre, un jour. |
| 18.05 | Série : Les Rues de la fortune. | 20.05 | Nuit en pays étranger. Film de Cecchetti. |
| 19.00 | Journal, Météo et Tapis vert. | 20.10 | Diversité : La Classe. |
| 20.45 | Magazine : Deux. | 20.45 | Téléfilm : Les coquins. Film de Jean-Daniel Verhaeghe. |
| 21.30 | Magazine : Ciel, mon mardi ! | 22.15 | Journal et Météo. |
| 22.30 | Magazine : Ciel, mon mardi ! | 22.35 | Série : Bird. |
| 0.45 | Journal, Météo et Bourse. | 23.25 | Magazine : Tapis vert (rediff.). |
| | | 23.55 | Magazine : Soirée rap-dance. |
| A2 | | 0.55 | Musique : Mélophobie. |
| 15.25 | « La Chance aux chansons (et à 4.50). » | | |
| 16.25 | « Jeu : Des chiffres et des lettres. » | | |
| 16.45 | Magazine : Défense-voies. | | |
| 17.00 | Magazine : Défense-voies. | | |
| 18.05 | Série : Mac Gyver. | | |
| 19.00 | Journal, Météo et Tapis vert. | | |
| 20.45 | Magazine : Deux. | | |
| 21.30 | Magazine : Ciel, mon mardi ! | | |
| 22.30 | Magazine : Ciel, mon mardi ! | | |
| 0.45 | Journal, Météo et Bourse. | | |
| A2 | | CANAL PLUS | |
| 20.31 | « Le Journal du cinéma. » | 20.31 | « Le Journal du cinéma. » |
| 20.35 | Cinéma : Tango et Cash. Film américain d'André Truuant (1989). | 20.35 | Cinéma : Tango et Cash. Film américain d'André Truuant (1989). |
| 22.10 | Flash d'informations. | 22.10 | Flash d'informations. |
| 22.20 | Dancing machine. Film français de Gilles Bélier (1990). | 22.20 | Dancing machine. Film français de Gilles Bélier (1990). |
| 0.05 | Cinéma : Ma belle-mère est une sorcière. Film américain de Larry Cohen (1988) (v.o.). | 0.05 | Cinéma : Ma belle-mère est une sorcière. Film américain de Larry Cohen (1988) (v.o.). |
| A2 | | LA 5 | |
| 16.25 | Série : Simon et Simon. | 16.25 | Série : Simon et Simon. |
| 17.05 | Yopii ! L'Académie des films. | 17.05 | Yopii ! L'Académie des films. |
| 18.15 | Série : Star Trek. | 18.15 | Série : Star Trek. |
| 19.00 | Série : La loi est la loi. | 19.00 | Série : La loi est la loi. |
| 20.00 | Journal et Météo. | 20.00 | Journal et Météo. |
| 20.45 | Cinéma : L'Espion aux pattes de velours. Film américain de Robert Swickard (1966). | 20.45 | Cinéma : L'Espion aux pattes de velours. Film américain de Robert Swickard (1966). |
| 22.25 | Magazine : Ciné Cinq. | 22.25 | Magazine : Ciné Cinq. |
| 22.45 | Magazine : Ciné Cinq. | 22.45 | Magazine : Ciné Cinq. |
| 0.15 | Journal de la nuit. | 0.15 | Journal de la nuit. |
| A2 | | M6 | |
| 16.50 | Musique : Crème de crème. | 16.50 | Musique : Crème de crème. |
| 17.40 | Jeu : Zygomatic. | 17.40 | Jeu : Zygomatic. |
| 18.10 | Musique : Zygomatic. | 18.10 | Musique : Zygomatic. |
| 18.30 | Série : Les Années FM. | 18.30 | Série : Les Années FM. |
| 18.45 | La France d'aujourd'hui la nuit. | 18.45 | La France d'aujourd'hui la nuit. |

| Culture rock. Présenté par Pierre Georges. | |
|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0.35 | « Les nuits de l'information. » |
| 0.40 | Magazine : Défense-voies. |
| 0.45 | Magazine : Défense-voies. |
| 2.00 | « Les nuits de l'information. » |
| LA SEPT | |
| 21.00 | Cinéma : Les Portes de la nuit. Film français de Marcel Carné (1946). |
| 22.40 | Court métrage : Paris la belle. De Pierre Prévert. |
| 23.05 | Magazine : Cinéma du poche. |
| FRANCE-CULTURE | |
| 20.00 | Musique : Le Rythme de la nuit. L'Orchestre, le métaphore au quatuor. 1. L'Orchestre à l'origine de l'artifice. |
| 21.00 | Le Grand Débat. Le film et l'Algérie, trente ans après... Avec Charles-Robert Ageron, Francis Jenson, Jacques Rousseau, Jean Daniel, Michel Gauthier. |
| 21.30 | « Les nuits de l'information. » |
| 22.40 | « Les nuits de l'information. » |
| 0.05 | « Les nuits de l'information. » |
| 0.50 | Musique : Code. Kraftwerk. 1. Le jardin : il nous fallait le King-Kong de l'Allemagne. |
| FRANCE-MUSIQUE | |
| 20.30 | « Les nuits de l'information. » |
| 21.00 | « Les nuits de l'information. » |
| 21.30 | « Les nuits de l'information. » |
| 22.40 | « Les nuits de l'information. » |
| 0.30 | Dépêche-notes. |
| 0.35 | L'Heure bleue. Par Henri Renaud. |

| LA SEPT | |
|----------------|------------------------------------------------------------------|
| 17.10 | Téléfilm : Hôtel du Parc. Film français de 2. La Seconde civile. |
| 19.00 | Documentaire : Tours du monde, tours du ciel. |
| 20.00 | Documentaire : Tours du monde, tours du ciel. |
| 20.40 | « Les nuits de l'information. » |
| 21.00 | « Les nuits de l'information. » |
| 22.20 | « Les nuits de l'information. » |
| 23.00 | « Les nuits de l'information. » |
| FRANCE-CULTURE | |
| 21.30 | « Les nuits de l'information. » |
| 22.40 | « Les nuits de l'information. » |
| 0.05 | « Les nuits de l'information. » |
| 0.50 | Musique : Code. |
| FRANCE-MUSIQUE | |
| 20.30 | « Les nuits de l'information. » |
| 21.00 | « Les nuits de l'information. » |
| 21.30 | « Les nuits de l'information. » |
| 22.40 | « Les nuits de l'information. » |
| 0.30 | Dépêche-notes. |
| 0.35 | L'Heure bleue. Par Henri Renaud. |

Après la victoire en Coupe d'Afrique Abidjan en liesse

ABIDJAN
(correspondance)

Au cours de la victoire de la Côte d'Ivoire en Coupe d'Afrique, la ville d'Abidjan a été envahie par plusieurs milliers de supporters. Les rues ont été prises d'assaut par la foule. Un impressionnant cortège s'est spontanément dirigé vers le quartier résidentiel Cocody, au bord de la lagune, où se trouve la résidence du président de l'État.

Aux cris de « Tous chez Houphouët ! », « L'argent va couler ! », le petit peuple d'Abidjan s'est rassemblé autour de la villa présidentielle où des renforts militaires ont été acheminés.

« Vieux en guise d'adieu », l'homme jeune, interrompu par une dame qui réplique échevertement : « C'est notre capitaine, notre père, vive Houphouët ! »

Le président, quatre-vingt-six ans, est sorti de sa résidence pour saluer la foule et annoncer, sous un tonnerre d'applaudissements, que les journées de lundi et mardi seraient fériées et payées. Les supporters se sont alors retirés dans le calme et ont regagné les quartiers populaires d'Adjamé et de Treikvillie. Là, dans ces hauteurs de la ville nocturne, on a dansé et chanté toute la nuit, à grand renfort de bière et de vin de palme. Les Ghanéens, nombreux à Abidjan, sont restés terrés chez eux, craignant l'enthousiasme délirant des supporters ivoiriens qui hurlaient : « Fouti, Abédi Pélé, faut pas pleurer ! »

JEAN-KARIM FALL
(Libre page 28 l'article de Philippe Broussard)

M. Lagardère projette un rapprochement entre Matra et Hachette

M. Jean-Luc Lagardère, PDG de Hachette et de Matra, veut rapprocher financièrement les deux groupes. Dans un entretien publié lundi 27 janvier par la Tribune de l'Expansion, M. Lagardère affirme qu'il « réfléchit aujourd'hui à des structures financières intégrées permettant d'unifier le groupe sans fragiliser le contrôle ». La PDG de Matra précise que « l'objectif n'est pas de couvrir les éventuelles d'une des branches de l'autre, mais de faire circuler le cash-flow pour investir dans les domaines les plus prometteurs ». Selon lui, depuis dix ans, les deux groupes n'ont pu tirer pleinement profit de leur complémentarité à un même groupe qui réalise 60 milliards de francs de chiffre d'affaires et emploie 33 000 personnes.

Face à la concurrence nationale et internationale Les quotidiens économiques font peau neuve

La Tribune de l'Expansion et l'Agefi jouent simultanément leur tout. Le premier, enfant malade du groupe Expansion depuis 1987, a lancé lundi 27 janvier une ultime tentative pour survivre : un nouveau journal avec un titre qui se situe en caractères bleus, maquette entièrement refondue et une rédactionnelle plus jeune. Avec une diffusion moyenne de 43 200 exemplaires en 1990 (dont près de 40 % sur abonnement) et un prix de 100 francs, le nouveau journal se situe à un niveau identique à celui de son principal concurrent, le Monde de l'Économie, qui a lancé le 15 janvier un nouveau journal à 100 francs et une diffusion de 40 000 exemplaires.

Son lectorat est d'ailleurs rapidement passé de 60 000 exemplaires vendus, ce qui constitue le seul d'équilibre financier, et dans les trois ans, 85 000 exemplaires. Quant à l'Agefi (Agence économique et financière), quotidien racheté en juillet 1991 au groupe Expansion par M. Georges Chouan, déjà éditeur de la Cote d'Azur (27 700 exemplaires), il fait lui aussi peau neuve. Son but : « mieux répondre aux besoins des milieux de la finance ». Poule aux œufs d'or du groupe Bortez jusqu'en 1987, l'Agefi est aujourd'hui un titre qui souffre à la fois de la concurrence française et de la concurrence internationale. Il fait partie d'un plan de contenu important pour pouvoir continuer de justifier le prix très élevé de l'abonnement (7 700 francs par an) aux 7 700 clients payants de l'Agefi.

La polémique sur l'entretien truqué avec Fidel Castro

TF 1 prend la défense de Patrick Poivre d'Arvor

La direction de TF 1 se mobilise autour de son présentateur vedette. Alors que plusieurs journaux ont publié la chronique de Patrick Poivre d'Arvor (Libération, Antenne 2...), se sont indignés du truchement de l'entretien de M. Fidel Castro par TF 1. Le 16 janvier, Patrick Poivre d'Arvor a diffusé la chronique de Pierre Georges (page 25), une pétition de soutien à la fois lancée auprès des cadres de la rédaction par M. Gérard Carreyrou, directeur de la rédaction.

Une « figure emblématique »

Le texte évoque pas les faits reprochés à M. Poivre d'Arvor et révéls par Télérama : le présentateur du journal de TF 1 s'était rendu à Cuba en compagnie de Régis Faucon pour réaliser un entretien avec le dirigeant cubain. La présentation de TF 1 avait procédé à un montage de questions enregistrées postérieurement à une conférence de presse à laquelle il avait participé. Plusieurs journalistes ont dénoncé la présentation de l'entretien, lors de sa diffusion, le 11 décembre, ne permettant au téléspectateur de comprendre qu'il s'agissait nullement d'une « actualité ».

La direction de la rédaction de TF 1 se contente de l'admettre : « Ce n'est pas un entretien truqué, mais une conception pluraliste et sans complaisance de l'information ». « Or depuis plusieurs mois, poursuit le texte, l'encadrement de la rédaction a vu se développer avec un dynamisme allant parfois jusqu'à l'excès une formidable cam-

M. Cambacérès, député du Gard, quitte le PS

M. Jean-Marie Cambacérès, député du Gard, a quitté le PS. Il avait été élu député le 24 juin 1988 dans une cantonale partielle. Il a fait son entrée au PS le 21 janvier qu'il quittait le PS et qu'il siégerait à l'Assemblée nationale parmi les non-inscrits. Il a annoncé la création d'un nouveau mouvement, l'Alliance générale d'initiatives (de réflexion). M. Cambacérès, qui était membre du conseil régional, explique sa décision par l'évolution du PS depuis près de deux ans, « la dérive à gauche et permanente » et « l'absence de fraternité entre ses membres », par les conditions de son mandat, la nomination de M. Fabius, qu'il présente comme « la grande eau qui a fait déborder le vase ». « Tout cela a achevé de me convaincre, écrit-il, de quitter ce parti qui m'apparaissait plus comme un organisme bureaucratique de plus en plus sur le même, dans des préoccupations de gens, dans laquelle je ne me reconnaissais plus. »

ADIEU LES PRIX, BONJOUR LES SOLDES!

Pos de respect pour les prix, on les écrase, on les démantibule sans pitié. Les étiquettes hurlent, mais la qualité domine tout et la Mode triomphe. Les femmes en profitent. Car « tout » leur est permis quand les prix capitulent. C'est ça les soldes, depuis 15F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Purée de pois

Je ne sais pas si le programme de recherches envisagé par le secrétaire d'État aux Universités pour nous débarrasser du brouillard profitera à ses amis du Vif, mais après les pertes du week-end sur les marchés, et les isolements, mieux vaut tard... L'absence de vision, l'absence de glissement, les sont les doubler par l'anti-Le Pen qui avait samedi la Bastille la Nation, les socialistes. Et alors, dimanche, l'occasion d'élections partielles, par l'hécatombe.

Comment éviter les carambolages, un mort et je ne sais combien de blessés, sur l'autoroute Nord en particulier? En attendant d'avoir trouvé, on se contente par limiter la vitesse à 60 km à l'heure d'ici les régionales. On ne pas pédaler dans de la purée de pois et d'aller tamponner les amoncellements de bagnoles qu'il faudrait voir à signaler par des feux appropriés.

Il pourrait faire mauvais temps, les autoroutes sont fermées même en plein jour. Stupéfait Georges Sarrault.

Nouvel élan pour le Salon de la BD d'Angoulême

Le roi Marcel Gotlib et le vice-roi Michel-Edouard Leclerc

Le dix-neuvième Salon international de la bande dessinée d'Angoulême a retrouvé sa vigueur, grâce à ses expositions de l'âge d'or de la bande dessinée.

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

Un roi et un vice-roi : le dix-neuvième Salon international de la bande dessinée d'Angoulême (SIBD), qui a eu lieu du 23 au 26 janvier, a consacré l'auteur de BD Marcel Gotlib, président du jury au titre de son Grand Prix obtenu l'an dernier, mais aussi Michel-Edouard Leclerc, coprésident des Centres Leclerc, devenu le principal partenaire financier du Salon. Du coup, Angoulême, qui a abandonné l'année dernière le titre de capitale de la BD et de la guerre du Golfe, a retrouvé une certaine D'espérer.

L'humour dévastateur du président y était sans doute pour beaucoup. Roi de la fête, Marcel Gotlib, auteur de nombreux albums (la fabrique à bras, les vers pâtres, les Dingo-désolés, etc.) et rédacteur en chef du mensuel Fluide glacial, avait sa statue de contreplaqué dressée dans les jardins de l'hôtel de ville, face à celle de Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre. Le Salon était aussi celui de l'événement d'un vice-roi, Michel-Edouard Leclerc. Le coprésident des Centres Leclerc a toujours eu la fibre BD. Sa demeure, proche de Brantôme, abrite six mille albums. Et sa formation, littéraire et économique, comme la fréquentation de Michel Serres, du journaliste Michel Bosquet, voire d'Herbert Marcuse, qu'il aime à citer, l'ont aidé à aider le Salon. Des voyages avec la maire d'Angoulême, M. Georges Chavannes, ont achevé de le convaincre. Les

Centres Leclerc ont donc participé pour 3,5 millions de francs à ce dix-neuvième Salon (sur un budget de 12 millions). Ils accèdent ainsi au rang de premier partenaire, devant les Calésas d'épargne, le Crédit agricole, les collectivités locales, etc. Michel-Edouard Leclerc, qui a investi, en plus, 6,5 millions de francs pour la promotion de la BD (littiches, mobilier urbain, promotion sur les lieux de vente dans quatre cents centres Leclerc...) a promis de verser dix millions de francs au SIBD sur trois ans. « Il s'agit d'un coup de cœur mais aussi d'une volonté de crédibiliser notre action commerciale, explique le patron de Leclerc. Notre ambition est d'être un partenaire de la BD en jouant un rôle de mécène et de conseil. Nous croyons aussi, compte tenu de la diversité de ce secteur, qu'il y a un marché. »

Les grands éditeurs présents dans la capitale charentaise - Dargaud, Glénat, Humanoides, Castorama, etc. - ne semblaient pas insensibles aux propositions de ce vice-roi. Ils ont tous accepté de proposer des œuvres dans le domaine de la grande distribution. Toutefois, les éditeurs de BD estimant nécessaire leur union, afin d'être aussi à même de prendre en main le Salon de la BD d'Angoulême.

Dans le groupe de l'industrie jeunesse devaient ainsi se constituer en groupe autonome. Tous ces efforts permettront-ils de renverser la vapeur et de donner un sang neuf à la BD? Selon l'association du 17 janvier, celle-ci a vu son chiffre d'affaires baisser en 1990 : il représentait 2,34 le chiffre global de l'édition contre 3,7 % en 1985, et le tirage moyen a chuté.

YVES-MARIE LABÉ

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 janvier

Confiance

En ce premier jour du terme boursier, le marché semblait confiant lors des premiers échanges. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur un gain de 0,96 %, se maintenait à ce niveau en fin de matinée. Les valeurs de la Cote figurant CMC, NME et Géophysique. En baisse, on notait Matra, et Truffaut.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Paul Fabra... 2

ÉTRANGER

Irlande du Nord : la vingt-tième anniversaire du massacre sanglant... 3

Yugoslavie : la Bosnie-Herzégovine doit organiser un référendum sur l'indépendance... 5

Algérie : la relation de l'État... 6

Philippines : M. Cory Aquino a désigné l'ex-général Fidel Ramos comme candidat à l'élection présidentielle du 11 mai... 8

Les Palestiniens : l'intérieur hésite à participer aux négociations de paix avec Israël... 9

POLITIQUE

L'élection législative partielle du Nord : le candidat du Front national... 7

L'opposition a rendu publics les noms de ses candidats pour les élections régionales... 8

Un entretien avec M. Edmond Charles-Roux... 8

ESPACE EUROPÉEN

Macédoine, poudrière des Balkans... 10

L'élargissement vers l'Est est notre fondamental, par Brigitte Seebacher-Brandt... 11

Séville, un hymne à la modernité... 9 à 11

SOCIÉTÉ

Après la manifestation antiraciste du 25 janvier à Paris... 12

L'affaire du tour BP... 14

Patinage artistique : Surya Bonaly, championne d'Europe, vole le nouveau défi... 15

Les éliminatoires de la Coupe de

L'AMÉRIQUE

Football : la Côte d'Ivoire remporte la Coupe d'Afrique des nations... 15

CULTURE

Hégel sur la scène du Rex... 16

Arts : demi-succès pour la rétrospective Rembrandt aux Pays-Bas... 17

ÉCONOMIE

L'ouverture du quarante-quatrième congrès du CEA... 18

Les pays du G7 ne sont pas parvenus à conclure leurs négociations... 18

L'ÉCONOMIE

Des JO pleins d'assurance... L'or... 19

Le fondateur de l'empire Hyundai... 19

L'épreuve de la force... 19

Le G7 : Dossier... 19

Opinions : Les chaussures... 19

L'union européenne... 19

La chronique de Paul Fabra : « Réformisme... 19

Le 27 à 38

Services

Abonnements... 16

Annonces classées... 20 et 21

Carnet... 21

Loto, Loto sport... 14

Marchés financiers... 22 et 23

Météorologie... 25

Mots croisés... 14

Radio-Télévision... 25

Spectacles... 24

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26-27 janvier 1992 a été tiré à 517 893 exemplaires.

مكتبات الأصل

ENVIRONNEMENT

Une «écothèque» pour les entreprises

Les dirigeants ont besoin d'informations qui les aident à intégrer l'écologie dans leurs stratégies et dans les processus de production. Une documentation cherche à répondre à leur demande

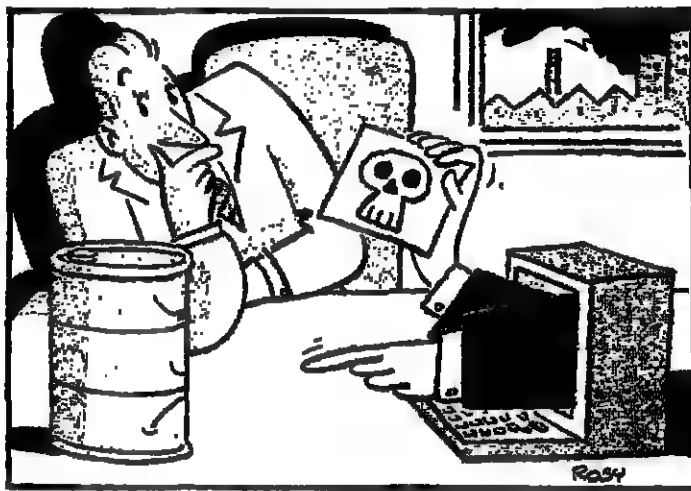
«J'en ne fais pas de mes déchets plastiques. Où en trouve le récupérateur le plus proche?» «Combien de décibels mes machines sont-elles autorisées à émettre?» «Comment le faire de la loi?» Telles sont, posées au hasard, deux des 37 380 questions qu'ont posées des entreprises à l'«écothèque» d'Idéal Télématique en 1991 (1). Un record depuis que l'organisme, chargé de diffuser des informations sur l'environnement, a été créé en 1985.

Et pourtant ces interrogations ne représentent que 15 % du flot des 373 000 appels émanant d'une foule d'utilisateurs où les entreprises, les associations, les enseignants, les journalistes, les administrations en majorité. Le monde économique manquait-il jusqu'à présent de curiosité? Les problèmes étaient-ils trop techniques pour trouver une solution parmi les 100 000 documents stockés dans la mémoire de l'écothèque? Aujourd'hui, les deux attitudes sont au moins un peu valables.

INCONTURNABLE — «Les patrons sont en train de découvrir que l'environnement est un des éléments incontournables de leur stratégie d'entreprise», explique Philippe Boyer, quarante-trois ans, créateur et directeur d'Idéal Télématique. Ce garçon qui a une formation de forestier, d'urbaniste, d'aménageur, a pensé d'abord aux collectivités locales de la région parisienne. Il s'agissait d'offrir aux élus une sorte de mémoire de leur commune — archéologie, histoire, hydraulique, flore, faune, etc. — de manière que leurs plans d'urbanisation ne s'opposent pas à leur simple ignorance. Puis ce service a été étendu à la France entière. La forme juridique adoptée a été celle d'une association sans but lucratif. Celle-ci regroupe actuellement six ministères, cinquante départements, trois régions et une trentaine d'organismes publics qui sont tous à la fois utilisateurs, producteurs et diffuseurs d'information.

Idéal Télématique est installé dans la banlieue sud de Paris sur 110 mètres carrés et employant 22 personnes — géographes, économistes, informaticiens et informaticiens — Idéal Télématique dispose aussi d'une centaine de correspondants sur

l'ensemble de l'Hexagone. Ce réseau d'informations est équivalent à celui de l'environnement. Le budget de l'association — 10 millions de francs en 1991, en progression de 15 % par rapport à l'année précédente — est financé par le ministère de l'environnement, 22 % par les cotisations des adhérents institutionnels et 70 % par des prestations. Mais l'écothèque est gratuite et ouverte à tout public. Il suffit au questionneur de taper sur son Minitel 3615 ou 3616 l'idéal pour y avoir accès. Il lui en coûtera 1,25 franc la minute (soit 75 francs de



l'heure). Les industriels ont fini par découvrir le filon et ils l'utilisent.

A cette nouvelle clientèle, Idéal Télématique a offert des prestations nouvelles — payantes en fait. D'abord des colloques spécialisés de deux journées, au prix de 2 500 francs. Au programme de 1992, trois au moins devraient intéresser les responsables d'entreprise : «Les plans environnementaux», mai, à Paris, «Eco-action», octobre, à Toulouse, «Les déchets propres», décembre, à Paris. Le colloque «Eco-action» sera consacré au plus court, en fait, de son thème : l'innovation industrielle en matière d'environnement et les mythes de la haute technologie.

Durant ces mois les enquêteurs d'Idéal Télématique vont faire la chasse à l'innovation dans les entreprises. Il s'agit de sélectionner les techniques innovantes, l'environnement les plus innovantes, déjà opérationnelles et dont le coût a été intégré dans le prix de revient.

Ainsi Rhône-Poulenc applique la gestion de ses fûts de déchets le système code-barre déjà courant pour les produits de consommation. La Sita (du groupe Lyonnaise des eaux) a mis au point pour la commune des Lilas (Seine-Saint-Denis) une collecte sélective des déchets toxiques ménagers. Yves Rocher a eu l'idée de remplacer les CFC de l'air comprimé des produits aérosols. Philippe Boyer compte répertorier ainsi 100 innovations qui seront publiées sous forme de fiches, tout en gardant le secret industriel. Les 10 techniques les plus originales seront présentées à Toulouse par leurs inventeurs.

NORMES — En effet, sur les questions d'environnement les responsables d'entreprise sont préoccupés par l'aggravation des normes anti-pollution par l'ouverture du marché unique européen. Ils se sentent seuls, ignorants et désarmés. Ils ont donc aujourd'hui besoin de rencontrer leurs homologues, de faire la part de leur politique d'environnement et de leur stratégie de communication qui parfois ne dépend directement. Jusqu'à présent l'ingénieur chargé de l'environnement était le plus souvent l'homme de la dernière ligne : il pensait «accident de pollution». Il faut aujourd'hui raisonner en termes plus généraux.

C'est pourquoi Idéal Télématique a imaginé une nouvelle prestation. Philippe Boyer lance en 1992 une nouvelle série de formations organisées sous forme de stages mensuels de deux jours, pour des groupes de 20 personnes (prix : 8 000 francs par personne). La première filière traitera, à Strasbourg, du thème «Europe et environnement», la seconde, à Paris, sera intitulée «Le choc environnemental» et sera en priorité les élus-majors des communes. Les stagiaires de ces stages recevront une première sur France dans le domaine de l'environnement.

Marc Amélie-Rochet

HUMEUR • par Josée Doyère

Le mirage du Rond-Point

J'en n'ai pas encore vu nue. Quoi! Sous prétexte que l'hôtel particulier du Rond-Point, on n'a rien trouvé de mieux — pour célébrer le centenaire de la naissance — que de donner le nom de Marcel Dassault au rond-point des Champs-Élysées! On croit rêver, ou plutôt sombrer dans une arène de cauchemar surréaliste.

Qu'on veuille nous faire d'immortalité à un grand homme, pourquoi pas? Encore que le jeune ingénieur de l'aéroplane ne soit personnellement infiniment plus sympathique que le financier d'origine de mort subite. Encore que la France ait une capitale assez peut-être tentée à se faire le peloton de tête des pays riches et exportateurs d'armes... Bien sûr, on a rapporté dans le passé beaucoup de devises, et on voit que l'argent n'a pas d'odeur, mais ça s'articule assez mal avec la pays de l'homme. On l'a bien vu au moment de la guerre du Golfe : on n'a pas trop fié d'avoir vu Saddam Hussein se frotter jusqu'aux dents.

C'est bien que l'argent

soit devenu un dieu exigeant que la réputation devienne un intérêt absolu. On peut en inférer qu'un système de valeurs qu'un gouvernement socialiste, en plein accord avec le maire de Paris, porte au pinacle. S'il s'agit d'avoir au moins un jour une artère pour la marquer de son nom, comme on a vu un jour une avenue des Champs-Élysées-Marcel-Bleustein-Blanchet, parce que le fondateur de l'Arc de triomphe?

Le plan de Paris, très riche de quidams, civils ou militaires, dont le nom n'évoque plus rien pour personne, va-t-il devenir une sorte de nécropole, une sorte de musée des rues et des places qui chantent dans la mémoire et le rêve de tous les touristes, français et étrangers?

Le président de la République — qui a dû tout régler pour son avenir posthume — serait sans doute assailli d'interdire qu'ultérieurement on salue ainsi de son nom. Il n'y paraît pas un grandeur, un Paris serait protégé d'un risque inutile. En attendant que, grâce à un grand exemple, un toilette russe ne glisse abusive.

LOIS ET DÉCRETS

Le montant des pensions vieillesse

Le montant annuel de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS) est relevé à 15 320 F au 1^{er} janvier 1992 et à 15 800 F à compter du 1^{er} juillet prochain. Le montant maximum de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité passe à 20 900 F par an à partir du 1^{er} janvier 1992 et à 21 280 F par an à compter du 1^{er} juillet 1992. Le montant total du minimum vieillesse est relevé à 34 420 F pour une personne seule et à 65 340 F pour un ménage. (Décret n° 14-34 du 15 janvier 1992, J. O. du 17 janvier 1992, p. 176.)

Le tarif des timbres fiscaux

A partir du 15 janvier les timbres fiscaux passent de 115 F à 150 F pour la taxe d'identité, et de 100 F à 200 F pour le permis de conduire.

de conduire. Le tarif du droit fixe d'enregistrement est de la taxe de publicité fiscale est porté de 430 F à 500 F. Les timbres perçus sur les actes fiscaux sont relevés de 40 à 100 F.

Loi de finances de 1992, J.O. 31 décembre 1991, n° 17231.

La prévention des risques professionnels

Une nouvelle loi transpose dans le droit français plusieurs directives européennes et modifie le code du travail et de la santé publique. Elle favorise la prévention des risques professionnels, et renforce la sécurité et la santé des travailleurs. Différentes dispositions concernent la conception des machines et des équipements de protection individuelle, ainsi que la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses.

Cette loi renforce par ailleurs les moyens destinés à la prévention d'hygiène et de sécurité. Outre ces mesures de portée générale, la loi impose à tous les établissements de bâtiment et de travaux publics comptant au moins 20 salariés de mettre en œuvre un système d'hygiène et de sécurité.

Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991, J. O. du 7 janvier 1992, p. 319 à 323.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

UN PROJET DE LOI SUR L'ASSURANCE sera déposé au printemps, a annoncé le 20 janvier, Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. La part du capital privé dans les sociétés d'assurances pourra être portée de 23 % à 40 %. (Le Monde du 21 janvier.)

NESTLÉ ET LA BANQUE INDOSUEZ ont lancé le 20 janvier une OPA de 13,2 milliards de francs sur la totalité du capital de la société Soucie Perrier. C'est le raid boursier le plus important jamais réalisé en France. (Le Monde du 21 et 22 janvier.)

L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE en France, publié par l'INSEE le 20 janvier, s'est inscrit en hausse de 0,1 % au novembre 1991. Il s'est élevé à 113,3 (base 100 en 1985) contre 114 pour le mois d'octobre. (Le Monde du 22 janvier.)

GEC - ALSTHOM, joint-venture franco-britannique, a annoncé le 20 janvier, pour un montant de 5,5 milliards de francs, la vente de 5,5 milliards de francs visant à équiper, à Ems, Pays-Bas, la centrale électrique la plus puissante au monde, Japon excepté. Le groupe l'a emporté sur deux concurrents, Siemens et Brown Boveri. (Le Monde du 22 janvier.)

UNITED TECHNOLOGIES a annoncé le 21 janvier, la fermeture d'une centaine d'usines dans le monde et la suppression de 14 000 emplois soit 7 % des effectifs. (Le Monde du 23 janvier.)

PEUGEOT a annoncé, le 21 janvier, la suppression de 1 421 emplois à Sochaux. (Le Monde du 23 janvier.)

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'AIDE À LA CEI (Communauté des États indépendants), les pays de l'ex-URSS, s'est déroulée à Washington, le 21 et 22 janvier. Aux 15 milliards d'aide donnés par les pays, les États-Unis ont ajouté 20 millions de dollars. (Le Monde du 23 janvier.)

LE COMMERCE EXTERIEUR FRANÇAIS a été déficitaire de 30,2 milliards de francs en 1991, selon les données brutes publiées le 24 janvier, contre 49,6 milliards de francs en 1990. (Le Monde du 25 janvier.)

LA COTE DES MOTS

Délocalisation

Localiser une tumeur, c'est déterminer son emplacement dans le corps humain; localiser un enfant gâté, c'est effectuer sa... localisation, grâce à des techniques de... par exemple.

Outre cette acception, localisation désigne le fait de se situer dans l'espace ou le temps (localisation d'un satellite artificiel), et aussi, par une extension que l'on peut regretter, l'action de limiter, de circonscrire, (localisation des combats). Extension fâcheuse en effet, puisque l'expression localisation d'un incendie prête à confusion : veut-on dire que le foyer du sinistre a été détecté, ou bien que les sapeurs-pompiers sont parvenus à enrayer la progression des flammes?

Délocalisation ne devrait donc désigner que... le contraire de localisation (comme dénationalisation, dépersonnalisation, déposition, etc.). Mais des faits récents ont mis en évidence un premier plan de l'actualité, un sens tout autre : celui de transfert, de déménagement, de déplacement, de «changement de local» en quelque sorte. Nous ne parlerons pas de «transfertement», ce mot s'applique exclusivement au transfert d'un prévenu d'un prisonnier, ni d'«exil» — qui ne serait qu'équitable à l'égard des «villes d'accueil» de province...

Ce mot inutile — puisqu'il y a plusieurs synonymes corrects — est de tous — peut-être à mettre au compte des habitudes linguistiques des techniciens et hauts fonctionnaires, dont la simplicité de langage n'est la vertu première. Mais il est probablement moins innocent qu'il n'y paraît. Ne serait-ce pas une sorte de litote, d'euphémisme (du type mal-entendant pour «sourd»), forgé pour mieux faire avaler aux «délocalisés» les difficultés de vie quotidienne entraînées par leur transfert? Ou pour banaliser les yeux de la population parisienne recourant à un terme «scientifico-administratif», le départ d'un établissement comme l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort, où l'on soigne gratuitement les animaux des personnes ayant peu — ou pas — de ressources?

Jean-Pierre Colignon

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIP INDICE 40

SICAV INDICIELLE ACTIONS FRANÇAISES

tient ses promesses :

+ 18,72 % en 1991
(indice CAC 40 : + 16,32 %)

en offrant l'intégralité de la performance du marché des actions françaises

Tél. : 44.70.81.76
Contacter Florence Huchez

bip
GESTION

GRUPE BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Le casse-tête du G 7

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrialisés (G 7) se sont réunis samedi 25 janvier à New-York. Parmi les principaux points d'accrochage : le problème lancinant des taux d'intérêt, dont le désordre a atteint une telle ampleur qu'il constitue l'un des principaux obstacles à une relance concertée des économies

Le marché mondial des taux d'intérêt est en pleine anarchie, géographiquement et qualitativement. Un vrai casse-tête pour les responsables du G 7 (1), qui se réunissent le 25 janvier à Long Island afin précisément de trouver une solution. Elle n'est pas simple. Tout d'abord, le divorce total entre le bloc américano-asiatique et par les Etats-Unis et le bloc dominé par l'Allemagne.

A New-York, pour relancer une économie dont la reprise tant espérée en 1991, les autorités monétaires n'ont cessé, depuis un an, d'assouplir leur politique, abaissant à cinq reprises le taux d'escompte fédéral, ramené de 6,50 % à 3,50 %, son plus bas niveau depuis 1964. Cette médecine n'a eu aucun effet jusqu'à présent, la croissance refusant absolument de démarrer, la grande déception du président Bush, vivement attaqué par la presse persistant de l'économie qui voit approcher l'inquiétude des élections à la fin de l'année. Le Japon, dont l'économie s'essouffait aussi à un moindre degré, a abaissé trois fois son taux d'escompte, ramené de 5 % à 3,50 %.

CALMER LE JEU. A Francfort, en revanche, la Banque fédérale (Bundesbank, « Buba » pour les familiers) a fait le contraire, son directeur passant de 8,50 % à 9,75 %, au plus haut depuis le début des années 80. Il faut dire que les préoccupations sont inverses : celles de son homologue américain : l'économie allemande surchauffée grâce à la réunification et au formidable appel d'air provoqué par le niveau de l'ex-RDA. L'inflation, nourrie par les salaires

importants par un budgetaire fortement gonflé, a dépassé 10 %. Il s'agit donc, pour la Bundesbank, de calmer le jeu et les appétits des partenaires sociaux en ramenant le coût du crédit, ce qui n'a guère d'effet jusqu'à présent. Naturellement, les partenaires de l'Allemagne ont suivi son exemple, mal gré, contraints de dévaluer leur monnaie face à un mark dopé

jamais vu. Conséquence : le dollar a fortement baissé sur le marché des changes au second semestre 1991 pour remonter un peu ces jours-ci, et le mark a littéralement cavalcadé. Sans doute, ces mouvements n'ont pas vraiment attristé les responsables des banques centrales : l'un Etats-Unis, la Réserve fédérale s'est réjoui de la baisse du dollar qui favorise l'exportation et, en Alle-

mand, la prospérité après. Quant à l'Europe, la France en premier, qui aurait bien besoin d'une baisse du loyer de l'argent pour stimuler son économie, elle a préféré le silence. Le plaisir de la Bundesbank, c'est-à-dire son assouplissement de la politique, même si le ministre français des finances, M. Pierre Bérégovoy, s'est d'égoutte le comportement allemand.

Traditionnellement, la rémunération des prêts longs compense, à la fois, la privation de jouissance, le risque d'immobilisation, celui de l'inflation, qui dévalue les créances, et celui d'accident de l'emprunteur. Mais, y compris sa défaillance totale. Cette rémunération est supérieure à plusieurs points à celle des prêts courts, pour lesquels la privation est moindre et le risque réduit ou

les 10 %. La hiérarchie est donc inversée.

Ce phénomène est dû à l'action des banques centrales qui maintiennent à un niveau élevé le loyer de l'argent à court terme pour encherir le crédit et donc en freiner la demande, l'Allemagne tout au moins. Il a pour résultat de majorer les frais financiers des entreprises et de rendre plus coûteux le crédit des particuliers (consommation, logement), donc de freiner la croissance. Inversement, le phénomène a entraîné une rémunération abusive des épargnes courtes (SICAV, trésorerie, autres) au détriment des obligations.

INVERSION. Psychologiquement, l'inversion reflète la tension que la tension des taux courts, artificielle et temporaire, ne saurait durer. Elle correspond à des anticipations normales et la garantie que ces taux se maintiendront au niveau fixé pendant toute la durée du prêt.

En octobre dernier, lors de la réunion du Fonds monétaire international à Bangkok, le groupe des Sept a recommandé, sans illusion, de « conduire des politiques budgétaires et monétaires qui, en prenant en compte la situation propre de chaque pays, accroissent les contributions d'une façon qui assure l'équilibre réel et d'une croissance solide, dans la stabilité des prix, le tout dans une perspective de moyen terme ».

Depuis, les Etats-Unis ont abaissé leur taux et l'Allemagne a relevé les siens : l'inversion persiste.

François Renard

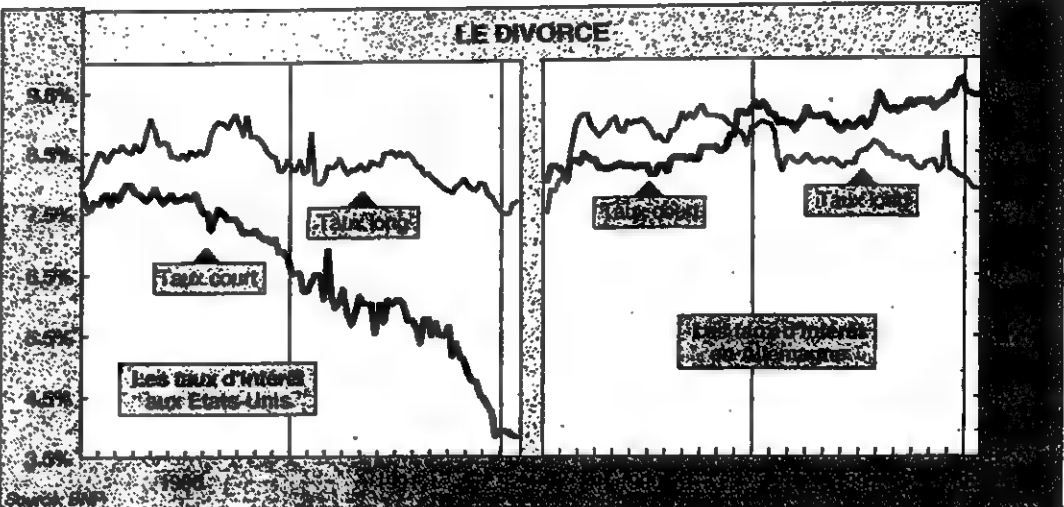
(1) Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie.

La France, qui aurait bien besoin d'une baisse du loyer de l'argent, souffre en silence.

par les pratiques à Francfort.

Divorce donc de part et d'autre de l'Atlantique avec, pour conséquence, un préjudice du dollar et au profit du mark. Aujourd'hui, on le sait, les milieux financiers internationaux recherchent la meilleure rémunération pour leurs capitaux, choisissant la monnaie qui offre le plus haut rendement. Or, la monnaie n'est pas le reflet d'une économie absolument prospère. On le voit à ce moment où la SME, où la peseta espagnole, surévaluée d'environ 15 %, est victime de l'inflation par le taux d'intérêt le plus élevé d'Europe (près de 12 %).

RUEE. Comme le deutschemark est une monnaie internationale, les capitaux internationaux sont d'autant plus attirés à Francfort que les taux d'intérêt à court terme (trois mois) y sont de 9,50 % contre 4 % à New-York, un « historique » de 5,50 %. Du



magne, la Bundesbank voit dans la hausse du mark une arme excellente pour lutter contre l'inflation, dans la mesure où elle pèse sur les prix domestiques, en diminuant le coût des importations.

Mais, tout de même, la hausse du loyer de l'argent outre-Rhin risque de trop ralentir la croissance, ce qui ne satisfait guère les Etats-Unis, pour qui l'essentiel est la prospérité générale. Donc, ces derniers, depuis des mois, exercent une forte pression sur l'Allemagne pour qu'elle abaisse ses taux, ce dont la Bundesbank se moque éperdument : la lutte contre l'in-

flation est une affaire de longue haleine. En économie classique, le prêt, n'est pas un acte de consommation, mais un acte d'investissement. C'est ce qu'on appelle la hiérarchie des taux d'intérêt, avec un taux de deux, trois ou quatre points entre le long et le court. Aux Etats-Unis cette hiérarchie est respectée, le rendement de l'emprunt du Trésor à trois mois ne dépassant pas 4 %. En Allemagne, en revanche, elle ne l'est pas, l'emprunt d'Etat à dix ans rapportant 8 % et les bons à un mois-trois mois offrant 9,50 %. En France, c'est la même chose, l'emprunt d'Etat à dix ans est à 8,50 % alors que le loyer de l'argent à trois mois

est à 10 %.

Un tel divorce est une situation anormale. Elle reflète la tension que la tension des taux courts, artificielle et temporaire, ne saurait durer. Elle correspond à des anticipations normales et la garantie que ces taux se maintiendront au niveau fixé pendant toute la durée du prêt.

L'épreuve de force des métallos allemands

Suite de la page 27

Les salariés de l'IG Metall, qui, comme le veut la législation, avaient déclaré à la mi-janvier l'échec des négociations, n'ont conduit le patronat qu'à une majoration de 0,17 % de son offre. « C'est une provocation, une insulte », a déclaré Peter Sörgel, un ton grave Peter Sörgel. La centaine de délégués présents sur le terrain, on les reconnaît à leur casquette de chantier. C'est parmi eux qu'IG Metall compte ses troupes les plus sûres. L'actrice Klöckner à Brême, avec ses 6 000 salariés dont près de 4 000 dans les ateliers, est la tradition.

La veille déjà, l'annonce de l'échec de la négociation a provoqué le branle-bas au comité d'entreprise, dont tous les membres sauf deux appartiennent au syndicat de la métallurgie. Chacun connaît son rôle. Le droit de grève en Allemagne est strictement codifié. Pour les négociations tarifaires, la grève ne peut être lancée qu'après avoir été approuvée dans une consultation à bulletin secret par 75 % des

membres du syndicat dans l'usine concernée. Il n'est pas question de lancer la grève. Ces grèves officielles coûtent cher aux syndicats. Ceux-ci ont dû verser un défrayment à leurs membres. On n'a pas coutume d'exiger le paiement des jours de grève par le patronat.

De part et d'autre, le jeu consiste à minimiser les coûts pour le maximum d'effet tout en cherchant à asphyxier financièrement l'adversaire. Aussi, les conflits se déroulent la plupart du temps dans un cadre déterminé, le résultat des négociations est ensuite le modèle ailleurs. Le renouvellement des conventions collectives dans les autres branches de la métallurgie n'interviendra qu'au début du printemps. Cette fois, c'est le cas de la sidérurgie d'être en pointe. La dernière grande grève pour les conventions collectives chez Klöckner à Brême remonte à l'hiver 1978-1979.

CONSENSUEL. Le système allemand de règlement des conflits, longtemps dénoncé par les syndicalistes des pays européens comme trop consensuel, repose sur la reconnaissance de part et d'autre d'un rapport de forces qui

n'a guère d'équivalent ailleurs. Après-guerre, les survivants du mouvement syndical, qui avaient des années de persécution sous le régime nazi, n'avaient qu'une idée en tête, souligne Horst Wagner, membre de la direction d'IG Metall, c'était d'éviter le retour aux divisions d'avant 1933, lorsque sociaux-démocrates et communistes se disputaient le contrôle de la classe ouvrière, ouvrant leurs disputes la voie au nazisme.

Le nouveau mouvement syndical allemand, qui entendait jouer son rôle dans la consolidation de la démocratie, ne voulait plus se laisser diviser. Son action était donc fondée sur le principe de l'unité syndicale, à chaque secteur d'activité correspondant un syndicat unique représentant les diverses catégories de salariés.

RADICALISATION. Ce système, parfois contesté - il y eut plusieurs tentatives pour créer des syndicats d'obédience chrétienne - s'est imposé sur le plan politique à partir de la division en deux de l'Allemagne. Les communistes, au pouvoir à l'Est, ont longtemps interdit à l'Ouest où ils étaient suspects.

Les sociaux-démocrates sont retrouvés seuls représentants de la gauche à l'Ouest. En outre, compte tenu de la situation de l'Allemagne de l'Ouest, les représentants de la gauche, les sociaux-démocrates, ont un climat très consensuel, les grandes luttes syndicales à la fin du XIXe siècle du XXe siècle. Une bonne occasion pour souligner les avancées que le combativité lui a permis d'obtenir. Dans la sidérurgie, note Michael Breidbach, « on a perdu 150 000 postes de travail, mais toujours avec un plan d'accompagnement social. C'est un résultat honorable en Europe ».

GENERATION. Les grands conflits sont certes plus rares qu'ailleurs, mais souvent d'une dimension plus importante. Le conflit de la métallurgie en 1984 pour la réduction du temps de travail, qui a imposé l'idée de la semaine de 35 heures, a duré six semaines. La grève, qui touchait officiellement qu'une cinquantaine de milliers de salariés dans les régions du Bade-Wurtemberg et du Hesse, a affecté, en raison du lock-out en chaîne, plusieurs centaines de milliers de personnes dans toute l'Allemagne.

IG Metall, la première organisation syndicale, a aujourd'hui à l'Ouest 2,6 millions d'adhérents sur un total de 7,7 millions de salariés pour l'ensemble du DGB (s'y ajoutent un million de métallos syndiqués à l'Est).

Le nombre limité de grands conflits qui font date n'empêche pas ailleurs les syndicats de recourir à toutes sortes d'actions : les entreprises quand le besoin s'en fait sentir. Le syndicalisme allemand n'ignore ni les manifestations ni surtout, dans la phase préparatoire des négociations, les grèves d'avertissement qui permettent de juger du degré de popularité d'une revendication et de la capacité de mobilisation. Dans les années 80, souligne Horst Wagner, le nombre d'heures de grève en Allemagne s'est beaucoup rapproché de celui des autres pays européens.

La phase de reconstruction, puis la prospérité économique de l'après-guerre, le miracle économique allemand, ont limité pendant longtemps le besoin de revendication, notamment les petites et moyennes entreprises. A la fin du dernier gouvernement social-démocrate du chancelier Helmut Schmidt, on avait perçu dans les milieux les plus activistes du mouvement syndical un trait de la grève, puis après 1982, sous les coups du bouton des gouvernements du chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl, les conflits se sont durcis.

Le mouvement syndical change lui aussi, l'augmentation du nombre d'employés et la qualification croissante des salariés industriels. Une nouvelle génération de syndicalistes apparaît, marquée par les mouvements de contestation politique des années 60 à 80. « Le partenariat social dans l'entreprise, comme on l'a prôné dans les années 70 n'existe pas », estime Udo Vomfel, responsable du syndicat d'entreprise IG Gestr, une firme brémoise de 700 employés spécialisée dans la production. Udo Vomfel a succédé à une génération de syndicalistes auxquels il reproche d'avoir été plus porte-parole de la direction que des salariés.

Henri de Bresson

Plus vite, moins cher !

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

Le choc des prix sur 1000 voitures en stock.

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68

• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

• bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.61.15.68

• de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ILN
INTERTECHNIQUE

ACTIVITÉS COMMERCIALES DE L'EXERCICE 1991

Pour l'exercice du groupe, le chiffre d'affaires consolidé, hors taxes, s'est élevé à 1 484,2 MF, contre 1 490,6 MF en 1990 ; le montant consolidé, hors taxes, des dépenses s'élève à 1 302,3 MF, contre 1 685,9 MF.

Au 1^{er} janvier 1992, le carnet de commandes consolidé est de 1 243 MF contre 1 427,9 MF.

صك امان الاصل

PERSPECTIVES

Portrait

Monsieur Chung saisi par la politique

Suite de la page 27

Mais son charisme et un passé d'homme ayant eu, autrefois, les mains dans le cambouis, forment le respect. Né dans une famille de paysan de la partie nord de la péninsule, ayant quitté sa famille à seize ans, tour à tour manœuvre, marchand de riz puis après guerre patron d'un atelier de réparation de voitures, Chung Yu-yung est l'homme des défis. Sa biographie, qui vient de paraître, porte un titre évocateur : « Des batailles, pas de défaite ».

Au lendemain de la libération de la Corée du joug japonais en 1945, alors qu'il réparait des vieilles voitures, le jeune Chung séduisit les représentants de Ford par son amour des moteurs et il se vit confier l'entretien de camions militaires pendant la guerre de Corée. Puis, il obtint, grâce à son frère, intermédiaire des US Forces, le quasi-monopole de la construction des baraques pour l'armée américaine.

AUDACE • C'est avec l'arrivée au pouvoir du général Park Chung-hee, à la suite d'un putsch en avril 1961, que la fortune commença à sourire à Chung Yu-yung. Park voulait redresser le pays et le doter d'une infrastructure et d'une industrie. Les deux hommes avaient en commun leur nationalisme, une farouche volonté et un même caractère autoritaire. Le jeune entrepreneur mit son audace au service du général putschiste.

Lorsque Park voulut une autoroute reliant Séoul à Pusan, au sud de la péninsule, les Américains refusèrent de l'aider : Chung Yu-yung lui construisit, embauchant conscrits et bagnards et surveillant lui-même les travaux.

C'est ainsi Hyundai qui fut à l'origine de l'industrie lourde coréenne, autre exigence de Park. Chung Yu-yung se lança à la fin des années 1960 dans la construction navale. Il démarcha lui-même les premiers clients : « Vous savez construire des bateaux ? » lui demanda un jour un interlocuteur anglais. Sortant de sa poche un billet de 1 000 won sur lequel figure le fameux « bateau-tortue » (guillemet) de l'amiral Yi Sun-sin, qui permit aux Coréens de repousser une invasion japonaise à la fin du seizième siècle, l'entrepreneur répondit : « Voilà ce que nous avons su faire il y a quatre siècles ».

Fondateur, Chung Yu-yung fut aussi l'artisan d'un autre choix straté-

gique de la Corée : l'industrie automobile. En 1973, il investit 450 millions de dollars (1) dans la construction d'une petite cylindrée coréenne, la Pony. Par un nouveau coup de poker, il allait tailler en même temps à son groupe une place de choix sur le marché de la construction au Proche-Orient.

Symbole de la « Corée battante », ce pays qui, à force de persévérance et de travail, au prix aussi de lourds sacrifices sociaux, a forcé les portes de l'industrialisation, Chung Yu-yung a souvent été en coquetterie avec le pouvoir. Aujourd'hui, il est en opposition ouverte avec le gouvernement du président Roh Tae-woo.

Jusqu'à présent, le patron de Hyundai avait généralement financé les équipes au pouvoir. « C'était de plus en plus cher », dit-il sans ambages : de 1961 à 1979, il versa 500 millions de won par an à Park Chung-hee, puis de 1980 à 1987 de 2 à 3 milliards à Chun Doo-hwan et enfin, jusqu'en 1990, 10 milliards à Roh Tae-woo. Et l'opposition ? « Je n'en ai pas eu l'occasion ».

Il préfère disposer d'un parti, qui aura au moins l'originalité d'être financièrement indépendant.

« Elle n'a jamais été au pouvoir », pense-t-il finalement on n'est pas si bien servi que par soi-même, il préfère désormais disposer d'un parti qui, même si sa plateforme est vague, présentera au moins l'originalité d'être financièrement indépendant, souligne-t-il sarcastique.

« Le parti gouvernemental est fractionné en trois groupes d'intérêts engagés dans des luttes internes et, au cours des cinq dernières années, la situation a été en empirant. A chaque changement de régime, les industriels ont été contraints à des restructurations. J'avais envisagé de faire de la politique dès le début des années 1980, lorsque le Conseil pour la sécurité nationale de l'époque imposa une reorganisation des grands groupes industriels. J'ai compris alors que sans disposer d'une force politique, les milieux d'affaires devaient subir les diktats du pouvoir en place. Je pense



aujourd'hui que la coupe est pleine et que le pouvoir n'a rien à attendre.

Il y a aussi derrière cette décision un coup de patte de vieux lion. Il a toujours critiqué la nouvelle gestion gouvernementale de spécialisation des activités des grands groupes industriels (chaebol) : « Les entreprises doivent être libres de décider leurs stratégies », affirme-t-il. Chung Yu-yung est en outre farouchement opposé aux grands projets de la présidence (construction d'un nouvel aéroport et d'une ligne de train à

grande vitesse entre Séoul et Pusan). Il y a d'autres priorités, estime-t-il. La goutte qui a fait déborder le vase a été l'offensive du fisc dont il a fait l'objet. Par un jeu de cession d'actions à neuf membres de sa famille, le magnat milliardaire aurait soustrait à l'impôt pour quelques millions de dollars en droits de suc-

Tout d'abord, il a réagi avec sa vivacité habituelle affirmant qu'il ne paierait pas : « Je n'ai pas l'argent » en novembre 1991 cours d'une conférence de

Trois jours plus tard, il acceptait néanmoins de régler les deux tiers de son rappel d'impôt, mais un délai pour la partie.

Apparemment, la loi que, par mesure de représailles, Hyundai ne soit soustraite des appels d'offres de travaux publics était à l'origine de son revirement. « Monsieur Chung » capitulait sur un front mais il contre-attaquait sur un autre : le jeu politique, créant ainsi un nouveau pôle de pouvoir qui risque d'attiser les divisions au sein du parti gouvernemental.

L'offensive du fisc marquait la fin de la période de collusion, en dépit des tensions épisodiques, entre les chaebols et le gouvernement. Une initiative qui, conjuguée à la politique économique du crédit, intervient dans une période de difficultés économiques dues à la perte de compétitivité des produits coréens sur les marchés extérieurs, effaçant les bénéfices de la période.

Pour Chung Yu-yung, « les augmentations de salaires ne sont que partiellement responsables de la perte de compétitivité : la hausse des taux d'intérêt et le marasme d'une économie mal dirigée ont fait perdre l'espoir aux travailleurs et ont des effets plus désastreux ». Par ailleurs, il était ouvrier en 1992 ? « Sûrement, je défendrais les intérêts des travailleurs dans le cadre de la loi », affirme-t-il.

PATRIARCHE • Le rôle du vieux lion sera-t-il aussi efficace en politique qu'il l'a été pour construire l'empire Hyundai ? Certains pensent qu'il vieillit mal et commet l'erreur de ne pas rester ce patriarche de l'industrie, respecté pour ses

autant que pour les valeurs traditionnelles qu'il incarne, bien que son visage visé par des syndicats l'ait rendu impopulaire aux yeux des ouvriers.

L'écart qui s'est creusé ces dernières années entre les besoins et les nécessités a fait voler en éclat le vieux principe incarné par « Monsieur Chung », lequel « le » est toujours récompensé ». Beaucoup pensent, au contraire, que les chaebols, en s'enrichissant au sein du capitalisme jeune, qui

croît encore aux légendes de l'industrialisation, la Corée a cependant trop profondément changé, pour que les valeurs incarnées par un homme qui a connu « des jours où l'on ne mangeait pas à sa faim » attirent une jeune génération dont Chung Yu-yung reconnaît « qu'elle a perdu le sens de l'éthique du travail ». Ses succès, pense-t-il, ne suffisent pas à lui donner un but pour qu'elle retrouve son ardeur.

Bien que le patriarche défende les intérêts du grand capital coréen, beaucoup d'affaires, pourtant en désaccord avec le gouvernement, ne le voient pas pour autant à la tête du pays. Il y a derrière ce désaccord un conflit de génération : Chung Yu-yung symbolise cette race de patrons à l'origine de la réussite coréenne, qui aujourd'hui progressivement remplacés par leurs fils formés dans les universités américaines : pour eux, la gestion du pouvoir ne relève plus de recettes de père à fils.

Philippe Pons.

(1) 1 dollar = 166,67 francs ; 1 million environ 0,70 franc.

Un empire familial

SÉOUL de notre envoyé spécial

Hyundai (« la modernité »), le petit atelier de réparation de voitures ouvert à Séoul par le jeune Chung Yu-yung au début des années 40 est devenu un demi-siècle plus tard, un empire industriel international.

Deuxième groupe de Corée, Hyundai est employé par 170 000 personnes et dispose de cinquante représentations à l'étranger. Hyundai produit aussi des navires, des ordinateurs, des produits informatiques, du ciment, de l'acier, des équipements lourds, etc. Depuis quelques mois, le groupe possède aussi un quotidien, Myung Il (Culture), lancé à grand renfort de publicité.

D'abord centré sur la construction, Hyundai Engineering and Construction, créé en 1947, est devenu le cœur du conglomérat Hyundai. Il lança ensuite dans la construction navale, le plus grand chantier naval du monde.

La création de Hyundai Motor en 1967 marque le début d'une activité qui allait devenir la plus tard l'embryon d'une production automobile. Employant 30 000 ouvriers, Hyundai dispose d'une capacité de production de 750 000 véhicules par an. Le chiffre se portait à 7,6 milliards de dollars en 1991.

C'est au cours de la décennie 70 que le groupe diversifie

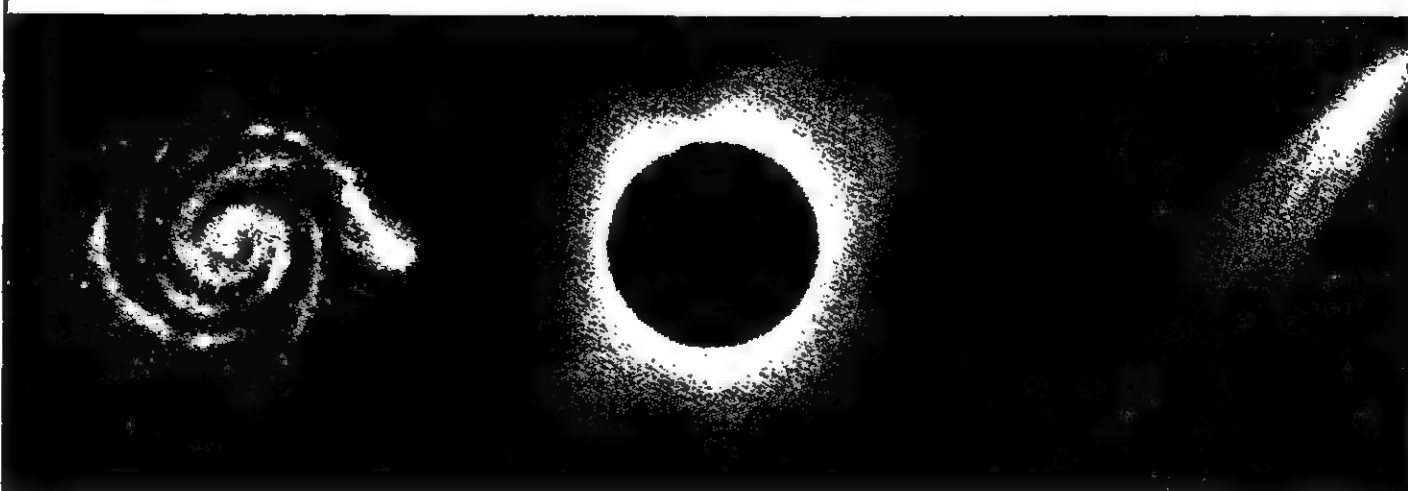
la plus ses activités. Des services (finance, transport, distribution) aux nouvelles technologies, avec Hyundai Electronics créé en 1983, en passant par la pétrochimie, la robotique et les équipements de construction.

Cet empire demeure aujourd'hui largement contrôlé. Seulement quinze des quarante-deux filiales du groupe sont cotées en Bourse, et la famille Chung détient 87,8 % des actions. C'est d'ailleurs le frère cadet d'oncle Chung, Chung Se-yung, soixante-trois ans, qui a officiellement pris les rênes. Son frère aîné, « Pory Chung » (du nom du premier modèle automobile de Hyundai), il dirigeait depuis 1987 le groupe dans l'ombre.

Trois autres fils du fondateur dirigent également des branches du groupe. Deux d'entre eux ont fondé des groupes séparés mais les autres membres du clan. Bien que Chung Yu-yung affirme que son frère n'a pas aux commandes pour les prochaines années, beaucoup se demandent s'il n'est pas le groupe sera géré. Ce sera très probablement le fils de Chung Yu-yung, Mong-ku, actuellement président du plus grand groupe du conglomérat Hyundai. Les autres fils parmi les sept enfants du fondateur sont : Mong-jun, député depuis 1987, et Mong-hun, président du plus grand groupe.

Ph. P.

Pendant des siècles, l'homme en quête d'extraordinaire s'est tourné vers les cieux. Aujourd'hui il peut recommencer.



Bienvenue à bord de la Connaissieur Class, un espace exclusivement proposé par United Airlines. Un espace où l'attention portée à chaque détail bouleverse les normes de la Classe Affaires Internationale et fait de la Connaissieur Class la référence de qualité en matière de service. La Connaissieur Class est accessible depuis le 1^{er} novembre 1991 sur tous nos vols transatlantiques, ainsi que sur la plupart de nos vols à destination du Pacifique. Prenez votre envol avec la compagnie qui unit le monde. Come fly the friendly skies*.

Contactez votre agence de voyages ou United Airlines.
Téléphone Paris : 48.97.82.82. Province : N° vert 05.01.91.38.

UNITED AIRLINES

* Voyagez en bonne compagnie.

CREDIT LYONNAIS

**4 médailles d'or
2 médailles d'argent**

**avant même
les J.O.
d'Albertville**

Palmarès des opérations financières des banques françaises en 1991

- 1^{er} au palmarès des offres publiques
- 1^{er} au palmarès des augmentations de capital
- 1^{er} au palmarès des introductions en bourse
- 1^{er} au palmarès des émissions obligataires en francs
- 2^e au palmarès des émissions obligataires domestiques
- 2^e au palmarès des émissions en euro francs

Au palmarès des opérations financières réalisées en 1991*, le Crédit Lyonnais remporte 4 médailles d'or et 2 médailles d'argent sur 7 classements.

Ces succès sont le fruit du travail de toutes les équipes du Crédit Lyonnais présentes sur les grandes places financières du monde, équipes qui développent leur expertise dans tous les métiers financiers au service de leurs clients.

* Source Option Finance du 6 janvier 1992

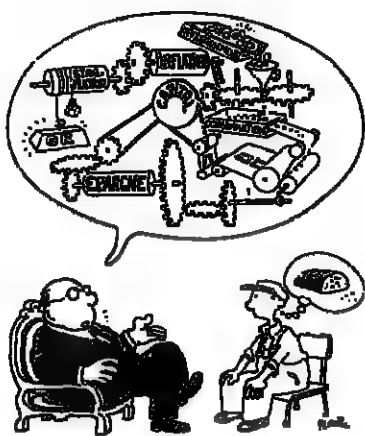
LE POUVOIR DE DIRE OUI... SUR LES MARCHÉS DE CAPITALAUX, AUSSI.



CREDIT LYONNAIS



Le revenu minimum d'insertion



L'heure du bilan du revenu minimum d'insertion (RMI) avec la remise au premier ministre du rapport rédigé par la Commission nationale d'évaluation.

Une innovation : pour la première fois, l'Etat fait contrôler la mise en œuvre d'une loi politiques par un comité de « sages » indépendants. Avant que le Parlement, au printemps, ne « mette à plat » le dispositif au vu des trois années d'expérience. Lors de sa création, à l'automne 1988, dans l'urgence et l'incertitude, on attendait les habitués de l'aide sociale : mères célibataires, exclus aux handicaps multiples. Première surprise : 40 % des allocataires étaient d'abord des victimes de la crise économique, moins demandeurs d'une aide sociale que d'une insertion professionnelle jusque-là refusée. Mais la « machine » du RMI, animée par les habitudes de l'aide sociale, n'a pas relevé ce défi : deux ans après son inscription, un allocataire sur deux a quitté le RMI, mais un allocataire sur cinq seulement l'a fait avec un emploi. C'est pourquoi les animateurs du système vont devoir renforcer leurs liens avec les bassins d'emploi. Deuxième surprise : là où les politiques redoutaient le clientélisme, est apparue une indispensable solidarité entre les différents acteurs, contraints de travailler ensemble et de faire preuve d'imagination. Aujourd'hui, il faut aller plus loin en associant représentants d'entreprises, des réseaux associatifs, des communes.

Dossier établi par Valérie Devillechabrolle

BIBLIOGRAPHIE

Faute de recul, peu d'ouvrages ou de documents synthétiques d'ores et déjà publiés sur le RMI. Sollicités par la Commission nationale d'évaluation du RMI, les organismes officiels, les chercheurs commencent à peine à publier le fruit de leurs travaux. A signaler :
■ *Atouts et difficultés des allocataires RMI*, rapport du CERC diffusé par la Documentation française.
■ *Le RMI à l'épreuve des faits*, ouvrage collectif du programme de recherche de la MIRE du Plan urbain sur la mise en œuvre du RMI, aux éditions Syros Alternatives.
■ *Le Revenu minimum d'insertion dans la CEE*, de Serge Milano (plus ancien), PUF, coll. « Que sais-je ? ».

A quelle date et pourquoi a-t-il été créé ?

Le RMI est destiné à assurer un revenu minimum provisoire et les moyens de retrouver des ressources durables à ceux qui en sont dépourvus. Ses fondements ont été jetés en 1978, avec l'engagement pris par François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, dans sa *Lettre à tous les Français*, d'instaurer une garantie minimale de ressources, garantie à terme, avant la fin de l'année.

Le projet prendra corps le 18 mai 1988 au conseil des ministres, soit dix jours après la réélection du président de la République. Le 10 novembre, le projet de loi instaurant le revenu minimum d'insertion est adopté à l'unanimité à l'Assemblée nationale. Il

« L'important n'est qu'un moyen de vivre ou plutôt de survivre soit garanti à ceux qui n'ont rien, qui ne peuvent rien, qui ne sont rien. C'est la condition de leur réinsertion sociale. »

François Mitterrand

rappelle un extrait du préambule de la Constitution de 1946 affirmant que « toute personne qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de son état d'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ». Et ajoute au corollaire que « l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté constitue un impératif national ».

Evoquée pour la première fois en août 1979 par l'abbé Sieyès qui se proposait de l'inscrire dans la Déclaration des droits de l'homme, la notion de revenu minimum a attendu deux siècles avant de voir le jour. L'idée même d'une « nouvelle pauvreté » engendrée par la crise économique n'est apparue qu'au début de 1981 avec la publication du rapport de l'Institut Océris, commandé par Raymond Barre. Mais les mesures d'urgence préconisées alors se sont perdues dans les espoirs du retour de la gauche.

Hiver 1984-1985 : la vague de froid fait resurgir la nouvelle pauvreté à la conscience des Français. Devient la tourmente dramatique prise par les événements (onze vagabonds sont morts de froid), Coluche lance les collectes de vêtements et les appels de l'abbé Pierre à la solidarité nationale renvoient, tel un miroir tragique, au terrible hiver 1954. Si un plan d'urgence pauvreté-précarité est adopté, l'idée d'un revenu minimum reste, une fois encore, dans l'ombre : le pouvoir n'aurait pas osé emprêter ces explications sur le tournant de la rigueur économique.

Le revenu minimum d'insertion (RMI), la coalition UDF-RPR ne traite toutefois une première esquisse, sous le « complément de ressources », afin d'être plus proche de plus en plus nombreux, qui, faute de revenu ou exclus du système d'indemnisation du chômage, restent en travers des mailles du filet de la protection sociale. Mais le plan d'Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale, fléchit sur la bonne volonté des départements et sur l'obligation de trouver un emploi ou une occupation pour débiter l'allocation — obligation presque impossible à remplir, compte tenu de la situation de l'emploi —, d'autant plus rapidement. Selon 10 000 personnes en bénéficiant sur les 100 000 attendues.

C'est le Père Joseph Wresinski, ancien président d'ATD-Quart-Monde, qui, dans un rapport pour le CERC économique et social, fait vraiment prendre conscience de l'ampleur du phénomène pauvreté. Avec une estimation : 2,5 millions de personnes dont 100 000 sans-abri, vivent en situation de grande précarité.

« Nous ne devons pas ouvrir la voie à une double irresponsabilité : celle de l'Etat qui se donnerait bonne conscience à peu de frais et celle des allocataires qui s'installeraient dans une sorte de léthargie indéménisée. »

Roselyne Bachelot (RPR)

Qui peut en bénéficier et combien touche-t-on ?

Toute personne résidant en France, âgée de plus de vingt-cinq ans (ou ayant eu plusieurs enfants à charge) et dont les ressources sont inférieures au revenu minimum (fixé à 2 163,16 francs par mois pour une personne seule en métropole), a le droit de recevoir une allocation correspondant à la différence entre ses ressources et ce revenu. En sont toutefois exclus les officiers, les étudiants et les militaires (sauf dans le cadre d'une insertion par le RMI).

Le revenu peut également être attribué aux étrangers en situation régulière, s'ils ont une carte de séjour depuis plus de trois ans : seuls les enfants étrangers résidant en France sont alors pris en charge. En 1991, les étrangers représentaient 12 % des allocataires, soit une proportion identique à celle des étrangers au chômage.

Le montant du RMI augmente avec la taille du foyer, à partir du montant de base de 1 163,16 francs, 1 730,53 dans les départements d'outre-mer (DOM). Mais toutes les autres sources de revenus (allocations familiales, pensions...) sont déduites de ce barème de base. En 1991, le montant moyen versé à chaque foyer s'élevait à 1 850 francs par mois.

Lorsque le bénéficiaire exerce une activité complémentaire (emploi, stage rémunéré, contrat emploi-solidarité (voir lexique) qui lui rapporte moins de 750 et 2 163,16 francs par mois, l'allocation est réduite (selon le montant total de sa rémunération). Au-delà de ces 2 163,16 francs, elle est supprimée. Mais le bénéficiaire conserve les droits complémentaires jusqu'à la fin de son contrat d'insertion.

Grâce le montant de l'allocation, le revenu minimum d'insertion ouvre au effet deux droits :

— Les allocataires dépourvus de couverture sociale sont automatiquement affiliés à l'assurance-maladie personnelle, leur cotisation étant prise en charge par les départements sur leur fonds d'aide sociale.

— Les allocataires sont également bénéficiaires d'un droit au logement.

« En généralisant [les dispositifs de traitement social du chômage], en sous-payant le travail salarié, vous ouvrez une nouvelle brèche contre le salaire minimum. »

Jean-Claude Gayssot (PC)

Comment le système fonctionne-t-il ?

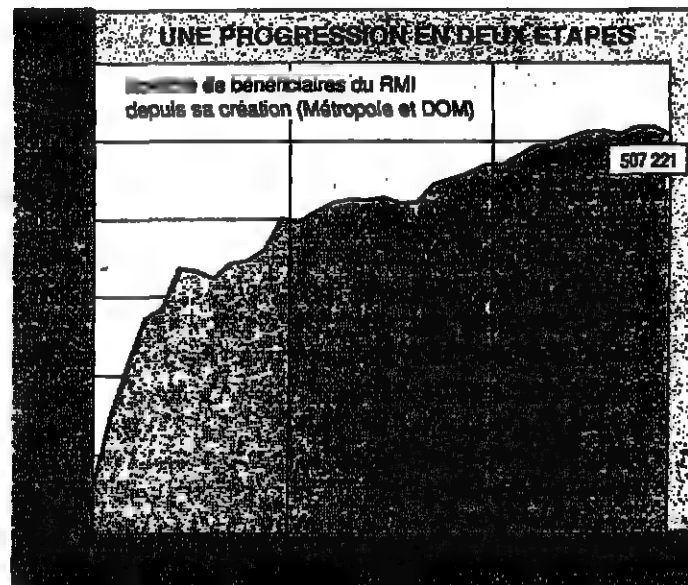
Les candidats doivent déposer leur demande auprès des centres communaux d'action sociale (CCAS), des associations d'action sociale de leur département ou des associations caritatives agréées par le préfet, qui adressent les dossiers aux commissions d'allocations familiales (CAF) — ou de mutualité agricole pour les exploitants ou salariés agricoles. Elles vérifient la situation de famille et la résidence des demandeurs et calculent le montant de l'allocation à laquelle ils ont droit. Fort de ces éléments et de l'avis rendu par les CAF, le préfet accepte ou refuse la demande.

Une fois ouvert son droit au RMI, l'allocataire doit normalement être convo-

Quel est le coût du dispositif et qui paye ?

En 1991, le RMI (dont ont bénéficié près de 1,2 million d'allocataires et d'ayants droit), a coûté au total 19,5 milliards de francs. L'Etat, pour sa part, a dépensé 16,4 milliards de francs (contre 13,8 milliards en 1990) dont 12,1 milliards étaient consacrés aux allocations, le reste à l'insertion : 3,3 milliards au titre des mesures du plan emploi, 500 millions en allocations logement, 500 millions de dépenses spécifiques pour l'insertion dans les DOM.

Les conseils généraux ont, pour leur part, déboursé 3,1 milliards de francs, comme en 1990 : 1 milliard de dépenses d'insertion et 1,1 milliard de cotisations à l'assurance-maladie.



qué dans les trois mois afin de signer un contrat d'insertion. A la fin de l'année 1991, 213 000 contrats d'insertion étaient en cours de validité pour 307 000 bénéficiaires.

C'est pourquoi l'allocataire continue d'être tenu même en l'absence de contrat, à condition que ce contrat ne soit pas imputable à l'allocataire et que ce dernier renouvelle toujours à la CAF ses déclarations trimestrielles de ressources. Ceux qui ne répondent pas aux convocations ou ne renvoient pas leurs déclarations se voient suspendre leur allocation un mois plus tard. S'ils persistent, ils perdent définitivement leur allocation au bout de quatre mois.

Préparés par les institutions (travailleurs sociaux, associations, etc.) avec les intéressés, les contrats d'insertion sont examinés et validés par une commission locale d'insertion. Une cellule d'appui peut aider à trouver la meilleure solution possible aux difficultés rencontrées par les RMIistes.

« Le revenu minimum d'insertion ne doit pas devenir un substitut aux insuffisances de notre protection sociale et de notre marché de l'emploi. »

Adrien Zeller (CDS)

A L'ÉTRANGER

Des formules de « revenu minimum » existent dans sept autres pays de la Communauté européenne : Allemagne, Belgique, Danemark, Grande-Bretagne, Irlande, Luxembourg et Pays-Bas. S'y ajoutent des initiatives locales en Italie et en Espagne, et, en printemps 1990, la Commission européenne a rédigé une recommandation pour encourager le principe aux douze États membres. Mais ces systèmes diffèrent considérablement du RMI français, d'abord parce qu'ils ne sont pas tous sous la forme d'un revenu minimum, ensuite parce qu'il s'agit d'allocations ponctuelles, tantôt de compléments de revenu destinés à encourager la recherche des bénéficiaires à un certain niveau.

Les Pays-Bas et le Canada possèdent aussi des systèmes de revenu minimum.

AUX PAYS-BAS. — Le revenu minimum s'approche du système français, avec des allocations personnelles d'arriver à un revenu minimum. La première, destinée aux chômeurs, comptait en 1977 130 200 bénéficiaires, la seconde (familles à faible revenu, personnes âgées...) 184 000.

EN ALLEMAGNE. — Le complément de ressources accordé, de façon plus large, à ceux qui ne peuvent couvrir leurs besoins essentiels de subsistance, était en 1989 à 2 774 000 personnes, dont 633 000 étrangers.

EN GRANDE-BRETAGNE. — Un supplément de revenu (*income support*) est accordé aux plus de seize ans dont les ressources sont inférieures à un certain plafond : 4 100 000 francs en mai 1990.

EN BELGIQUE. — Le Minimeux (Minimum de moyens d'existence), géré par les collectivités locales, peut compléter des ressources insuffisantes pendant une courte période (moins de six mois dans la plupart des cas). Il comptait, en 1990, 100 000 bénéficiaires, dont 60 % de femmes.

LEXIQUE

CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE (CCAS). — Nouvelle appellation des anciens bureaux d'aide sociale des mairies. Les CCAS peuvent servir de lieu de domiciliation des personnes en situation de précarité.

CONTRAT EMPLOI-SOLIDARITÉ (CES). — Financé par l'Etat, les CES sont réservés aux « RMIistes » d'avoir une occupation rémunérée dans le cadre d'une association ou d'une collectivité. C'est le principal mode d'insertion professionnelle des allocataires du revenu minimum avec 85 000 contrats signés depuis trois ans sur 213 000 accés à l'emploi.

CONTRAT D'INSERTION. — C'est de toute du dispositif. Par ce contrat, les allocataires montent, d'une part, qu'ils ne sont pas des « fainéants » prêts à faire un effort pour sortir. Mais, en contrepartie, les pouvoirs publics s'engagent à apporter la meilleure réponse possible aux difficultés rencontrées par chaque allocataire. Ce contrat est signé pour une durée variant de trois mois à un an renouvelable.

CELLULE D'APPUI. — C'est une pourvoyeuse d'idées. Elle a pour mission d'aider les services instructeurs à préparer les contrats et à informer des ressources locales existantes en matière d'insertion : telle association a développé une aide aux mal-logés, tel département a débloqué des crédits pour payer le transport des « RMIistes » ou leur offrir un permis de conduire... La cellule

d'appui peut également développer ces initiatives en montant des chantiers-écoles, en créant de nouveaux organismes susceptibles de prendre en charge les « RMIistes ».

COMMISSION LOCALE D'INSERTION (CLI). — Placée sous l'autorité du préfet ou du président du conseil général, elle rassemble les intervenants susceptibles d'éclairer le président de la CLI dans son rôle de médiateur ou d'ajourner les conflits : associations sociales, maires de l'office HLM, délégués d'associations, représentants de l'ANPE, élus municipaux ou départementaux. En cas de non-accord, les précédents maires et de nouvelles volontés des allocataires, la CLI peut suspendre le versement de l'allocation.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL D'INSERTION. — Organe politique du dispositif coprésidé par le préfet et le président du conseil général. Son rôle consiste à définir et à mettre en œuvre le plan départemental d'insertion, c'est-à-dire la meilleure réponse possible aux besoins des plus démunis, compte tenu des spécificités locales.

CHARGÉ DE MISSION RMI. — Détaché de la direction des affaires sociales ou de l'ANPE auprès du préfet, il est garant du dispositif, le seul à bénéficier d'une vision globale proche du terrain. Il doit être parvenu à la fois, il doit impulser des projets de ressources, réveiller les initiatives endormies, dégraisser les rouages, faire remonter les statistiques.

مكتبة الأصل

d'insertion

CHRONIQUE • par Paul Fabra

Réformisme très populiste

DANS son livre *Français, si vous osiez...* (1), Alain Minc écrit : « Le populisme est une gangrène... Il fait croire aux solutions miracles : il flatte les « petits », les « victimes », les « frustrés » contre la « haute », les « profiteurs », les « aristocrates »... La question qui se pose (voir notre chronique dans le Monde du 21 janvier) est de savoir si plusieurs des propositions centrales formulées par nos candidats réformateurs du centre-gauche ne tombent pas sous cette critique.

Tant l'Événement du jeudi, dans son « programme pour en sortir » (publié le 21 novembre 1991), que l'auteur préconisent la création d'un revenu minimum pour tous. Alors que notre confrère y met quelques précautions, Alain Minc est plus expéditif. « Débarrassons-nous une fois pour toutes des contre-arguments éculés », écrit-il. Neuf lignes lui sont suffisantes pour faire place nette.

L'idée de départ étant que notre société moderne et son marché « darwinien » — on n'ose plus parler du « système » depuis qu'il n'y en a plus qu'un seul — sélectent inexorablement, et par millions, des « exclus », le revenu minimum garanti pour tous paraît, en effet, la solution logique et élégante, du moins pour ceux qui la proposent. L'auteur de *Français, si vous osiez...* nous dit : « Si le nouvel État-Providence s'engage pour objectif, au premier chef, de protéger les exclus, il doit d'abord leur assurer, qu'ils travaillent ou non, un tel revenu. » Et d'ajouter ce qui peut apparaître comme une précision : « Celui-ci [le revenu minimum] devrait aller très au-delà du RMI et s'approcher du SMIC — lui être inférieur par exemple de 25 % ». L'Événement propose un tiers en moins. Cette prudence n'a guère de sens. Le revenu minimum est censé avoir pour finalité d'exclure l'exclusion. En verser un qui soit sensiblement inférieur au SMIC, serait selon cette logique, discriminatoire.

La plus étonnante est qu'Alain Minc se déclare bien partisan d'une suppression du SMIC, mais pour une autre raison. Or celle qu'il invoque se retourne contre son argumentation en faveur du revenu minimum. Il dit : « Tout ce qui réduit le coût du travail favorise l'emploi. » C'est à ce titre que l'abolition du SMIC lui paraîtrait souhaitable. Comme il juge cette solution politiquement hors de portée, il se rabat sur une solution de « second best », comme disent les théoriciens américains. Pour favoriser l'embauche, il se borne à demander qu'on restreigne le champ d'application du SMIC.

Si les exceptions au SMIC se multiplient, le vrai salaire minimum sera celui que recevra le travailleur le moins payé. Dans la logique d'Alain Minc (« Tout ce qui réduit le coût du travail... »), on imagine mal que l'exception, pour en valoir la peine, ne comporte pas un rabais de 20 % à 25 % sur le SMIC. La distinction, déjà conceptuellement très difficile à faire, entre ce dernier et le revenu minimum garanti à tous, aura aussi disparu dans les faits. C'est ici qu'il devient difficile de faire table rase de certains contre-arguments, fussent-ils éculés.

Comment éviter le « piège » où risquent de tomber les systèmes d'assistance ? La tentation est grande pour un chômeur de refuser une embauche si le revenu net à en attendre est à peine supérieur au revenu de substitution qui lui est alloué, a fortiori s'il lui est inférieur. Une idée concomitante caressée par nos réformateurs pourrait rendre la gestion de leur dispositif encore plus difficile. Pour ne pas décourager l'emploi là où il se crée spontanément, ils proposent de « blanchir le travail noir ». Soit !

Cependant, les salariés, et en particulier ceux qui accomplissent des tâches pénibles, n'ont pas la même vision que les réformateurs, de l'absence de lien entre l'activité ou la non-activité avec le revenu. S'ils ont de surcroît des raisons de penser que les bénéficiaires, ex-« exclus », du revenu minimum garanti, participent à leur manière, clandestinement, au « marché du travail », ils protesteront. De nouvelles formes de pression verront forcément le jour pour réclamer un légitime avantage de rémunération en faveur de ceux qui exercent un travail au grand jour. Les hausses de salaires crèveront du chômage. De nouveaux « exclus » apparaîtront au moment où le sentiment d'exclusion, si tant est qu'il ait jamais disparu (craignons que l'assistance généralisée ne l'aggrave), sera ranimé sous l'effet de l'inévitable creusement de l'écart entre les salaires « concurrentiels » et le revenu minimum garanti.

Considéré du point de vue du financement,

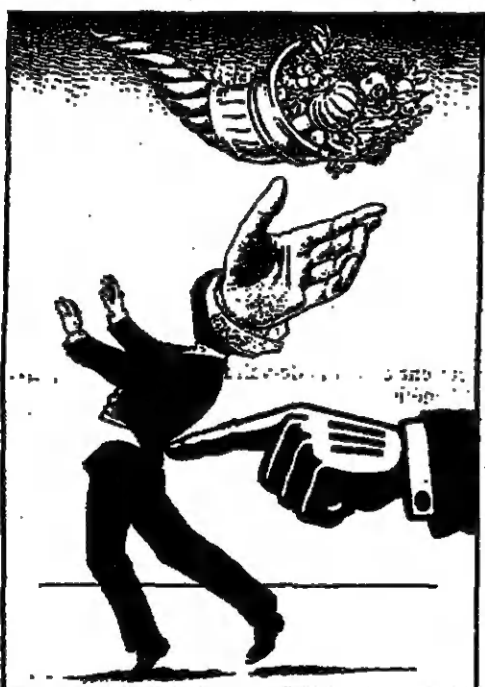
le salaire minimum garanti, c'est le système de la retraite par répartition avec âge de la retraite optionnelle ramené à dix-huit ans. Comment peut-on, comme le fait Alain Minc, assurer d'avance qu'une telle mesure « ne coûtera pas plus de 5 % du budget social de la nation » ? Le plus probable est que, comparé à ce nouveau mécanisme, le problème posé par les retraites apparaitrait un jeu d'enfant. Le revenu minimum garanti à tous n'est pas autre chose que l'héritage libéral du principe appliqué — avec les résultats désastreux que l'on sait — dans les pays communistes, de la gratuité des besoins essentiels (logements, transports, etc.). C'est l'économiste ultra-libéral Milton Friedman qui prône cette idée (sous la forme d'un « impôt négatif ») à la fin des années 60, quand néolibéraux et socialistes croyaient tous ensemble à la perpétuation indéfinie de la croissance.

La révolution marxiste avait péremptoirement condamné comme « bourgeois » des droits et des valeurs dont on (re)découvre aujourd'hui à quel point ils sont inhérents à toute vie économique et sociale tournée vers le progrès. On le voit pour la propriété privée remise en honneur, partout dans le monde, par les programmes de privatisation. Se pourrait-il que, par étourderie, on soit tanté aujourd'hui d'aller aussi vite en besogne à propos d'autres valeurs tenues pour « sacro-saintes » par les esprits réputés trop simples ? Selon l'auteur de *Français, si vous osiez...* l'opposition à un revenu minimum beaucoup plus élevé que le RMI viendrait de la droite. Celle-ci le ferait « au nom d'une vieille tradition libérale et catholique qui fait du travail un instrument de rédemption ». Est-ce un hasard si tous les pays où le plein emploi n'a pas été durablement remis en question par la crise, que ce soit le Japon, le Suède, les États-Unis ou la Suisse, ont en commun que l'éthique du travail y est restée vivante, selon des traditions diverses, toutes respectables ? Les réformateurs ne cessent de partir en guerre contre les tabous. Le vrai tabou est de réaffirmer le principe de responsabilité individuelle. Si le populisme consiste à flatter les « petits », les « frustrés » contre la « haute », les « profiteurs », etc., il peut aussi consister, comme l'actuel septennat et le précédent en ont donné l'exemple, à établir un lien direct entre une taxation supplémentaire du capital et l'aide aux exclus.

Les réformateurs consacrent d'importants développements à l'impôt sur la fortune. Ils n'ont pas tort. Et Alain Minc a raison de s'offusquer de l'exemption de l'outil de travail. Mais il appuie sa thèse sur l'exemple de l'Allemagne où existe un impôt sur le capital bien accepté. Que n'a-t-il lu la description qu'en a fait, en 1986, le Conseil des Impôts ? On y apprend qu'en Allemagne les biens immobiliers sont taxés sur leur valeur cadastrale, jamais révisée depuis 1964 (un coefficient de majoration « symbolique » de 40 % est appliqué). En Allemagne, les banques commerciales ne sont pas tenues de communiquer au fisc des renseignements sur la fortune mobilière de leurs clients. Les déclarations incomplètes sur ce chapitre sont légion. Tant et si bien que l'estimation formulée par le Conseil des impôts il y a six ans est certainement encore plus vraie aujourd'hui : il y a outre-Rhin cinq fois plus de contribuables qu'en France assujettis à l'impôt sur la fortune, mais, comme dans l'Hexagone, le produit de cet impôt ne dépasse pas 1 % du PIB ! En Allemagne, seules les entreprises supportent véritablement un impôt sur le capital.

Pour faire ressortir la modération de sa propre proposition — un taux uniforme de 0,5 %, « comme en Allemagne » (où le taux est de 0,6 % pour les entreprises) — Alain Minc rappelle que Maurice Allais préconise, lui, de taxer le capital au taux de 2 %. Il omet de préciser que, dans l'esprit du Prix Nobel de sciences économiques, un tel impôt (perçu seulement sur le capital physique) se substituerait à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les successions. Alain Minc veut au contraire alourdir ce dernier, en s'appuyant sur l'exemple des pays anglo-saxons où l'héritage serait taxé au taux marginal de 90 %. En réalité, le taux le plus élevé a été abaissé récemment en Grande-Bretagne de 60 % à 40 % ; aux États-Unis, il est de 55 % (l'imposition réelle pouvant dans certains cas aller jusqu'à 70 % environ). Une façon bien populiste d'engager le débat...

(1) *Français, si vous osiez...*, d'Alain Minc. Grasset, 253 pages, 100 F.



NICOLAS GUILBERT

LIVRES

Une dynastie nipponne

La saga de Nomura, ou comment une modeste maison de titres devient la plus puissante empire financier du monde. Une histoire d'argent et de pouvoir, qui se lit comme un roman

NOMURA, LÉGENDE ET HISTOIRE SECRÈTE D'UNE DYNASTIE JAPONAISE d'Alletzhäuser, Albin Michel, 345 pages, 130 F.

Comment une modeste maison de titres d'Osaka, fondée en 1872 par le fils adultère d'un samurai, est-elle devenue un siècle plus tard le plus puissant empire financier du monde ? Telle est l'histoire d'argent, d'avidité, de trafics d'influence et de pouvoir que conte avec brio Alletzhäuser, qui travailla au bureau de Tokyo de la maison de titres James Capel and Co.

Un livre qui se lit comme un roman et à travers lequel, en arrière-plan de l'épopée de Nomura, se dessine la montée en puissance de l'économie japonaise. Un livre qui au demeurant mériterait mieux, par son caractère documenté et sérieux, que la présentation accrocheuse qu'en fait son éditeur français.

Il est vrai que ses homologues ne brillent pas toujours par le choix des livres qu'ils traduisent ou publient sur le Japon contemporain, on ne peut que saluer la sagacité dont fait preuve Albin Michel en publiant, finalement, en France ce livre de qualité.

Alletzhäuser s'est intéressé avec justesse aux hommes plus qu'à l'institution. Il a dépouillé les documents, mais il a su aussi, et ce n'est pas le moindre mérite, faire parler les protagonistes : membres de la famille Nomura et dirigeants qui ont bâti l'empire.

Nomura, ce fut d'abord une dynastie régnant sur l'un des plus puissants conglomérats de

l'avant-guerre, démantelé par MacArthur en 1945, puis les employés d'une société anonyme, les « hommes de Nomura » : du petit démarcheur arpentant les ruines de l'après-guerre pour drainer au porte à porte une clientèle de boutiquiers et de ménagères à ces présidents finançant les clans politiques contre des traitements favorables pour les revenus du capital.

TRESOR DE GUERRE • Ce furent Minoru Segawa, l'un des maîtres du marché noir des lendemains de la défaite, qui reconstitua le capital de la maison de titres en trafiquant sur les devises et redonna à Nomura son indépendance, ou Masanori Ito, l'« Apache » qui allait drainer les capitaux du monde entier pour alimenter le trésor de guerre de la maison de titres.

Ce fut surtout Tetsuo Okumura, qui en avait fait en deux décennies une puissante multinationale : c'est lui qui, lors du grand krach boursier d'octobre 1987, rameuta les investisseurs individuels, déclenchant un vaste mouvement d'achat, et sauva la place de Tokyo de la débâcle.

La saga de Nomura, que l'auteur relate jusqu'au scandale Recruit (1988), exceptionnel uniquement par son ampleur (il emporta dans le naufrage un premier ministre et plusieurs membres du cabinet), est aussi l'histoire des coulisses des prouesses économiques nipponnes.

Au fil de ces pages, on mesure combien le Japon est loin d'être cette société de consensus dont les entreprises « complétaient » en faveur de l'intérêt national : les firmes nipponnes se

livrent à une lutte sans merci où tous les coups sont permis. Un monde où, à l'abri des regards, l'arnaqueur de haute volée, les escrocs ou les truands côtoient les grands de la finance et de l'industrie comme les politiciens.

Nomura, le « cerveau de Nakasone » (ex-premier ministre) disait-on, était l'un des pivots de ces arbitrages des zones grises de la vie politico-économique nipponne. L'affaire Recruit avait entamé son pouvoir, le scandale actuel son prestige. Mais quelle saga !

Philippe Pons



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Nouvelle émission • le 10 janvier 1992

Ces obligations ont été vendues. Cet avis n'est publié qu'à titre informatif.

COMPTOIR
DES
ENTREPRENEURS
DEPUIS 1848

FRF 700.000.000
Emprunt 9,50 % 1992-1994
Prix d'émission : 100,74 %

Crédit Commercial de France

Banque Bruxelles Lambert S.A. • BNP Capital Markets Limited
Bayerische Landesbank Girozentrale • Crédit Agricole
J.P. Morgan & Cie S.A. • Swiss Bank Corporation
Westdeutsche Landesbank Girozentrale

POLITIQUE

36 Le Monde • Mardi 28 janvier 1992 •

Le Monde de l'économie

OPINIONS

Les chausse-trappes de l'union

Fragilités financières

Peu avant le sommet de Maastricht, huit économistes européens ont publié un rapport critique sur le projet d'union monétaire européenne (The making of monetary union. Center for economic policy research, Londres octobre 1991). Les deux Français membres de cette équipe présentent ici leurs points de vue.

par PIERRE-ANDRÉ CHIAPPORI (*)

Le sommet de Maastricht a constitué un pas important vers l'émergence d'un système monétaire et financier unifié à l'échelle européenne. Désormais, une date butoir existe pour le passage à une monnaie unique : en 1997, ou au plus tard en 1999. Mais la polarisation du débat sur les aspects macro-économiques a jusqu'à présent occulté les autres problèmes posés par l'union monétaire, et en premier lieu celui, crucial, de l'organisation et de la réglementation du futur système bancaire et financier européen.

Le fonctionnement de tout système de paiement repose, en effet, sur un édifice complexe de règles et de mécanismes dits « prudentiels », c'est-à-dire destinés à assurer sa stabilité et à empêcher l'émergence de crises financières globales. Dans le cas du système européen, les dispositions actuellement envisagées paraissent comporter des lacunes potentiellement dangereuses, qui justifient une révision importante des projets existants.

La montée des périls

Partons d'une double constatation. Sur le plan financier d'abord, la prochaine décennie sera pour l'Europe celle de la montée des périls. Jusqu'à une date récente, la stabilité des systèmes nationaux a bénéficié de l'existence de corsets réglementaires stricts. Encadrement du crédit, contraintes sur les taux, restrictions à l'entrée et à l'innovation, capitaux tolérés sinon encouragés, rentes diverses, tout concourait à façonner un environnement peu concurrentiel ; banques et institutions financières disposaient de « matelas de sécurité » qui les abritaient des aléas de la conjoncture. Ce paysage appartient désormais au passé.

Les vagues de déréglementation des activités financières ont rétabli la concurrence ; l'intégration européenne ne fera que la renforcer. Ce qui se traduira par des gains d'efficacité économique mais aussi, inévitablement, par la réduction des marges et

par une vulnérabilité accrue. Des crises financières majeures, comme celle qui a affecté récemment le système nord-américain, ne sont plus désormais impossibles ; leur prévention devient donc un objectif vital.

Seconde constatation : l'intégration croissante des flux financiers à l'intérieur de la Communauté entraîne une globalisation du risque. La vulnérabilité des banques européennes vis-à-vis de crises nées

dans d'autres pays de la CEE va s'accroître. Le cas de la BCCI - holding luxembourgeoise ayant la majorité de ses activités au Royaume-Uni et dont la faillite a des répercussions sur les systèmes français et allemand - a sur ce point valeur d'archétype. Cette tendance culminera avec le passage à un système de paiement commun : par définition, toute crise affectera (potentiellement) l'ensemble de la zone. Les activités de prévention (ou d'intervention en cas de crise) d'une banque centrale nationale auront donc un caractère de bien public au niveau de la Communauté ; elles profiteront aussi, et peut-être surtout, aux autres économies. En mettant les choses au pire (ce qui, en matière de réglementation de prévention est un devoir), certains pays pourraient même être tentés d'utiliser le laxisme de la supervision comme un argument d'appel, afin de développer leurs places financières au détriment des pays plus exigeants. D'ores et déjà, le principe de reconnaissance mutuelle aligne de facto les procédures d'agrément sur la réglementation nationale la moins sévère.

Face à ces menaces, quel sera le rôle de la future banque centrale européenne (BCE) ? Première surprise : dans l'état actuel des projets de statuts, assurer la sécurité du système financier ne fait pas partie des objectifs prioritaires de la BCE. La Com-

munauté paraît décidée à laisser aux banques centrales nationales l'essentiel des responsabilités de supervision et d'intervention, la seule harmonisation prévue s'effectuant au travers des ratios de capital (ratio Cooke, ratio de division des risques, ratio de liquidité...) issus des travaux du Comité de Bâle et la BCE, quant à elle, se voyant assigner la stabilité des prix comme objectif essentiel et quasi exclusif.

Ces dispositions paraissent doublement insuffisantes. Sur le plan de la prévention, tout d'abord, les ratios de capital ne sauraient constituer à eux seuls une panacée ; d'autant qu'en l'état actuel la prise en compte du risque y paraît trop sommaire. Dans le calcul des ratios de capital des banques, la pondération des risques ne tient pas compte de la qualité des emprunteurs, mais seulement de leur nature institutionnelle. Une banque, soit-elle la pire réputation de la place, y est mieux traitée que la plus solide des groupes industriels ; inversement, deux emprunteurs de la même catégorie sont traités de façon identique, ce qui interdit de distinguer un prêt à une entreprise florissante et le financement hasardeux d'une RES.

Pis, la diversification des actifs - aspect que tout analyste financier expérimenté ne saurait ignorer - est simplement ignorée. Ainsi, il est possible à une institution financière de respecter les ratios tout en investissant la totalité de ses disponibilités sur des spéculations immobilières dans une même région.

Cependant, si une meilleure définition des ratios paraît nécessaire, elle ne saurait suffire à assurer la coordination de la prévention des risques au niveau européen. Dans la quasi-totalité des pays, la supervision régulière des établissements financiers, assurée par des organismes spécialisés (dépendant souvent de la banque centrale), joue un rôle essentiel. Une coordination effective de ces fonctions de supervision directe est indispensable ; et la BCE devra inévitablement être au centre du dispositif. Rien de tel n'est prévu dans les projets actuels.

Crise financière

La seconde insuffisance risque d'apparaître au cas où se déclencherait une crise financière grave, affectant simultanément des institutions financières dans plusieurs pays. On peut penser, par exemple, à une crise de liquidité touchant des marchés de plus en plus intégrés. Le remède normal consiste en une intervention de la banque centrale, qui, agissant en « prêteur en dernier ressort », fournit les liquidités nécessaires.



On voit mal, dans un système de monnaie unique, qui d'autre que la BCE, responsable de l'émission, pourrait assurer ce rôle. Or rien de tel n'est prévu dans ses attributions, les autorités monétaires allemandes y voyant un risque de tentations inflationnistes. Cet argument est cependant peu convainquant. L'émission monétaire « sur le vif » peut toujours être compensée (« stérilisée ») par un durcissement ultérieur.

Surtout, si un danger d'effondrement en cascade des systèmes de paiement se profile, il serait de toute façon irrationnel de s'abstenir, comme la réserve fédérale américaine au début des années 30, d'émettre les liquidités nécessaires. Dans une telle hypothèse, il est au contraire important que cette émission soit contrôlée par la BCE.

Transfert d'autorité

En fait, la nécessité d'une harmonisation beaucoup plus étroite des réglementations nationales est claire pour tous. La véritable difficulté est ailleurs. L'harmonisation est, sinon aisée, du moins possible lorsqu'elle concerne des règles. Elle devient extrêmement difficile, voire simplement irréalisable, dès qu'il s'agit de pratiques discrétionnaires. Un accord sur des règles communes n'empêchera pas la persistance d'écarts de fait entre les pratiques - et donc les niveaux de risque - des différents pays.

La où l'harmonisation est impossible, il faut, dans un premier temps, réfléchir à des mécanismes assurant une coordination étroite (et s'il le faut autoritaire) des instances nationales. Mais, dans le cadre d'un système unifié de paiement, ces mécanismes eux-mêmes seront insuffisants. Personne n'a jamais proposé de scinder les responsabilités de contrôle et d'intervention de la Banque de France entre des banques centrales régionales indépendantes ; cette idée serait certainement considérée comme absurde, précisément parce que les régions appartiennent au même système de paiement. Mais ce qui est vrai aujourd'hui au niveau national le sera demain au niveau européen : tôt ou tard, l'union économique et monétaire impliquera le transfert de l'autorité de contrôle vers une (ou plusieurs) entités au niveau communautaire. C'est, apparemment, ce que les autorités communautaires hésitent encore à dire clairement.

Sur la forme précise de ces entités, tout reste à faire. Le rapport du CEPR envisage une structure administrative décentralisée, s'appuyant sur les autorités nationales régionales (regroupées par exemple sous une autorité commune), et une réglementation prenant en compte les différences entre les systèmes économiques nationaux : l'unification ne doit pas être synonyme d'uniformisation. Par ailleurs, il propose, sur le plan des structures, de juxtaposer à la BCE, responsable de l'agrément des établissements et prêteur en dernier ressort, un organisme réglementaire indépendant gérant les mécanismes d'assurance des dépôts et les interventions en cas de faillite. Ces idées doivent évidemment être discutées, complétées, voire amendées. Encore faudrait-il que l'on accepte de poser clairement ces questions. Un pas que la Communauté n'a pas encore franchi !

(*) Chercheur au DELTA (laboratoire CNRS-ENBESS).

Une politique industrielle en trompe-l'œil

par OTHON DUBY (*)

LEON Brittan, le très libéral commissaire européen chargé de la concurrence, peut sembler le champion de la concurrence. L'acte de naissance de Thomson-CEA-Industrie ne signifie pas le renouveau de notre politique industrielle, il en sonne le glas. Le gouvernement a commis trois erreurs d'appréciation qui compromettent la viabilité de son projet :

- Laisser croire que les besoins de la filière électronique pourront être pris en charge par deux groupes industriels, CEA-Industrie et France Télécom. Ces deux groupes en mutation, qui doivent apprendre à vivre hors de la protection des marchés publics - marché unique oblige - n'avaient pas besoin d'un tel fardeau. Leurs concurrents, Siemens ou ABB (Asea Brown Boveri), British Telecom ou ATT, apprécieront cette nouvelle donne qui rend vulnérables deux des points forts de notre économie ;

- Ignorer l'effet contre-productif de cette décision sur nos partenaires. Les indispensables alliances seront désormais plus difficiles à nouer. Maastricht avait, quoiqu'on en ait dit, ouvert la porte menant à une politique industrielle européenne. La déclaration commune ne fait-elle pas référence à l'industrie ? Le gouvernement a pris le risque de voir refermer cette porte en répondant par une caricature franco-française au dogmatisme de Sir Leon, qui va trouver à un terrain de chasse inespéré. De quoi faire oublier l'affaire De Havilland ;

- Penser qu'il suffit d'additionner des bilans pour gagner des marchés. On s'apprête à oublier quinze ans d'histoire industrielle. Les facteurs de succès sont, en 1992, la cohérence autour de quelques métiers, la proximité des marchés, l'ouverture à la coopération internationale, la primauté des hommes sur la belle ordonnance des organigrammes. Dans le contexte international actuel, les pachydermes d'essence financière ont les pieds friables. Pourquoi CEA-Industrie ferait mieux pour Thomson électronique grand public que Thomson-CSF, qui a autant de provisions que CEA-Industrie ? Siemens et Toshiba ont assuré leur croissance sur des axes forts ; leur puissance s'est établie dans la durée. Aujourd'hui le temps presse. Les géants allemands, en qui l'on voit des modèles, ont leurs fai-

bles : Siemens n'a pu éviter que Nixdorf s'enfonçe dans le rouge ; Daimler-Benz a du mal à digérer ses acquisitions. Des cessations d'activités sont probables outre-Rhin. Attend-on des nouveaux actionnaires de Thomson et bientôt de Bull qu'ils en fassent autant ? La « macromolécule » dont on vient de faire la synthèse risque fort d'être vouée à d'intenses mouvements browniens.

Naissance d'un « combinat »

Il est légitime que l'Etat actionnaire mobilise des ressources somnolentes ; faire du Meccano n'est pas nécessairement stupide. Les restructurations de 1982 répondaient à une logique industrielle. Mais en voulant frapper trop fort, on a tapé à côté. La CEA, comme France Télécom, peuvent apporter un appui au secteur électronique, dans le cadre de projets bien calibrés. C'était l'objet de la mission confiée à Jean-Claude Hirié. Pourquoi avoir fait si peu cas de ses recommandations et ne pas les avoir publiées ? Il convient enfin de s'interroger sur la méthode. Loin d'ouvrir dans la concertation et la transparence, le gouvernement a braqué l'attention sur la mission Hirié tout en concoctant, dans le plus grand secret, un autre projet, bâffi et inapplicable.

Est-ce ainsi que l'on espère obtenir l'indispensable mobilisation des énergies ? Fallait-il que le gouvernement soit si peu sûr de lui pour contraindre les présidents des entreprises intéressées, hostiles pour la plupart à cette initiative, à l'approuver - du bout des lèvres - devant quelques journalistes convoqués pour recueillir cette approbation ? Pourquoi avoir ressorti un vieux projet des tiroirs d'un conseiller du premier ministre dont les initiatives industrielles précédentes ne passent pas pour avoir été très concluantes ? Après la naissance de ce « combinat », parlera-t-on encore de politique industrielle ?

L'addition technocratique du dynamisme de notre secteur nucléaire et de la pompe à finances de l'électronique risque d'affaiblir notre industrie et de pénaliser l'emploi ; elle est un plus pour nos concurrents.

(*) Pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires et de cadres dirigeants du secteur public.

ONLY SUD - MADRID
2 vols bi-quotidiens*

7h15
premier vol du matin

| Only Sud | Madrid |
|----------|--------|
| 7h15 | 9h05 |
| 12h00 | 10h10 |
| 17h15 | 19h05 |
| 22h00 | 20h10 |

En semaine vols valables à compter du 3 janvier 1992
Toutes informations publiées à titre informatif
et susceptibles de changements sans préavis. * à compter
du 2 mars 1992. Vols hebdomadaires à compter du 23 mars 1992

A partir du 3 Février, Euralair propose aux hommes d'affaires une ligne régulière quotidienne Only Sud - Madrid.

Les horaires ont été étudiés pour vous permettre de bénéficier d'une journée entière de travail à Madrid.

Venez profiter de l'espace, vous détendre sur un confortable fauteuil en cuir, découvrir les nouvelles, télévisées, du jour, déguster quelle que soit l'heure un repas raffiné... Bref, venez vivre pleinement l'instant présent.

Depuis plus d'un quart de siècle, nous transportons sur nos jets privés les personnalités les plus exigeantes. Ce sont elles qui nous ont appris ce qu'un homme d'affaires attend d'une compagnie aérienne.

Renseignez-vous des maintenant auprès de votre Agent de voyages ou téléphonez à Euralair : (1) 49 60 91 00.

euralair
UN CIEL A PART

مكتبات الأصل

monétaire européenne

Douloureuse convergence

par CHARLES WYPLOSZ (*)

L'ECU sera une monnaie forte, parce que le taux d'inflation sera l'un des plus faibles au monde, et parce que la constitution de la future Banque centrale européenne (BCE), adoptée à Maastricht, ressemble à s'y méprendre à celle de la Bundesbank, la banque centrale allemande. De par ses statuts, la BCE aura pour mission pratiquement unique d'assurer la stabilité des prix. Elle sera formellement indépendante du pouvoir politique. En fait, elle sera d'autant plus puissante qu'elle aura l'avantage d'étendre le champ de sa juridiction à l'ensemble de l'union, face à douze « petits » gouvernements et à une Commission de Bruxelles aux pouvoirs relativement squelettiques. De plus, elle n'aura pas le droit de prêter directement aux gouvernements, la célèbre planche à billets ne fonctionnera donc (presque) plus.

La constitution anti-inflation de la BCE était une condition sine qua non pour que l'Allemagne signe le traité. Dans cette affaire, c'est l'Allemagne qui a demandé, obtenu, et donné le plus. L'Allemagne n'a pas grand-chose à gagner dans cette affaire. Bien sûr, ses citoyens bénéficieront, comme tous les autres, de l'avantage de ne pas avoir à convertir leur monnaie pour le commerce et le tourisme. Mais la contrepartie est de taille, puisque l'Allemagne accepte, en quelque sorte, de partager le contrôle de sa monnaie, qui était devenue la base du système monétaire européen. Et de la partager avec des pays dont le casier judiciaire en matière d'inflation est bien chargé.

Si j'étais allemand, je n'aurais guère envie de confier ma monnaie à un Français ou, pis encore, à un Italien. Ou alors, je demanderais des garanties. C'est ce qui a été fait. D'où un certain nombre de conditions, mentionnées dans divers protocoles annexes au traité, qui serviront d'abord à identifier les pays dignes de joindre l'union, et ensuite à juger et éventuellement punir les pays membres coupables de laxisme. Malheureusement, ces conditions vont au-delà du raisonnable.

La planche à billets

Pour comprendre comment on en est arrivé là, il suffit de se demander comment une BCE farouchement indépendante et entièrement dédiée à la stabilité des prix pourrait être amenée à renoncer à son objectif. Il faudrait qu'elle y soit purement et simplement forcée. Qui donc aurait à la fois l'intérêt et les moyens d'exercer des pressions inflationnistes sur la banque centrale ? Un gouvernement déjà solidement endetté et dont la dette monte sans fin apparente.

De tout temps, il n'a existé que trois moyens pour sortir d'une situation d'endettement chroniquement croissant : la première solution est vertueuse, c'est l'austérité budgétaire. La deuxième solution est la hantise allemande : la planche à billets, et donc l'inflation. La troisième solution, honteuse, c'est la répudiation de la dette publique. Ce que veulent les Allemands, c'est une garantie absolue que la première solution sera celle qui s'imposera. Ce qu'ils redoutent le plus, c'est que le risque – ou le chantage – d'une répudiation n'oblige la BCE à se résoudre à faire tourner la planche à billets.

Le scénario correspondant trotte dans tous les esprits durant les travaux préparatoires à Maastricht. Par exemple, la dette publique italienne surpasse désormais son PIB. Une répudiation pourrait entraîner quelques faillites bancaires, et, par un jeu de dominos, finir, se propager comme une traînée de poudre à l'ensemble du système bancaire européen, voire mondial. Devant une telle situation, la BCE ne pourrait pas rester les bras croisés. Pour sauver les meubles, elle devrait injecter des liquidités à doses massives. Re-bonjour la planche à billets !

C'est ainsi que tout naturellement on en est venu à parler dette publique, et donc déficit budgétaire. Et que les Allemands ont proposé trois règles. Pour chaque pays : d'abord les déficits budgétaires ne doivent pas excéder 3 % du PIB ; ensuite la dette publique ne doit pas excéder 60 % du PIB ; enfin le déficit public ne doit pas excéder le montant des investissements publics (en moyenne de l'ordre de 3 % du PIB).

D'après l'accord de Maastricht, ces contraintes auront deux fonctions. Elles serviront de précondition à l'entrée dans l'union, et elles régiront le fonctionnement de l'union. Pour être admis, un pays devra satisfaire aux règles budgétaires, ainsi qu'à deux « critères de convergence » concernant, l'un, l'inflation et, l'autre, les taux d'intérêt à long terme. Aujourd'hui seule trois pays satisfont à ces préconditions : la France, le Danemark et le Luxembourg. Même l'Allemagne est exclue du fait de ses déficits budgétaires.

Contraintes budgétaires

Par ailleurs, les règles budgétaires continueront à avoir force de loi une fois l'union en place. Les pays délinquants se verraient d'abord réprimander, puis imposer des sanctions financières sous la forme du blocage des paiements qu'ils reçoivent de Bruxelles.

Les règles budgétaires sont dures. Elles restreignent très nettement la possibilité pour chaque pays de déterminer sa propre politique budgétaire. Or demander un abandon formel de politique monétaire est déjà énorme, même si de facto le système monétaire européen a effectivement éliminé l'indépendance monétaire. Demander en plus une très sérieuse limitation de l'indépendance budgétaire, c'est lancer le bouchon trop loin. Car les Etats n'ont que deux instruments de réglage macroéconomique : la politique monétaire et la politique budgétaire. Tout retirer à un Etat souverain n'est pas acceptable, d'autant que, lorsque l'instrument monétaire aura été abandonné, le rôle de la politique budgétaire va s'accroître.

Quant aux critères de convergence, cela revient à mettre le char avant les bœufs. Une fois la monnaie unique adoptée, l'inflation ne différera pas plus entre l'Allemagne et l'Italie qu'elle ne diffère aujourd'hui entre la Bretagne et la Provence. Les taux d'intérêt seront partout les mêmes pour les emprunteurs de même risque. La question est de savoir quand l'indéfectible convergence des taux d'inflation est le plus efficacement obtenue : avant ou après l'union.

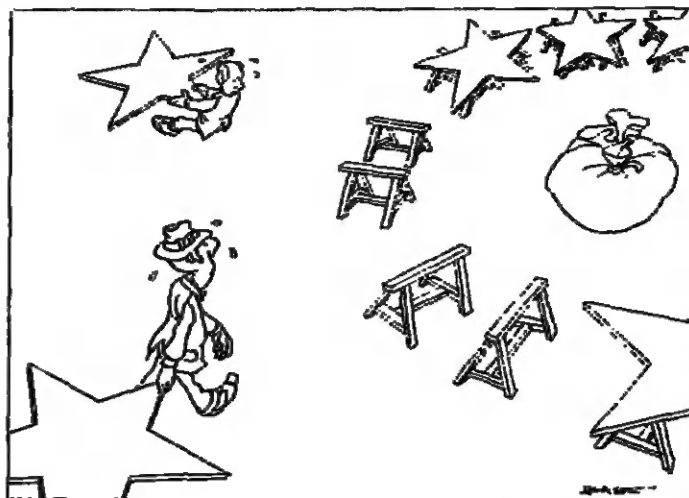
L'expérience française est révélatrice. La désinflation a été payée au prix fort en termes de chômage. Elle ne s'est vraiment solidifiée que lorsque l'entêtement de M. Bérégovoy à ne jamais dévaluer est devenu crédible, mais cela a pris plusieurs années. Si le franc avait pu être arrêté au mark plus tôt, la désinflation aurait été plus rapide et moins coûteuse. Or il n'y a pas de meilleur arimage que la monnaie unique avec une BCE indépendante. La convergence après l'union sera infiniment plus aisée.

On le voit, l'accord de Maastricht est entaché de quantité de conditions arbitraires et inutiles qui font que le succès de l'opération n'est pas encore assuré. Quels sont les risques ? Les préconditions en matière de convergence sont redoutables. Une désinflation confirmée est tellement coûteuse que certains pays, dont l'Italie et sans doute l'Espagne et le Portugal, ont peu de chances d'y parvenir rapidement. S'ils sont exclus, rejetés au rang d'Européens de seconde zone, et leur adhésion repoussée, l'inflation repartira, et leurs chances de rejoindre l'union s'évaporeront. Or la France ne souhaite évidemment pas une union par trop « norvégique ».

Heureusement, une double évolution permet aujourd'hui d'être optimiste. D'une part, l'engagement (pris sur une initiative française inattendue et remarquablement habile) d'instaurer en tout état de cause la monnaie unique au plus tard le 1^{er} janvier 1999 va renverser la charge de la preuve. Au lieu d'examiner si tel ou tel pays est digne d'appartenir à l'union monétaire et s'il y a la nécessaire majorité de partants, il faudra expliquer, le moment venu pourquoi on considère que tel pays n'est pas prêt à joindre l'union.

D'autre part, l'idée que les règles budgétaires sont excessives et arbitraires fait peu à peu son chemin.

On pourrait s'orienter vers une application « souple » des différents critères, en termes de progrès réalisés, et non d'objectifs atteints ou



non. En matière de dette ou d'inflation, si c'est la direction qui compte – et non le niveau – la nuance devient cruciale. Le dernier risque est la plus pénible. Le moment venu, les différentes monnaies nationales seront converties en écu. A quel taux ?

La question est de savoir quand seront définitivement gelées les parités. La dernière réajustement date de janvier 1987. Tenir ces parités jusqu'en 1997 – si on est optimiste – ou 1999 relève du pari suicidaire.

Quand donc aura lieu le dernier réajustement paritaire ? Une règle adoptée à Maastricht veut que l'entrée dans l'union ne soit possible que pour les pays qui n'auront pas dévalué par rapport à une autre devise du SME depuis au moins deux ans.

Un démarrage de l'union en 1997 signifie le gel des parités avant fin 1994, donc d'ici trois ans au plus. Comme il n'est pas possible de laisser les marchés des changes spéculer sur une date butoir, le dernier réajustement devra avoir lieu avant, donc bientôt.

Plus on attendra, plus la pression va monter, et plus le choc risque de faire voler en éclats la savante construction de Maastricht.

D'un autre côté, un réajustement des parités prématuré pourrait ne pas être perçu comme le dernier. La marge de manœuvre est très étroite.

(*) Ecole des hautes études en sciences sociales et INSEAD.

C'EST À L'ÉTAT DE LA GOMME
QUE L'ON RECONNAÎT UNE CAMPAGNE
CONCUE POUR DURER 10 ANS.

Jean & Montmarin

JEAN & MONTMARIN. AGENCE DE PUBLICITÉ. 47 45 14 31.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs

Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs

FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

POLITIQUE

38 Le Monde • Mardi 28 janvier 1992 •

Le Monde de l'économie

CONJONCTURE

Si l'on n'est qu'une seule bonne nouvelle au tableau conjoncturel, c'est bien du côté de l'inflation qu'elle s'inscrit. Supérieure à 5 % à la fin de 1990, la hausse annuelle des prix à la consommation du groupe des Sept est revenue aujourd'hui à près de 3 %.

La baisse des cours des matières premières consécutive au ralentissement mondial de l'activité économique et la dépréciation de la monnaie américaine sont pour partie à l'origine de ce résultat; les mécanismes traditionnels d'ajustement des prix et des salaires inhérents aux périodes de décelération de la demande et d'augmentation du chômage en sont les autres explications.

Au palmarès des pays industrialisés, la France, le Japon et les États-

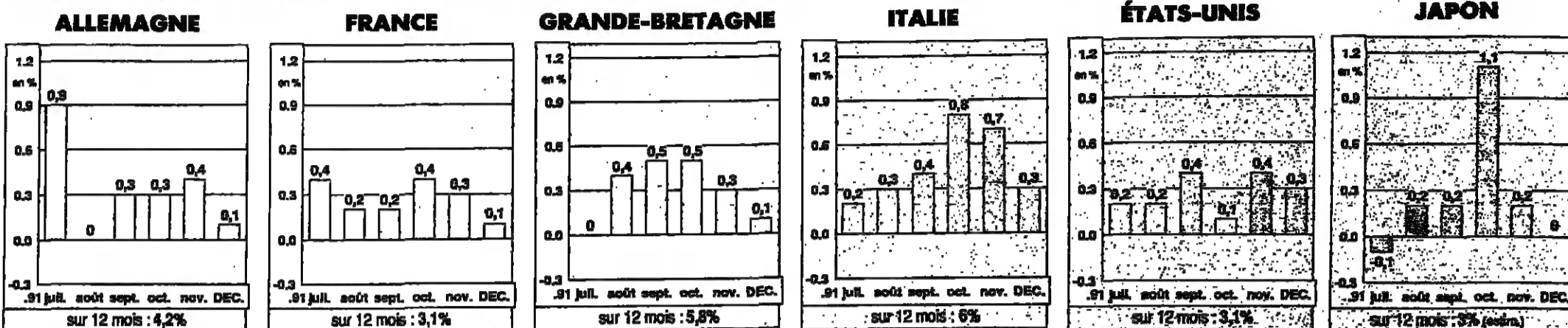
INDICATEUR • Les prix

Décelération

Unis ont terminé l'année 1991 avec des taux d'inflation de 3 à 3,1 % au lieu de 3,4, 3,8 % et 6,2 % respectivement en décembre 1990. Les pressions salariales, moins prononcées qu'ailleurs, se sont allégées dans ces pays, tandis que les entreprises semblent avoir consenti des efforts importants sur leurs marges bénéficiaires.

Dans les autres pays, l'inflation salariale persistante n'autorise pas d'aussi bonnes performances. En queue de peloton, l'Italie et le Royaume-Uni enregistrent toujours des hausses de prix proches de 6 % l'an, identiques à l'an dernier dans le cas italien, mais en diminution de plus de trois points dans le cas britannique.

Au sein de cet environnement, l'Allemagne se singularise : alors que son inflation était la plus faible du groupe des Sept à la fin de 1990 (à 2,8 % l'an), la montée des tensions intérieures et l'alourdissement des taux de TVA ont accru la hausse des prix au cours de l'année écoulée. A 4,2 % par an, l'inflation allemande se situe aujourd'hui au quatrième rang des pays du groupe.



Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf États-Unis.

Région • L'Amérique du Nord

Performances contrastées

AUX États-Unis et au Canada, le PIB a, en moyenne, reculé en 1991 par rapport à 1990. La reprise dont les premiers signes étaient apparus au printemps s'est essouffée, de telle sorte que les niveaux d'activité atteints fin 1991 restent, pour ces deux pays, inférieurs à ceux qui prévalaient avant leur entrée en récession en 1990. A contrario, au Mexique, l'assainissement entrepris dans les années 80 porte apparemment ses fruits.

En Amérique du Nord, l'année 1991 restera donc caractérisée par des performances économiques très contrastées : la forte détente des taux d'intérêt à court terme constitue l'un des rares points communs. Toutefois, aux États-Unis et au Canada, l'assouplissement des politiques monétaires a pour objectif de stimuler l'activité et reflète le manque de dynamisme de ces pays, tandis qu'au Mexique la baisse des taux d'intérêt traduit une confiance retrouvée.

Les banques centrales américaine et canadienne ont dû faire face, en 1991, à des situations à peu près comparables. Ainsi, la baisse des taux, entamée au printemps 1989 aux États-Unis et un an plus tard au Canada, s'est prolongée au cours du premier semestre; elle s'est ensuite amplifiée et accélérée face à l'évidence que les reprises économiques dynamiques attendues ou espérées n'étaient pas au rendez-vous.

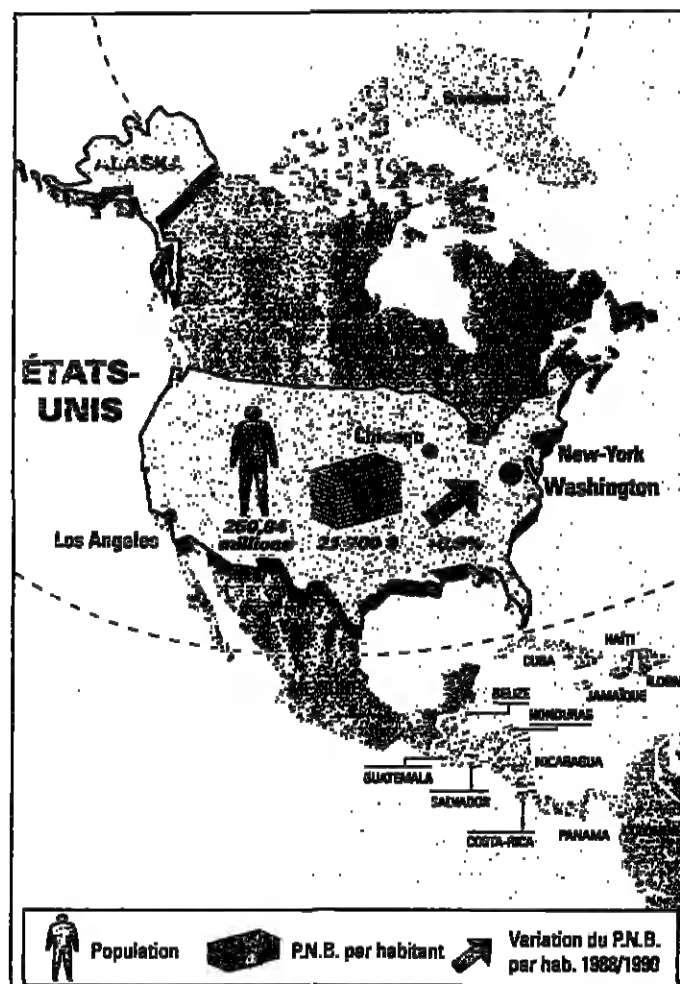
La Banque de réserve fédérale américaine a réduit à dix reprises le taux au jour le jour des fonds fédéraux, le ramenant de 7 % fin 1990 à 4 % depuis le 20 décembre 1991. Elle a aussi diminué cinq fois son taux d'escompte, qui est ainsi passé de 7 % à 3,5 %, au plus bas depuis novembre 1964. L'ampleur de ces baisses reflète la déception liée au manque de vigueur de l'activité alors que l'administration voudrait que la reprise soit perçue sans ambiguïté en cette année d'élection présidentielle. Les dispositions fiscales qui seront présentées dans le discours sur l'état de l'Union visent aussi à restaurer la confiance et à dynamiser la

croissance. Cette détente de la politique monétaire s'est inscrite dans un contexte de pressions inflationnistes maîtrisées, les États-Unis enregistrant en 1991 leurs meilleures performances depuis 1986, année du choc pétrolier. Ainsi, de décembre 1990 à décembre 1991, les prix à la production ont diminué (-0,1 %) et la hausse des prix à la consommation a été limitée à 3,1 %. Mais il est vrai qu'à l'approche des élections ces résultats peuvent paraître secondaires dès lors que le taux de chômage a atteint 7,1 % fin 1991, au plus haut depuis juin 1986, et que le PIB a enregistré, en moyenne, son premier recul depuis 1982.

La récession traversée par le Canada a été longue et prononcée en comparaison de celle connue par les États-Unis, qui est d'ailleurs l'une des plus modérées de l'après-guerre. Ainsi le PIB canadien a reculé quatre trimestres consécutivement, soit une baisse cumulée de 2,8 %, alors que le PIB américain n'a diminué que deux trimestres de suite, de 1,6 % en tout. Le taux d'escompte de la Banque du Canada, fixé automatiquement chaque semaine 0,25 % au-dessus du taux des bons du Trésor à 91 jours, est revenu de plus de 10 % fin 1990 à moins de 7,5 % début 1992. Un taux aussi bas n'a été atteint au cours de toute la décennie 80 que pendant quatre semaines au printemps 1987.

Le maintien apparent de certaines pressions inflationnistes a pu limiter l'ampleur de l'assouplissement monétaire au Canada. En effet, l'introduction de la taxe sur les biens et services en janvier 1991, dont l'impact sur les prix à la consommation est estimé à 1,3 %, a masqué une amélioration s'est en effet maintenue au-delà de 6 % au cours du premier semestre avant de revenir vers 4 % en fin d'année, alors qu'il passera sous 2 % début 1992.

Les performances économiques du Mexique sont telles que les mesures mises en œuvre dans les années 80 font aujourd'hui référence. Ainsi, le PIB a pro-



gressé de plus de 4 % en 1991 après 3,9 % en 1990, soit la croissance la plus soutenue depuis 1981. La hausse des prix est revenue au-dessous de 20 %, son plus bas niveau depuis treize ans, alors qu'elle était encore à trois chiffres en 1987-1988. Le déficit public aura été contenu à moins de 2 % du PIB, alors qu'il atteignait encore 17 % en 1987.

Le Mexique a même été cité en exemple pour attirer des capitaux, car ses résultats s'accompagnent d'un retour spectaculaire de la confiance. Le Mexique a retrouvé l'accès des marchés financiers et a pu placer plus de 1 milliard de dollars en titres obligataires au cours des neuf premiers mois de l'année. Les investissements étrangers réalisés en 1990-1991 ont largement dépassé 10 milliards de dollars. Les réserves de change excèdent 15

milliards de dollars, un niveau historiquement inégalé. La détente des taux d'intérêt apparaît donc comme une reconnaissance des progrès réalisés, à l'image de la bourse de Mexico qui, en dollars, a progressé de plus de 100 % en 1991. Toutefois, une certaine prudence reste nécessaire, car le retour à une croissance soutenue exacerbe la contrainte extérieure.

La perspective de l'accord tripartite de libre-échange, le NAFTA (North American Free Trade Agreement), entre les États-Unis, le Canada et le Mexique a grandement contribué à dynamiser l'activité de ce dernier; la signature de cet accord apparaît alors comme un paramètre nécessaire de la poursuite du redressement mexicain.

Philippe Arovo
Economiste à la BNP

PAYS • Les États-Unis

Le poids de la dette

La montée de l'endettement aux États-Unis est depuis plusieurs années un sujet de préoccupation. La dégradation de la situation financière des ménages est d'autant plus inquiétante que leurs dépenses concourent à plus des deux tiers du produit intérieur brut (PIB) américain.

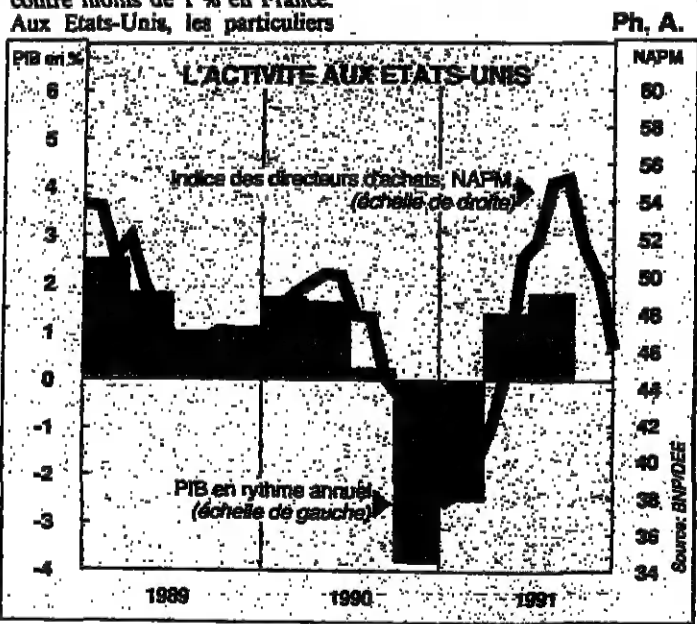
L'encours des prêts aux particuliers est actuellement proche de 4000 milliards de dollars et représente près de 100 % du revenu disponible des ménages, contre 75 % à la fin des années 70. Certes, les ménages pris dans leur ensemble sont structurellement crédateurs et leur patrimoine est toujours supérieur à cinq fois leurs engagements. Cependant la charge de la dette atteint 18 % du revenu disponible, un niveau inférieur aux points hauts de la fin 1989, mais comparable à celui de la fin des récessions de 1973-1975 et de 1980. L'augmentation des incidents de paiement au cours des années 80 est indéniable, même si les taux de défaillance ne rejoignent pas ceux de périodes passées de stagnation ou de contraction de l'activité. Environ 5 % des ménages américains connaissent une situation préoccupante de surendettement contre moins de 1 % en France.

Aux États-Unis, les particuliers

sont donc dans une position inquiétante mais non dramatique. Comme les espoirs de reprise dynamique ont été déçus, cette situation nourrit le pessimisme : est-elle en train de se diffuser et contraindre un redressement significatif de l'activité?

La reprise intervenue au printemps 1991 est restée modeste : la croissance du PIB a été inférieure à 2 % en rythme annuel au cours des deuxième et troisième trimestres. Cette progression limitée n'a pas pu être reproduite à la fin de l'année, comme en témoigne le NAPM, indice des directeurs d'achat.

La politique monétaire accommodante et les aménagements fiscaux qui doivent être annoncés par le président Bush dans le discours sur l'état de l'Union devraient se conjuguer pour dynamiser l'activité à partir du printemps 1992. A moyen terme, cependant, la contrainte financière limitera encore le potentiel de croissance de l'économie américaine : en s'endettant et en privilégiant leurs dépenses courantes, les agents économiques ont renoncé partiellement à leur consommation future.



SECTEUR • Le bâtiment

Rien ne va

seize mois de vente, soit quatre de plus (environ 20 000 logements) que la norme. En Ile-de-France, ils s'élevaient à 17 000 en septembre contre 11 912 un an auparavant, selon nos sources.

Les logements mis en chantier se ventilent entre le locatif (68 200) et l'accession à la propriété (104 200). Pour le locatif, la FNB corrige légèrement la baisse des chiffres inscrits par l'Etat pour le budget 1992. Elle ne prévoit ainsi que 68 000 prêts locatifs aidés (contre 70 000 dans la loi de finances) et 7 000 prêts locatifs

intermédiaires (au lieu de 10 000). En revanche, il n'est pas exagéré de parler d'effondrement pour l'accession à la propriété (104 200 mises en chantier) : le nombre de prêts pour accession à la propriété (PAP) et de prêts conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (PC avec APL), en baisse de près de 13 % après une chute de 21 % en 1991, tombera à 54 000 en 1992, soit 4,5 fois moins qu'en 1982.

Outre la baisse du nombre de PAP (34 000 prévus en 1992 contre 38 750 en 1990), la FNB

incrimine un facteur nouveau : « Le comportement des organismes bancaires à l'égard des ménages à revenus modestes ». Dans le secteur libre, les mesures fiscales prises dans la loi de finances se traduiraient par la mise en construction de 15 000 logements supplémentaires, selon la FNB qui tablé sur 213 700 unités au total. Côté administrations, la FNB retient une progression de 3 % en volume (1,6 % en 1991), grâce à un accroissement de 10,5 % des constructions de l'Etat, y compris les grands chantiers, - pour le développement des universités essentiellement (+ 68 %) - tandis que stagnent celles des collectivités locales (+ 0,5 %). Dernière composante, les investissements productifs privés, en nette pro-

gression (4,2 %) en 1991, devaient se réduire de 1,5 % cette année. La baisse des permis de construire accordés en 1991 (surtout sensible dans les secteurs industriel et commercial) devrait faire sentir ses effets en 1992. Dans l'agriculture, le volume des travaux progresserait encore de 2 % (contre 8,5 % en 1991), tandis que le repli serait de 0,7 % pour les bâtiments industriels et de stockage (+ 4,4 % en 1991). Situation contrastée selon les régions pour les bureaux, qui resteraient globalement stables (+ 5 % en 1991). Dans les commerces, en revanche, la baisse (1 % en 1991) s'accroîtrait à - 4 %.

Françoise Vaysses

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'Agence de presse Idé et le service infographie du Monde.

مكتبات الأصل